

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS



SEPTEMBRE 2014 »»

Publié le 30 SEPTEMBRE 2014

SOMMAIRE

SEPTEMBRE 2014

Commission Permanente – 19 Septembre 2014

1562/2014/CP	relatif à la signature de 3 conventions avec EDM pour l'installation de postes de transformation sur des terrains du Département
1570/2014/CP	relatif à la rétrocession des 73 m ² restants, issus du titre privé TN° 2529-D° initialement exproprié pour la confection de la voie rapide qui relie la RN4 et l'aéroport de Pamandzi
1652/2014/CP	relatif à l'attribution de subvention de 56 210 euros aux associations désignées sur le tableau ci-dessous, dans le cadre de la coopération décentralisée pour l'année 2014
1654/2014/CP	relatif à la modification de la délibération n°1574/2014/CP concernant une aide exceptionnelle accordée à la commune de Mtsamboro pour la réalisation des travaux de réhabilitation du réseau routier communal, des berges et des ravines suite aux fortes intempéries des 27, 28 et 29 mars 2014
1655/2014/CP	relatif à la maîtrise foncière de l'accès au quai de transfert des déchets de Mamani
1662/2014/CP	relatif à l'adhésion du Conseil Général de Mayotte au Groupement des Autorités Responsables de Transport (GART)
1673/2014/CP	relatif à une aide exceptionnelle de 250 000.00 € accordée à la commune de Mtsangamouji pour la réfection et la mise aux normes du plateau polyvalent de Mtsangamouji suite aux sinistres causés par les intempéries qui ont frappées Mayotte le 27,28 et 29 mars 2014
1674/2014/CP	relatif à la cession à bail emphytéotique des parcelles de terrain sises à Kawéni Commune de Mamoudzou et à Kangani commune de Koungou à la société CAP-MAY
1675/2014/CP	relatif à la validation des dossiers présentés en commission CPF le 24 juillet 2013,
1676/2014/CP	relatif à la validation des dossiers présentés en commission CPF le 29 novembre 2012
1678/2014/CP	relatif au financement des structures d'information, d'insertion, d'appui à l'appareil de formation et d'accompagnement à l'emploi des publics en difficulté,

1679/2014/CP	relatif à la participation du Conseil Général à la Convention-Cadre Régionale Engagement de Développement de l'Emploi et des Compétences (EDEC).
1680/2014/CP	relatif à la transformation d'actions de formation dans le cadre de la commande publique de formation professionnelle 2013-2014
1685/2014/CP	relatif à l'attribution d'aides financières aux organisations syndicales de salariés pour l'année 2014
1686/2014/CP	relatif à la conclusion d'une convention entre l'Etat (autorité investie du pouvoir de police portuaire) et le Département (autorité portuaire) précisant les modalités de concertation pour l'organisation des mouvements de navires dans le port de Mayotte
1688/2014/CP	relatif au financement de la convention entre le Conseil Général et l'Agence de l'Outre-mer pour la Mobilité (LADOM) pour l'année 2014
1696/2014/CP	relatif à la rétrocession des locaux de la SIM à Cavani au Département de Mayotte
1702/2014/CP	relatif à l'attribution d'une subvention à l'association sportive ETOILE de HAPANDZO
1706/2014/CP	relatif à la programmation cinéma 2014
1709/2014/CP	relatif à l'attribution de subventions aux associations intervenant dans le domaine social et médico-social au titre de l'année 2014
1710/2014/CP	relatif à l'attribution de subvention au Conseil Economique, Social et Environnemental de Mayotte (CESEM) pour l'organisation des festivités de son 10ème anniversaire
1716/2014/CP	relatif à la réfection des pistes rurales suite aux intempéries de 2013 - 2014
1717/2014/CP	relatif à l'octroi d'aides aux agriculteurs, CDOA du 29 août 2013
1721/2014/CP	relatif à l'avenant à la convention de financement du projet du 10ème FED régional à conclure avec les Terres Australes et Antarctiques Françaises et la préfecture de Mayotte
1723/2014/CP	relatif à la location d'un local pour le transfert des services de l'Unité Territoriale d'Action Sociale et la Mission RSA de Petite-Terre
1733/2014/CP	relatif à la mise à disposition par bail emphytéotique administratif au profit de la Société Publique Locale "SPL 976" de plusieurs volumes et parcelles situés dans les cantons d'Acoua, Chiranguï, Mamouazou 1, Koungou, Ouangani et Pamandzi pour la construction de 6 casernes des pompiers, logements de services, 1 CTA-CODIS (à Kawéni), ainsi que de 3 centres de secours de 1ère intervention dans les cantons de Dombéni, Kani-Kéli et M'Isamboro, y compris la viabilisation des sites concernés
1735/2014/CP	relatif à la mise à disposition par bail emphytéotique administratif au profit de la Société Publique Locale "SPL 976" de plusieurs volumes et parcelles situés dans le canton de Pamandzi pour la construction d'un centre de formation professionnelle baptisé

« Sultan MAWANA MADI »

1737/2014/CP	relatif à une autorisation donnée la Société Publique Locale " SPL 976 " par le Conseil Général de Mayotte pour la réalisation d'un lotissement de 40 logements libres, sur un foncier privé à acquérir sur fonds propres de la SPL 976 à cette fin, dans le village de Trévani (canton de Koungou)
1738/2014/CP	Relatif à la mise à disposition par bail emphytéotique administratif au profit de la Société Publique Locale "SPL 976" d'une parcelle située dans le canton Kani-Kéli pour la construction d'une Maison de la santé
1741/2014/CP	relatif à la mise à disposition par bail emphytéotique au profit de la Société Publique Locale "SPL 976" d'un lot de parcelles de terrains situées dans le canton de Pamandzi (Rue du jardin) pour la construction d'un centre culturel associatif comprenant une mosquée de vendredi, une salle funéraire, des salles de classes, des bureaux et tous autres besoins pouvant intéresser les bailleurs de fond publics ou privés. Ce projet d'intérêt général s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la circulation sur la plateforme aéroportuaire. De ce fait, le Conseil Général confie à la SPL 976 la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) de ces opérations.
1742/2014/CP	relatif à la mise à disposition par bail emphytéotique administratif au profit de la Société Publique Locale "SPL 976" de plusieurs volumes et parcelles situés dans le canton de Mamoudzou 1 pour la construction du pôle administratif du Conseil Général de Mayotte et d'un parking à niveaux
1745/2014/CP	relatif à la mise à disposition par bail emphytéotique au profit de la Société Publique Locale "SPL 976" de plusieurs volumes et parcelles situés dans le canton de Pamandzi (sur l'emplacement des anciens garages de la préfecture) pour la mise en place d'un programme de logements sociaux et en accession à la propriété sociale ainsi qu'un hôtel
1746/2014/CP	relatif à l'attribution d'indemnité exceptionnelle aux conseillers généraux siégeant au Conseil d'Administration de la SPL 976, sous la forme de jetons de présence et dans le cadre des conventions réglementées
1747/2014/CP	relatif à une mission exceptionnelle confiée par la SPL 976 à son Président, dans le cadre des conventions réglementées, pour accompagner le Directeur Général de la société dans la finalisation de négociations financières avec différents bailleurs de fonds.
1748/2014/CP	relatif à un transfert de mission à la société publique locale " SPL 976 " pour la gestion de la billetterie du Conseil Général de Mayotte.
1753/2014/CP	relatif à l'organisation d'une formation DIF (Diplôme d'Instructeur Fédéral)

1753/2014/CP	relatif à l'organisation d'une formation DIF (Diplôme d'Instructeur Fédéral)
1754/2014/CP	relatif à l'attribution d'une subvention à l'Espoir Corporatif du Conseil Général
1755/2014/CP	relatif au transfert de la Maîtrise d'Ouvrage du projet Plateau Polyvalent de Mitsapéré Baobab au Conseil Général
1758/2014/CP	relatif aux mandats spéciaux des élus du Conseil Général
1759/2014/CP	relatif à l'attribution de subvention de soutien au lancement des projets immobiliers de la SPL 976
1761/2014/CP	relatif à la mise à disposition gratuite de locaux à la commune d'Acoua pour installer la Police municipale de la commune
1763/2014/CP	relatif à l'inscription d'une partie des actions de la commande publique de formation professionnelle 2013 et 2014 dans le cadre du cofinancement du PO Initiative Européenne pour la Jeunesse (IEJ) 2014-2015
1764/2014/CP	relatif à une aide exceptionnelle de 600 000.00 € accordée à la commune de Pamandzi pour le financement des travaux de réhabilitation de la digue de Pamandzi suite aux sinistres causés par les intempéries qui ont frappées Mayotte le 27, 28 et 29 mars 2014

Séance Plénière – 19 Septembre 2014

1556/2014/CG	Mise en place d'une nouvelle procédure de régularisation foncière pour les attributaires de logements en accession très sociale ou sociale à la propriété aidés par l'Etat (LATS ou LAS)
1579/2014/CG	Avenant n°3 à la convention du 6 novembre 2010 portant sur la surveillance médicale en Médecine de Prévention
1656/2014/CG	Signature d'une convention cadre de coopération décentralisée entre le Département de Mayotte (France) et le Gouvernorat de Mwali (Union des Comores)
1656 bis/2014/CG	Prise en charge des frais (transport aérien, hébergement, restauration) pour le déplacement à Mayotte d'une délégation de 7 personnes du gouvernorat de Mwali (Union des Comores).
1657/2014/CG	Signature de la convention cadre partenariale avec la région SOFIA à Mayotte
1657 bis/2014/CG	Prise en charge des frais interne de la délégation Malgache

	composée d'un élu, le Chef de Région SOFIA Monsieur Serge ELIO, et deux techniciens pour une journée de rencontre de la coopération décentralisée entre Mayotte et Madagascar en vu de la signature de la convention cadre partenariale avec la région SOFIA à Mayotte
1658/2014/CG	Projet de décret relatif aux obligations déclaratives et à la mise en concurrence des intermédiaires en défiscalisation outre-mer
1659/2014/CG	Projet de décret relatif à la vente au détail des tabacs manufacturés en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion et à Mayotte
1660/2014/CG	Projet de décret portant création d'une indemnité particulière d'exercice pour les praticiens hospitaliers à temps plein et les praticiens des hôpitaux à temps partiel des disciplines médicales, déontologiques et pharmaceutiques dans le Département de Mayotte
1663/2014/CG	Tarifs des cartes de transports scolaires pour l'année 2014/2015
1666/2014/CG	Inscription de certaines recettes fiscales 2010 et 2011 en admission en non-valeur
1667/2014/CG	Complément de garantie délivré à la SIM à hauteur de 32 695,90 € pour des emprunts contractés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations
1668/2014/CG	Attribution de logement de fonction
1669/2014/CG	Désignation des représentants du Département à la Conférence de la Santé et de l'Autonomie de Mayotte (CSA)
1670/2014/CG	Programmation des contrats uniques d'insertion dédiés aux bénéficiaires du RSA pour l'année 2014
1671/2014/CG	Convention relative au versement d'une contribution de l'Etat de 500 000 €, au Département de Mayotte, pour le financement du service de Protection Maternelle et Infantile (PMI), part des non assurés sociaux, du 1er septembre au 31 décembre 2014
1672/2014/CG	Création du Comité Départemental des Retraités et Personnes Âgées (CODERPA)
1677/2014/CG	Projet de décret portant revalorisation du montant forfaitaire du Revenu de Solidarité Active à Mayotte

	Projet de décret portant revalorisation du montant forfaitaire du Revenu de Solidarité Active à Mayotte
1681/2014/CG	Modification du taux de l'octroi de mer pour les plats préparés à base de viandes, de poissons et de crustacés ou de mollusques
1682/2014/CG	introduction dans le champ des exonérations d'Octroi de Mer externe des activités portant le code NAF 25.99B
1683/2014/CG	Désignation des représentants du Département au Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier de Mayotte (CHM)
1684/2014/CG	Fixation du nombre de représentants du personnel et à la non institution du paritarisme au sein du Comité Technique et du Comité d'Hygiène, de Sécurité, et des Conditions de Travail
1689/2014/CG	Demande de modification du montant maximum de l'avance à consentir aux régisseurs de la régie d'avance de la délégation de Mayotte à Paris
1690/2014/CG	Attribution de la participation 2014 du STM et du SDIS
1691/2014/CG	Projet de décret portant extension et adaptation à Mayotte de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime
1692/2014/CG	Projet de décret relatif aux exceptions à l'application "silence vaut accord" sur le fondement du 4° du I de l'article 21 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leur relation avec les administrations (ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt)...
1693/2014/CG	Projet de décret n°2010-110 du 29 janvier 2010 relatif au régime de sanctions du programme POSEI-France
1694/2014/CG	Convention cadre entre le Département et l'Office National des Forêts pour la gestion durable du domaine forestier départemental
1695/2014/CG	Validation du Schéma Régional de Développement de l'Aquaculture de Mayotte (SRDAM)
1698/2014/CG	Modification du taux de l'octroi de mer pour des articles d'ameublement en bonneterie portant la nomenclature douanière : 63 04 91 00

1700/2014/CG	Projet de décret portant extension du dispositif d'indemnités journalières de personnes non-salariées des professions agricoles, en cas de maladie ou d'accident de la vie privée aux assurés du Département de Mayotte
1705/2014/CG	Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM) entre l'Etat et le Département de Mayotte pour la mise en œuvre des Contrats Uniques d'Insertion (CUI) à compter du 1 ^{er} janvier 2014
1724/2014/CG	Projet de décret pris pour l'application de l'article 16 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et des articles 33-3° et 34-III-3° de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme renoué.
1725/2014/CG	Organisation des festivités de commémoration des figures historiques de Mayotte
1726/2014/CG	Inscription du lagon de Mayotte au patrimoine mondial de l'Humanité
1727/2014/CG	Extension des médiateurs académiques
1729/2014/CG	Modification du taux de l'octroi de mer pour des livres, des journaux et ouvrages cartographiques
1730/2014/CG	Composition de l'observatoire de l'immigration de Mayotte
1756/2014/CG	Modification des taux de l'octroi de mer pour les mortiers et bétons, les tôles nervurées, les barres en fer treillis soudés et certaines parties et accessoires de constructions.
1762/2014/CG	Convention de développement culturel entre l'Etat et le Département.

Commission Permanente – 31 JUILLET 2014

1624/2014/CP	Aide exceptionnelle accordée à la commune de Bandraboua pour la réfection des routes communales et des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales suite aux fortes intempéries du 27, 28 et 29 mars 2014, liées au cyclone tropical Hellen
1649/2014/CP	Projet de partenariat entre le CC et la société Orange Réunion

CONVENTIONS


N°15/DICT/2014	Relative à une subvention exceptionnelle attribuée à la commune de MTSANGAMOÛJI pour la réfection et la mise aux normes du réseau routier communal et de la bibliothèque municipale de CHMBENYUMBA suite aux fortes intempéries du 27, 28 et 29 mars 2014 liées au cyclone
N°2/DICT/2014	Projet de convention relative au financement de l'extension du bâtiment vie de la 2 ^{ème} compagnie de la formation professionnelle du BSMA
N°.../DICT/2014	Relative à une subvention exceptionnelle attribuée à la commune d'ACOUA pour la réhabilitation, la restructuration des voiries communales et l'acquisition du mobilier scolaire pour l'école maternelle d'ACOUA
N°17	Relative à une subvention exceptionnelle attribuée à la commune de BANDRABOUA pour la réfection des routes communales et des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales suite aux fortes intempéries du 27,28 et 29 mars 2014, liées au cyclone HELLEN

AVENANT

N°02/DICT/2014	Portant modification et transfert d'une partie des subventions du contrat territorial n°16/CT/SICL/2014 de la commune de Mamoudzou à la sécurisation du terrain de football de vahibé et du plateau polyvalent de PASSAMANTY
-----------------------	--

COMMISSION PERMANENTE DU 19 SEPTEMBRE

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général


Daniel ZAIDANI



CONVENTION POSTE

Commune de : BANDRABOUA

Département de MAYOTTE

Affaire : 13119

N° et Nom du poste à définir

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

ELECTRICITE DE MAYOTTE(EDM), Société anonyme d'Economie Mixte au capital de 6 210 423 € dont le siège social est situé Z.I. Kawani BP 333, 97600 MAMOUDZOU, immatriculée au RCS de Mamoudzou sous le n° B 97 7953, représentée par Le Directeur Général d'EDM, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par l'appellation " EDM "

d'une part,

Et

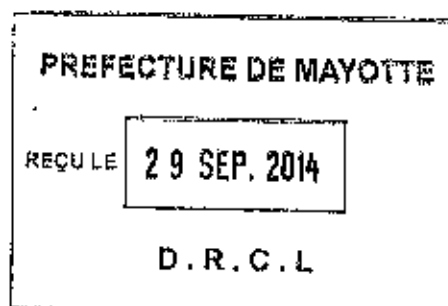
Nom* : Département de Mayotte représenté par son Président ayant reçu tous les pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Général en date du
Demeurant Rue de l'hôpital 97600 MAMOUDZOU

Nom* :
Demeurant

Nom* :
Demeurant

Nom* :
Demeurant

Nom* :
Demeurant



agissant en qualité de propriétaire indivis des bâtiments et terrains situés à Dzoumogné référencé AWI, chemin public vers la retenue non cadastrée

(*) Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, Indiquer la société, l'association, représentée par M ou Mme auvl de l'adresse de la société ou association.

(*) Si le propriétaire est une commune ou un département, Indiquer « représenté(e) par son Maire ou son président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Général en date du ».

désigné ci-après par l'appellation "le propriétaire" ;

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Le propriétaire susnommé met à disposition d'EDM un terrain d'une superficie de 16 m², faisant partie de l'unité foncière constituée d'une voirie non cadastrée dans la section AW et d'une superficie totale de m².

Ledit terrain est destiné à l'installation du poste de transformation de courant électrique précité affecté à l'alimentation du réseau de distribution publique d'électricité. Le poste (y compris le gros œuvre) et ses accessoires font partie de la concession de distribution publique et, à ce titre, seront entretenus et renouvelés par EDM.

En vue de l'équipement et de l'exploitation de ce poste, sont attribués à EDM tous les droits nécessaires à l'accomplissement de ces opérations et qui constituent des servitudes réelles au profit EDM.

Ces droits et servitudes sont :

ARTICLE 1 – OCCUPATION

Occuper un emplacement sur lequel sera installé un poste de transformation et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique (ci-joint, annexé à l'acte, un plan délimitant l'emplacement réservé à EDM).

ARTICLE 2 – DROIT DE PASSAGE

Faire passer, en amont comme en aval du poste, toutes les canalisations électriques, moyenne ou basse tension, et éventuellement les supports et ancrages de réseaux aériens pour assurer l'alimentation du poste de transformation et la distribution publique d'électricité.

Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc.)

Pour assurer l'exploitation desdits ouvrages, EDM bénéficiera de tous les droits qui lui sont conférés par les lois et règlements, notamment celui de procéder aux élagages ou abattages de branches ou d'arbres pouvant compromettre le fonctionnement des ouvrages et/ou porter atteinte à la sécurité des biens et des personnes.

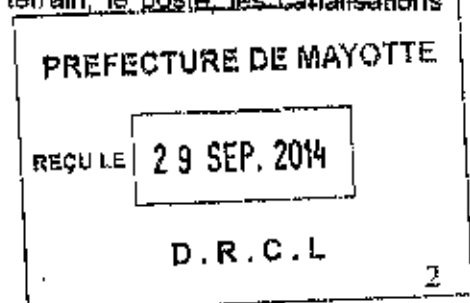
ARTICLE 3 – DROIT D'ACCES

Le propriétaire s'engage à laisser accéder en permanence, de jour comme de nuit, à l'emplacement réservé à EDM (poste et canalisations) ses agents ou ceux des entrepreneurs accrédités par lui ainsi que les engins et matériels nécessaires en vue de l'installation, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages électriques et de les laisser disposer en permanence des dégagements permettant le passage et la manutention du matériel.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

Ce chemin d'accès doit rester en permanence libre et non encombré.

Le plan ci-annexé, et approuvé par les deux parties, situe le terrain, le poste, les canalisations électriques et les chemins d'accès.



ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

Pour assurer la continuité de l'exploitation, le propriétaire s'interdit de faire, sur et sous le tracé des canalisations, aucune plantation, aucune culture, et plus généralement aucun travail et aucune construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit notamment de porter atteinte à la sécurité des installations et notamment d'entreposer des matières inflammables contre le poste de transformation ou d'en gêner l'accès.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DES OUVRAGES

Le propriétaire conserve sur sa propriété tous les droits compatibles avec l'exercice des servitudes ainsi constituées.

Tous les frais qui seraient entraînés par une modification ou un déplacement du poste ou de ses accessoires dans l'avenir, seront à la charge de la partie cause de la modification ou du déplacement.

ARTICLE 6 – CAS DE LA VENTE OU DE LA LOCATION

En cas de vente, de location ou de toute autre mise à disposition de ses bâtiment(s) et terrain(s), le propriétaire susnommé et ses ayants-droit s'engagent à faire mention, dans l'acte de vente ou de location, des stipulations de la présente convention, que l'acquéreur ou le locataire, sera tenu de respecter.

ARTICLE 7 – DOMMAGES

EDM prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question aux articles 1 et 2, et de tous ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants.

Dans le cas où le poste viendrait à être définitivement désaffecté et déséquipé, rendant le lieu libre de toute occupation et mettant fin à la présente convention, EDM fera son affaire de l'enlèvement des ouvrages.

ARTICLE 9 – INDEMNITE

La présente convention est conclue à titre gratuit.

ARTICLE 10 - LITIGES

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

PREFECTURE DE MAYOTTE
REÇU LE 29 SEP. 2014
D. R. C. L.

CONVENTION POSTE

ARTICLE 11 - DIVERS

La présente convention est exemptée du timbre et pourra être enregistrée gratis en application des dispositions de l'Article 1045 II 3° du Code Général des Impôts.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise EDM à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Fait en quatre exemplaires,

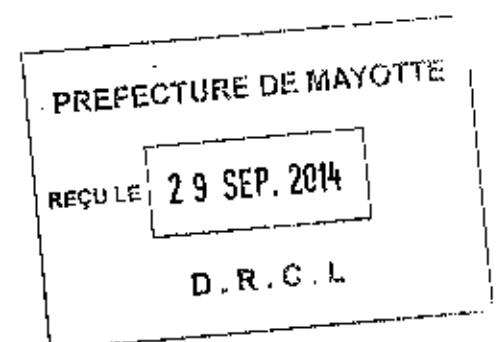
A Mamoudzou, le

A Mamoudzou, le

(1) LE PROPRIETAIRE

(1) Pour ELECTRICITE DE MAYOTTE

- (1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite " Lu et Approuvé "
- (2) Parapher les pages de la convention et signer les plans.



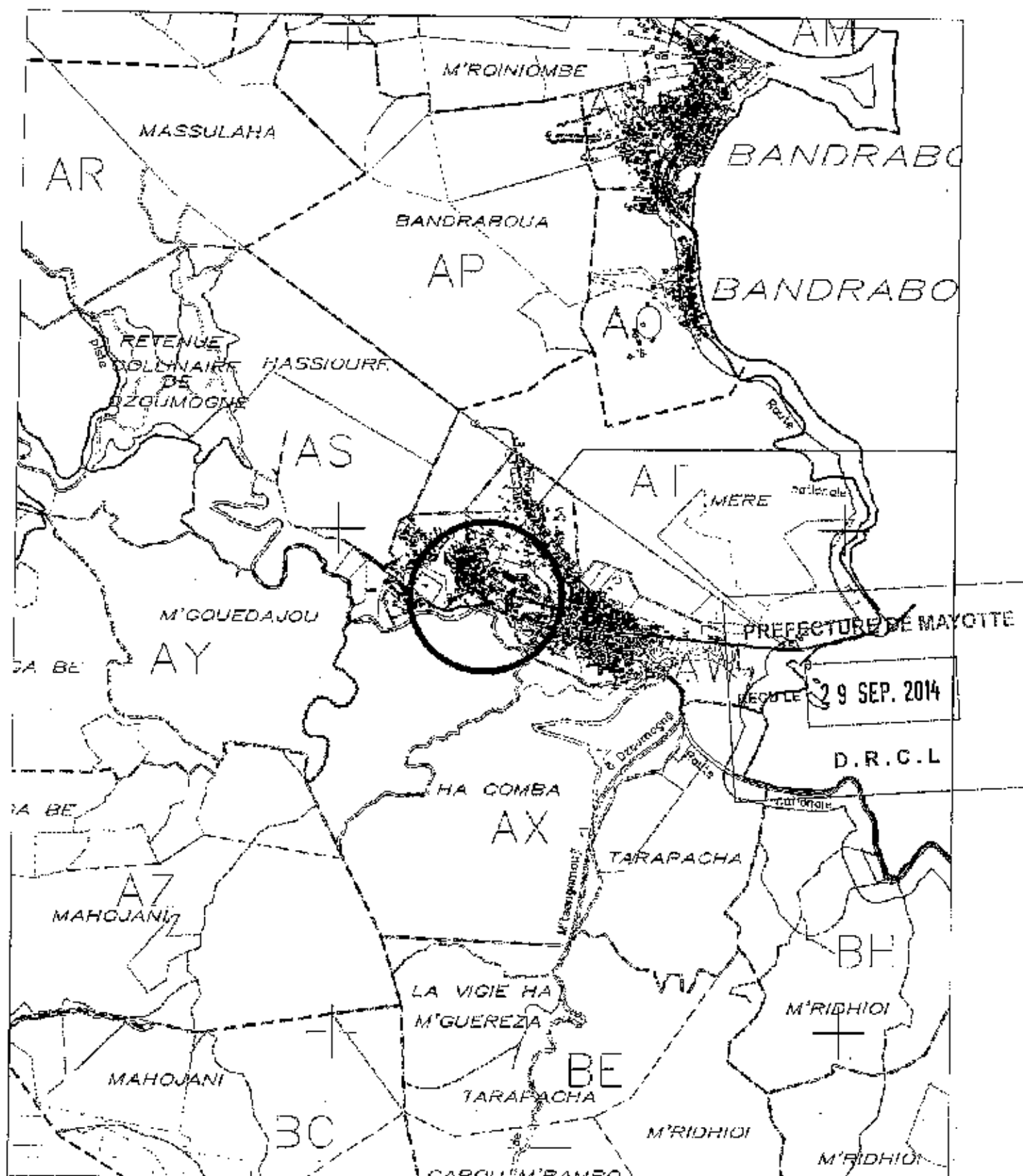
COMMUNE
de BANDRABOUA

Tableau d'assemblage

Echelle: 1 / 20000

PLAN DE SITUATION

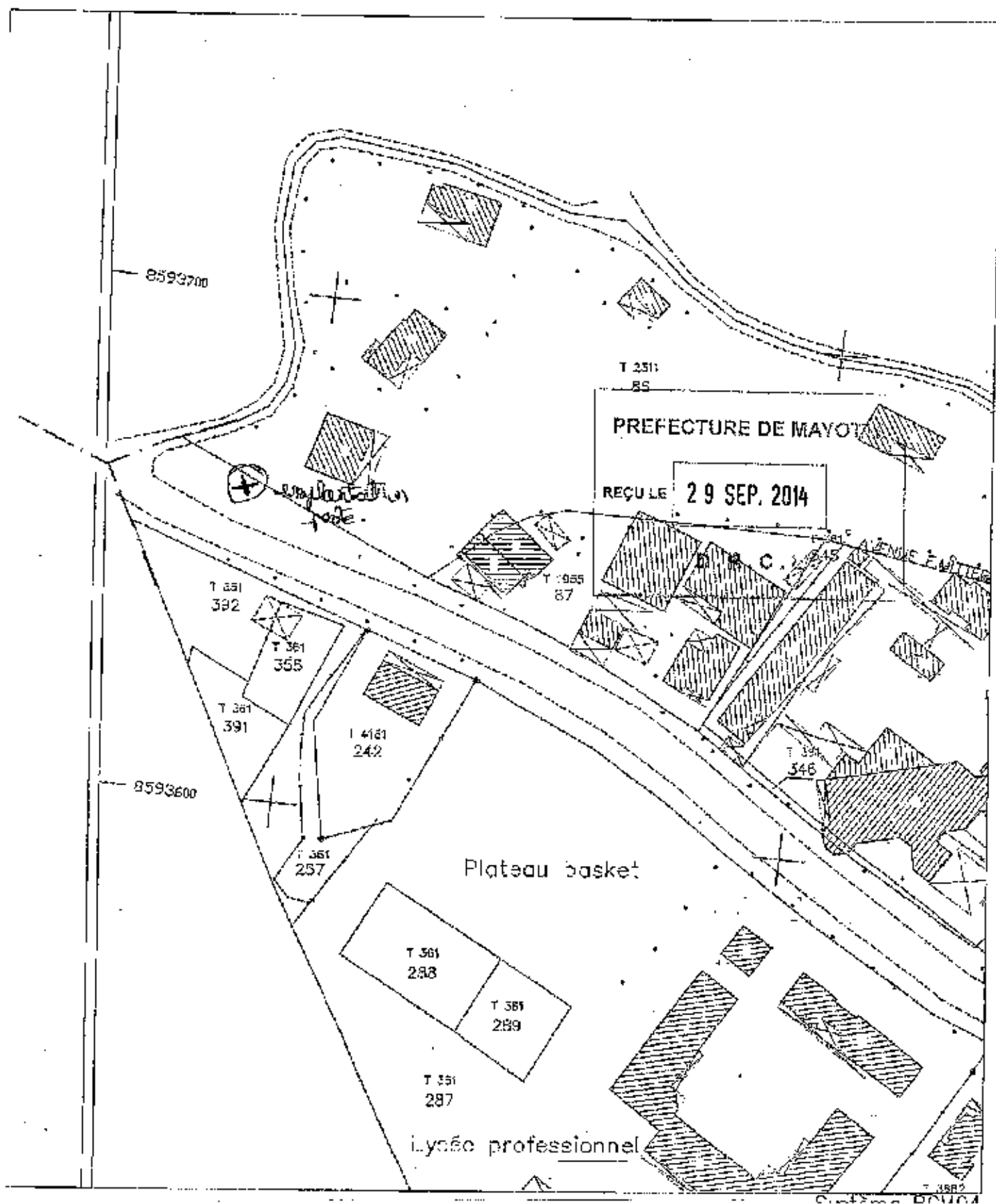
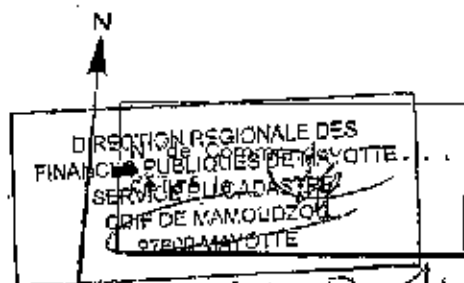
N° de Commande
délivré le



COMMUNE
de BANDRABOUA

Section AW

Echelle: 1 / 1000



PREFECTURE DE MAYOTTE

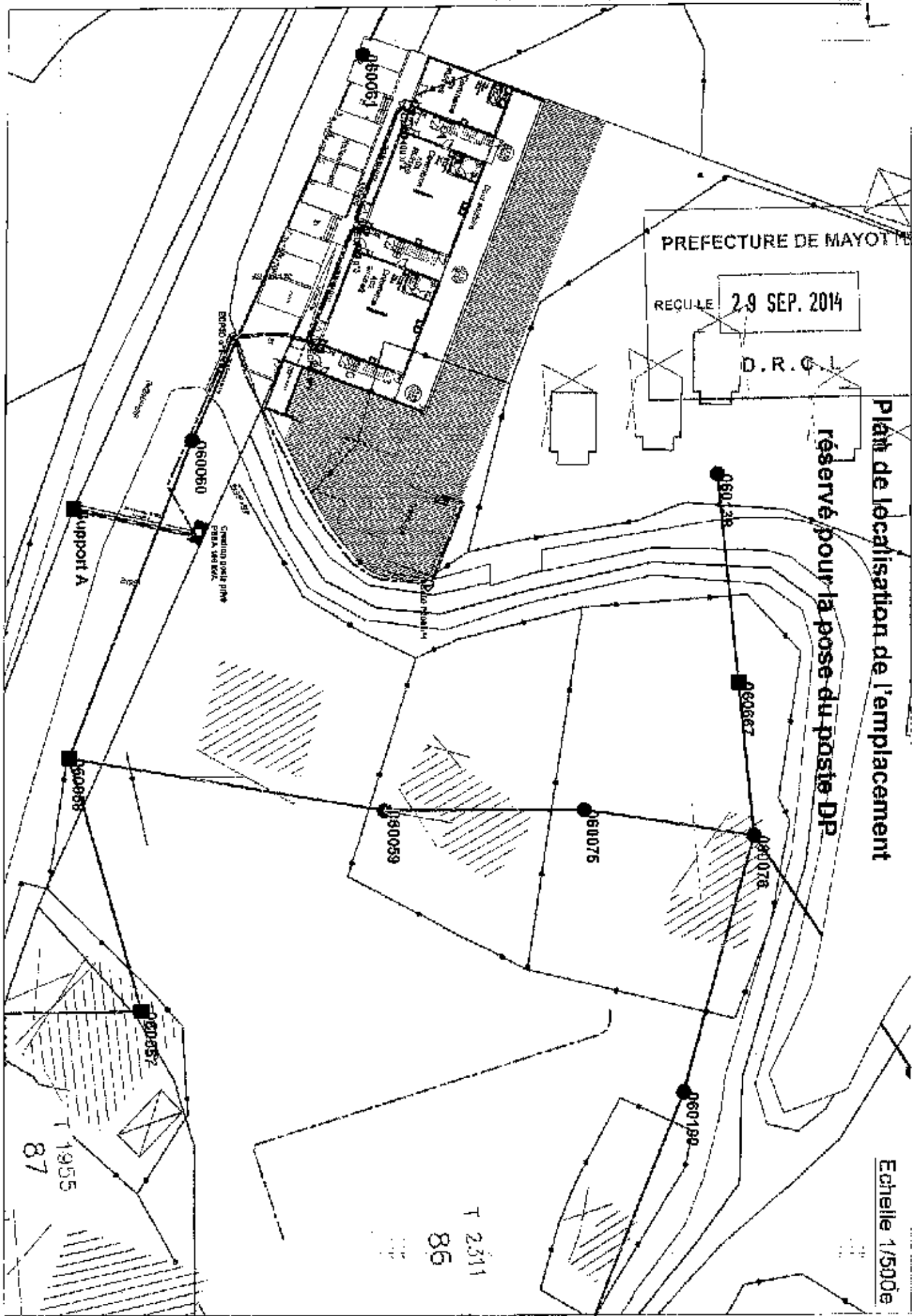
RECUE 29 SEP. 2014

D.R.G.I.

Plan de localisation de l'emplacement

réservé pour la pose du poste DP

Echelle 1/5000



T 2311
86

T 1955
87



Commune de : TSINGONI

Département de MAYOTTE

Affaire : 13110

N° et Nom du poste : 94011 KIAMA

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

ELECTRICITE DE MAYOTTE(EDM), Société anonyme d'Economie Mixte au capital de 6 210 423 € dont le siège social est situé Z.I. Kawani BP 333, 97600 MAMOUDZOU, immatriculée au RCS de Mamoudzou sous le n° B 97 7953, représentée par Le Directeur Général d'EDM, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par l'appellation " EDM "

d'une part,

Et

Nom* :

Demeurant

Nom* :

Demeurant

Nom* :

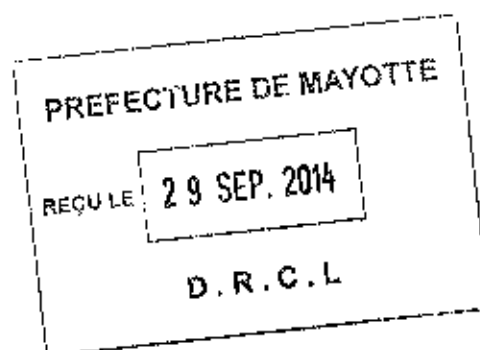
Demeurant

Nom* :

Demeurant

Nom* :

Demeurant



agissant en qualité de propriétaire indivis des bâtiments et terrains situés

(*) Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l'adresse de la société ou association.

(*) Si le propriétaire est une commune ou un département, indiquer « représenté(e) par son Maire ou son président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Général en date du ».

désigné ci-après par l'appellation "le propriétaire" ;

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV :

Le propriétaire susnommé met à disposition d'EDM un terrain d'une superficie de 17 m², faisant partie de l'unité foncière constituée d'une parcelle cadastrée et d'une superficie totale de m².

Ledit terrain est destiné à l'installation du poste de transformation de courant électrique précité affecté à l'alimentation du réseau de distribution publique d'électricité. Le poste (y compris le gros œuvre) et ses accessoires font partie de la concession de distribution publique et, à ce titre, seront entretenus et renouvelés par EDM.

En vue de l'équipement et de l'exploitation de ce poste, sont attribués à EDM tous les droits nécessaires à l'accomplissement de ces opérations et qui constituent des servitudes au profit EDM.

Ces droits et servitudes sont :

REÇU LE

29 SEP. 2014

D. R. C. L.

ARTICLE 1 - OCCUPATION

Occuper un emplacement sur lequel sera installé un poste de transformation et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique (ci-joint, annexé à l'acte, un plan délimitant l'emplacement réservé à EDM).

ARTICLE 2 - DROIT DE PASSAGE

Faire passer, en amont comme en aval du poste, toutes les canalisations électriques, moyenne ou basse tension, et éventuellement les supports et ancrages de réseaux aériens pour assurer l'alimentation du poste de transformation et la distribution publique d'électricité.

Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc.)

Pour assurer l'exploitation desdits ouvrages, EDM bénéficiera de tous les droits qui lui sont conférés par les lois et règlements, notamment celui de procéder aux élagages ou abattements de branches ou d'arbres pouvant compromettre le fonctionnement des ouvrages et/ou porter atteinte à la sécurité des biens et des personnes.

ARTICLE 3 - DROIT D'ACCES

Le propriétaire s'engage à laisser accéder en permanence, de jour comme de nuit, à l'emplacement réservé à EDM (poste et canalisations) ses agents ou ceux des entrepreneurs accrédités par lui ainsi que les engins et matériels nécessaires en vue de l'installation, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages électriques et de les laisser disposer en permanence des dégagements permettant le passage et la manutention du matériel.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

Ce chemin d'accès doit rester en permanence libre et non encombré.

Le plan ci-annexé, et approuvé par les deux parties, situe le terrain, le poste, les canalisations électriques et les chemins d'accès.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

Pour assurer la continuité de l'exploitation, le propriétaire s'interdit de faire, sur et sous le tracé des canalisations, aucune plantation, aucune culture, et plus généralement aucun travail et aucune construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit notamment de porter atteinte à la sécurité des installations et notamment d'entreposer des matières inflammables contre le poste de transformation ou d'en gêner l'accès.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DES OUVRAGES

Le propriétaire conserve sur sa propriété tous les droits compatibles avec l'exercice des servitudes ainsi constituées.

Tous les frais qui seraient entraînés par une modification ou un déplacement du poste ou de ses accessoires dans l'avenir, seront à la charge de la partie cause de la modification ou du déplacement.

ARTICLE 6 – CAS DE LA VENTE OU DE LA LOCATION

En cas de vente, de location ou de toute autre mise à disposition de ses bâtiment(s) et terrain(s), le propriétaire susnommé et ses ayants-droit s'engagent à faire mention, dans l'acte de vente ou de location, des stipulations de la présente convention, que l'acquéreur ou le locataire sera tenu de respecter.

ARTICLE 7 – DOMMAGES

EDM prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question aux articles 1 et 2, et de tous ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants.

Dans le cas où le poste viendrait à être définitivement désaffecté et déséquipé, rendant le lieu libre de toute occupation et mettant fin à la présente convention, EDM fera son affaire de l'enlèvement des ouvrages.

ARTICLE 9 – INDEMNITE

La présente convention est conclue à titre gratuit, aucune indemnité ne sera versée pour l'exercice des droits reconnus à l'article premier.

La présente convention reconnaît cependant au propriétaire le droit d'être indemnisé des dégâts qui pourraient être causés à l'occasion de la construction, de la surveillance, de l'entretien et de la réparation des ouvrages.

S'il y a lieu, ces dégâts feront l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

PREFECTURE DE MAYENNE
REÇU LE 29 SEP. 2014
D.R. C.L.

ARTICLE 10 - LITIGES

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.
A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 11 - DIVERS

La présente convention est exemptée du timbre et pourra être enregistrée gratis en application des dispositions de l'Article 1045 II 3° du Code Général des Impôts.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise EDM à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Fait en quatre exemplaires,

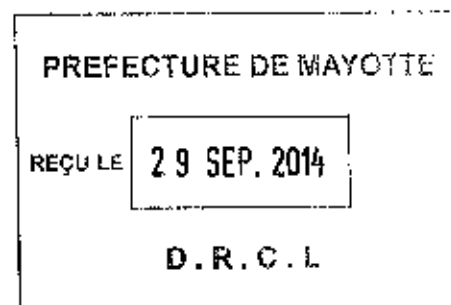
A, le

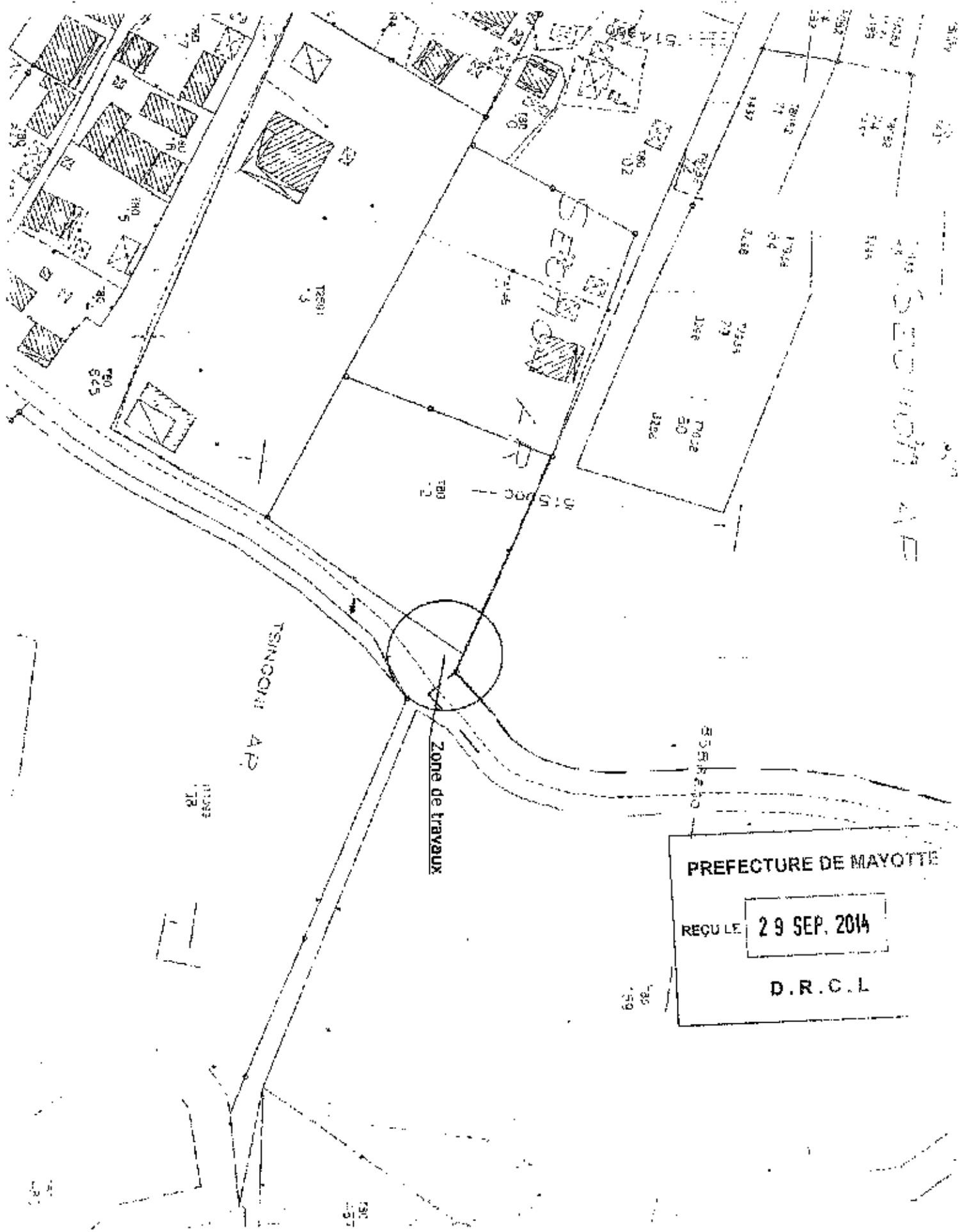
A, le

(1) LE PROPRIETAIRE

(1) Pour ELECTRICITE DE MAYOTTE

- (1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite " Lu et Approuvé "
- (2) Parapher les pages de la convention et signer les plans.





PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE 29 SEP. 2014

D.R.C.L



CONVENTION POSTE

Commune de : M'TZAMBORO

Département de MAYOTTE

Affaire : 13120

N° et Nom du poste :

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

ELECTRICITE DE MAYOTTE(EDM), Société anonyme d'Economie Mixte au capital de 6 210 423 € dont le siège social est situé Z.I. Kaweni BP 333, 97600 MAMOUDZOU, immatriculée au RCS de Mamoudzou sous le n° B 97 7953, représentée par Le Directeur Général d'EDM, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par l'appellation " EDM "

d'une part,

Et

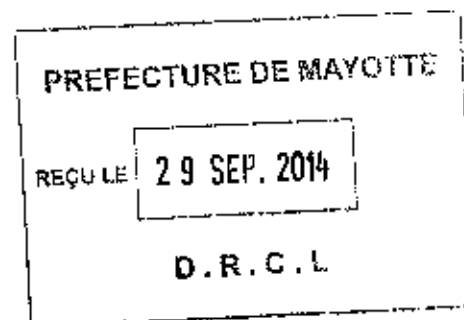
Nom* : Département de Mayotte représenté(e) par son Président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Général en date du
Demeurant B.P 101 97600 MAMOUDZOU Cedex

Nom* :
Demeurant

Nom* :
Demeurant

Nom* :
Demeurant

Nom* :
Demeurant



agissant en qualité de propriétaire indivis des bâtiments et terrains situés

(*) Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l'adresse de la société ou association.

(*) Si le propriétaire est une commune ou un département, indiquer « représenté(e) par son Maire ou son président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Général en date du ».

désigné ci-après par l'appellation "le propriétaire" ;

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Le propriétaire susnommé met à disposition d'EDM un terrain d'une superficie de **16 m²**, faisant partie de l'unité foncière constituée d'une parcelle cadastrée **AO 1002** et d'une superficie totale de **35 294 m²**.

Ledit terrain est destiné à l'installation du poste de transformation de courant électrique précité affecté à l'alimentation du réseau de distribution publique d'électricité. Le poste (y compris le gros œuvre) et ses accessoires font partie de la concession de distribution publique et, à ce titre, seront entretenus et renouvelés par EDM.

En vue de l'équipement et de l'exploitation de ce poste, sont attribués à EDM tous les droits nécessaires à l'accomplissement de ces opérations et qui constituent des servitudes réelles au profit EDM.

Ces droits et servitudes sont :

ARTICLE 1 – OCCUPATION

Occuper un emplacement sur lequel sera installé un poste de transformation et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique (ci-joint, annexé à l'acte, un plan délimitant l'emplacement réservé à EDM).

ARTICLE 2 – DROIT DE PASSAGE

Faire passer, en amont comme en aval du poste, toutes les canalisations électriques, moyenne ou basse tension, et éventuellement les supports et ancrages de réseaux aériens pour assurer l'alimentation du poste de transformation et la distribution publique d'électricité.

Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc.)

Pour assurer l'exploitation desdits ouvrages, EDM bénéficiera **PREMIEREDM** ou sont conférés par les lois et règlements, notamment celui de procéder aux **élagages ou abattages de branches ou d'arbres** pouvant compromettre le fonctionnement des ouvrages et/ou porter atteinte à la sécurité des biens et des personnes.

REÇU LE 29 SEP. 2014

ARTICLE 3 – DROIT D'ACCES

D. R. C. L.

Le propriétaire s'engage à laisser accéder en permanence, de jour comme de nuit, à l'emplacement réservé à EDM (poste et canalisations) ses agents ou ceux des entrepreneurs accrédités par lui ainsi que les engins et matériels nécessaires en vue de l'installation, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages électriques et de les laisser disposer en permanence des dégagements permettant le passage et la manutention du matériel.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

Ce chemin d'accès doit rester en permanence libre et non encombré.

Le plan ci-annexé, et approuvé par les deux parties, situe le terrain, le poste, les canalisations électriques et les chemins d'accès.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

Pour assurer la continuité de l'exploitation, le propriétaire s'interdit de faire, sur et sous le tracé des canalisations, aucune plantation, aucune culture, et plus généralement aucun travail et aucune construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit notamment de porter atteinte à la sécurité des installations et notamment d'entreposer des matières inflammables contre le poste de transformation ou d'en gêner l'accès.

ARTICLE 5 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Le propriétaire conserve sur sa propriété tous les droits compatibles avec l'exercice des servitudes ainsi constituées.

Tous les frais qui seraient entraînés par une modification ou un déplacement du poste ou de ses accessoires dans l'avenir, seront à la charge de la partie cause de la modification ou du déplacement.

ARTICLE 6 - CAS DE LA VENTE OU DE LA LOCATION

En cas de vente, de location ou de toute autre mise à disposition de ses bâtiment(s) et terrain(s), le propriétaire susnommé et ses ayants-droit s'engagent à faire mention, dans l'acte de vente ou de location, des stipulations de la présente convention, que l'acquéreur ou le locataire, sera tenu de respecter.

ARTICLE 7 - DOMMAGES

EDM prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 8 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question aux articles 1 et 2, et de tous ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants.

Dans le cas où le poste viendrait à être définitivement désaffecté et déséquipé, rendant le lieu libre de toute occupation et mettant fin à la présente convention, EDM fera son affaire de l'enlèvement des ouvrages.

ARTICLE 9 - INDEMNITE

La présente convention est conclue à titre gratuit.

ARTICLE 10 - LITIGES

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE 29 SEP. 2014

D.R.C.L

ARTICLE 11 - DIVERS

La présente convention est exemptée du timbre et pourra être enregistrée gratis en application des dispositions de l'Article 1045 II 3° du Code Général des Impôts.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise EDM à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Fait en quatre exemplaires,

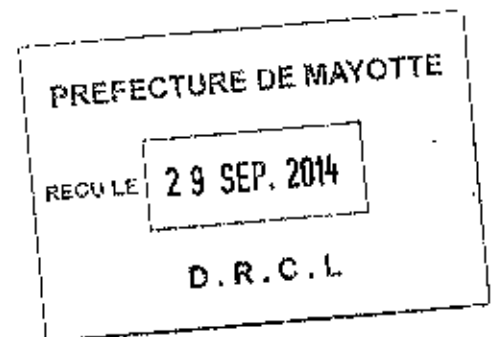
A Mamoudzou, le

A Mamoudzou, le

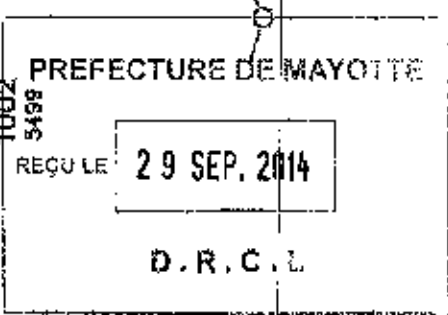
(1) LE PROPRIETAIRE

(1) Pour ELECTRICITE DE MAYOTTE

- (1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite " Lu et Approuvé "
(2) Parapher les pages de la convention et signer les plans.



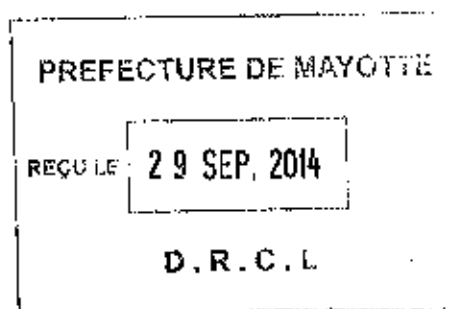
echelle 1/200



4

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président du Conseil Général à signer la convention de rétrocession.

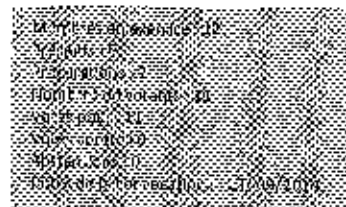
Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil Général



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1652/2014/CP

Relative à l'attribution de subvention de 56 210 euros aux associations désignées sur le tableau ci-dessous, dans le cadre de la coopération décentralisée pour l'année 2014

En son deuxième séance, le mercredi 24 septembre 2014, à neuf heures, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en assemblée plénière à l'initiative du Président du Conseil Général de Mayotte, Monsieur Daniel ZAIDANI, Président du Conseil Général de Mayotte, pour l'attribution de subvention de 56 210 euros aux associations désignées sur le tableau ci-dessous, dans le cadre de la coopération décentralisée pour l'année 2014.

Conseillers généraux présents : MM.

Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME.

Conseillers généraux représentés :

M. AL MOUSSA a donné pouvoir à M. AL ASSANI,

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI.

Conseiller général absent :

M. Saïderdine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE 29 SEP. 2014

D. R. C. I.

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la délibération n°299/2011/CG du Conseil Général de Mayotte en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAIDANI en qualité de Président du Conseil Général de Mayotte,
- Vu la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente,
- Vu la délibération n°308/2011/CG en date du 22 avril 2011 relative à la désignation de la représentation du Conseil Général au sein des organismes extérieurs,
- Vu la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au Budget Primitif 2014 du Département de Mayotte et le budget annexe du STM,
- Vu la loi d'orientation n°92-125 du 06 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République [Extrait - Titre IV-art. 131 à 135-De la coopération décentralisée,
- Vu la loi n° 2007-147 du 02 février relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements, dite loi « Thiollière »,
- Vu le rapport port n°2014 - 001652 de Monsieur le Président du Conseil Général,
- Vu l'avis de la commission coopération décentralisée et vie institutionnelle en date du mercredi 17 septembre 2014,

Considérant : que le projet présenté répond aux objectifs fixés par la collectivité et l'Etat en matière de coopération

[Signature]

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : d'octroyer une subvention aux associations et organismes figurant dans le tableau suivant :

Association/Organisme porteur de projet	Projets	Destinations	Montants accordés (Commission Coopération)
Ligue de Mayotte de Handball	Participation à la Coupe des Clubs Champions de l'Océan Indien	Tananarive	8 210
UNAF	Formation des arbitres de la ligue de Football	Majunga	10 000
TCO	Echange sportif de BasketBall	Diégo	10 000
VCM	Participation à la CCCOI	Seychelles	18 000
Jeux d'Afrique de Pamandzi	Participation au tournoi international sud de l'Océan Indien (basket-ball)	Majunga	10 000
TOTAL			56 210 €

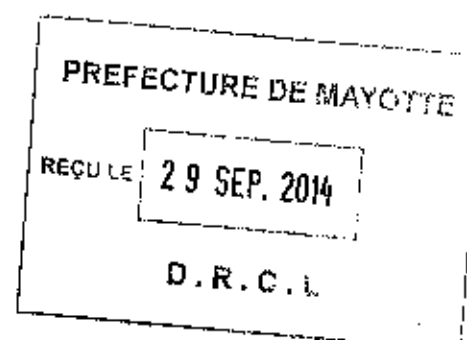
Article 2 : D'autoriser le Président du Conseil Général à imputer le chapitre 65 du budget général du Département un montant de **56 210 €** réparti au tableau annexé au titre de la coopération décentralisée 2014.

Pour extrait certifié conforme

Le Président du Conseil Général



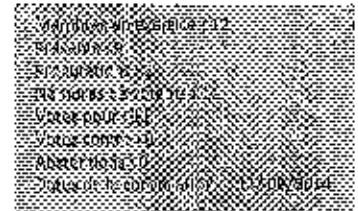
Daniel ZAÏDANI



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1654/2014/CP

Relative à la modification de la délibération n°1574/2014/CP concernant une aide exceptionnelle accordée à la commune de Mfzamboro pour la réalisation des travaux de réhabilitation du réseau routier communal, des berges et des ravines suite aux fortes intempéries des 27, 28 et 29 mars 2014.

La séance publique du 19 septembre 2014 a été tenue au Conseil Général de Mayotte, en l'hôtel de la Préfecture de Mayotte, 1, rue de la République, à Mayotte, à 19h. L'assistance est assurée par Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance s'est tenue à l'initiative de Monsieur B. HAMADA.

Conseillers généraux présents :

MM. Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME.

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI.

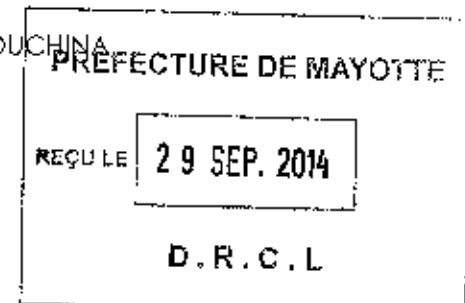
M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA.

Conseiller général absent :

M. Solderdine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département
- Vu la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente
- Vu le rapport n°2014-001654 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte
- Vu le courrier du 11/07/2014 du maire de la commune de Mfzamboro demandant à Monsieur Président du Conseil Général la modification de la délibération n°1574/2014/CP
- Vu l'avis de la Commission Aménagement – Environnement et Cadre de Vie en date du 18 septembre 2014

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : de modifier la délibération n°1574/2014/CP selon le plan de financement suivant :

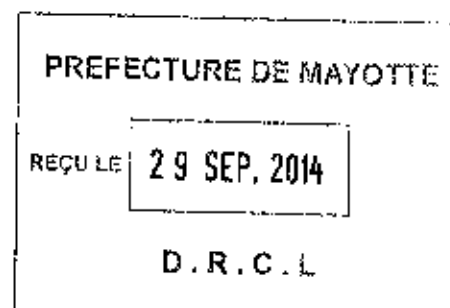
(Signature)

Désignation des opérations	Coût de l'opération (€)	Aide du Conseil Général (€)	Part de la commune (€)
Etudes et travaux de réhabilitation des voiries à Mzamboro et Mtsahara	626 514,39	501 211,51	125 302,88
Acquisition de petit matériel d'entretien de voirie	100 000,00	80 000,00	20 000,00
Equipements sportifs communaux	1 112 500,00	890 000,00	222 500,00
Total	1 839 014,39	1 471 211,51	367 802,88

Article 2 : d'imputer la totalité de ces dépenses dans le chapitre 204 du budget 2014 du conseil général de Mayotte.

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil général à signer avec le Maire de la commune de Mzamboro la convention et tous les autres actes précisant ou modifiant les modalités de la subvention.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général



CONVENTION N°...../DICT/2014
RELATIVE A UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE ATTRIBUEE A LA COMMUNE DE
MTZAMBORO POUR LA REHABILITATION DES VOIRIES, DES EQUIPEMENTS
SPORTIFS COMMUNAUX ET L'ACQUISITION DE PETITS MATERIELS D'ENTRETIEN
DES VOIRIES

ENTRE

Le Département de Mayotte situé, 8 Rue de l'hôpital, BP 101, 97600 Mamoudzou, représenté par le Président du Conseil Général,

D'une part,

ET

La Commune de Mtzamboro, ayant son siège à Mtzamboro, représentée par son Maire Monsieur Harouna COLO,

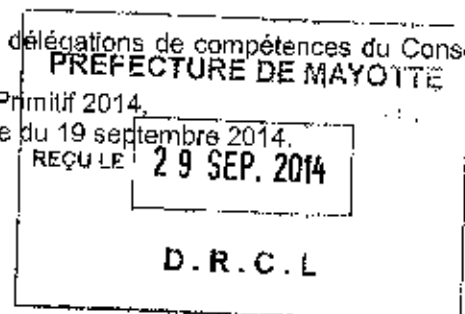
D'autre part,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU la délibération n°304/2011/CG en date du 22 avril 2011 relative aux délégations de compétences du Conseil Général à la Commission Permanente

VU la délibération n°1543/2014/CG en date du 12 juin relative au budget Primitif 2014,

VU la délibération n°1654/2014/CP de la Commission Permanente en date du 19 septembre 2014.



Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le 28 et 29 mars 2014, Mayotte a été frappée par de fortes intempéries liées au cyclone tropical Hellen qui ont causés d'énormes dégâts matériels sur de nombreuses communes. Suite à ces intempéries, le Conseil Général a délibéré d'urgence pour demander à l'Etat de déclarer l'état de catastrophe naturel et de venir en aide aux collectivités et entreprises sinistrées. De son côté, le Département a décidé d'intervenir aussi pour venir en aide aux communes, entreprises et populations touchées par les intempéries. C'est dans ce cadre que le Conseil Général a convenu d'attribuer une aide exceptionnelle à la Commune de Mtzamboro suivant les conditions énumérées dans le présent document.

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution d'une aide exceptionnelle à la commune de Mtzamboro par le Conseil Général de Mayotte pour les Etudes et travaux de réhabilitation des voiries à Mtzamboro et Mtsahara, la réhabilitation des équipements sportifs communaux et l'acquisition de petits matériels d'entretien de voirie.

Article 2 : CONTENU

La subvention accordée à la Commune de Mtzamboro s'élève à **1 471 211.51 €**. Cette subvention est répartie selon le tableau ci-dessous :

Désignation des opérations	Aide du Conseil Général (€)
Etudes et travaux de réhabilitation de la voirie à Mtzamboro et Mtsahara	501 211.51
Equipements sportifs communaux	880 000.00
Acquisition de petits matériels d'entretien de voirie	80 000.00
TOTAL	1 471 211.51

L'installation et la gestion du fonctionnement de l'opération sont placées sous la responsabilité de la Commune de Mtzamboro.

Article 3 : EXECUTION.

Conformément aux règles applicables aux opérations subventionnées par le Conseil Général, il est prévu l'apposition d'un panneau de chantier annonçant la participation du Conseil Général. Le panneau de chantier doit comporter également le logo du Conseil Général. Celui-ci doit être affiché sur le lieu du chantier ou sur la place de la Mairie.

Le montant total de cette subvention, soit **1 471 211.51 €**, sera imputée dans le chapitre 204 du budget 2014 du Département, selon les modalités de versement suivantes :

- 40 % du montant de chaque opération sera versé à la signature de la convention, sur présentation de l'ordre de service de démarrage effectif des travaux ou la lettre de commande,
- Le solde de la subvention sera versé au fur et à mesure de l'avancement des travaux, sur présentation des états de mandatement visés par le trésorier municipal et du certificat d'achèvement des travaux.

Article 4 : CONTROLE

Le Conseil Général de Mayotte se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de 3 ans de suivre et vérifier les dépenses au titre du programme aidé ; le contrôle porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}.

Jusqu'au règlement final de la convention, la Commune de Mtzamboro s'engage à produire à l'exécutif du Conseil Général de Mayotte les évaluations que celui-ci lui demandera sur l'état d'avancement du programme.

Article 5 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant précisant les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Article 6 : RESILIATION

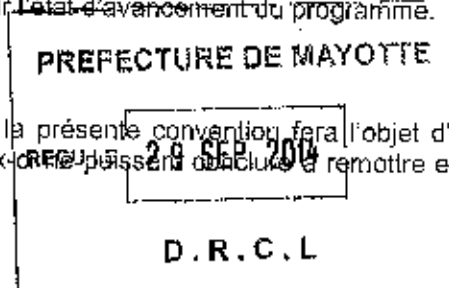
En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de non exécution des opérations faisant référence à la présente convention, le Conseil Général de Mayotte exigera du bénéficiaire de la subvention le reversement de celle-ci à hauteur du montant des opérations non réalisées.

Article 7 : DUREE

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de un an à compter de sa signature, sauf dénonciation expresse adressée trois mois à l'avance par l'une des parties à l'autre, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La Commune de Mtzamboro dispose d'un délai maximum de 4 ans à partir de la date de signature de la présente convention pour exécuter la globalité des travaux et consommer la totalité des crédits octroyés. Au delà de ce délai, la présente convention devient automatiquement caduque et la subvention sera annulée d'office.



Article 8 : LITIGES

En cas de désaccord persistant entre le Conseil Général de Mayotte et la collectivité, le Tribunal Administratif de Mayotte sera compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de cette convention.

Fait en trois exemplaires originaux.

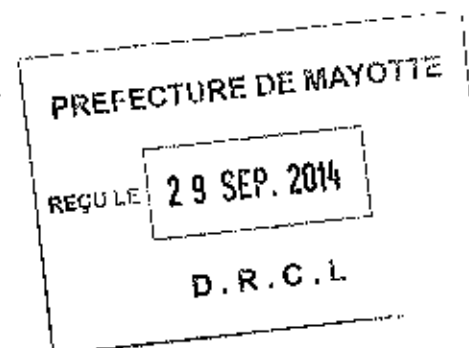
Mamoudzou, le.....2014

Pour le Conseil Général
de Mayotte, Le Président,

Pour la Commune de Mizamboro,
Le Maire,

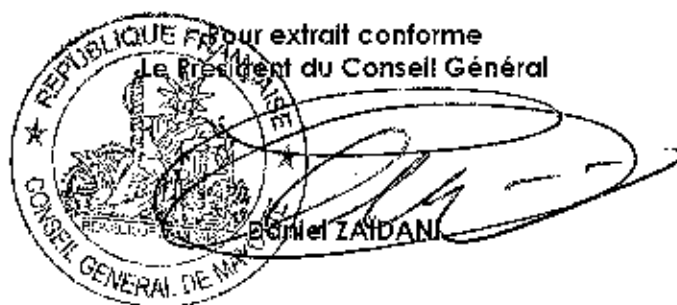
Daniol ZAIDANI

Harouna COLO

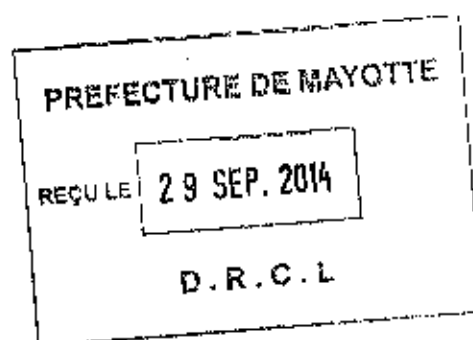


- Article 2 :** le paiement des parcelles achetées se fera par :
- la cession à madame SAID ALI Roukiat des parcelles cadastrées BD/1028; BD/1029 sur la commune de Mamoudzou, de 457 m², appartenant au Conseil Général, au prix fixé par France Domaine de 15 € le m², soit un montant global de 6 855 euros.
 - Le restant de la somme due, soit 53 155 euros, sera versé au compte de madame SAID ALI Roukiat.
- Article 3 :** -d'autoriser M. le Président du Conseil Général à signer les protocoles transactionnels et les autres pièces au nom et pour le compte du Département.
- Article 4 :** -d'imputer les dépenses afférentes à l'achat de ces parcelles sur le **chapitre 21 compte 2 118 (programme T01_08)** du budget du Département.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général



Benel ZAIDANI



N°

...

...

Date :

PROMESSE D'ÉCHANGE

Par devant nous, Président du Conseil Général.

Ont comparu :

Entre les soussignés :

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE 29 SEP. 2014

D.R.C.L

LE DEPARTEMENT DE MAYOTTE (SIREN : 229 850 003), ayant ses bureaux 8, Rue de l'hôpital - 97600 MAMOUDZOU, représenté par Monsieur Le Directeur Général des Services, Monsieur Jean-Pierre SALINIERE, en vertu d'une délégation de signature consentie suivant arrêté N° 011/DAJ/CG/2013 en date du 02/09/2013.

Et :

Madame SAID ALI Roukiat, né le 14/10/ 1963 à DOMONI ANJOUAN, de nationalité française, agent du conseil général, mariée suivant le contrat sans indication N°DX9795/AC le 21/06/1996 à Domoni à Monsieur MOHAMED Absoir, né le 07/05/1964, à DOMONI ANJOUAN, de nationalité française, demeurant tous au 88 Route Nationale M'Tsapéré 97600 Mamoudzou.

Etant précisé que le mot **coéchangiste** désigne le ou les coéchangistes, qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales et qu'ils soient ou non représentés par des mandataires, si l'échange est le fait de plusieurs coéchangistes, ceux-ci agissent conjointement et solidairement entre eux.

Lesquels ont exposé ce qui suit :

EXPOSE

Dans le cadre des opérations financées par le Fond Européen de Développement (FED), le Conseil Général réalise un quai de transfert de déchets, à MALAMANI, commune de Chirongui sur un terrain lui appartenant, titré T 23 section AP 100. Ce quai

de transfert des déchets accueillera les déchets des quatre communes du sud de Mayotte (Chirongui, Bouéni, Kani-keli et Bandrélé).

La route d'accès au quai de transfert empiète sur le terrain privé de Madame SAID ALI Roukiat titré **11853-DO**, section AP, parcelle numéro 150, d'une superficie totale de **6 001 m²**.

Il a été convenu que Madame SAID ALI Roukiat accepte de céder au département les parcelles citées ci-dessus contre :

- un terrain à Cavani (parcelles 1028 BD et 1029 BD Mamoudzou) du Conseil Général, au prix fixé par France Domaine,
- et contre le paiement du restant de la valeur de son terrain, comme décrit dans le **tableau ci-dessous**.

projet CG	Titre	Nom propriétaire	Ref Cadastrale	lieu dit	Superficie parcelles	Prix foncier France Domaine €/m ²	Total valeur foncier
Route Quai de transfert de déchets	T 11853	SAID ALI Roukiat	AP 150 Chirongui	Malamani	6001 m ²	10 €	60 010 €
Echange terrain		Conseil Général	BD 1028,1029 Mamoudzou	Cavani	457 m ²	15 €	6 855 €
soutle à payer à Madame SAID ALI Roukiat							53 155 €

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : DESIGNATION DE L'IMMEUBLE CEDE PAR Mme SAID ALI Roukiat

Madame SAID ALI Roukiat s'engage à céder au DEPARTEMENT DE MAYOTTE qui accepte la parcelle cadastrée **AP 150**, dans la commune Chirongui, à Malamani, d'une superficie de 6001 m², libre de toute occupation.

La parcelle est extraite du titre T 11853 dont Madame SAID ALI Roukiat est propriétaire en vertu d'un procès-verbal de liquidation de succession et de partage N°08/2000 en date du 27 janvier 2000, enregistré au bureau de Mamoudzou le 27 mars 2000, Folio 18 N° 976/3 (dépôt Vol 100 N°70).

Article 2 : DESIGNATION DE L'IMMEUBLE CEDE PAR LE DEPARTEMENT

Le DEPARTEMENT DE MAYOTTE s'engage à céder à Madame SAID ALI Roukiat qui accepte, les parcelles cadastrées 1028; 1029 BD Mamoudzou, située à Cavani - Mamoudzou, d'une superficie totale de 457 m², libre de toute occupation.

Le DEPARTEMENT DE MAYOTTE est propriétaire de cette parcelle par un acte administratif d'échange du 11 du 7 janvier 1998, enregistré à Mamoudzou, le 08 janvier 1998 F° 05 N° 88 A-01 (dépôt vol 26 N° 434).

Article 3 : VALEURS

Valeur du bien cédée par Madame SAID ALI Roukiat : la valeur vénale de la dite parcelle est estimée à **10 €/ m² soit 60 010 € (Soixante mille dix euros)**.

Valeur du bien cédé par le département : la valeur vénale de la parcelle est estimée à **15 € / m² soit 6 855 € (Six mille huit cent cinquante cinq euros)**.

Soulte à la charge du Département : **53 155 € (Cinquante trois mille cent cinquante cinq euros)**.

Le département s'engage à payer tous les frais et droits d'enregistrement.

NB : l'évaluation de France domaine n'est valable qu'un an. Les valeurs sus-indiquées ne sont qu'à titre indicatif en attendant l'évaluation de France Domaine.

Article 4 : ENTREE EN JOUISSANCE

Cette promesse de cession sera suivie de la signature d'un acte authentique, précédé auparavant du paiement par le département de la soulte qu'il devra à Madame SAID ALI Roukiat.

Cependant, le département consent dès à présent à autoriser Madame SAID ALI Roukiat à prendre possession du terrain de Cavani, en attendant la finalisation de la procédure.

De même, Madame SAID ALI Roukiat consent dès à présent à autoriser le département à démarrer les travaux sur son terrain à Malamani, en attendant la finalisation de la procédure.

Article 5 : PAIEMENT

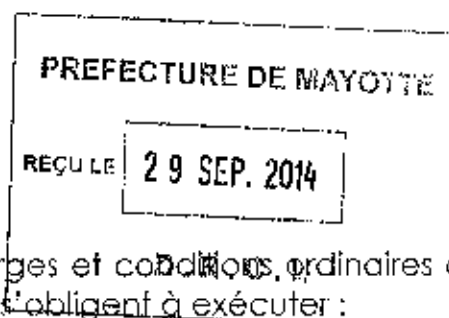
Le paiement de la soulte se fera sur le compte :

IBAN FR76 1871 9000 9100 1781 297

Article 6 : CHARGES ET CONDITIONS

La présente reconnaissance est faite sous les charges et conditions ordinaires de droit et notamment les suivantes que les coéchangistes s'obligent à exécuter :

- accepter toutes les erreurs sur la contenance réelle et celle sus indiquée devant faire la perte ou le profit du bénéficiaire, même au-delà d'un dixième.
- Souffrir des servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, jouir des servitudes actives s'il en existe, sauf à se prévaloir des unes et à se défendre des autres, le tout à ses risques et périls, sans que les présentes ne lui confèrent plus de droits qu'il n'en aurait en vertu du titre régulier ou de la loi.



Article 6 : CERTIFICATION DE COLLATIONNEMENT

Le Président du Conseil Général soussigné, certifie que la présente expédition exactement collationnée et conforme à la minute, est établie sur trois pages sans renvoi ni mot nul.

Les coéchangistes

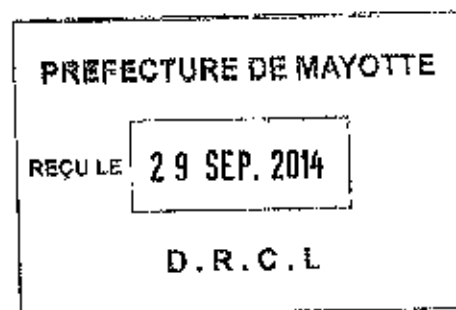
**Le Directeur Général des Services
Du Conseil Général**

Madame SAID ALI Roukial

Jean-Pierre SALINIERE

Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI





DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
TRÉSORERIE GÉNÉRALE DE MAYOTTE

France
Domicile
Avenue de la Préfecture
B.P. 501
97800 MAMMOUDZOU

TELEPHONE : 02 69 81 18 40

FOURNOUSOIAIRE

Affaire suivie par : Philippe MAUSSIRE
Téléphone : 02 69 51 82 72
Télécopie : 02 69 61 18 60
Mail : philippe.maussire1@dgf.p.finances.gouv.fr
Réf à rappeler : 145/12

Mamoudzou, le 7 juin 2012

COPIE

Monsieur le Président du Conseil Général
Direction Affaires Foncières & Patrimoine
A l'attention de SAUD Neusseura
BP 101
97600 MAMMOUDZOU

OBJET : Evaluation de terrains à Miréréni
V. Réf : 05/SR/DAF/2012

Monsieur,

Par courrier du 06 juin 12, vous me demandez de procéder à l'évaluation de terrains à Miréréni.

Les parcelles AP n° 90, 92, 114, 115 & 116 sur la commune de CHIRONGUI forment un terrain plat à usage agricole, en bordure de la RD, situé en zone AU du plan local d'urbanisme. Sa valeur peut être estimée à 10 €/m².

Les parcelles AP n° 10 & 23 sur la commune de CHIRONGUI forment un terrain plat à usage agricole, en bordure de la RD, situé en zone A du plan local d'urbanisme. Sa valeur locative annuelle peut être estimée à 5 €/m².

Compte tenu de l'évolution du marché immobilier, cette évaluation a une durée de validité d'un an.

Vous voudrez bien me tenir informé de la suite donnée à ce dossier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Contrôleur Principal

Philippe MAUSSIRE

MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE 29 SEP. 2014

D. R. C. L.



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
TRESORERIE GÉNÉRALE DE MAYOTTE

**Finances
Domaines**
 Avenue de la Préfecture
 B.P. 501
 97600 MAMOUDZOU

TELEPHONE : 02 69 61 16 40

Philippe MAUSSIRE

Affaire suivie par: Philippe MAUSSIRE
 Téléphone : 02 69 61 03 73
 Télécopie : 02 69 61 16 80
 Mel : philippe.maussire@dgf.finances.gouv.fr
 Tél à rappeler : 3211

Mamoudzou, le 3 février 2011

Monsieur le Président du Conseil Général
 Direction des Affaires Foncières
 A l'attention de SAID ALI Roukhat
 BP 101
 97600 MAMOUDZOU

OBJET: Evaluation terrain à Cavani
V.Réf: 11/SR/DAF/2010

Monsieur,

Par courrier du 31 janvier 11, vous me demandez de procéder à l'évaluation de terrain sis à Cavani Mamoudzou.

La parcelle BD 35 à Cavani (Mamoudzou), retravaillée en pente de 564 m², à usage agricole, supportant un banga double tête, emplacement partiellement réservé au POS par la commune pour une voirie, peut être estimée à 15 €/m², soit une valeur, compte tenu de sa surface de 5 295 €.

Cette parcelle a fait l'objet d'une évaluation en janvier 2010 dans le cadre de l'aménagement d'une voirie.

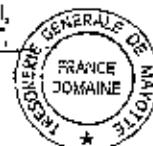
Compte tenu de l'évolution du marché immobilier, cette évaluation a une durée de validité d'un an.

Vous voudrez bien me tenir informé de la suite donnée à ce dossier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Contrôleur Principal,

Philippe MAUSSIRE



**MINISTRE DU BUDGET
 DES COMPTES PUBLICS
 DE LA FONCTION PUBLIQUE
 ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT**

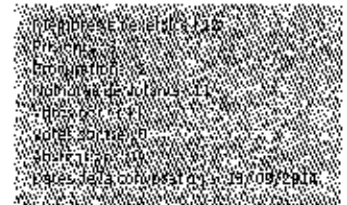
PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE **29 SEP. 2014**

D.R.C.L.

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1662/2014/CP

**Relative à l'adhésion du Conseil Général de Mayotte au Groupement des Autorités
Responsables de Transport (GART)**

Après avoir vérifié qu'au moment de la réunion du 19 septembre 2014, le Conseil Général de Mayotte est réuni en application de l'article 1521-3 du code général des collectivités territoriales, du fait qu'il est présidé par le Président de la Commission permanente, M. Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance est tenue à l'hémicycle du Palais de la Préfecture.

Conseillers généraux présents :

MM. Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issoufii HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

Conseiller général absent :

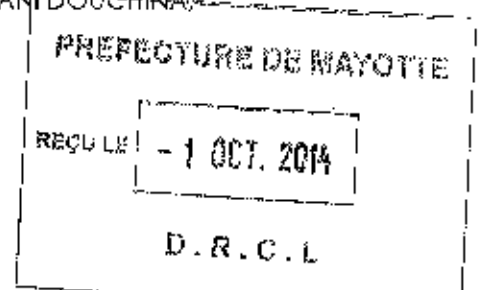
M. Solderline MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente
- Vu la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département;
- Vu le rapport n°2014-001662 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte
- Vu l'avis de la Commission Aménagement – Environnement et Cadre de Vie du 18 septembre 2014



Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : de valider l'adhésion du Conseil Général de Mayotte au GART moyennant une cotisation annuelle de **0,023 €** par habitant pour un montant total de **4 600€**

Article 2 : de désigner le Président du Conseil Général en tant que titulaire et le Président de la Commission d'aménagement en tant que suppléant pour représenter le Conseil Général aux réunions statutaires du GART

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général

Daniel ZAÏDANI

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014

Membres présents : 12	
Présents :	
Représentés :	
De retour de voyage :	
Vacances :	
Excusés :	
Absents :	
Non classés / Irréguliers :	23/09/2014

DELIBERATION N°1673/2014/CP

Relative à une aide exceptionnelle de 250 000.00 € accordée à la commune de
Mtsangamouji pour la réfection et la mise aux normes du plateau polyvalent de
Mtsangamouji suite aux sinistres causées par les Intempéries qui ont frappées Mayotte le 27,28
et 29 mars 2014

L'an de la ville quatorze, le dix-neuf septembre, trois heures, le Conseil Général de Mayotte, réuni en
application de l'article 11219 du code général des collectivités territoriales, en composition ci-dessous, sous la présidence
de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte, après en avoir délibéré, a adopté la délibération
ci-dessous.

Conseillers généraux présents :

MM. Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issoufi HAMADA, Jacques
Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

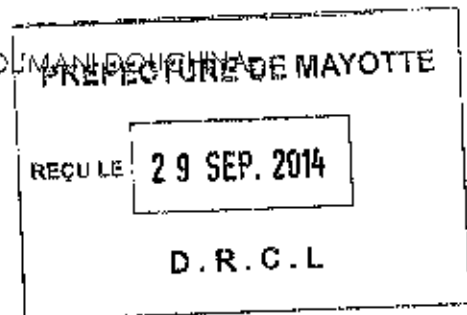
M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA.

Conseiller général absent :

M. Soïderdine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département
- Vu la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente
- Vu le rapport n°2014-001673 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte
- Vu l'avis de la Commission Aménagement – Environnement et Cadre de Vie en date du 18 septembre 2014

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : d'accorder une subvention exceptionnelle d'un montant 250 000.00 € à la commune de Mtsangamouji pour la réfection et la mise aux normes du plateau polyvalent de Mtsangamouji suite aux sinistres causées par les intempéries qui ont frappées Mayotte le 27, 28 et 29 mars 2014.

Article 2 : d'imputer la totalité de ces dépenses dans le chapitre 204 du budget 2014 du conseil général de Mayotte.

[Signature]

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil général à signer avec le SMIAM la convention et tous les autres documents précisant les modalités de la subvention.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général



PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE 29 SEP. 2014

D.R.C.L

**PROJET DE CONVENTION N° RELATIVE A UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE ATTRIBUEE A LA
COMMUNE DE MTSANGAMOUI POUR LA REFECTION ET LA MISE AUX NORMES DU PLATEAU POLYVALENT
DE DU VILLAGE DE MTSANGAMOUI**

ENTRE

**Le Département Mayotte, 8 rue de l'hôpital, BP 101, 97600 Mamoudzou, représenté par le Président du
Conseil Général,**

ET

D'une part,

La commune de Mtsangamouji, ayant son siège à Mtsangamouji, représenté par son maire

D'autre part,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU la délibération du Conseil Général en date du 04 avril 2011 relative aux délégations de compétences
du Conseil Général à la Commission Permanente

VU la délibération du Conseil Général 1543 /2014/CG relative au budget Primitif 2014,

VU la délibération n°1673/2014/CP de la Commission Permanente du 18 septembre 2014 portant sur la
signature de la présente convention,

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de la politique départementale de soutien au développement et à l'aménagement des
communes, le Conseil Général a convenu d'attribuer une aide exceptionnelle à la commune de
Mtsangamouji suivant les conditions énumérées dans le présent document.

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution d'une aide exceptionnelle à la
commune de Mtsangamouji par le Conseil Général de Mayotte pour la réfection et la mise aux normes
du plateau polyvalent de Mtsangamouji au titre des sinistres causés par les intempéries du 27, 28 et 29
mars 2014.

Article 2 : CONTENU

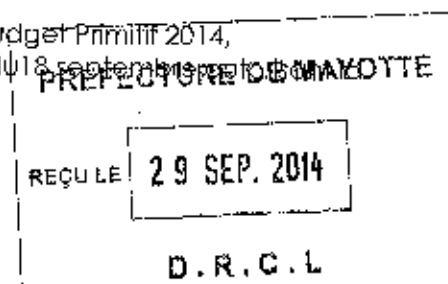
La subvention accordée à la commune de Mtsangamouji s'élève à 250 000,00 €. L'installation et la
gestion du fonctionnement de l'opération sont placées sous la responsabilité de la commune de
Mtsangamouji.

Article 3 : EXECUTION.

Conformément aux règles applicables aux opérations subventionnées par le Conseil Général, il est prévu
l'apposition d'un panneau de chantier annonçant la participation du Conseil général. Le panneau de
chantier doit comporter également le logo du Conseil général. Celui-ci doit être affiché sur le lieu du
chantier ou sur la place de la Mairie.

Le montant total de cette subvention, soit 250 000,00 €, sera imputée dans le chapitre 204 – article 20414
- programme T53_06 du budget 2014 du Département, selon les modalités de versement suivantes :

- 40 % du montant de la subvention accordée seront versé à la signature de la convention, sur
présentation de l'ordre de service de démarrage effectif des travaux ou lettre de commande,



- Le solde de la subvention sera versé au fur et à mesure de l'avancement des travaux, sur présentation des états de mandatement visés par le trésorier municipal et du certificat d'achèvement des travaux.

Article 4 : CONTROLE

Le conseil général de Mayotte se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de 3 ans de suivre et vérifier les dépenses au titre du programme aidé ; le contrôle porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}.

Jusqu'au règlement final de la convention, la commune de Mtsangamouji s'engage à produire à l'exécutif du Conseil Général de Mayotte les évaluations que celle-ci lui demandera sur l'état d'avancement du programme.

Article 5 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant précisant les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conclure à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Article 6 : RESILIATION

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de non exécution des opérations faisant référence à la présente convention, le Conseil Général de Mayotte exigera du bénéficiaire de la subvention le reversement de celle-ci à hauteur du montant des opérations non réalisées.

Article 7 : DUREE

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de un an à compter de sa signature, sauf dénonciation expresse adressée trois mois à l'avance par l'une des parties à l'autre, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le SMIAM dispose d'un délai maximum de 3 ans à partir de la date de signature de la présente convention pour exécuter la globalité des travaux et de consommer la totalité des crédits octroyés. Au delà de ce délai, la présente convention devient automatiquement caduque et la subvention sera annulée d'office.

Article 8 : LITIGES

En cas de désaccord persistant entre le Conseil général de Mayotte et la collectivité, le tribunal administratif de Mayotte sera compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de cette convention.

Fait en trois exemplaires originaux,

Mamoudzou, le,, 2014

Pour le Conseil Général
de Mayotte, Le Président,

Pour la commune de Mtsangamouji,
Le Maire,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1674/2014/CP

Relative à la cession à bail emphytéotique des parcelles de terrain sises à Kawéni
Commune de Mamoudzou et à Kanganl commune de Koungou à la société CAP-MAY.

En vertu de la loi n° 2001-220 du 13 mars 2001, le Conseil Général de Mayotte est reconnu
comme l'organe délibérant de la collectivité territoriale du département de Mayotte.
En application de l'article 111-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, le
Conseil Général est présidé par Monsieur Daniel ZAIDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette
séance s'est tenue à l'Assemblée Générale de la Préfecture de Mayotte.

Conseillers généraux présents :

MM. Daniel ZAIDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques
Martial HENRY, Ousséni M. RHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA.

Conseiller général absent :

M. Solderline MADITCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI

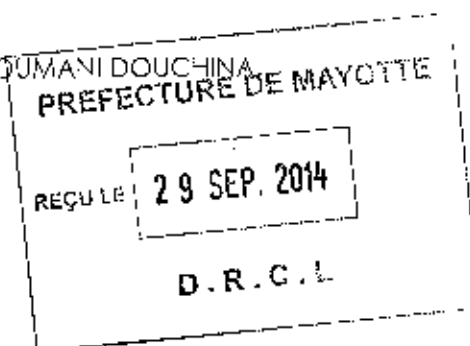
Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la délibération n° 299/2011/CG en date du 3 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAIDANI, Président
du Conseil Général de Mayotte;
Vu la délibération n° 304/2011/CG en date du 22 avril 2011 relative à la composition des membres de la
commission Permanente du Conseil Général de Mayotte;
Vu la délibération n° 1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif 2014 du Département
de Mayotte,
Vu le rapport n° 2014-001674 de Monsieur le Président du Conseil Général,
Vu l'avis de la Commission Aménagement – Environnement et Cadre de Vie en date du 18
septembre 2014

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

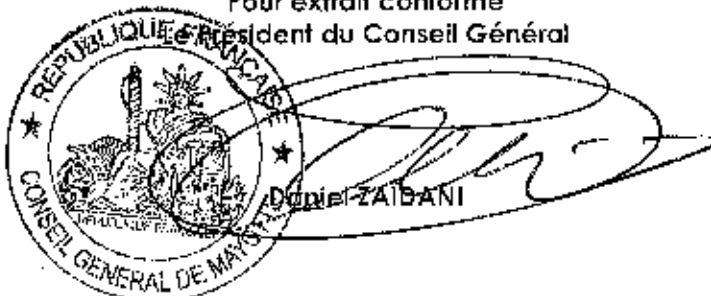
Article 1 : De céder à bail emphytéotique de 20 ans (vingt ans) à la société CAP-MAY chacune des
ces deux parcelles sises à Kawéni commune de Mamoudzou et à Kanganl commune de
Koungou, comme indiquées ci-dessous :



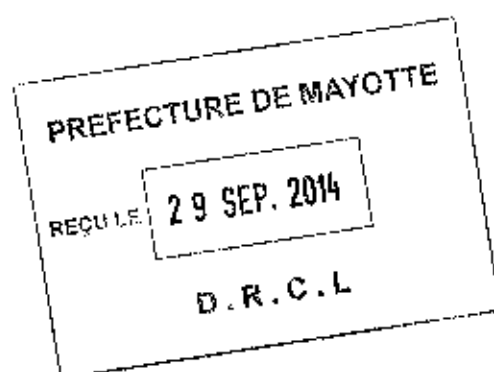
Commune	Village	Titre	R. Cadastrale	Superficie	Valeur vénale
Marnaudzou	Kawéni	1658	AM 200	6000 m²	1 500 000 €
Koungou	Kangani	3161	AS 195	56032 m²	560 320 €

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte à signer avec la société CAP-MAY les baux correspondant.

Pour extrait conforme
 Président du Conseil Général



Daniel ZABANI



CPF DU 24 JUILLET 2013

N° dossier	Requérant	Adresse 1	Objet	Village	Titre	Ref. Cadastre	Superficie en m²	AVIS CPF	Date CPF	PRIX	V.V
2012-0027	ADAM NOURYATI	quartier Bandrani Acoua	REGUL	Acoua	NON TITRE	AB 188	313 m²	Favorable	25/07/2013	30,00	9 390,00 €
2012-0264	SAANDANI FAZILA	ACOUA	REGUL	ACOUA	NON TITRE	AM 57 A	507 m²	Favorable	25/07/2013	10,00	5 070,00 €
2006-0094	NOMANI Darouche et Consorts	35, quartier gnambotiti - Passamainti	Location	bouyouni	1690	BO 23	30 114 m²	Favorable à la location	25/07/2013	5,00	150 570,00 €
2007-0293	ANTOY Omar	Quartier Ankiaka - Hamjago	Location	bouyouni	1690	BL 6 B	5 691 m²	Favorable à la location	25/07/2013	5,00	28 455,00 €
2012-0254	ABAL HASSANI Koutoubou	Quartier mosqué zaouati	VENTE	DZOU MOGNE	1690	AX 15(a)	3 951 m²	Favorable	25/07/2013	5,00	19 765,00 €
RI 8045	BACO Nafoudhoi	Mrani bouchini M'tsangamboua	REGUL	M'tsangamboua	RI 8054	AL 84	902 m²	Favorable	25/07/2013	15,00	13 530,00 €
2010-0249	TSIMAIDI ISSMAIL BEN	23, LOTISSEMENT MTSAMOUDOU	VENTE	MTSAMOUDOU	T. 17112	BC 356 B	296 m²	Favorable	25/07/2013	35,00	10 360,00 €
2010-0265	SALIME ZOIROU LATUFA ET NAIMIA MADALLAH	MTSAMOUDOU	VENTE	MTSAMOUDOU	6004	AY 25 B	1 410 m²	Favorable	25/07/2013	5,00	7 050,00 €
T. 7500	MIRADDJI MDALLAH	DAPANI	VENTE	Dapani	7500	BO 4	54 538 m²	Favorable	25/07/2013	5,00	272 690,00 €
2012-0058	DJAHA OUSSENI	MTSAMOUDOU	VENTE	Misamoudou	6004	BL34	579 m²	Favorable	25/07/2013	15,00	8 685,00 €
2012-0154	MALIDI NAOIOU et Consorts	Ruelle Quincaillerie	REGUL	BANDRELE	NON TITRE	AN 205	816 m²	Favorable	25/07/2013	50,00	40 800,00 €
2012-0054	RIZIKI ZAHARA	BAMBO-QUEST	REGUL	BOUENI	6296	AC 525	240 m²	Favorable	25/07/2013	32,00	7 680,00 €

PREFECTURE DE DIOUYO
REÇU LE 29 SEP 2014
R.C.L.

CPF du 24/07/2013

CPF DU 24 JUILLET 2013

2012-0351	ANGATAHI MORA-VELO el ANGATAHI SALIM MBIROU	Quartier Ambani	REGUL	CHICONI	NON TITRE	AM 800	511 m²	Favorable	25/07/2013	25,00	12 775,00 €
2013-0045	HAMIDOUNI SAHMY	Lot cote plage ILONI	VENTE	ILONI	187	AX 99 A	33 m²	Favorable	25/07/2013	50,00	1 650,00 €
2009-0118	PAPA MOHAMED HAMIDOU ET	LABATTOIR	REGUL	LABATTOIR	NON TITRE	AD 368 A	257 m²	Favorable	25/07/2013	70,00	17 990,00 €
2012-0056	SIEAM	KAWENI	VENTE	Labattoir	7747	AH 250 et 251	20 000 m²	Favorable	25/07/2013	10,00	200 000,00 €
2012-0546	HICHAME MOUSSA ET CONSORTS	Labattoir	VENTE	Labattoir	144	AH 697	1 411 m²	Favorable	25/07/2013	10,00	14 110,00 €
2011-0324	BOURA CHEBANI	CHOUNGUI	VENTE	CHOUNGUI	8967	AH 25 B	29 202 m²	Favorable	25/07/2013	5,00	146 010,00 €
2012-0046	HALIDI HALIFA	CHOUNGUI	REGUL	CHOUNGUI	9630	AH 70 B	1 853 m²	Favorable	25/07/2013	10,00	18 530,00 €
2010-0405	CHIBACO Moustoiti	7, Rue de la Mosquée de Vendredi - Longoni	VENTE	LONGONI	1691	AD 227	422 m²	Favorable	25/07/2013	15,00	6 330,00 €
2011-0129	ABDALLAH Haouray	9, Rue Labattoir - Longoni	VENTE	Longoni	5157	AD 131 A - AD 52 C	256 m²	Favorable sous réserve	25/07/2013	34,00	8 704,00 €
2011-0161	SAID AHMED	KOUNGOU	VENTE	KOUNGOU	1618	AW 60	186 m²	Favorable	25/07/2013	42,00	7 812,00 €
2011-0244	BEATRICE SAINDOU - CONSRTS	MTSAHARA	VENTE	Longoni	1691	AB 92	19 067 m²	Favorable	25/07/2013	5,00	95 335,00 €
2012-0065	HOUIMADI Nouridine	12, Rue du Stade - Terrain de Foot - Longoni	VENTE	Longoni	1691	AD 21 A	265 m²	Favorable	25/07/2013	34,00	9 010,00 €

CPF DU 24 JUILLET 2013

2012-0137	BACAR Issihaka	1, Rue M'frampéjou Longoni	VENTE	Longoni	1691	AL 154	3 300 m ²	Favorable	25/07/2013	5,00	16 500,00 €
2012-0251	AHAMED Azihani	2 ruelle passage batedza racine	VENTE	KOUNGOU	574	AY 726	104 m ²	Favorable	25/07/2013	46,00	4 784,00 €
2012-0361	OUTREMER TELECOM	S/C 40 rue Dinahou barakani	Location	KOUNGOU	5833	AX 214	35 m ²	Favorable à la location	25/07/2013	70,00	2 450,00 €
2012-0015	ASSOUMANI SOIHATI et Consorts	MTSAPERÉ	VENTE	DOUJANI	1775	BN 122	5 706 m ²	Favorable	25/07/2013	10,00	57 060,00 €
2012-0036	ALI ZANABOU	Quartier Mijhani	VENTE	MTZAMBORO	NON TITRE	AS 13	9 017 m ²	Favorable	25/07/2013	5,00	45 085,00 €
2012-0037	ALI SAID BOINA	Quartier Gnambo	VENTE	MTZAMBORO	NON TITRE	AS11-12	14 588 m ²	Favorable	25/07/2013	5,00	72 940,00 €
2012-0059	HAMIDOU HADHIRAMI	MTZAMBORO	VENTE	MTZAMBORO	NON TITRE	AV 112 F	217 m ²	Favorable	25/07/2013	28,00	6 076,00 €
2012-0066	ABDALLAH SOULA ET SES ENFANTS	MTZAMBORO	VENTE	Nairobi MTzamboro	NON TITRE	AS 14	41 234 m ²	Favorable	25/07/2013	5,00	206 170,00 €
2012-0069	ANLI Sania	41, Rue du Collège - Hamjago	REGUL	Hamjago	NON TITRE	AI 210 B	351 m ²	Favorable	25/07/2013	28,00	9 828,00 €
2012-0074	SAINDOU BEN AMANE et Consorts	MTSAHARA	REGUL	MTSAHARA	3302	AH 777, 778 et 789	4 523 m ²	Favorable	25/07/2013	15,00	67 845,00 €
2012-0319	ABDOU Hadiya	Quartier Mafoumgaoujou	REGUL	MTzamboro	NON TITRE	AV 272	283 m ²	Favorable	25/07/2013	28,00	7 924,00 €
2012-0379	SAINDOU DJIMO	Madiana ouest MTzamboro	REGUL	Hamjago	NON TITRE	AL 503	782 m ²	Favorable	25/07/2013	10,00	7 820,00 €
2012-0068	MIENALOUHA YOUSOUF MADI	Mtsangamouji	VENTE	MTSANGAMOUJI	NON TITRE	AI 173	3 799 m ²	Favorable	25/07/2013	5,00	18 995,00 €
2011-0392	COMBO NASSUF	OUANGANI	VENTE	OUANGANI	NON TITRE	AN 324	104 m ²	Favorable	25/07/2013	28,00	2 912,00 €

CPF du 24/07/2013

CPF DU 24 JUILLET 2013


2012-0451	MADI FAHAR	HAMPADZO Quartier PPF	REGUL	HAPANDZO	202	AD 78	450 m ²	Favorable	25/07/2013	28,00	12 600,00 €
2012-0004	MADI MOIRABOU	CHICONI	REGUL	SADA	NON TITRE	AL 275	667 m ²	Favorable	25/07/2013	5,00	8 335,00 €
2012-0045	NOURDINE YASSARI	MTSAPERRE	VENTE	MANGAJOU	NON TITRE	AL 283	2 005 m ²	Favorable	25/07/2013	5,00	14 025,00 €
2012-0062	MOGNE Fatima et Consorts	C/o SAID PETIT _Quartier Milimani	VENTE	SADA	NON TITRE	AC 1001	752 m ²	Favorable	25/07/2013	42,00	31 584,00 €
2006-0311	BACAR ATTOUNMANI	QUARTIER MINADZINI - Combani	REGUL	COMBANI	80	AY 22	13 141 m ²	Favorable	25/07/2013	5,00	65 705,00 €
2010-0106	SANDA BOINALI	Rue de la Cantine Scolaire - Bandirani II	REGUL	GAGANI - COMBANI	80	AP 12,16,22 et AO 7	33 600 m ²	Favorable pour 33600m ²	25/07/2013	13,00	436 800,00 €
2012-0017	MADI MAHADALI Harithi	Quart. Badjoni Combani	VENTE	BAJONI COMBANI	366	AR 412	600 m ²	Favorable pour 600 m ²	25/07/2013	40,00	24 000,00 €

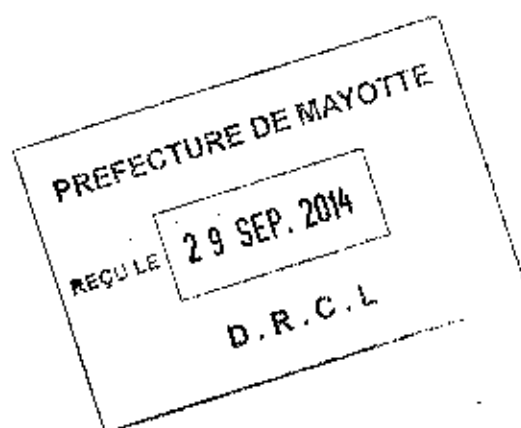

PREFECTURE DE MAYOTTE
29 SEP. 2014
RECU

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE :

- Article 1 :** valider les dossiers présentés en commission CPF le **24 JUILLET 2013** tel qu'ils figurent en annexe.
- Article 2 :** d'autoriser le Président du conseil général à signer avec les différents intéressés, chacun en ce qui le concerne, les contrats de vente, les baux, les affectations et les conventions de régularisation foncière pris en application de cette délibération.
- Article 3 :** cette délibération ne confère aucun droit sur les parcelles avant paiement du prix et signature du contrat.

Pour extrait conforme
Le Président du conseil général

DANIEL ZAIDANI



CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1676/2014/CP

Relative à la validation des dossiers passés en commission CPF les 29 novembre 2012

En vertu de l'article 1311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en commission permanente, en application de l'article 1311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour délibérer et pour la présidence de Monsieur Daniel ZAIDANI, Président du Conseil Général de Mayotte, cette séance s'est tenue à l'auditorium de l'Assemblée Territoriale.

Conseillers généraux présents :

MM. Daniel ZAIDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANÉ, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

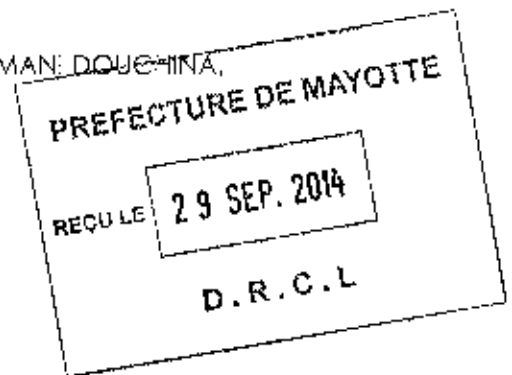
Conseiller général absent :

M. Solderdine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,



- Vu le code général des collectivités territoriales
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 déclarant M. Daniel ZAIDANI, Président du conseil général de Mayotte,
- Vu la délibération n° 304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la composition des membres de la commission permanente du conseil général de Mayotte,
- Vu la délibération n° 112/2007/CG sur la signature de la convention cadre 2007-2010 entre le CNASEA et le Conseil Général,
- Vu l'arrêté n°241/2007/CP relative à la création de la CPF
- Vu la délibération n° 145/1996/CG du 3 septembre 1996 sur la régularisation foncière
- Vu la délibération n°111/2004/CG sur la transformation des conventions d'occupation à titre gratuit en reconnaissance de propriété définitive,
- Vu l'avis de la commission CPF du 29 novembre 2012
- Vu le rapport n° 2014-001676 de Monsieur le Président du conseil général de Mayotte
- Vu La demande d'évaluation adressée à France Domaine le 4 décembre 2012
- Vu les articles :

L1311-11 Les personnes mentionnées au premier alinéa de l'article L.1311-9 délibèrent au vu de l'avis de l'autorité compétente de l'Etat.

L1311-12 L'avis de l'autorité compétente de l'Etat est réputé donné à l'issue d'un délai d'un mois à compter de la saisine de cette autorité.

Vu l'avis de la Commission Aménagement - Environnement et Cadre de Vie en date du 18 septembre 2014

[Signature]

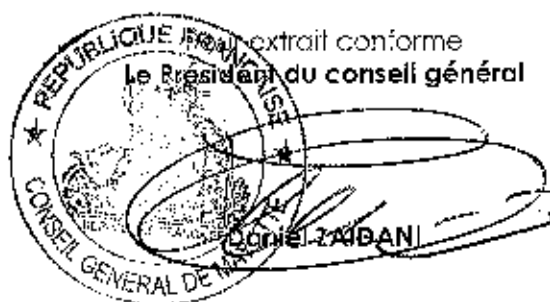
Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE :

Article 1 : valider les dossiers présentés en commission CPF le **29 novembre 2012** tel qu'ils figurent en annexe ci-joint.

Article 2 : d'autoriser le Président du conseil général à signer avec les différents intéressés, chacun en ce qui le concerne, les contrats de vente, les baux, les affectations et les conventions de régularisation foncière pris en application de cette délibération.

Article 3 : cette délibération ne confère aucun droit sur les parcelles avant paiement du prix et signature du contrat.



LISTE DES DOSSIERS PASSE EN CPF du 29 NOVEMBRE 2012

N° Dossier	Requérant	Adresse	Objet	Village	Titre	Ref. Cadastre	Superficie en m²	AVIS CPF	PRIX	V.V.
2011-0102	SOUJITH Toubou	BP 16 - Quartier Tsara Tanania - M'tsangadoua	REGUL	M'tsangadoua	NON TITRE	AH 375	633 m²	Favorable	16	19 128,00 €
2011-0103	SOUJITH Toubou	BP 16 - Quartier Tsara Tanania - M'tsangadoua	REGUL	M'tsangadoua	NON TITRE	AH 385	272 m²	Favorable	16	4 352,00 €
2011-0141	MADI ANTUA	MTSANGADOUA	VENTE	MTSANGADOUA	NON TITRE	AF 254 A	414 m²	Favorable	16	6 624,00 €
2011-0162	OMAR IDRISA	M'tsangadoua	VENTE	Bilavani Marivavou	NON TITRE	AH 390 K	1 765 m²	Favorable	16	28 240,00 €
2011-0187	HAMIDI Aoli	10, Allée des Bourguignons	REGUL	M'tsangadoua	NON TITRE	AH 514	424 m²	Favorable	16	6 784,00 €
2011-0188	ILAMIDI Antufiya	Quartier Angnala M'kirini - Acooua	REGUL	M'tsangadoua	NON TITRE	AH 505	388 m²	Favorable	16	6 208,00 €
2011-0189	AYOUBA Zanari	44, Rue de Reims	REGUL	M'tsangadoua	NON TITRE	AH 512	364 m²	Favorable	16	5 824,00 €
2011-0190	HAMIDI Houdiandi	5, Place Jean Tsangoud	REGUL	M'tsangadoua	NON TITRE	AH 510	365 m²	Favorable	16	5 840,00 €
2011-0191	HAMIDI Charafane	18 Allée des Bourguignons	REGUL	M'tsangadoua	NON TITRE	AH 515	422 m²	Favorable	16	6 752,00 €
2011-0192	ADAMP AHMED Abdourahmane	Quartier Mtsangani - Acooua	REGUL	M'tsangadoua	NON TITRE	AH 511	365 m²	Favorable	16	5 840,00 €
2011-0193	HAMIDI Aycuba	Quartier Mtsangani - Acooua	REGUL	M'tsangadoua	NON TITRE	AH 506	387 m²	Favorable	16	6 192,00 €

RECEU LE 29 SEP 2014
D.R.C.L.
PREFECTURE DE MAYOTTE

LISTE DES DOSSIERS PASSE EN CPF du 29 NOVEMBRE 2012

2011-0191	HAMIDI Boua	Quartier du Reservoir Tsratanana - Mtsangadoma	REGUL	Mtsangadoma	NON TITRE	AI1 508	393 m²	Favorable	16	6 288,00 €
2011-0195	HAMIDI Assoumani	Quartier Miterani - Mtsangadoma	REGUL	Mtsangadoma	NON TITRE	AI1 516	422 m²	Favorable	16	6 752,00 €
2011-0196	AL-KARIM TCHAMA	Quartier Miterani - Mtsangadoma	REGUL	Mtsangadoma	NON TITRE	AH 509	365 m²	Favorable	16	5 840,00 €
2011-0197	HAMIDI Mahamoudou	Quartier Miterani - Mtsangadoma	REGUL	Mtsangadoma	NON TITRE	AI1 507	393 m²	Favorable	16	6 288,00 €
2011-0198	HAMIDI Yousoukou	Quartier Miterani - Mtsangadoma	REGUL	Mtsangadoma	NON TITRE	AH 513	426 m²	Favorable	16	6 816,00 €
2011-0199	HASSANI NYTOUMANI MOUKRAATI	ACOUA	REGUL	ACOUA	NON TITRE	AB 586 A	220 m²	Favorable	30	6 600,00 €
2011-0412	SALD TOUMBOU YOUNOUSSA	Mtsangadoma	REGUL	ACOUA	NON TITRE	AB 617	308 m²	Favorable	30	9 240,00 €
2012-0070	SOUNAIIA Tadani	Quartier Miterani - Acous	REGUL	Acous	7260	AC 422	425 m²	Favorable	14	5 950,00 €
2006-0276	FATIM YNOUSSA ET HAMIDOUNE ISSA	13, rue Iaza Labatoir	VENTE	DZOU MOGNI	361	AV 94	216 m²	Favorable	46	9 936,00 €
2011-0173	MADI HASSANI HAMADA, YOUSOU NAFOUANT	BOUTYOUNI	VENTE	BOUTYOUNI	1690	BO 4	28 388 m²	Favorable	5	141 940,00 €
2012-0225	ATTI OUMANI LIAOUTEANT	BOUTYOUNI	VENTE	BOUTYOUNI	1690 et 1597	BI 164 B - 158 D	333 m²	Favorable	35	11 655,00 €
2012-0323	MAIRIE DE BANDRABOUA	238, rue de l'hôtel de ville	Affectant	BANDRABOUA	1127	AN 260, 294, 295, 297, 349 et 350	2 142 m²	Favorable	8	17 136,00 €

PREFECTURE DE MAYOTTE
29 SEP. 2014
REGULÉ

LISTE DES DOSSIERS PASSE EN CPF du 29 NOVEMBRE 2012

2008-0187	ALI LILACHIMLA	CHEZ SOIFATI OLSSINI BONONO MISAMOUDOU	VENTE	BANDRELE	6004	BL 6	425 m²	Favorable	35	14 875,00 €
2008-0188	DJAMADARI SOIBRATI	CHEZ SOIFATI OUSSENI BONONO MISAMOUDOU	VENTE	BANDRELE	6004	AY 25 A	426 m²	Favorable	38	16 188,00 €
2008-0189	ALI FAIDANI et Consorts	CHEZ SOIFATI OUSSENI BONONO MISAMOUDOU	VENTE	BANDRELE	6004	AY 25 B	407 m²	Favorable	38	15 466,00 €
2008-0190	ALI CHABABI et Consorts	CHEZ SOIFATI OLSSINI BONONO MISAMOUDOU	VENTE	BANDRELE	6004	BL 6 B	444 m²	Favorable	35	15 540,00 €
2009-0011	ASSANI OISSULATI	MISAMOUDOU	VENTE	MISAMOUDOU	6004	AY 25 A	780 m²	Favorable	38	29 640,00 €
2009-0274	AMRABIA BETSA MICHEL TAKA	BOUENI	VENTE	MISAMOUDOU	NON TITRE	BC 282 b et 356 d	191 m²	Favorable	35	6 685,00 €
2011-0186	MANROUFHOL Erabati	Quartier Terrain de FOOT Misamoudou	VENTE	Misamoudou	6004	BL 30	2 034 m²	Favorable	32	65 088,00 €
RU 3261	IBRAHIM Boinali	Quartier Nabawane Misamoudou	REGUL	MISAMOUDOU	NON TITRE	AZ 107	1 604 m²	Favorable	32	51 328,00 €
2009-0037	BOUDRA THAMBATI	rue Mjimbani MZOUAZIA	REGUL	Mzouazia	NON TITRE	AP	654 m²	Favorable	35	22 890,00 €
2009-0038	AMAMADA ANLI	MZOUAZIA	REGUL	Mzouazia	NON TITRE	AP	937 m²	Favorable	35	32 795,00 €
2009-0039	ALI AMADA MAHAMOUDOU	rue Mjimbani MZOUAZIA	REGUL	Mzouazia	NON TITRE	AP	271 m²	Favorable	35	9 485,00 €
2009-0040	SALAMA ANLI	rue Mjimbani MZOUAZIA	REGUL	Mzouazia	NON TITRE	AP	217 m²	Favorable	35	7 595,00 €
2009-0041	BOUDRA ANTOULEINA	rue Mjimbani MZOUAZIA	REGUL	Mzouazia	NON TITRE	AP	303 m²	Favorable	35	10 605,00 €

PRÉFECTURE DE MAYOTTE
29 SEP. 2014
D.R.C.

LISTE DES DOSSIERS PASSE EN CPF du 29 NOVEMBRE 2012

REGU-2011	ABDOU ALI Bannani	Quartier Gnambohi à Sacka	RECAL	Mzoumazia	NON TITRE	AR 632	299 m²	Favorable	35	10 465,00 €
2011-0139	TOTAL MAYOTTE	Immeuble Jucanada - Lotissement Les 3 Vallées - BP 867	VENTE	CHIRONGOU	NON TITRE	AV 14 B	88 m²	Favorable	35	3 080,00 €
2011-0361	ABDOU Ahmadi	2, Rue Cécile - Petit Carrefour - Chirongui	VENTE	Chirongui	2770	AV 13	608 m²	Favorable	35	21 280,00 €
2011-0404	MADI ASSANI Zabhou	Poronni 100 Villas Rue de l'Ancestralité Marie Auxois	VENTE	PORONNI	1675	AC 105 C	445 m²	Favorable	32	14 240,00 €
2011-0401	MADI ASSANI Zebura	Poronni 140 Villas Rue de l'Ancestralité Marie Auxois	VENTE	PORONNI	1675	AC 105 B	445 m²	Favorable	32	14 240,00 €
2011-0133	MADI Fatima	Quartier Jamblique - Ouangoujou	VENTE	Ouangoujou	645	AH 57	181 m²	Favorable	28	5 068,00 €
2011-0135	ABDOU SAYTANI	quartier Mavreut ouangoujou	VENTE	Ouangoujou	645	AH 23	297 m²	Favorable	28	8 316,00 €
2011-0137	HAMZA Achoura	22, Rue M'Douyoujou - Labattoir	VENTE	LABATTOIR	NON TITRE	AD 325	293 m²	Favorable	75	21 975,00 €
2011-0403	AHAMADI CHRISTINE	Labattoir 4 rue de la SIM	VENTE	Labattoir	1218	AN 139	82 m²	Favorable	60	4 920,00 €
2011-0427	ACHIRAFI ABDOU SOUMADOU	Labattoir	VENTE	LA VIGIE	NON TITRE	AL 623	861 m²	Favorable	60	51 660,00 €
2011-0431	ACHIRAFI FATIMA	Labattoir	VENTE	LA VIGIE	NON TITRE	AL 538	526 m²	Favorable	60	31 560,00 €
2012-0060	DINI FATIMA	Labattoir	VENTE	Labattoir	NON TITRE	AD 225	69 m²	Favorable	75	5 175,00 €
2007-0128	AMROUDI MADI el consorts	Enlèvement - Dzoumougné	Vente	DZOUMOUGNE	361	AS 6-5	1 552 m²	Favorable	13	20 176,00 €

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE 29 SEP. 2014

D.R.C.L

LISTE DES DOSSIERS PASSE EN CPF du 29 NOVEMBRE 2012

2011-0436	SAD SOUMDAH	KANI-KELI	VENTE	MBOUNI	7816	AZ 35	235 m²	Favorable	35	8 155,00 €
REGUL - 501	ALI Maoulida	KANI-KELI	REGUL	CHOUNGOU	REGUL - 5051	AI 18-23-70	12 962 m²	Favorable	5	64 810,00 €
REGUL - 178	ALI MADI MANROUFOU	KANI-KELI	REGUL	CHIRONGOU	REGUL - 1782	AI 18-23-70	12 962 m²	Favorable	5	64 810,00 €
2011-0408	DAROUETCHI FATIMA	KANI-KELI	VENTE	KANI-KELI	6293	AI 87 D	225 m²	Favorable	35	7 875,00 €
2011-0465	TOUMBOU COMBO Tounani	Majicavo - Koropa	VENTE	Majicavo Koropa	1653	BK 99	319 m²	Favorable	46	14 674,00 €
2011-0406	TOUMBOU COMBO Fila	Majicavo - Koropa	VENTE	Majicavo Koropa	1653	BK 96	146 m²	Favorable	46	6 716,00 €
2012-0134	MALIDE ZALIHATA	68 Rue Ecole primaire Bandranga Majicavo	VENTE	Majicavo Koropa	1653	BK 116	93 m²	Favorable	46	4 278,00 €
2012-0339	ASSANI ALI	18, Bis Rue Roland Longo	VENTE	LONGONI	5157	AD 81	2 691 m²	Favorable	32	86 112,00 €
2014-0325	SOULAMAKA Wila	Bloc 1, Boite 70 Casernes - Majicavo	VENTE	Mandrasoua - Misa	1555	BC 133	216 m²	Favorable	60	12 960,00 €
2010-0472	HOUMADI FAZAL	25 rue Ambassadeur Misapré	VENTE	MTSAPPRE	1416	BI 80	1 286 m²	Favorable	60	77 160,00 €
2011-0110	AYOUBA Amna et Consorts	8, Rue Africa - Bonovo Mtsapré	VENTE	MAMOUDZOU	1775	BN 200	1 029 m²	Favorable	50	51 450,00 €
2011-0119	BAKELE Roihanatou et Bacar	90 rue velours II Cavani	VENTE	KAVANI	2028	AW 178	417 m²	Favorable	46	19 182,00 €
2011-0124	MOUSSA Ibrahim et Ismael	08 rue Mijardi Kawéni	VENTE	KAWANI	1659	AI 239	237 m²	Favorable	49	11 613,00 €

LISTE DES DOSSIERS PASSE EN CPF du 29 NOVEMBRE 2012

2011-0125	CONSORTS MFOHAYA	KAVANI	VENTE	KAVANI	1555	BD 836	279 m²	Favorable	53	14 787,00 €
2011-0136	FL-ANZIZE DAROUTCHIE	14 rue Madrasse Kawani	VENTE	KAWANI	529	AT 176	206 m²	Favorable	49	10 094,00 €
2011-0164	MADI SOUFROU NOUKIATI	KAVANI	VENTE	KAVANI	1555	BD 278	210 m²	Favorable	53	11 150,00 €
2011-0252	SCI OUVIMA	B. P 1313	VENTE	KAVANI	1555	TH 406	52 m²	Favorable	60	3 120,00 €
2011-0282	HOUNDI CHEBANI Kouisa	11 Rue Vivovahandra M'Isapéré	VENTE	M'Isapéré	NON TITRE	BI 414	327 m²	Favorable	60	19 620,00 €
2011-0424	RAMANA SITINATI YOUNOUSSA	PASSAMAINTI	VENTE	KAVANI	1555	BD 158	965 m²	Favorable	53	47 965,00 €
2011-0428	SOLIMAILA MOHAMED	22, Rue Macvullana - M'Isapéré	VENTE	M'Isapéré	1416	BI 75	391 m²	Favorable	60	23 460,00 €
2011-0430	Cécile, Anne, HENRY et Consorts	146, A Rue Cavani	VENTE	MAHOUDZOU	1555	BC 5	756 m²	Favorable	60	45 360,00 €
2012-0276	ATTOUMANI ZAITOUNE	KAVANI	VENTE	MTSAPERE	2028	BI 54	1 968 m²	Favorable	45	88 560,00 €
2011-0551	SOUALIMANA Kamardine	16 Bis rue Markasse	REGUL.	M'Isapéré	14551	BK 183	116 m²	Favorable	50	5 800,00 €
2011-0178	ANCI ANDAWA BEN	MTSANGAMOUJI	REGUL.	MTSANGAMOUJI	8688	AN 655 G	367 m²	Favorable	28	10 276,00 €
2011-0176	ALI HAIDIATI	MTSANGAMOUJI	REGUL.	MTSANGAMOUJI	NON TITRE	AR 256 B	502 m²	Favorable	35	17 570,00 €
2011-0179	IBRAHIM ANIDJILA ANRANE	MTSANGAMOUJI	REGUL.	MTSANGAMOUJI	8688	AN 655 M	422 m²	Favorable	28	11 816,00 €
2011-0180	IBRAHIM NADIDATIE ANRANE	MTSANGAMOUJI	REGUL.	MTSANGAMOUJI	8688	AN 655L AN 540M	504 m²	Favorable	28	14 112,00 €

PREFECTURE DE MAYOTTE

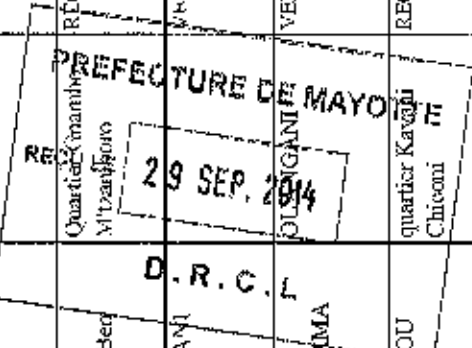
REÇU LE

29 SEP. 2014

D. R. C. L

LISTE DES DOSSIERS PASSE EN CPF du 29 NOVEMBRE 2012

2011-0181	MOULO MCHINDRA FAIDAT MOUSSA	MTSANGAMOUI	REGUL	ANKIAGA	8688	AN 655 B- AR 258 D	958 m²	Favorable	28	26 824,00 €
2011-0182	ARMED ANPATA	MTSANGAMOUI	REGUL	ANKIAGA	8688	AN 655 F	320 m²	Favorable	28	8 960,00 €
2011-0183	IBRAHIM ANFANE	MTSANGAMOUI	REGUL	ANKIAGA	8688	AN 655 A- AR 258 G	1 077 m²	Favorable	28	30 156,00 €
2011-0184	NAHI LAINI	MTSANGAMOUI	REGUL	ANKIAGA	8688	AN 655 N- AR 258 E	611 m²	Favorable	28	17 138,00 €
2011-0185	MOHAMED ENCHATI	MTSANGAMOUI	REGUL	ANKIAGA	8688	AN 655 C- AR 258 F	473 m²	Favorable	28	13 244,00 €
2012-0220	TOYBOU ALLI MOHAMDI SOUFFOU et Consorts	MTSANGAMOUI	REGUL	MTSANGAMOUI	8688	AN 876, 874, 875, 876	2 042 m²	Favorable	28	57 176,00 €
2012-0334	BOURIGAULT HASSANATI	30 Lot Tanambao M'tsangamouji	REGUL	M'tsangamouji	6587	AR 348	322 m²	Favorable	35	11 270,00 €
2012-0275	MIRADJI TOHATI BENT	MTSAHARA	VENTE	MTSAHARA	6514	AH 296	153 m²	Favorable	32	4 896,00 €
2011-0172	ISON ISO Mohamed Bed	Quartier Tanambao M'tsangamouji	REGUL	Madiana	NON TITRE	AO 1058 - 731 - 1060 1061	627 m²	Favorable	32	20 064,00 €
2005-0187	ATTOUMANI HAIDAR		VENTE	KAHANI	80	AS 8	3 513 m²	Favorable	5	17 565,00 €
2007-0057	MADI MCHANGAMA		VENTE	KAHANI	80	AS 38	3 052 m²	Favorable	5	15 260,00 €
2010-0139	ALI DJABOU HABIBA	quartier Kavou Chicani	REGUL	CANAVANGUE	NON TITRE	AL 108 C	1 301 m²	Favorable	5	6 505,00 €
2011-0101	MAOULIDA Dacelati	18 rue Ecole primaire I Passanainy	VENTE	OUANGANI	NON TITRE	AP 222 et 198	578 m²	Favorable	11	6 558,00 €



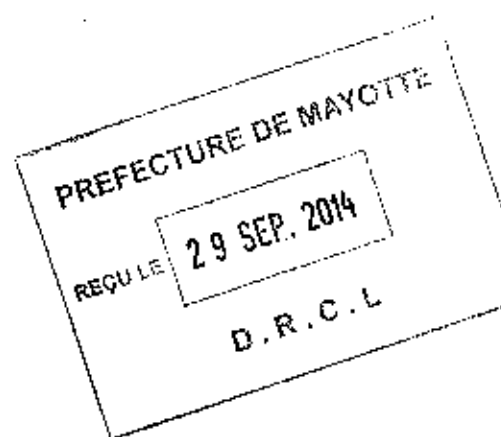
LISTE DES DOSSIERS PASSE EN CPF du 29 NOVEMBRE 2012

2011-0142	MAHADALI ANZIMANI	68 Bis quartier Baton 11	VENTE	PAMANDZI	511	AC 208	265 m²	Favorable		19 875,00 C
2011-0396	SALIM ROUEIA CHANDIRANI	07 Rue Df CHANDIRANI	RECHU	PAMANDZI	764	AB 525	351 m²	Favorable	75	21 060,00 C
2012-0314	BOURA DIODONAND	9, rue de la Vigie	VENTE	PAMANDZI	267	AC 638	290 m²	Favorable	60	21 750,00 C
2011-0128	BACAR Saoudi	57 Rue Viet-nam Vallée-Passamainty	VENTE	PASSAMANTY	1811	CM 516	576 m²	Favorable	75	14 400,00 C
2006-0271	SAID FATIMA	quartier Mfilani - Combani	VENTE	COMBANI	366	AS 127	143 m²	Favorable	25	10 010,00 C
2010-0065	MLANAO ABDOU ALI	Quartier Koutrouzani - Ménale	VENTE	MENALE	80	AX 124	7 282 m²	Favorable	5	36 410,00 C
2010-0432	NASSUR Ahmed	Quartier Cail Vilas - Tsingoni	VENTE	MENALE	1625	AY 75	626 m²	Favorable		37 560,00 C
2011-0106	MAHAMOUDOU Ramla	Quartier Kafeu - Combani	VENTE	COMBANI	366	AS 218	269 m²	Favorable	60	18 830,00 C
2011-0107	SAID MLARAH Madi Saïd	159 Rue de Kafeu - Combani	VENTE	COMBANI	80	AW 46	2 038 m²	Favorable sous réserve	70	10 190,00 C
2011-0112	OUMA Elhad	C/o Moudjahadi OUMA Qr hadjoni - Combani	VENTE	COMBANI	366	AR 505	87 m²	Favorable	5	5 220,00 C
2011-0120	MADI Fatima	Quartier Javahue - Ouongojou	VENTE	MENALE	80	AW 338	2 012 m²	Favorable	60	10 060,00 C
2012-0525	SARI MAYOPRO	Route dépôt COMBANI BP 51	LOCAT	CHIRONCI	2770	AS 36	3 261 m²	Favorable Location	5	16 305,00 C
2012-0569	ALI MOHAMED MDALOMA	PAMANDZI	VENTE	MAMOUDZOU	9	AX 608 C	480m²	Favorable	70	33 600,00 C
2012-0570	ABDOU SALAM Sami	MAMOUDZOU	VENTE	MAMOUDZOU	9	AX 608 B	492m²	Favorable	70	34 440,00 C

PREFECTURE DE MAYOTTE
 REÇU LE **29 SEP. 2014**
D.R.C.L

LISTE DES DOSSIERS PASSE EN CPF du 29 NOVEMBRE 2012

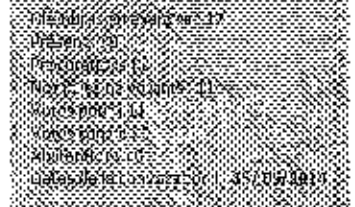
2012-0571	HOUDJATTE NADJIMA - EDDINE	PAMANDZI	VENTIL MAMMOUDZOU	9 AX 608 D	480m²	favorable	70 33 600,00 C
-----------	----------------------------------	----------	-------------------	------------	-------	-----------	----------------



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1678/2014/CP

Relative au financement 2014 des structures d'information, d'insertion, d'appui à l'appareil de formation et d'accompagnement à l'emploi des publics en difficulté.

En date du 19 septembre 2014, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en Commission permanente en application de l'article L. 1113-2 du Code général des collectivités territoriales sur convocation et sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance est une L. Bénédictine 1900 90 60 10 10 10.

Conseillers généraux présents : MM.

Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issoufii HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséri MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

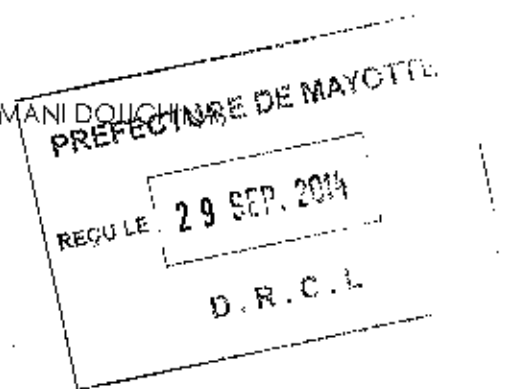
M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

Conseiller général absent :

M. Solderline MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
- Vu la circulaire du Premier Ministre en date du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément,
- Vu la délibération n°299/2011/CG du Conseil Général en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil Général de Mayotte,
- Vu la délibération n°304/2011/CG du Conseil Général en date du 22 avril 2011 portant délégations du Conseil Général à la Commission Permanente,
- Vu la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département
- Vu le rapport n°2014-1678 de Monsieur le Président du Conseil Général relatif au financement des structures d'information, d'insertion, d'appui à l'appareil de formation et d'accompagnement à l'emploi des publics en difficulté,
- Vu l'avis de la commission formation et insertion du mercredi 17 septembre 2014,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : d'arrêter le montant des subventions allouées pour le financement 2014 des structures d'insertion à hauteur de **545 000,00 €**. Ces financements sont attribués aux structures désignées conformément à la répartition définie dans le tableau ci-dessous :

		Financement 2014 des structures d'information et d'insertion				
	Structures	Coût global des projets 2014	Demandes des structures 2014	Accordées en 2012	Accordées en 2013	Accordées en 2014
1	ADIE	854 600,00 €	100 000,00 €	100 000 €	100 000,00 €	50 000,00 €
2	ADSM	933 799,00 €	40 000,00 €	0€	40 000,00 €	40 000,00 €
3	CRUI	349 770,00 €	125 550,00 €	82 000 €	100 000,00 €	125 000,00 €
4	Mission Locale	1 414 380,00 €	376 500,00 €	100 000 €	150 000,00 €	200 000,00 €
5	Tifaki Hazi	811 628,00 €	60 000,00 €	0€	60 000,00 €	60 000,00 €
6	Ousaha Maécha	187 472,00 €	50 000,00 €	0€	30 000,00 €	40 000,00 €
7	M'Sikano	330 290,00 €	30 000,00 €	0€	32 000,00 €	30 000,00 €
	Total	4 881 939,00 €	782 050,00 €	282 000 €	512 000,00 €	545 000,00 €

* Ce montant inclut la rétribution du CRUI pour l'organisation du 2^{ème} Forum de la formation professionnelle et de l'insertion dans le cadre du mandat qui lui a été donné par le Conseil Général en 2014, soit 25 000 €.

Article 2 : d'imputer ces dépenses sur le Chapitre **65 Fonction 544 Compte 6574** du Budget 2014 du Département de Mayotte.

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil Général à signer les conventions de financement avec chacune des structures attributaires.

Extrait certifié conforme
Le Président du Conseil Général

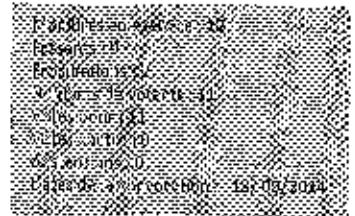
Daniel ZAIDANI

PREFECTURE DE MAYOTTE
REÇU LE 29 SEP. 2014
D.R.C.L

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1679/2014/CP

Relative à la participation du Conseil Général à la Convention-Cadre Régionale Engagement de Développement de l'Emploi et des Compétences (EDEC) - action partenariale d'accompagnement de l'offre de formation et de professionnalisation des acteurs de la formation professionnelle de Mayotte.

En deux mille quatorze, le dix-neuf septembre, à neuf heures, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en Commission permanente, en application de l'article L. 321-1 du code général des collectivités territoriales, sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte, pour délibérer sur l'offre de formation et de professionnalisation des acteurs de la formation professionnelle de Mayotte.

Conseillers généraux présents : MM. Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME.

Conseillers généraux représentés :

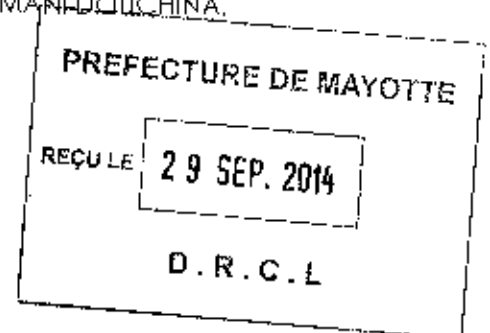
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,
M. Ben Issa OUSSÉNI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA.

Conseiller général absent :

M. Solderline MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu** le code général des collectivités territoriales,
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 portant élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu** la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation au conseil général donnée à sa commission permanente,
- Vu** la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département
- Vu** le Contrat de Projet Etat-Mayotte 2008-2013,
- Vu** la convention territoriale Engagement de Développement de l'Emploi et des Compétences n°2012-61 / EDEC signée le 28 novembre 2012 entre le Préfet de Mayotte et OPCALIA Mayotte,
- Vu** la Schéma régional de développement de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle de Mayotte,
- Vu** le rapport n°2014-1679 de Monsieur le Président du Conseil Général relatif à la participation du Conseil Général à la Convention-Cadre Régionale Engagement de Développement de l'Emploi et des Compétences (EDEC) - une action partenariale d'accompagnement de l'offre de formation et de professionnalisation des acteurs de la formation professionnelle de Mayotte,
- Vu** l'avis de la commission formation et insertion du mercredi 17 septembre 2014,

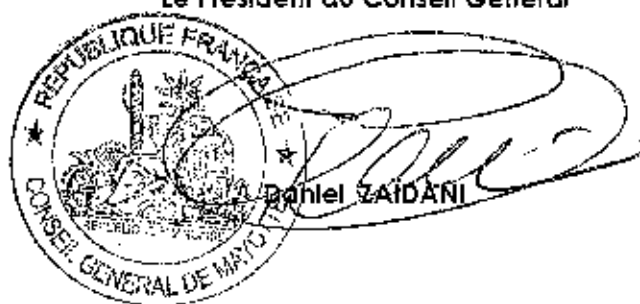
Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

D

- Article 1 :** de participer à hauteur de **80 000, 00 Euros** en 2014 à la convention cadre régionale - Engagement de Développement de l'Emploi et des Compétences dit EDEC - relevant du secteur interprofessionnel à Mayotte.
- Article 2 :** d'inclure dans cette convention cadre régionale l'action partenariale d'accompagnement de l'offre de formation et de professionnalisation des acteurs de la formation professionnelle de Mayotte qui en est une composante.
- Article 3 :** de prendre en charge cette action sur les crédits destinés à financer l'Axe 2.5 du Contrat de projet Etat Mayotte 2008-2013 et d'imputer ces dépenses sur le chapitre 65 fonction 544 compte 6574 « Subventions aux organismes de droit privé » du budget du Conseil Général de Mayotte
- Article 4 :** de verser les sommes correspondantes à OPCALIA Mayotte, structure désignée Pilote du projet, en charge de la coordination et de la mise en œuvre de cette action
- Article 5 :** d'autoriser le Président du Conseil Général à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil Général



PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE 29 SEP, 2014

D. R. C. L.

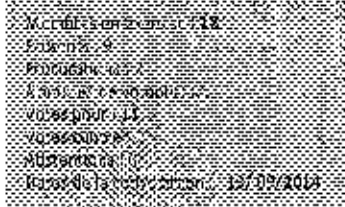
I- la Convention Cadre Régionale - Engagement de Développement de l'Emploi et des Compétences (EDEC) dont le projet est joint en annexe,

II- la Convention tripartite et pluriannuelle - Etat (DIECCTE) - Conseil Général (DFPI-CARIF/OREF) - OPCALIA Mayotte - d'accompagnement de l'offre de formation et de professionnalisation des acteurs de la formation professionnelle de Mayotte.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1680/2014/CP

Relative à la transformation d'actions de formation dans le cadre de la commande publique de formation professionnelle 2013-2014

Monsieur le Président a donné son pouvoir à Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte, Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte, en application de l'article 1121 du Code Général des Collectivités Territoriales, au sein de la commission permanente, sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette délibération est en application de l'article 1121 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conseillers généraux présents : MM.

Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

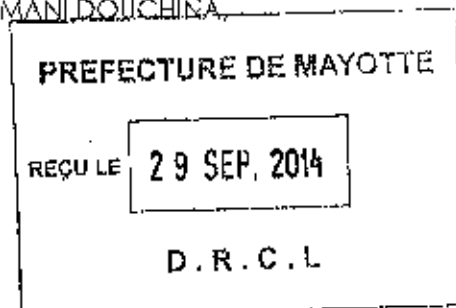
M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

Conseiller général absent :

M. Solderline MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 portant élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente,
- Vu la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département,
- Vu le rapport n°2014-001680 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte relatif à la demande de transformation d'actions de formation formulée par des organismes de formation,
- Vu l'avis de la commission formation et insertion du mercredi 17 septembre 2014,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 :

Pour la mise en œuvre de la commande publique de formation professionnelle 2013-2014 du Conseil Général, les actions de **remobilisation** concernant les lots n° 75 «BTS Management des Unités Commerciales» et 76 «BTS Comptabilité et Gestion des Organisations (CGO)» sont transformées comme suit au titre de la première année 2013 :

[Signature]

N° lot	OF attributaire	Intitulé Initial de la formation	Transformation en	Montant marché
75	OIDF	BTS MUC	Bac Commerce pro	48 960 €
76	Mayotte Consulting et Formation	BTS Comptabilité et Gestion des Organisations	Bac pro Gestion-Administration	51 072 €
73	ALOALO	BTS Assistant manager	Bac pro Accueil – relation clients et usagers	51 840 €

Ces Bacs professionnels démarreront au cours du 4^{ème} trimestre 2014 pour les examens de juin 2015.

Article 2 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le chapitre 011, fonction 544, compte 611 du budget du département de Mayotte, crédits délégués à l'ASP.

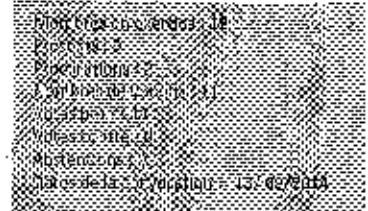
Article 3 : D'autoriser le Président du Conseil Général à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général



CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1685/2014/CP

Relative à l'attribution d'aides financières aux organisations syndicales de salariés pour l'année 2014

En vertu de sa séance du 19 septembre 2014, le Conseil Général de Mayotte a statué en Commission permanente sur la proposition de l'article 1685 du code général des collectivités territoriales, sur la proposition de l'avis de la commission de l'emploi, de l'emploi et de la formation de l'emploi de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette délibération a été adoptée à l'unanimité.

Conseillers généraux présents : MM. Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issoufi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

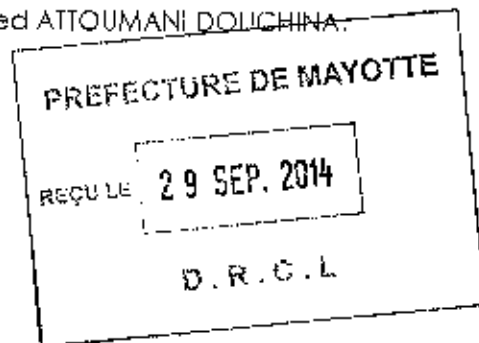
M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA.

Conseiller général absent :

M. Sciderdine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales,
- Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 32,33 et 33-1,
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu** la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente,
- Vu** la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département,
- Vu** le rapport n°2014-1685 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu** l'avis de la commission formation et insertion du jeudi 18 septembre 2014,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

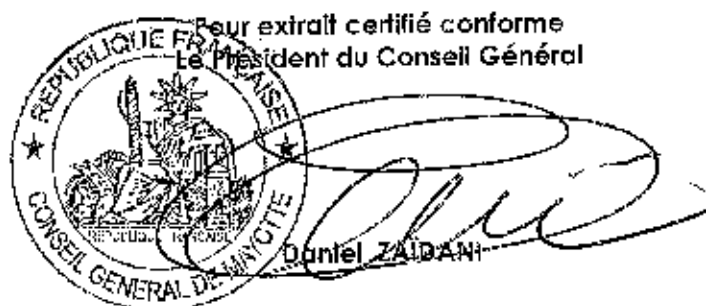
Article 1: **d'accorder** une aide financière d'un montant forfaitaire de **35 500€** pour des organisations syndicales de salariés ci-après énumérées :

- L'Union Départementale Force Ouvrière (UDFO) ;
- La Confédération Intersyndicale de Mayotte - Confédération Française Démocratique du Travail (CISMA-CFDT) ;
- La Confédération Générale du Travail à Mayotte (CGT-MA) ;
- La Confédération Française de l'Encadrement - Confédération Générale des Cadres (CFE-CGC).

Article 2: d'autoriser le Président du conseil général les conventions correspondantes.

Article 3: d'imputer ces dépenses dans le budget 2014 sur le chapitre 65.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil Général



Daniel ZAIDANI

PREFECTURE DE ...

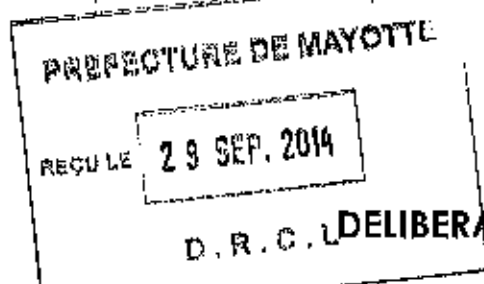
REÇU LE 29 SEP. 2014

D.R.C.L

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



Membres en exercice: 42
Présents: 10
Président: 1
N° d'ordre: 1686/2014/CP
Objet: 1686/2014/CP
Date: 29/09/2014
Préparé par: 1
Approuvé par: 1
Approuvé le: 29/09/2014

Relative à la conclusion d'une convention entre l'Etat (autorité investie du pouvoir de police portuaire) et le Département (autorité portuaire) précisant les modalités de concertation pour l'organisation des mouvements de navires dans le port de Mayotte

La séance a été présidée par Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte, M. Daniel ZAÏDANI, en présence de Monsieur le Préfet de Mayotte, M. Jean-Luc LEBLANC, et de Monsieur le Directeur de l'Agence de Mayotte, M. Jean-Luc LEBLANC. La séance a été ouverte à 14 heures.

Conseillers généraux présents :

MM. Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,
M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

Conseiller général absent :

M. Solderdine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI

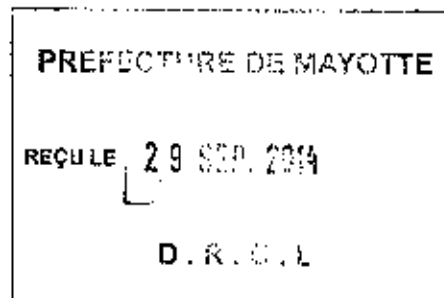
Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code des Ports maritimes ;
Vu le Code des Transports ;
Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 ;
Vu l'arrêté préfectoral n°213 du 05 novembre 2009 fixant les limites administratives portuaires ;
Vu l'arrêté préfectoral n°214 du 05 novembre 2009 relatif au transfert de gestion du port de Mayotte ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation au conseil général donnée à sa commission permanente ;
Vu la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département ;
Vu le rapport n° 2014-1686 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu l'avis de la Commission Aménagement, environnement et cadre de vie en date du 18 septembre 2014.

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

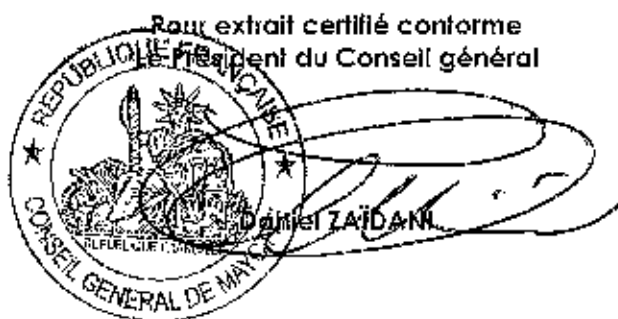
DECIDE

Article 1 : d'approuver le présent projet de convention



[Signature]

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Général à procéder à la signature de la convention et d'engager les services concernés à en mettre en œuvre les dispositions.





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



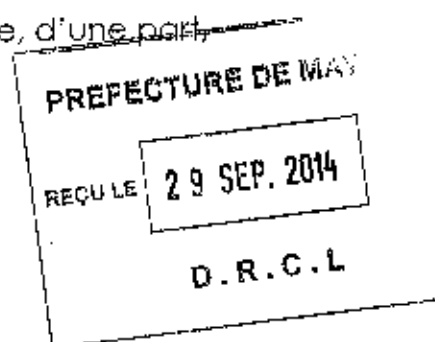
CONVENTION

Entre l'État (autorité investie du pouvoir de police portuaire) et le Conseil Général (autorité portuaire) précisant les modalités de concertation pour l'organisation des mouvements de navires dans le port de Mayotte.

Entre l'État,

Représenté par le Préfet de Mayotte, d'une part,

Et



Le Conseil Général,

Représenté par le Président du Conseil Général de Mayotte, d'autre part,

Références :

- Code général des collectivités territoriales;
- Code des transports (CDT- Partie législative) art L.1802-2;
- Code des ports maritimes (CDPM- Partie réglementaire);
- Loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
- Loi n° 2001- 616 du 11 juillet 2001 consolidée au 2 juin 2012 relative à Mayotte ;
- Arrêté du 3 mars 2008 complétant l'arrêté du 27 octobre 2006 modifié fixant la liste des ports maritimes relevant des collectivités territoriales et de leurs

groupements où l'autorité investie du pouvoir de police portuaire est le représentant de l'État ;

- Rapport n° 90-090 du 28 mai 1998 de Monsieur le Préfet.
- Contrat de promotion d'un bâtiment à usage de bureaux et de logement dénommé la CAPITAINERIE ;
- Arrêté préfectoral n° 213/SGAER du 5 novembre 2009 portant création et délimitation du port de Mayotte ;
- Arrêté n°214/SGAER du 5 novembre 2009 relatif au transfert de gestion des ouvrages, terrains et équipements du port de Mayotte ;
- Compte-rendu de la mission relative à l'organisation du travail à la capitainerie de Mayotte n° 761/DMSOI/2013 du 13 août 2013.

Il est convenu ce qui suit :

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE

29 SEP. 2014

D. R. C. L.

Préambule

Le port de Mayotte, réparti sur les sites de Longoni, Mamoudzou et de Dzaoudzi, est un port décentralisé dont la gestion a été transférée au département de Mayotte par l'arrêté préfectoral cité en référence.

Conformément à l'article R.301-4 du code des ports maritimes, pour un port dont l'activité dominante est le commerce, accueillant des matières dangereuses et largement ouvert sur un environnement international, il est prévu que l'autorité investie du pouvoir de police portuaire soit le représentant de l'État.

La répartition des compétences entre l'Autorité Investie du Pouvoir de Police Portuaire (AIPPP) et l'Autorité Portuaire (AP) au sens des articles L.5331-1 et suivants du code des transports, nécessite de définir l'organisation de mouvements de navires, par la capitainerie du port de Mayotte.

Afin de maintenir l'unicité fonctionnelle de la capitainerie et d'optimiser le fonctionnement du port de Mayotte, le préfet et le président du conseil général ont convenu de mettre en place les modalités de concertation relative à la police portuaire, sous l'autorité d'un officier de port répondant à la fois au représentant de l'État pour les missions relevant de l'AIPPP et au Président du Conseil Général pour celles relevant de l'AP, telles qu'elles sont définies dans le code des transports (Art. L5331-7 et L.5331-8).

Par ailleurs, l'article L. 5334-1 du code des transports dispose que : « Sous réserve des dispositions de l'article L. 5331-3, l'Autorité Investie du Pouvoir de Police Portuaire qui n'a pas la qualité d'Autorité Portuaire ne peut autoriser l'entrée d'un navire, bateau ou engin flottant dans les limites administratives du port sans l'accord de l'Autorité Portuaire ». A cet effet, l'article L.5334-1 prévoit qu'une convention puisse préciser les modalités de concertation entre l'AIPPP et l'AP pour l'organisation des mouvements de navires.

Article 1er

Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise à disposition du personnel de l'État pour l'exercice de la police de l'exploitation et de la conservation du domaine public portuaire, pour l'AP et de l'exercice de la police du plan d'eau et des marchandises dangereuses pour l'AIPPP en application de l'article L.5334-1 du code des transports.

Article 2

Champs d'application

Les dispositions de la présente convention s'appliquent dans les limites administratives du port de Mayotte telles que définies dans l'arrêté préfectoral cité en référence.

Article 3

Organisation générale de la mise à disposition

La capitainerie du port de Mayotte, composée de la capitainerie de Longoni et de la capitainerie annexe de Dzaoudzi, est placée sous l'autorité fonctionnelle du Commandant de port.

Les officiers de port et les officiers de port adjoints sont des fonctionnaires de l'État. Ils veillent au respect des lois et règlements relatifs à la police des ports maritimes (L5331-11 CDT). L'AIPPP informera officiellement l'AP des mouvements concernant les officiers de Port et Officiers de Port Adjoints au sein de la capitainerie de Mayotte.

Pour l'exercice de la police de l'exploitation et de la conservation du domaine public portuaire, le Département met à la disposition de la capitainerie des agents désignés comme auxiliaires de surveillance, placés sous l'autorité fonctionnelle du Commandant de Port de Mayotte.

Les officiers de port et officiers de port adjoints, ainsi que les auxiliaires de surveillance placés auprès d'eux, exercent leurs fonctions, dans le ou les ports où ils sont affectés, sous l'autorité fonctionnelle du Commandant de port (R303-1 CDPM).

Pour l'exercice des pouvoirs et responsabilités dévolus à l'AP, le président du Conseil Général dispose, en tant que de besoin, de l'ensemble des moyens de la capitainerie du port de Mayotte.

Le Président du Conseil Général adresse au Commandant de port de Mayotte, directement ou par l'intermédiaire du Directeur du Port de Mayotte toute instruction nécessaire à l'exécution des tâches relevant de l'AP qu'il lui confie. Il contrôle l'exécution de ces tâches.

Pour l'exercice des pouvoirs et responsabilités dévolus à l'AIPPP, le Préfet dispose, en tant que de besoin, de l'ensemble des moyens de la capitainerie du Port de Mayotte.

PREFECTURE DE MAYOTTE
REÇU LE 29 SEP. 2014

D. R. C. L.

Le Commandant de Port de Mayotte relève directement ou par l'intermédiaire du chef de l'Unité Territoriale de Mayotte de la direction de la mer Sud océan Indien (UTM DMSOI), de l'autorité hiérarchique du représentant de l'État à Mayotte.

Le représentant de l'État à Mayotte peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner délégation de signature au Commandant du port de Mayotte pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application du paragraphe précédent.

Article 4

Moyens généraux et répartition de l'activité

Pour l'année 2013, la répartition de l'activité de la capitainerie était estimée comme suit :

- 50% pour les missions relevant de l'AIPPP
- 50 % pour les missions relevant de l'AP

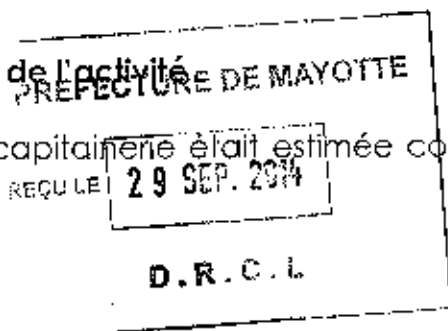
Les dépenses de fonctionnement courant correspondantes sont supportées par l'État et le Conseil Général selon cette répartition.

L'AP met à disposition de l'AIPPP les locaux nécessaires à l'exercice des missions de la capitainerie. La description des locaux figure à l'annexe 1.

- Les bâtiments de la capitainerie annexe de Dzaoudzi font l'objet d'un contrat de promotion. Ils ont été construits pour accueillir les bureaux de la Capitainerie ainsi que le logement du Commandant de Port aux termes du rapport n°98-090 du Préfet en date du 28 mai 1998 (joint en annexe).
- Dans la mesure où dans la convention de transfert de gestion ne figure pas la capitainerie annexe de Dzaoudzi, cette convention précisant par ailleurs l'occupation à titre gratuit de la capitainerie du site de Longoni, l'AP met à disposition de la capitainerie les locaux de bureaux, et s'engage sur la prise en charge du logement de fonction du commandant de port et du commandant de port adjoint.
- L'État mettra en œuvre des mesures incitatives de nature à encourager la venue des officiers de port à Mayotte, notamment par la prise en charge des frais de changement de résidence et afin de permettre de couvrir les postes de la capitainerie de Mayotte qui nécessite d'être renforcée en effectifs.

Pour les besoins de service, les Officiers de Port, Officiers de Port Adjoints et auxiliaires de surveillance pourront emprunter les barges et amphidromes du STM en présentant une carte d'accès remise par l'Autorité Portuaire chaque année à titre gratuit. Ils pourront en cas d'urgence sur l'un des sites portuaires bénéficier d'une priorité de passage pour leur véhicule.

Les dépenses liées au fonctionnement de la capitainerie ayant un caractère d'immeuble par destination sont prises en charge par l'AP.



Pour les besoins du service les officiers de port, officiers de port adjoints et les auxiliaires de surveillance utilisent les véhicules mis à la disposition de la Capitainerie par l'État.

Article 5

Organisation du trafic

5-1 - Gestion du trafic

En fonction des caractéristiques des navires ou bateaux, des contraintes de sécurité, de sûreté, d'exploitation et des opérations portuaires, la planification des escales de navires, la programmation de leurs mouvements à l'intérieur du port, l'affectation et le placement des navires à quai sont exécutés sous l'autorité des officiers de port.

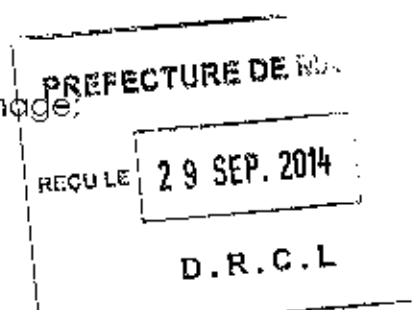
Les choix opérés par les officiers de port pour le placement des navires doivent servir au mieux les intérêts économiques et commerciaux du port dans le respect des textes et règlements portuaires.

Les demandes d'escales doivent être adressées par les armateurs, courtiers ou consignataires à la capitainerie du port de Mayotte.

Chaque semaine la conférence d'exploitation est animée par un Officier de port ou un Officier de port adjoint.

L'AP fixe les modalités et la périodicité de cette conférence à laquelle sont conviés les représentants des services et organismes suivants :

- Le concessionnaire;
- Les services portuaires : pilotage, remorquage, lamanage;
- Les consignataires et agents de navires;
- Les entreprises de manutention;
- Les industriels portuaires;
- Toute autre personne sollicitée ou requise par la Capitainerie ou l'AP.



A l'issue de la conférence d'exploitation, la capitainerie transmet le compte rendu à l'AP, comprenant le récapitulatif des postes attribués.

En fonction des incidents ou contraintes d'exploitation, le Directeur du Port ou le Commandant de Port pourront décider de programmer des réunions complémentaires.

5.2 - Exploitation du port

Les changements de postes (fonction de la météorologie, des avaries, etc...) décidés par la capitainerie sont signalés à l'AP dans les meilleurs délais. En cas de différend sur un mouvement avec les représentants d'un navire au titre des compétences de l'AIPPP, la capitainerie en informe immédiatement le directeur du port de Mayotte. En cas de différend sur un sujet relevant de l'AP, le Directeur du port de Mayotte en

informe immédiatement la capitainerie. Les dispositions applicables sont arrêtées conjointement par l'AP et l'AIPPP sur les divergences et à défaut par l'AIPPP à l'instar de l'article L5331-10 du code des transports, l'AP se réservant le droit de réclamer des compensations financières à l'AIPPP pour préjudices subis.

5-3 - Police de la conservation du domaine public

Les officiers de port, les officiers de port adjoints et les auxiliaires de surveillance constatent et verbalisent les atteintes à la conservation du domaine public portuaire ainsi que les manquements aux règlements d'application pris, tels que les occupations sans titre (L.5337-1 CDT).

Les officiers de port et officiers de port adjoints constatent et verbalisent les infractions concernant le bon état et la propreté du port et de ses installations, notamment l'interdiction de jeter dans les eaux du port tout déchet, objet, terre, matériaux ou autres (L.5335-2 CDT).

Les officiers de port constatent les avaries survenues aux ouvrages portuaires lors des mouvements et du séjour des navires. Ils établissent des rapports de constations d'événement pour tous les ouvrages portuaires, en gestion directe, concédés au tiers, dont copie est transmise à l'AP ainsi qu'au gestionnaire de l'ouvrage. Ces rapports sont archivés à la capitainerie.

Les officiers de port et officiers de port adjoint ainsi que les auxiliaires de surveillance établissent les procès-verbaux de contravention de grande voirie ayant trait à la réparation des dommages sur l'ensemble des biens du domaine portuaire. L'AP les transmet au préfet du département, avec copie à l'autorité hiérarchique de l'AIPPP.

5.4 - Dérogations

Les caractéristiques des navires admissibles au port de Mayotte sont fixées par la capitainerie au titre des prérogatives de police du plan d'eau de l'AIPPP.

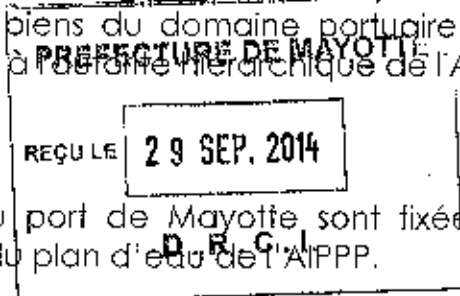
L'AP fournit à l'AIPPP les informations nécessaires à l'exercice de ses pouvoirs, notamment les informations relatives à la situation des fonds dans le port et ses accès et à l'état des ouvrages du port (L.5334-2 CDT).

En cas de dérogation, la capitainerie informe le chef de l'UTM DMSOI et le directeur du port de Mayotte.

En cas de demande de dérogation liée aux prérogatives de l'AP (conditions d'accostage, d'utilisation des terre-pleins), la capitainerie transmet au directeur du port de Mayotte une demande avec avis motivé précisant le délai limite de décision.

5-5 - Urgences

L'AP tient à la disposition de la capitainerie le nom des responsables de permanence joignables à tout moment, ayant autorité pour prendre des décisions.



a) Réquisitions

Dans les conditions de l'article L.5331-9 du code des transports, si l'urgence ou des circonstances graves l'exigent, l'AIPPP ou l'AP peuvent, dans les limites de leurs attributions respectives, procéder à la réquisition des armateurs, capitaines, maîtres ou patrons de navires, marins, ouvriers-dockers, pilotes, lamaneurs et remorqueurs, pour qu'ils fournissent leur service et les moyens correspondants.

La réquisition fait l'objet d'un ordre écrit et signé. Cet ordre mentionne la nature de la prestation imposée et autant que possible, sa durée. L'autorité délivre au prestataire un reçu détaillé des prestations fournies.

L'AP et l'AIPPP donnent délégation au commandant de port pour prendre les réquisitions nécessaires, ce dernier rend aussitôt compte à l'autorité compétente des moyens engagés.

b) Navires en difficulté

L'État détermine les conditions d'accueil des navires en difficulté.

L'autorité administrative enjoint, s'il y a lieu, à l'AP d'accueillir un navire ayant besoin d'assistance. Elle peut également autoriser ou ordonner son mouvement dans le port (L.5331-3 CDT).

5-6 - Événements devant faire l'objet d'une information immédiate

Lorsqu'elle a connaissance d'un événement important touchant la sécurité des personnes ou des biens dans le port, la capitainerie en informe le Commandant du port, le directeur du port de Mayotte et le cadre de permanence de la préfecture.

5-7 - Stationnement de longue durée

Pour une demande de stationnement de longue durée sans opération commerciale, la capitainerie s'assure que le pétitionnaire dispose de l'accord formel du directeur du port de Mayotte qui établit le titre d'occupation ~~occupé~~.

Article 6
Bilan annuel



Conformément à l'article L.5334-1 du code des transports la présente convention fait l'objet d'un bilan annuel en ce qui concerne l'organisation des mouvements de navires. Ce bilan est effectué à l'occasion d'une réunion entre les parties, sur la base d'un rapport conjoint du Directeur du port et du Commandant de port.

Fait à Mamoudzou, le

Le Préfet de Mayotte
Général

Le Président du Conseil

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014

Karfaï et ex-élu : 21
Présents : 4
Absents : 2
Logement : 211
Région :
Moyenne : 1120
Moyenne : 2
Région : 211
Région : 211

DELIBERATION N°1688/2014/CP

Relative au financement de la convention entre le Conseil Général et
l'Agence de l'Outre-mer pour la Mobilité (LADOM) pour l'année 2014

Le Conseil Général de Mayotte, réuni en Commission Permanente en application de l'article 412-1 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte, a délibéré et a adopté à l'unanimité la délibération suivante :

Conseillers généraux présents : MM. Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,
M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

Conseiller général absent :

M. Solderdine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI

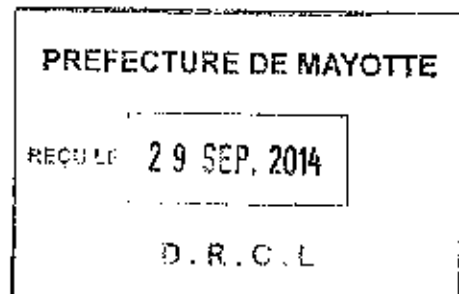
Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 portant élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
Vu la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département,
Vu la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative aux délégations du Conseil Général à sa Commission Permanente,
Vu le rapport n°2014-1688 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte,
Vu l'avis de la commission formation et insertion du mercredi 17 septembre 2014,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

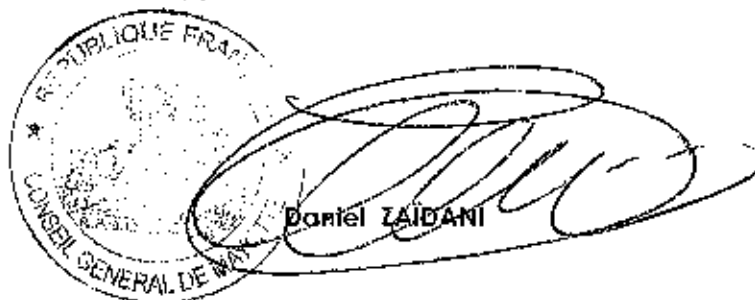
Article 1 : d'allouer une subvention d'un montant de **910 592 €** à LADOM au titre de la participation 2014 du Département de Mayotte au co-financement avec l'Etat du dispositif de formation mis en place dans le cadre du passeport mobilité formation professionnelle pour la mobilité-insertion et/ou formation des demandeurs d'emploi.



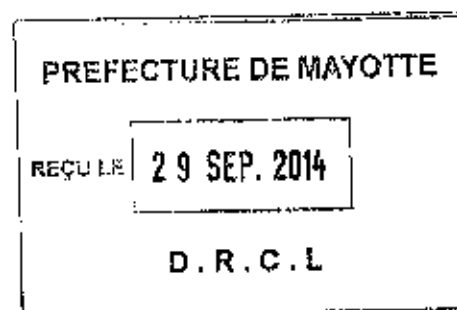
D

- Article 2 :** d'imputer cette dépense sur le Chapitre 65 Compte 6574 fonction 01 du Budget du Département de Mayotte.
- Article 3 :** d'autoriser le Président du Conseil Général à signer la convention de financement à conclure à cet effet avec le Directeur Général de LADOM et toutes les pièces relatives à l'exécution de la présente convention.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil Général



REPUBLICQUE FRANCAISE
CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE
Daniel ZAIDANI



CONVENTION MOBILITE N°2014

CONVENTION ENTRE LE CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE ET LADOM

- ANNEE 2014-

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE **29 SEP. 2014**

D.R.C.L

ENTRE :

Le Département de Mayotte représenté par son Président, Monsieur Daniel ZAIDANI,

ET

L'Agence De l'Outre-mer pour la Mobilité (LADOM) représentée par son Directeur Général, Monsieur Jean-Claude CADENET,

- Vu les compétences du Conseil Général de Mayotte en matière de formation professionnelle, dans le cadre des lois**
- n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales**
 - n° 2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre mer**
 - l'ordonnance 2009-664 du 11 juin 2009 relative à l'organisation du Service Public de l'Emploi et à la formation professionnelle à Mayotte**
 - Vu le décret n° 2010-1424 du 18 novembre 2010**
- Vu les missions de LADOM dans le cadre du contrat de performance signé avec le MOM en date du 15 avril 2013**
- Vu la convention de partenariat entre OPCALIA Mayotte et LADOM Mayotte – Année 2014**

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de développer les possibilités de qualification et d'insertion offertes aux mahorais en vue de concourir au développement local du territoire ou de contribuer à leur insertion professionnelle en Métropole, dans les DOM, à Mayotte et dans les pays relevant de la zone océan Indien, par l'intermédiaire de L'Agence De l'Outre-mer pour la Mobilité (LADOM). Les dispositifs de mobilité mis en œuvre pour ce faire sont, soit financés par l'Etat, soit par le Département de Mayotte, soit font l'objet d'un cofinancement de l'Etat, du Département de Mayotte ou de OPCALIA Mayotte.

ARTICLE 2 : Missions confiées à LADOM par le Conseil Général de Mayotte

1 - Les actions mises en œuvre par LADOM pour le compte du Conseil Général de Mayotte permettront aux Mahorais :

- de se qualifier dans le cadre du statut de stagiaire de la formation professionnelle au moyen de formations se déroulant en métropole, en Europe ou à l'étranger, dès lors que le cursus n'est pas disponible à Mayotte ou permet d'accéder à un emploi de six mois à minima en CDD.
- d'effectuer des stages pratiques dans des entreprises à l'extérieur de l'île, lorsqu'ils sont inscrits en qualité de demandeurs d'emplois ou en qualité de stagiaires de la formation professionnelle, dans des actions qualifiantes se déroulant à Mayotte et agréées par le Conseil Général de Mayotte dans le cadre de son Programme de Formation Professionnelle.
- de trouver un emploi à l'issue de leur formation.
- de favoriser l'insertion professionnelle directe de publics identifiés.

2 - LADOM, en lien avec le service Mobilité du Conseil Général de Mayotte et dans le respect des critères d'éligibilité aux programmes décrits annexe 1, assure la mise en œuvre de dispositifs conventionnés : sélection des candidats, instruction et agrément des demandes individuelles, recherche des formations, d'exécution et de contrôle des formations, accueil et suivi des stagiaires, ainsi que leur insertion et/ou leur retour en fin de formation à Mayotte.

3- Dans le cadre des conventions de formation qu'elle contracte avec les organismes de formation, LADOM est chargée par le Conseil Général :

- de l'instruction des dossiers
- du paiement des frais pédagogiques.
- du versement à chaque stagiaire des allocations complémentaires d'hébergement (ACH), conformément aux dispositions de l'article 4.

ARTICLE 3 : Filières de mobilité mises en œuvre par LADOM :

Les filières de formation en mobilité sont les suivantes :

- Association de Formation Professionnelle des Adultes (AFPA)
- Alternance (contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation), et préparation à l'alternance
- Programme Régional de Formation Professionnelle DOM (PRFP DOM)
- Programme Régional de Formation Professionnelle métropole (PRFP métropole)
- Mobilité Formation Emploi (MFE)
- Sanitaire et social
- Stages pratiques
- Inter DOM
- Actions Partonaires
- Outils des concours de catégorie A et B de la fonction Publique

REÇU LE

29 SEP. 2014

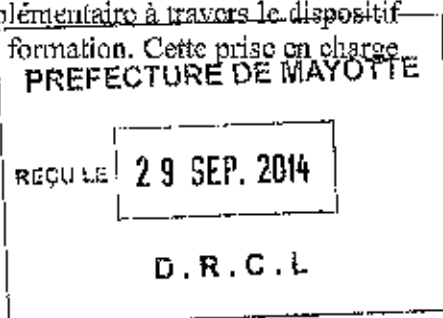
D. R. C. L

- Insertion Professionnelle (Contrat de travail de 6 mois et plus)
- Le descriptif de ces filières figure en annexe 2.

ARTICLE 4 : Contribution financière du Conseil Général de Mayotte

1 - Au titre des frais de formation, le Conseil Général de Mayotte prend en charge:

- les actions de préparation à l'entrée en alternance dispensés en métropole dans le cadre du MFE, dans la limite annuelle maximale 38 080 € (soit 952.00€ par stagiaire correspondant à 40 mesures).
- les frais pédagogiques des actions de formation décidées par le Conseil Général de Mayotte, dans la limite d'un coût moyen annuel de 4 761 € par stagiaire de niveau V, IV, III, II et I dans le respect des conditions définies par la convention d'objectifs et de moyens signées entre LADOM et le MOM.
- En outre, les stagiaires en fin de droit conformément aux dispositions des TITRES Ier et Titres IV du décret n° 2010-1424 du 18 novembre 2010, peuvent sur proposition du Conseil Général de Mayotte, bénéficier d'une prise en charge complémentaire à travers le dispositif PRFP DOM pour la durée réglementaire de leur parcours de formation. Cette prise en charge à 100% concernerait :
 - Coûts pédagogiques
 - Eventuelles ACH
 - Prime d'installation éventuelle
 - Rémunération de base
 - Transport



2 - Les aides financières aux stagiaires en mobilité.

- Les stagiaires en mobilité bénéficient d'une aide financière du Conseil Général, l'allocation complémentaire d'hébergement (ACH). L'attribution de cette aide doit faire l'objet d'une validation par le service du Conseil Général compétent en matière de formation professionnelle (le service Mobilité du Conseil Général de Mayotte). Son montant est calculé par différence entre la rémunération de base et les allocations de quelque nature que ce soit, perçues par le stagiaire sur la base d'un plafond mensuel de 700 € d'une part, hors alternance (stagiaires non hébergés) et 550 € (stagiaires hébergés) d'autre part. Cette aide est incompatible avec toute subvention, bourse ou soutien public alloué au bénéficiaire.
- Les stagiaires bénéficient également, selon le cas, d'une prise en charge des frais pédagogiques au titre de leur parcours d'insertion professionnelle
- Ces deux aides (ACH et frais pédagogiques) interviennent selon les modalités de validation suivantes :
 - Pour tout engagement de frais pédagogiques et/ou d'ACH dépassant le montant de 100 euros par mois, le parcours doit faire l'objet d'une validation par le service du Conseil Général compétent en matière de formation professionnelle (le service Mobilité du Conseil Général de Mayotte)
 - Pour tout ACH inférieure ou égale au seuil de 100 euros par mois ainsi que pour toute prime d'installation, LADOM peut valider le parcours et en informer le Conseil Général dès que le parcours est mis en route

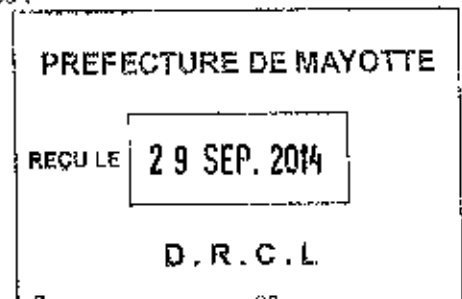
Dans tous les cas, LADOM est tenu de transmettre au Conseil Général, au plus tard au début de chaque mois pour le mois N-1, le tableau reprenant l'ensemble des éléments financiers relatifs au parcours validés ainsi que les fiches correspondantes.

Ces aides peuvent bénéficier aux stagiaires des filières suivantes :

- AFPA
- MFE
- Alternance

- PRFP DOM
- PRFP métropole
- Sanitaire et social
- Stages pratiques
- Inter DOM

- Au titre de ces ACH, les stagiaires en mobilité ne relevant pas du dispositif ACM (Allocation complémentaire Mobilité), bénéficient d'une aide à l'installation d'un montant de 400 € pour les stagiaires hébergés et de 800 euros pour les non hébergés.
- Cette allocation est attribuée aux stagiaires des filières suivantes :
 - AFPA
 - MFE
 - Alternance
 - PRFP DOM
 - PRFP métropole
 - Stages pratiques
 - Inter DOM
- Le tableau des aides financières à la mobilité du Conseil Général figure en annexe n°3.



ARTICLE 5 : Contribution financière de LADOM

1 - La contribution financière de LADOM à l'ensemble des missions et prestations décrites ci-dessus, est assurée par l'Etat.

Elle comprend pour l'essentiel :

- la mise à disposition de la structure LADOM (Mayotte et Métropole) au bénéfice des publics Mahorais.
- la prise en charge totale ou partielle du billet aller/retour au titre du Passeport Mobilité Formation de chaque candidat retenu.
- un service d'aide personnalisée en vue de favoriser l'insertion professionnelle des stagiaires à l'issue de leur parcours de formation.

2 - En outre, de par les missions spécialement confiées à L'agence par l'Etat en ce qui concerne l'AFPA et le programme MFE, la collaboration avec LADOM ouvre droit à la prise en charge par l'Etat :

- des frais pédagogiques.
- de la rémunération de base des stagiaires.

3 - Au titre de l'ACM, LADOM instruit les dossiers relatifs aux aides de l'Etat, conformément à la réglementation en vigueur, effectue le versement de l'aide à l'installation et les démarches nécessaires au versement de l'allocation mensuelle.

ARTICLE 6 : Information du Conseil Général

LADOM s'engage à mettre à disposition du Conseil Général de Mayotte, au titre de la consultation, un accès à son logiciel FIDESIO pour le suivi des stagiaires, notamment les éditions de productions permettant d'établir les outils statistiques à la fois quantitatifs et qualitatifs. La mise à disposition de cet outil conditionnera le versement du solde de 10%. Dans le cas d'une non mise à disposition de cet outil de suivi, seul un écrit du Directeur Général de LADOM justifiant des motifs pourra débloquer le paiement de ce solde.

LADOM s'engage à établir et à transmettre trimestriellement au Conseil Général de Mayotte un état récapitulatif et nominatif des aides financières du Conseil Général engagées à la fois en frais pédagogiques et en rémunération des stagiaires.

En tant que de besoin, le Conseil général peut également demander la transmission de ces mêmes données pour permettre à ses services de procéder aux éventuels ajustements financiers dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 7 : Publicité des actions

LADOM s'engage à effectuer toutes les formalités de publicité relatives à la participation du Conseil Général, notamment vis-à-vis des stagiaires et des organismes de formation.

ARTICLE 8 : Frais de Gestion de LADOM

Le Conseil Général de Mayotte participe aux frais de gestion de LADOM pour la réalisation des prestations définies à l'article 2 de la présente convention.

Le montant de cette participation est fixé au taux de 6% sur l'ensemble des crédits gérés.

ARTICLE 9 : Modalités de versement de la contribution financière du Conseil Général de Mayotte

Le Conseil Général de Mayotte attribue à LADOM pour 2014, une contribution financière de 910 392 € destinée à la couverture des dépenses réalisées en 2014 relatives :

- aux diverses prestations servies aux stagiaires telles que définies à l'article 4 de la présente convention pour un montant de 855 956,48 €
- aux frais de gestion de LADOM précisés en l'article 8 pour un montant de 54 635,52 €

Le tableau prévisionnel de programmation qui donne (tout en étant fongible entre les différentes mesures) la répartition par dispositif et par nombre de mesures est joint à la présente convention (annexe 4). Ce tableau indicatif est néanmoins destiné à un usage à caractère fongible dans l'utilisation des crédits affectés sur les mesures afin d'avoir une souplesse de mobilisation des dispositifs

Le financement départemental sera prélevé sur le chapitre 65 compte 6574 fonction 01 pour être versé à LADOM selon les modalités suivantes :

- à la signature de la présente convention, un acompte de 60 % de la subvention totale prévisionnelle au titre de 2013, soit 546 355,20 €.
- un versement de 30 %, soit 273 177,60 € sur présentation d'états nominatifs des engagements et des paiements accompagnés d'un bilan pédagogique intermédiaire arrêté au 30 septembre.
- le solde de 10 % soit 91 059,20 € au vu de l'ensemble des états annuels visés à l'article 10.

Le paiement sera effectué au profit de LADOM sur son compte ouvert à la BRED dont les références suivent :

Code Banque	Code Guichet	Numéro de compte	Clé
10107	00644	00214014558	03

ARTICLE 10 : Documents transmis par LADOM au Conseil Général de Mayotte

La transmission des documents au Conseil Général est organisée de la façon suivante :

- au 30 septembre : un état nominatif des engagements pluriannuels et des paiements par dispositif de mobilité ainsi qu'un bilan pédagogique intermédiaire.
- Une fois par trimestre (avril, juillet, octobre, janvier) un tableau récapitulatif par dispositif faisant état de la réalisation des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement afin de permettre d'éventuels réajustements au niveau des filières.
- annuellement, par dispositif de mobilité, au 31 décembre
 - un état récapitulatif nominatif des engagements et des paiements effectifs
 - un état nominatif des abandons
 - un bilan d'activité pédagogique, démographique et financier
 - un état statistique des actions menées
- Trimestriellement, le montant des prises en charge Etat au titre de sa participation à la présente convention. Dernier alinéa remplacer annuellement par une fois par trimestre (vu la polémique de la participation effective de l'ETAT)

ARTICLE 11 : Exécution de la convention

D'une manière générale, LADOM tient à disposition du Conseil Général de Mayotte les documents nécessaires à l'exécution de cette convention.

ARTICLE 12 : Contrôle financier et technique

Le contrôle technique et financier sur pièces et sur place sera exercé par les services du Conseil Général ou par toute autorité qui aura été habilitée à cet effet par le Président du Conseil Général de Mayotte.

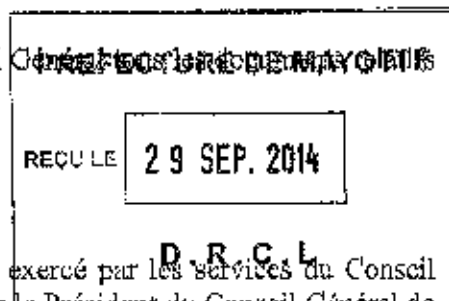
LADOM s'engage à :

- accorder un droit d'accès à toutes les pièces nécessaires au contrôle de l'exécution de la présente convention et de la réalité des coûts présentés ;
- tenir à la disposition du Conseil Général, les documents attestant de sa situation vis-à-vis des organismes sociaux et fiscaux ;
- conserver toutes les pièces justificatives relatives aux dépenses de la présente convention pendant un délai de 10 ans après le dernier paiement
- utiliser un système de comptabilité analytique ou de répartition analytique des dépenses réellement encourues au titre de la présente convention sur la base de clés objectives et vérifiables.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de contrôle opéré soit par toute autorité mandatée par la Préfet ou son représentant ou par les organes de contrôle nationaux. Dans l'hypothèse où ces contrôles à l'issue de la phase contradictoire aboutiraient à des corrections financières, les sommes correspondantes feraient l'objet d'un ordre de reversement émis par le Conseil Général.

ARTICLE 13 : Trop perçu ou dépassement

Dans l'hypothèse où le coût des opérations serait inférieur au montant prévu et aux sommes versées, le trop perçu sera reversé au budget du Conseil Général.



En cas de dépassement de l'enveloppe financière inscrite à la présente convention au titre de la participation du Conseil Général, LADOM s'engage à prendre en charge les dépenses afférentes aux dossiers qui seront validés par le Conseil Général selon les modalités prévues à l'article 4-2 de la présente convention

ARTICLE 14 : Remboursement

Dans le cas où la sincérité des justificatifs pourrait être mise en cause, les sommes indûment versées feront l'objet d'un remboursement au Conseil Général de Mayotte.

ARTICLE 15: Durée de validité de la convention et résiliation

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014.

Elle peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de 3 mois.

En cas de résiliation :

- LADOM remplira jusqu'à la fin les engagements nés de la présente : le suivi des actions engagées, le paiement des sommes afférentes, la production des documents définis en l'article 10 ;
- le Conseil Général versera à LADOM les fonds nécessaires et s'acquittera des frais de gestion correspondants au prorata des prestations réalisées par l'Agence.
- En cas de litige, le Tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Mayotte.

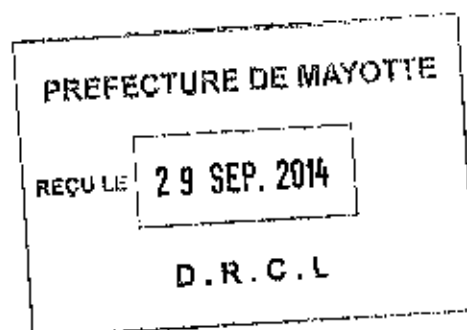
Fait à Mamoudzou, le

Le Président du Conseil Général

Le Directeur Général de LADOM

Daniel ZAIDANI

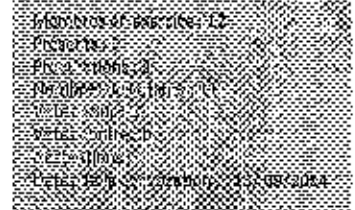
Jean-Claude CADENET



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1696/2014/CP

Relative à la rétrocession des locaux de la SIM à Cavani au Département de Mayotte

Par deux fois qu'il a été réuni le 19 septembre 2014, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en Commission permanente à l'application de l'article L. 512-2 du Code général des collectivités territoriales, pour délibérer et pour la présidence de Monsieur Daniel ZAIDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance a été présidée par Monsieur Abdou RASTAMI.

Conseillers généraux présents :

MM. Daniel ZAIDANI, Ahamed ATTOUMAN, DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI.

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMAN DOUCHINA.

Conseiller général absent :

M. Solderaine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu le Code général de la propriété des personnes publiques
- Vu la délibération n° 299/2011/CG en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAIDANI, Président du Conseil Général de Mayotte,
- Vu la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 portant délégations du Conseil Général à la commission permanente,
- Vu les évaluations de France Domaine,
- Vu le rapport n°2014-001696 de monsieur le président
- Vu l'avis de la Commission Aménagement – Environnement et Cadre de Vie du 18 septembre 2014

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : d'approuver la rétrocession des locaux sis rue du stade Cavani de la SIM au profit du Département de Mayotte contenues dans la convention jointe en annexe.

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil Général à signer la convention et tous documents permettant l'exécution de la présente délibération.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général

Daniel ZAIDANI

Convention de rétrocession

N°

ENTRE :

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Conseil Général de Mayotte, dont le siège est situé 8, rue de l'hôpital,- BP 101- 97600 Mamoudzou,, représenté par son Président, Monsieur Daniel ZAIDANI, agissant au nom et pour le compte du Département de Mayotte, en vertu de la délibération de la Commission Permanente n°304/2011/CG du 22 avril 2011

d'une part,

Et :

La Société Immobilière de Mayotte (SIM) dont le siège social est situé à la Place de l'Ancien Marché, 97600 Mamoudzou représentée par son Directeur Général en exercice, Monsieur Mahamoudou AZIHARY,

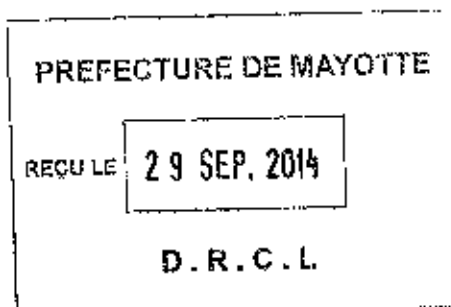
D'autre part,

Conjointement dénommées « les Parties »,

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT)

Vu le code général de la propriété des personnes publiques

Vu la délibération n°1696/2014/CP autorisant le Président du Conseil général à signer la présente convention.



Préambule

Le Conseil général de Mayotte est propriétaire d'un terrain répondant aux références cadastrales BD350 du litre T5165, occupé par la Société Immobilière de Mayotte (SIM). La date de cette occupation se situe à la période où la SIM a transformé les logements sociaux existant en bureaux pour installer ses services après l'incendie de ses locaux en 1993.

Malgré les multiples recherches réalisées par les deux parties, il n'a pas été possible de trouver un document précisant les modalités et conditions d'occupation des locaux par la SIM et les conditions de rétrocession de ceux-ci et du terrain au Département de Mayotte.

Au vu de tout ce qui précède, la présente convention vise à préciser les conditions et modalités de rétrocession décidées par les deux parties.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 :

La S.M représentée par son directeur général, Monsieur Mahamoudou AZIHARY, rétrocède définitivement et sans conditions au Département de Mayotte, le terrain portant les références cadastrales BD350 du titre T5165 située sur la commune de Mamoudzou ainsi que l'ensemble des immeubles qui ont été construits et dont le descriptif est le suivant :

- 1 bâtiment à étage (R+1 et RDC) à l'entrée principale
- 1 bâtiment plain-pied au centre
- 1 bâtiment à étage (R+1 et RDC)
- des unités climatisations en fonctionnement
- un réseau électrique selon les anciennes normes
- un réseau informatique avec des prises en « T »
- Une clôture en grillage et quelques espaces jardins intérieurs

La rétrocession sera faite après état des lieux.

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE **29 SEP. 2014**

D. R. C. L

Article 2 :

Le Département de Mayotte accepte la rétrocession du terrain ainsi que l'ensemble des ouvrages qui ont été construits.

Article 3 :

A compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, l'ensemble des droits et des obligations concernant le terrain ainsi que les ouvrages qui y sont bâtis sont définitivement transférés de la SIM vers le Département de Mayotte.

Dès lors où la rétrocession sera effective, le Département de Mayotte pourra jouir à sa convenance de tous ses droits en tant que propriétaire du terrain et des locaux sans en référer à la SIM.

Article 4 :

La SIM renonce à demander au Département de Mayotte, le remboursement et/ou l'indemnisation de tous les investissements et/ou dépenses de quelque nature que se soit qu'elle a réalisés sur le terrain ainsi que sur les bâtiments qu'elle y a construits y compris les dépenses liées à l'aménagements des locaux d'une valeur brute de 482 716 Euros et qui ont été amortis à hauteur de 258 769 Euros au 31/12/2013.

D'une manière générale, la SIM renonce à toute réclamation de quelque nature que ce soit qui viserait une indemnisation sur une partie ou la totalité de l'immeuble ou des travaux qu'elle aurait réalisés sur l'ensemble immobilier objet de la présente convention.

Dans ce cadre, elle s'engage à n'intenter aucune poursuite à l'encontre du Conseil Général.

Article 5 :

Le Conseil Général renonce à toute action contre la SIM qui viserait à réclamer une indemnité de l'occupation passée des lieux.

Article 6 :

Le présent acte sera soumis aux formalités d'enregistrement des recettes des impôts.

Article 7

Pour l'accomplissement de la formalité de publicité foncière, deux expéditions des présentes seront déposées au bureau de la Conservation de la Propriété Immobilière de Mamoudzou.

Le présent acte est exonéré de droits d'enregistrement et de taxe de publicité foncière en application de l'article 693 du Code des impôts de Mayotte et de droits de timbres en application de l'article 902 § 1 alinéa 2 du même code.

Article 8

L'identité des parties telle qu'elle figure en tête est régulièrement justifiée au moyen d'un SIREN pour la SIM, et d'un numéro SIREN s'agissant du Conseil général de Mayotte.

Article 9

Les parties soussignées, certifient que le présent acte a été rédigé sur... pages exactement collationnées conforme à la minute et à l'exemplaire du document destiné à recevoir les mentions d'enregistrement et d'inscription.

Fait en 4 originaux dont :

- 1 exemplaire : pour la SIM
- 1 exemplaire pour le Conseil général de Mayotte
- 1 exemplaire pour la Préfecture
- 1 exemplaire remis au bureau de l'enregistrement fiscal

Dont acte, fait et passé aux lieux et dates indiqués.

Mamoudzou, le

Pour la SIM
Le Directeur Général
Monsieur Mohamoudou AZIHARY

Pour le Conseil général de Mayotte
Le Président
Monsieur Daniel ZAIDANI

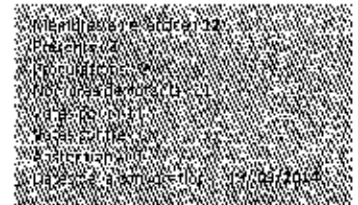


Document annexe : Plan délocalisation du site avec référence cadastrale
Etat des lieux des locaux et du terrain

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1702/2014/CP

Relatif à l'attribution d'une subvention à l'association sportive ETOILE de HAPANDZO

Le dix-neuf septembre, à neuf heures, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en application de l'article 121-9 du code général des collectivités territoriales sur son session extraordinaire présidée par Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance s'est tenue conformément à l'ordonnance N°1702/2014/CP.

Conseillers généraux présents : MM.

Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

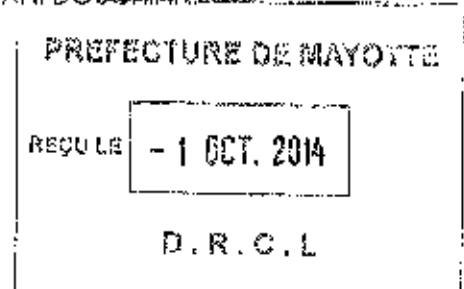
M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI-DOUCHINA,

Conseiller général absent :

M. Solderline MADITCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu** le code général des collectivités territoriales,
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu** la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département,
- Vu** la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente,
- Vu** le rapport n°2014-1702 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu** l'avis de la commission culture, jeunesse et sports en date du mercredi 17 septembre 2014,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

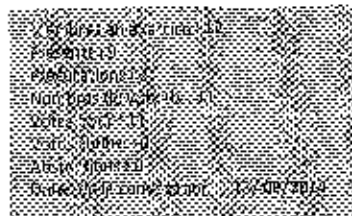
- Article 1 :** d'attribuer une subvention d'un montant de **20 000 €** à l'association sportive ETOILE de Hapandzo pour le financement de l'acquisition d'un minibus.
- Article 2 :** d'imputer les dépenses correspondantes au budget du Département sur le chapitre
- Article 3 :** D'autoriser le Président à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1706/2014/CP

Relatif à la programmation cinéma 2014

Donnée en délibération le 19 septembre 2014, le Conseil Général de Mayotte a délibéré en application de l'article 2131-2 du Code général des collectivités territoriales, sur proposition et sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance s'est tenue à l'Hôtel de la Préfecture de Mayotte.

Conseillers généraux présents : MM.

Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME.

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

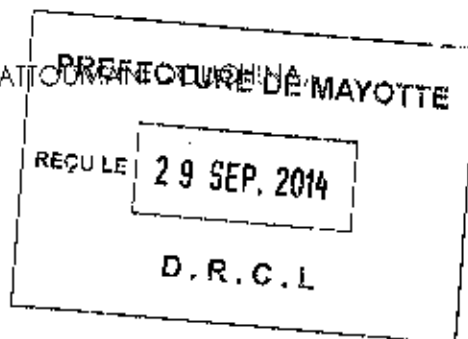
M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA.

Conseiller général absent :

M. Solderdine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI



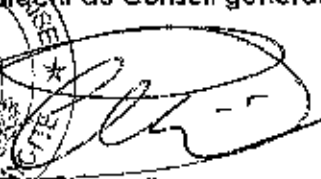
Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu** le code général des collectivités territoriales,
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu** la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département,
- Vu** la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente,
- Vu** le rapport n°2014-1706 de monsieur le Président du Conseil général,
- Vu** l'avis de la commission culture, jeunesse et sports en date du mercredi 17 septembre 2014.

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

- Article 1 :** d'approuver le règlement et la tarification liée à l'utilisation de la salle de cinéma annexé à la présente délibération
- Article 2 :** d'imputer les dépenses correspondantes sur le chapitre 11 du budget du département
- Article 3 :** d'autoriser le Président du Conseil Général à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

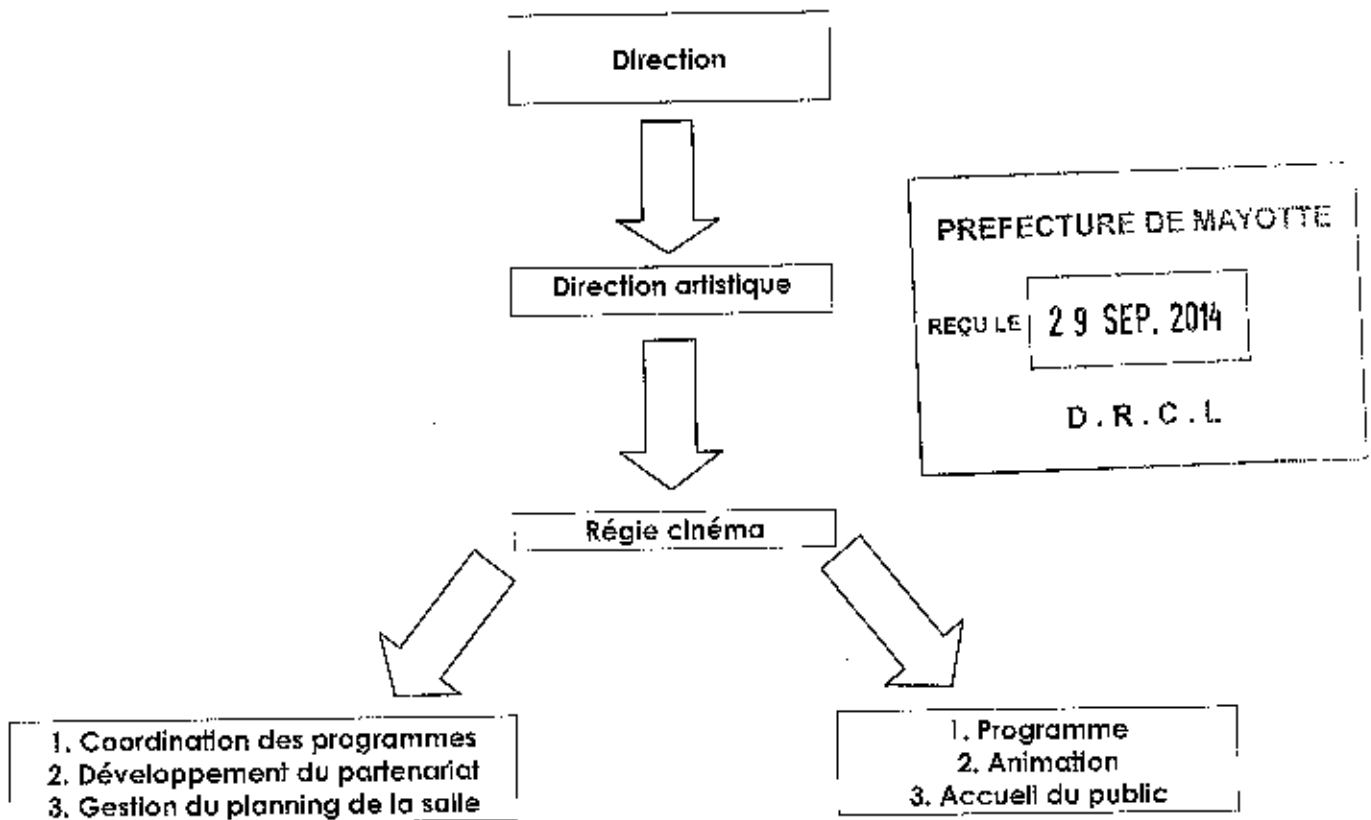
Pour extrait certifié conforme
le Président du Conseil général

Daniel ZAÏDANI



D. G. A. Chargée des
Services à la Population

Direction de la Culture et du Patrimoine

FONCTIONNEMENT DE L'ACTION CINÉMATOGRAPHIQUE



TARIFS CINÉMA

Les tarifs actuels ont été fixés par la délibération n°231/2011/CP du 22 février 2011 et restent inchangés.

TARIF	MONTANT
TARIF PLEIN	6 € le ticket
TARIF REDUIT (moins de 18 ans, étudiants, groupe d'au plus 30 personnes.)	3 € le ticket
TARIF UDJAMA (carnet de 10 tickets)	5 € le ticket, soit 50 € le carnet de 10

[Signature]

DÉPARTEMENT



MAYOTTE

D. G. A. Chargée des

Services à la Population

Direction de la Culture et du Patrimoine

REGLEMENT D'UTILISATION DE LA SALLE DE CINEMA POUR LES CONFERENCES

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE 29 SEP. 2014

D.R.C.L

Préambule

La salle de cinéma d Service de la Culture et du Patrimoine est réservée aux activités cinématographiques. Néanmoins, en dehors des heures réservées aux projections de cinéma et dans le sens de désengorger la salle de délibération du Conseil Général, cette salle peut être utilisée pour l'organisation de conférences, réunions, séance privée de film et parcimonieusement pour des activités artistiques (théâtre, petit concert).

L'entrée dans la salle de cinéma est strictement interdite à toute personne étrangère au service, en dehors des heures normales de projections et interdite au personnel de la salle de cinéma en dehors des heures de service.

L'accès à la cabine de projection est exclusivement réservé aux projectionnistes et seul le projectionniste de service est autorisé à entrer dans la cabine et sera tenu responsable d'accidents, des dégradations, vols causés à l'intérieur de ce local.

Un carnet de bord est tenu et il doit le remplir avant et après chaque séance.

1. Demande de location

Les demandes de location doivent être adressées, par écrit, à la Direction de la Culture et du Patrimoine - DILCE (département Cinéma) qui statuera sur l'attribution de la salle.

Les demandes de location doivent spécifier :

- la ou les dates ainsi que les heures de réservation,
- le type d'activité projeté,
- le type d'installation technique souhaité

2. Nature des activités

Les activités réalisées ne sauraient en aucune manière contrevenir aux orientations de la Direction de la Culture et du Patrimoine

La salle de cinéma est prioritairement destinée aux collectivités locales, aux organismes et associations loi 1901, aux syndicats, aux groupements intercommunaux ou d'intérêt public, aux administrations publiques.

Les locaux peuvent être loués pour des réunions, conférences, assemblées ou manifestations de tout ordre, dès lors qu'elles ne sont pas de nature à occasionner des nuisances et que le règlement intérieur soit respecté par les bénéficiaires.

3. Tarifs de location (par jour d'utilisation)

	Association	Administration	Entreprise privée
Journée en semaine (en dehors des heures réservées au cinéma)	200,00€	600,00€	700,00€
Week-end (en dehors des heures réservées au cinéma)	400,00€	700,00€	800,00€

CAUTION : 2000,00€

En ce qui concerne les mises à disposition des installations techniques, ce sont les tarifs et conditions de location de matériels qui seront appliqués.

Toute location de salle, ainsi que des installations techniques, doivent être réglées avant l'utilisation.

4. Restriction, suspension ou annulation de la location

La DILCE de la Direction de la Culture et du Patrimoine du Conseil Général se réserve le droit de restreindre, de suspendre ou d'annuler toute location sans aucune indemnité, si le bénéficiaire transgresse l'une ou l'autre des clauses du présent règlement. Elle en avisera immédiatement le bénéficiaire.

En cas de force majeure, la DILCE avisera immédiatement le bénéficiaire et remboursera le montant de la location.

Le bénéficiaire peut annuler sa réservation sans frais au plus tard trente jours avant la date d'utilisation de la salle.

Passé ces délais la location devra être réglée.

5. Etat des lieux/ dépôt de caution

Avant l'utilisation de la salle un état des lieux est effectué, en présence du régisseur de la salle. Le bénéficiaire devra signaler au régisseur toute anomalie constatée avant l'utilisation. Après utilisation, il devra restituer les lieux tels qu'ils étaient au moment de l'entrée. Les éventuels frais de nettoyage sont à la charge du bénéficiaire.

Une caution de 2000,00€ est exigée.

6. Accidents, vols, dégâts et assurances

La DILCE de la Direction de la Culture et du Patrimoine du Conseil Général décline toute responsabilité en cas d'accidents, de vols, de dégâts sur les objets et de matériel propriété du bénéficiaire ou de tiers.

Le bénéficiaire répond des dégâts causés aux locaux loués, ainsi qu'au matériel fixe ou mobile. Il est tenu d'annoncer immédiatement au régisseur de la salle les dégradations commises. Il s'engage à payer les frais de réparation qui lui seront facturés.

PREFECTURE DE MAYOTTE

REQU LE **29 SEP. 2014**

D. R. C. L.

La DILCE de la Direction de la Culture et du Patrimoine du Conseil Général peut exiger du bénéficiaire qu'il contracte une assurance responsabilité civile.

7. Obligations

Le bénéficiaire ne peut installer aucun matériel que celui de la salle ou du service de la DILCE, sans l'autorisation du régisseur de la salle.

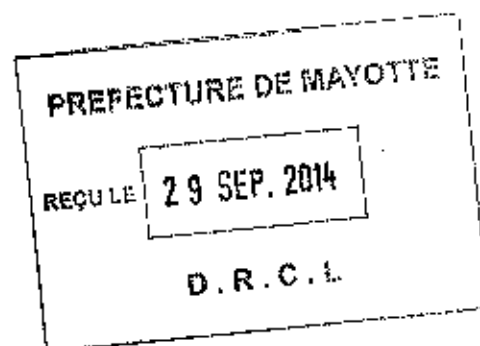
Le bénéficiaire s'engage à ne pas transférer l'autorisation qui pourra lui être accordée, ni la partager avec d'autres organisations, sauf préavis favorable du service de la DILCE. Il signera seul et en son nom propre le texte des annonces, communiqués, tracts, convocations, etc.

8. Sécurité

Le bénéficiaire se conformera aux règles de sécurité et de salubrité en vigueur à la salle de cinéma. Si une manifestation est susceptible de représenter un danger d'incendie, le bénéficiaire a l'obligation d'assurer, à ses frais, la présence d'un pompier de service.

9. Dispositions finales

La DILCE de la Direction de la Culture et du Patrimoine du Conseil Général est seul habilité à régler les questions de détails ainsi que les cas non prévus par le présent règlement. L'autorisation d'utiliser la salle sera immédiatement retirée par la DILCE au bénéficiaire qui n'observerait pas strictement ce règlement.





**D. G. A. Chargée des
Services à la Population**

Direction de la Culture et du Patrimoine

BILAN TRIMESTRIEL 2014

Des activités cinématographiques

Héritées des activités de l'Alliance Française, perpétuées par le CMAC, reprises par le Conseil Général en 2004, les projections des films font partie intégrante des activités permanentes proposées par la DILCE de la Direction de la Culture et du Patrimoine. Au départ, à la salle CMAC de Dzaoudzi et à ciel ouvert sur le Parking du CMAC de Mamoudzou et en diffusion itinérante, depuis 2005, elles ont lieu exclusivement à la salle de cinéma Alpa Jo de Mamoudzou.

L'usure prématurée des lieux et des malfaçons décelés dans le bâtiment ont fait que la salle de cinéma a été fermée au public pendant deux ans. Durant cette période d'inactivité, d'importants travaux de rénovation ont été réalisés et nous avons aussi profité de cette lapse de temps, pour moderniser la salle en l'équipant d'une diffusion numérique. Le coût total de la rénovation avoisine les 280000,00 euros.

Les premières diffusions des films ont eu lieu le 07 janvier 2014.

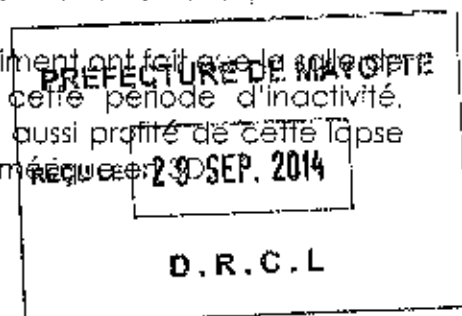
Les résultats attendus en 2014 sont :

- La multiplication l'activité cinématographique en optimisant et en mutualisant les actions afin de répondre à la grande demande du public. Solution au manque de salle. Accès à la diversité des propositions et des films (Images sous-marines, films d'Afrique et des îles, films d'art et de création et films documentaires).
- La réalisation des grands moments du film suivants : Programmation continue et soutenue de films durant toute l'année 2014, Festival de l'image sous-marine (mai), Festival du film pour enfants (septembre), Festival Kombé (octobre)

L'équipe cinéma

La salle de cinéma dispose de 12 agents permanents dont la composition est la suivante :

- 1 Régisseur de la salle, chargé de la gestion des lieux
- 1 Animatrice servant aussi d'assistante administrative
- 3 projectionnistes
- 4 ouvriers



- 1 régisseur d'avances et de recettes
- 2 caissiers

Le service se fait par un système de rotation en fonction du planning établi.

Les projections ont lieu généralement les après-midi et le soir mais elles peuvent avoir lieu le matin sur demande expresse.

L'entretien et le nettoyage sont faits par les agents d'entretien de notre service.

Les charges :

Il faut distinguer 3 sortes de charges dans notre activité :

- Les charges fixes ou charges structurelles : ce sont des frais réguliers qu'engendre l'existence de la structure, quel que soit son niveau d'activité, et même en l'absence de recettes tel, salaires, primes d'assurance, l'eau, l'électricité, etc..

	janv. 14	fév. 14	mars 14
Masse salariale	30350,37	30350,37	30350,37
Electricité	1027,34	1451,34	1356,58
Eau	34,44	34,45	
Assurances (1)	66,66	66,66	66,66
Contrat entretien salle de cinéma			
Total	31478,81	31902,82	31773,61

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE

29 SEP. 2014

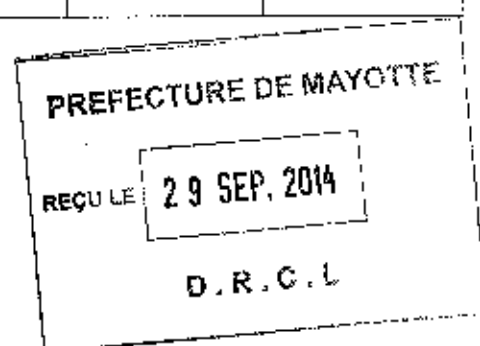
D.R.C.L

- Les charges liées à la diffusion des films

	janv. 14	fév. 14	mars 14
Location des films	10500,00	12600,00	10000,00
Frais de transit et transport (tilt et transit répiouet)		277,81	700,38
Impression des tickets d'entrée		3800,00	
Total	10500,00	15677,81	10700,38

Les charges variables

	janv-14	févr-14	mars-14
Achat de petits matériels d'entretien	550,00	2 540,00	455,13
Fournitures de bureau			
Produits d'entretien et de nettoyage	208,62	746,61	275,36
Entretien du bâtiment	1 304,80	1 810,00	
Publicité			
Divers		311,00	
Total	2 063,42	5 407,61	730,49



Les recettes

Les recettes sont composées uniquement de la vente des tickets d'entrée pour regarder un film.

Durant le 1^{er} trimestre 2014, nous avons comptabilisé plus 42660,00 euros de recettes soit 9676 personnes toutes catégories confondues.

Cependant, nous constatons une chute de plus de 40% de la fréquentation au mois de mars par rapport au mois de janvier par le tassement d'effet d'annonce de la réouverture de la salle de cinéma.

FREQUENTATION DE LA SALLE DE CINEMA

CATEGORIE	janvier	février	mars	Tarif
TARIF PLEIN	1931	1169	1224	6 €
TARIF REDUIT	2164	1722	1136	3 €
TARIF UDJAMA	120	110	100	5 €
TOTAL	4215	3001	2460	

TOTAL ENTREE

9676

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE 29 SEP. 2014

D.R.C.L

RECETTES DE LA SALLE DE CINEMA

CATEGORIE	janvier	février	mars
TARIF PLEIN	11586,00	7014,00	7344,00
TARIF REDUIT	6492,00	5166,00	3408,00
TARIF UDJAMA	600,00	550,00	500,00
MONTANT	18678,00	12730,00	11252,00
RECETTE TOTALE	42660,00		

BILAN INTERMEDIAIRE (1^{er} trimestre 2014)

DEPENSES		RECETTES	
DESIGNATION	MONTANT	DESIGNATION	MONTANT
CHARGES FIXES	95155,24	RECETTE BILLETTERIE	42660,00
Masse salariale	91051,11		
Electricité	3835,26		
Eau	68,89		
Assurances	199,98		
Contrat entretien salle de cinéma			
CHARGES VARIABLES	45332,41		
Charges directes	40676,82		
Location des films	33100,00		
Frais de transit et de douanes	3776,82		
Impression tickets cinéma	3800,00		
Charges indirectes	4655,59		
Achat de petits matériels	3090,00		
Fournitures de bureau			
Produits d'entretien et de nettoyage	1230,59		
Entretien du bâtiment	3114,00		
Publicité communication			
Divers	311,00		
TOTAL CHARGES	140487,65	TOTAL RECETTES	42660,00

Résultat d'exploitation

-97827,65

Soit un ratio recettes sur charges de

30%

Conclusion

L'activité du cinéma est confrontée une vive concurrence de la part des autres secteurs de divertissement auquel nous devons nous adapter en adoptant une programmation de qualité.

Pour faire revivre le cinéma, nous devons :

- Adopter une programmation de qualité
- Avoir des sorties simultanées de films avec la Métropole
- Sensibiliser les écoles sur la pratique cinématographique en proposant par exemple, par rapport aux nouveaux rythmes scolaires des sorties scolaires pour voir des films
- Créer des clubs cinéma ou vidéo
- Organiser des concours de courts métrage en direction des jeunes et dont le travail sera diffusé dans le cadre d'un festival dédié à ce genre de films
- Etc...

PREFECTURE DE MAYOTTE

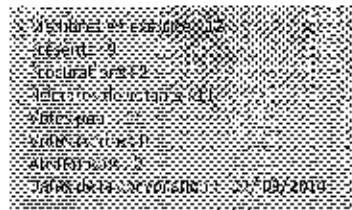
REÇU LE 29 SEP. 2014

D.R.C.E

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1709/2014/CP

Relatif à l'attribution de subventions aux associations
Intervenant dans le domaine social et médico-social au titre de l'année 2014

Le dix-neuf septembre 2014, le dix-neuf septuagies, à neuf heures, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en application de l'article L.312-1 du Code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance s'est tenue à l'Hémicycle Jacques BIANCHI.

Conseillers généraux présents : MM.

Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issoufi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTANI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME.

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

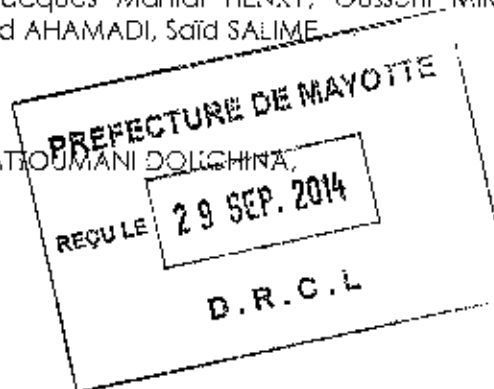
M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA.

Conseiller général absent :

M. Solderdine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTANI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département,
- Vu la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente,
- Vu le rapport n°2014-1709,
- Vu l'avis de la commission formation et insertion du jeudi 18 septembre 2014,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : d'attribuer un montant total de **519 550, 00€** pour l'exercice 2014 aux associations suivantes conformément à la répartition ci-après :

Handicap - santé - insertion et lutte contre l'exclusion - enfance et famille

Nom de l'association	Domaines d'intervention	Subventions demandées	Propositions	Projets subventionnables	Séances du	Observations
Malézi méma de Mayoite	Accompagnement social	21 320,00 €	10 000,00 €	Actions en faveur des enfants: Journée mondiale de l'enfance et prévention; Fête de l'aïd el-fitr et la rentrée scolaire (remise des cadeaux, habits et autres...); fête de pâque; rencontre départementale pour les enfants, jeux etc...; fête de Noël (accueil du père Noël et distribution de jouets et bonbons)		
Association pour la Condition Féminine et Aide aux Victimes (ACFAV) 67 500€	Accompagnement social	49 399,00 €	20 000,00 €	Service Point Info Famille : 42 280€ pour la pérennisation du service; 5 119€ pour le développement du site internet; 2 000€ pour la prévention de la fugue des mineures;		
		54 460,00 €	25 000,00 €	Service Aides aux Victimes : 35 636€ pour la pérennisation du service aide aux victimes; 18 844€ pour l'action "accueil du jour des femmes victimes de violences";		
		3 500,00 €	3 500,00 €	Service Hébergement d'urgence et logement temporaire		
Les Enfants de la Lune de l'Océan Indien	Handicap	20 000,00 €	15 000,00 €	Projet de la photo protection des enfants de la lune à Mayotte; l'intégration scolaire en milieu ordinaire; prise en charge de salaire de l'éducateur		
Les Cocos Club Séniors	Accompagnement social	50 000,00 €	50 000,00 €	Poursuite les actions menées au profit de personnes âgées; Semaine du développement durable; Semaine bleue... etc;		
ADAPEI Mayotte	Handicap (126000€)	36 000,00 €	20 000,00 €	financement de structuration, la professionnalisation et les missions respectives de l'association (actions de sensibilisations, informations, soutiens aux familles; espace de		

PREFECTURE DE MAYOTTE
29 SEP. 2014
D.R.C.L.

				...etc...) sur tout le territoire		
						Concernant le projet d'accueil de jour de MDZ, l'association doit confirmer le lieu proposé (ancien tribunal de MDZ) et préciser les conditions d'occupation.
		143 000,00 €	- €	Accueil du jour de MDZ rue Mahabou (ancien tribunal de MDZ). Bâtiment mise à disposition par l'Etat?, Département?, Commune?. Remarque: montant des frais pour la réhabilitation du bâtiment égale 310 000€		
		90 000,00 €	60 000,00 €	Fonctionnement du centre d'accueil du jour à titre expérimental sur le site de Tsingoni avec des activités régulières Recrutement d'une équipe pédagogique; mise en conformité (électricité, sécurité...) pour l'accueil du public est inévitable; décoration et aménagement du lieu pour que le local devienne un véritable lieu de vie pour le public accueilli		Mesure qui sera financée à titre expérimentale à Tsingoni et l'expérience servira pour la mise en place d'un cahier de charges
ASSOCIATION REDECA Mayotte	Prévention sur la santé	40 000,00 €	30 000,00 €	action d'informer et sensibiliser des événements marquants pour la population pour augmenter le taux de couverture des femmes de 45 et plus qui échappent pour la majorité au dépistage	<div> <div>PREFECTURE DE MAYOTTE</div> <div>29 SEP. 2014</div> <div>D.R.C.L</div> </div>	
UFSBD 976	Prévention sur la santé	10 000,00 €	6 000,00 €	Eduquer et renforcer les acquis de la prévention par une information sur l'hygiène buccale,.... la nécessité des consultations régulières et les soins de prophylaxie; assurer le dépistage des lésions carieuses chez les enfants de 6 à 12 ans etc...		

Ouvoimoja ya wadouhazi wa comme ya Oungani		3 500,00 €	3 500,00 €	Actions: Sortie découverte de lagon; visite Mayotte 1ère et l'aéroport; Tour de l'île; Echange inter générationnel; Journée de la santé et du sport		
Wodzadé wa Mahorais	Accompagnement social	10 500,00 €	5 000,00 €	Actions ponctuelles: sortie thématique et pédagogiques; semaines des personnes âgées de la Cne de Bandraboua; journée gastronomique; journées portes ouvertes		
		30 000,00 €	0	Sortie en Métropole: échange avec un groupe des personnes âgées de la Cne au mois de novembre 2014		
		15 000,00 €	7 000,00 €	Fonctionnement de Bandraboua Espace Séniors (BES): lieu d'information, de conseil, d'orientation et d'animation pour ces personnes âgées, aussi sur l'intervention sur la Cne de M'zamboro		
Bahati Djéma	Accompagnement social	7 550,00 €	7 550,00 €	Actions: Miss coco 2014 - 2ème édition; Fitness mamies		
(Ass. Personnes Âgées de Moinatridri) APAM	Accompagnement social	6 000,00 €	5 000,00 €	Actions: activité physique et santé, rompre l'isolement des personnes âgées; rencontre santé intergénérationnel		
AFARCDM	Accompagnement social	20 000,00 €	9 000,00 €	Actions: visite des sites stratégiques pour le développement de Mayotte; sorties pour lutter contre l'isolement et la solitude.		
Fédération Mahoraise des Associations des Personnes âgées et des Retraités (FMAPAR)	Accompagnement social	39 450,00 €	30 000,00 €	Actions ponctuelles: grand tour de Mayotte; Séminaire sur le vieillissement de la population de Mayotte; Semaine pleue; Journée d'information et de santé		
		30 000,00 €	30 000,00 €	Fonctionnement du Guichet Unique: lieu d'information, de conseil, d'orientation et animation pour les personnes âgées; centre de ressource sur toute les questions liées au vieillissement et la retraite.		

PREFECTURE DE MAYOTTE
RECUE
29 SEP. 2014
D.R.C.L

(Signature)

Fikra de Mayotte et d'ailleurs	Accompagnement social	10 622,00 €	5 000,00 €	{8} Colloque 2014: "Être adolescent à Mayotte: quelle histoire, quels avenir?"		
REDIABYLANG 976	Santé et accompagnement social	4 000,00 €	4 000,00 €	Actions des promotions de l'équilibre alimentaire chez les personnes âgées et les jeunes enfants		
Initiative Citoyenne pour l'insertion de Tsoundzou 1	Accompagnement social	30 000,00 €	15 000,00 €	Prévention à la marginalisation et insertion des jeunes en difficultés: éducations à la santé et populaire		
Dépendances		37 000,00 €	20 000,00 €	charges affaissant aux interventions des aides à domicile des personnes grabataires		
Association Jeunesse et Culture de Handréma (AJCH)	Prévention et Accompagnement social	7 000,00 €	2 000,00 €	Semaines de la jeunesse et de culture : sensibilisation sur la grossesse précoce - prévention de la délinquance juvénile et Journées sportives et culturelles		
Ass. Fahamou Maecha	Accompagnement social	40 000,00 €	10 000,00 €	Actions de promotion et éducation à la santé à l'ensemble du Département		
Entreprendre au féminin à Mayotte	Accompagnement social	30 000,00 €	25 000,00 €	la formation et la concrétisation des thématiques de la conférence économique		
Association action coup de pouce	Soutien scolaire et Accompagnement social	25 100,00 €	25 000,00 €	mettre en place des actions de lutte contre les échecs scolaires, favoriser l'insertion des jeunes en difficulté et lutter contre la délinquance		
Ass. Mtsakadoub	Accompagnement social	13 660,00 €	30 000,00 €	demande d'une subvention exceptionnelle pour l'ouverture de la boutique sociale		
		22 900,00 €		Création d'une boutique sociale		
IREPS	Prévention santé	17 000,00 €	17 000,00 €	Forum petite enfance	12/07/2014	Délib. N° 1464/2014/CP
APPE Passamaity	Accompagnement social	30 000,00 €	30 000,00 €	Encadrer les enfants en dehors des heures scolaires ; favoriser l'insertion des jeunes en situation d'échec scolaire ; créer un centre ressource pour soutenir les familles en difficulté.		
TOTAL DE BESOIN EN €		990 281,00 €	519 550,00 €			

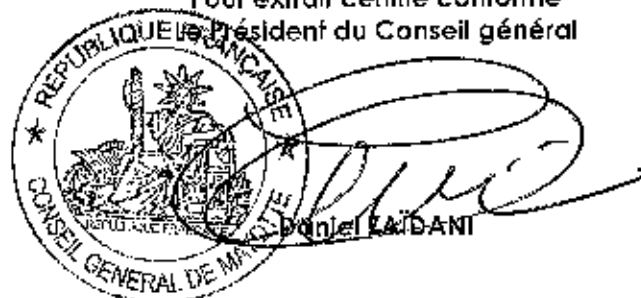
PRÉFECTURE DE MAYOTTE
 REGULE
 29 SEP. 2014
 D.R.C.L

D

Article 2 :

d'autoriser le Président du Conseil Général à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération, notamment les conventions d'attribution.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général



Daniel LAIDANI

PREFECTURE DE MAYOTTE
REÇU LE 29 SEP. 2014
D.R.C.L

CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE

**Direction Générale Adjointe chargée
de la Solidarité et du Développement
Social
(DGA-DSOS)**



**Convention n°..... relative à l'attribution d'une subvention à l'association Action coup de pouce
pour l'année 2014**

ENTRE

Le Département de Mayotte, BP 101, rue de l'hôpital, représenté par le Président du Conseil Général.
d'une part,

ET

L'Association Action coup de pouce, déclarée à la préfecture le 05 décembre 2013, 9, rue foyer de
jeune Kawéni 97600 Mamoudzou, représentée par Madame Saindou Dhoirfia agissant en qualité de
présidente.

d'autre part

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU la délibération du Conseil Général en date du 31 mars 2011 relative aux délégations de
compétences du Conseil Général à la Commission Permanente,

VU la délibération n°1543/2014/CG en date du 12 juin 2014 relative au budget Primitif 2014,

VU la délibération n°304 /2011 /CG du 22 avril 2011 relatif à la délégation du conseil général donnée à sa
commission permanente

VU la délibération de la Commission Permanente du.....autorisant la signature de la présente
convention.

VU le rapport n°.....de Monsieur le président du conseil général de Mayotte.

VU la demande du bénéficiaire en date du 19 février 2014

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de sa politique sociale en faveur de la promotion de la santé, du développement et de
l'accompagnement social, le Conseil général a convenu de soutenir financièrement un programme
d'actions au bénéfice de l'association, ci-après dénommée « Action coup de pouce », suivant les
conditions énumérées dans la présente convention.

Article 1 : L'objet

L'association Action coup de pouce oeuvre dans le domaine social et plus particulièrement dans celui de la lutte contre la délinquance en aidant les jeunes dans le milieu socio-éducatif.

L'association Action coup de pouce s'engage avec la participation financière du Conseil Général, à réaliser dans les délais définis à l'article 7 de la présente convention, le programme des actions, convenues d'un commun accord et conformes à l'objet social de l'association et de la demande, énumérées ci-dessous et détaillées dans les annexes techniques et financières ci-jointes.

L'action pour laquelle la subvention est sollicitée concerne la mise en place des actions de lutte contre l'échec scolaire, favoriser l'insertion des jeunes en difficultés et lutter contre la délinquance.

Article 2 : PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Le Département de Mayotte accorde au bénéficiaire une subvention forfaitaire de **20 000,00 €** (vingt mille euros) pour l'action suivante :

- la mise en place des actions de lutte contre l'échec scolaire, 10 000€
- favoriser l'insertion des jeunes en difficultés 4 000€
- Mise en place des actions permettant de lutter contre la délinquance 6 000€.

Article 3 : MODALITÉS DE PAIEMENT

Le Département de Mayotte versera une subvention de 20 000,00 € selon les modalités suivantes :

Le versement se fera en une seule fois.

Le Département de Mayotte se libérera des sommes dues par virement administratif sur le compte bancaire n° **00917701500**, clé **14** codes établissement **18719** codes guichet **00091** auprès de la Banque Française Commerciale.

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur départemental de Mayotte.

Article 4 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

L'association s'engage :

- à fournir au Département copie de son bilan certifié conforme par le Président ou par le commissaire aux comptes lorsqu'il est assujéti à cette obligation (articles L. 3313-1 et R. 3313-6 du C.G.C.T.)
- à présenter un bilan, un compte de résultat et une annexe certifiés par un Commissaire aux Comptes professionnel (article L. 612-4 du Code du Commerce) ainsi que l'état du personnel.
- à ne pas détourner de sa destination les biens matériels ou immatériels subventionnés sans en aviser préalablement la Direction de tutelle;
- à donner les instructions utiles à son personnel pour l'exécution du présent article ;
- à respecter le programme prévisionnel de l'opération et, à défaut, d'en aviser immédiatement la direction de tutelle ;
- à respecter les obligations fiscales et sociales, notamment l'obligation de déclarer les personnels permanents ou vacataires employés dans le cadre de l'action subventionnée
- à respecter les réglementations relatives aux établissements recevant du public (commission d'hygiène et de sécurité) et à la législation du travail ;
- à présenter à la direction de tutelle une copie certifiée conforme à l'original des justificatifs des dépenses affaillant aux actions réalisées ainsi que les factures correspondant aux biens matériels ou immatériels subventionnés ;

➤ L'aide financière accordée ne peut pas entraîner la responsabilité du Conseil Général à aucun titre que ce soit, pour un quelconque fait ou risque préjudiciable au bénéficiaire.

Ces pièces sont réservées au seul ordonnateur.

La subvention ne sera définitivement acquise par le bénéficiaire qu'après production de ces pièces.

De plus, l'association doit publier chaque année dans le compte financier, les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature (article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif).

Article 5 : CONTRÔLE DU DEPARTEMENT SUR L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

Conformément à l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », Le Département de Mayotte se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de la clôture de la convention, de suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre du programme aidé et d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

Le président de l'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 6 : NON EXECUTION

En cas de non-exécution, de retard ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de cet engagement par l'association, l'administration peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention.

Si les sommes perçues ont été utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention, le bénéficiaire sera tenu de reverser au Département de Mayotte, sur simple injonction de celui-ci, le montant correspondant à celles-ci.

Article 7 : DURÉE DE VALIDITÉ DES CRÉDITS

La décision d'attribution des crédits pourra être annulée si les actions et le programme subventionnés n'ont pas reçu de commencement d'exécution dans le délai d'un an à compter de la date de la délibération du Conseil général lors de la Commission Permanente, soit le

Les crédits engagés, mais non intégralement mandatés, pourront être annulés si les actions et le programme subventionnés ne sont pas terminés dans le délai de deux ans à compter de la date de la délibération du Conseil Général lors de la Commission Permanente, soit le

Le montant de l'aide départementale sera alors réajusté au prorata des dépenses réalisées.

Des titres de recette seront émis en tant que de besoin.

Sur demande motivée, des prolongations de délai peuvent être accordées par décision du Président du Conseil Général, à titre exceptionnel, lorsque le retard est indépendant de la volonté du bénéficiaire.

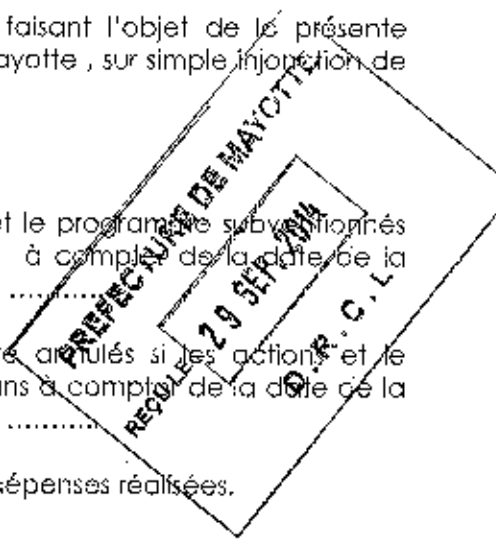
Article 8 : DURÉE – MODIFICATIONS

La présente convention est conclue pour l'année.

Elle sera définitivement close dans un délai de 3 mois après achèvement du programme et, en tout état de cause, après production des pièces visées (aux articles 3 et 4).

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant.

Article 9 : EVALUATION



La mise en œuvre de la présente convention fera l'objet d'une évaluation qualitative et quantitative. A cet effet, des échanges entre l'association et le Département (direction ou service en charge du dossier) seront programmés afin de définir la périodicité et proposer des mesures d'adaptation des actions et programmes décrits à l'article 1.

Article 10 : INFORMATION – COMMUNICATION

L'association fera mention de la participation financière du Département et fera figurer son logo-type sur tous les documents d'information et de communication relatifs à l'opération objet de la présente convention.

L'association s'engage à :

- insérer le logo du Conseil Général sur tout document de promotion de la manifestation : affiches, programme officiel, tracts et/ou dépliants, articles publiés dans la presse quotidienne régionale,
- citer le partenariat du Conseil Général dans toute conférence de presse,
- organiser sur demande, et en partenariat avec le Conseil Général, un point presse à l'Hôtel du Département en présence d'au moins un Conseiller général afin de mettre en valeur le partenariat (annonce de l'événement, bilan de l'opération...),
- insérer un éditorial du Président du Conseil Général dans le programme officiel ou le document de présentation,
- créer un lien Internet avec le site du Conseil Général,
- installer sur le lieu de la manifestation des banderoles : trois en extérieur ou des kakémonos ou chevalets : trois en intérieur. Ces supports seront prêtés par le Département,
- **Répondre présent à toutes sollicitation du Conseil Général dans le cadre de l'organisation de toutes activités ou manifestations du Département ayant un rapport avec son objet social.**

L'association, en collaboration avec la direction ou le service en charge du dossier prendra l'attache de la Direction de la Communication du Département pour la mise en œuvre du présent article.

Article 11 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département de Mayotte pourra, à tout moment et après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire, résilier la présente convention s'il apparaît qu'une des clauses n'est pas respectée.

Le Département de Mayotte se réserve alors le droit de suspendre le paiement de la subvention ou d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées. Un titre de recettes pourra être émis en tant que de besoin.

Article 12 : LITIGES

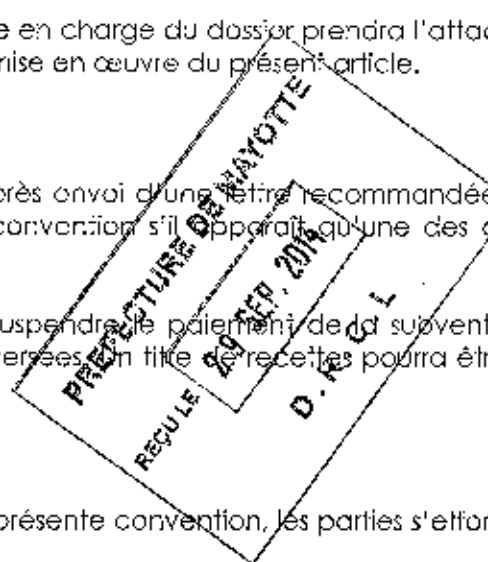
En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Mamoudzou en deux exemplaires originaux, le

Le Président de l'association,

Le Président du Conseil Général,



CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE

Direction Générale Adjointe chargée
de la Solidarité et du Développement
Social
(DGA-DSDS)



Convention n°..... relative à l'attribution d'une subvention à l'association ADAPEI pour l'année 2014

ENTRE

Le Département de Mayotte, BP 101, rue de l'hôpital, représenté par le Président du Conseil Général.

d'une part,

ET

L'Association ADAPEI Mayotte, déclarée à la préfecture le 05 septembre 2012, rue Bainalisoupré, quartier 100 villas, 97 680 Tsingoni, représentée par Madame MOGNE MALI Houdayati agissant en qualité de présidente.

d'autre part

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU la délibération du Conseil Général en date du 31 mars 2011 relative aux délégations de compétences du Conseil Général à la Commission Permanente,

VU la délibération n°1543/2014/CG en date du 12 juin 2014 relative au budget Primitif 2014,

VU la délibération n°304 /2011 /CG du 22 avril 2011 relatif à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente

VU la délibération de la Commission Permanente du.....autorisant la signature de la présente convention,

VU le rapport n°.....de Monsieur le président du conseil général de Mayotte.

VU la demande du bénéficiaire en date du 05 juin 2014,

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de sa politique sociale en faveur de la lutte contre l'exclusion et de l'insertion économique et sociale des Personnes Handicapées, le Conseil général a convenu de soutenir financièrement un programme d'actions au bénéfice de l'association, ci-après dénommée « ADAPEI Mayotte », suivant les conditions énumérées dans la présente convention.

Article 1 : L'objet

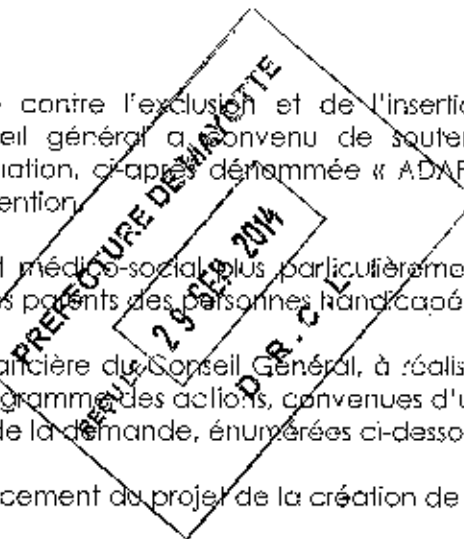
L'Association ADAPEI Mayotte œuvre dans le domaine social et médico-social, plus particulièrement dans celui de la promotion de la cohésion sociale entre les amis, les parents des personnes handicapées à travers des activités sociales, culturelles, éducatives et sportives...

L'Association ADAPEI Mayotte s'engage avec la participation financière du Conseil Général, à réaliser dans les délais définis à l'article 7 de la présente convention, le programme des actions, convenues d'un commun accord et conformes à l'objet social de l'association et de la demande, énumérées ci-dessous et détaillées dans les annexes techniques et financières ci-jointes.

L'action pour laquelle la subvention est sollicitée concerne le financement du projet de la création de la structure :

➤ financement de structuration, la professionnalisation et les missions respectives de l'association (actions de sensibilisations, informations, soutiens aux familles; espace de parole, accompagnement ...etc...) sur toute le territoire

➤ Fonctionnement du centre d'accueil du jour à titre expérimentale sur le site de tsingoni avec des activités régulières ; recrutement d'une équipe pédagogique; mise en conformité (électricité, sécurité...) pour l'accueil du public est inévitable; décoration et aménagement du lieu pour que le local devienne un véritable lieu de vie pour le public accueilli



Article 2 : PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Le Département de Mayotte accorde au bénéficiaire une subvention forfaitaire de **96 000€** pour les actions suivantes :

- financement de structuration, la professionnalisation et les missions respectives de l'association (actions de sensibilisations, informations, soutiens aux familles: espace de parole, accompagnement ...etc...) sur toute le territoire 28 000€
- Fonctionnement du centre d'accueil du jour à titre expérimental sur le site de Tsingoni avec des activités régulières. Recrutement d'une équipe pédagogique; mise en conformité (électricité, sécurité...) pour l'accueil du public est inévitable; décoration et aménagement du lieu pour que le local devienne un véritable lieu de vie pour le public accueilli 68 000€.

Toutefois, dans le cas où tout ou partie de l'opération ou du programme ne serait pas réalisé, la subvention fera l'objet d'un réajustement ou d'un remboursement conformément aux articles 6 et 11 de la présente convention.

Article 3 : MODALITÉS DE PAIEMENT

Le Département de Mayotte de Mayotte versera une subvention de 96 000 € selon les modalités suivantes :

Le versement se fera en une seule fois.

Cependant, l'association devra présenter aux services en charge de dossier un bilan intermédiaire ainsi que les pièces justificatives permettant de faire une mise au point sur l'état de l'avancement du programme mais aussi le contrôle de l'utilisation des fonds alloués, 3 mois après le versement de la subvention.

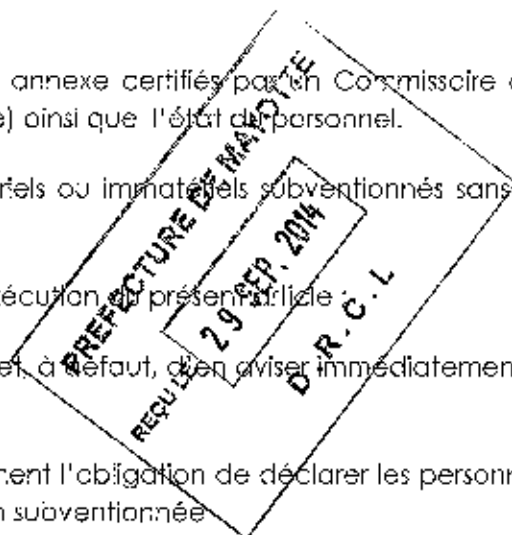
Le Département de Mayotte se libérera des sommes dues par virement administratif sur le compte bancaire Mayotte n° **00914743900**, clé **30** codes établissement **18719** codes guichet **00091** auprès de la Banque Française Commerciale.

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur départemental de Mayotte.

Article 4 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

L'association s'engage :

- à fournir au Département copie de son bilan certifié conforme par le Président ou par le commissaire aux comptes lorsqu'il est assujéti à cette obligation (articles L. 3313-1 et R. 3313-6 du C.G.C.T.)
- à présenter un bilan, un compte de résultat et une annexe certifiés par le Commissaire aux Comptes professionnel (article L. 612-4 du Code du Commerce) ainsi que l'état du personnel.
- à ne pas détourner de sa destination les biens matériels ou immatériels subventionnés sans en avoir préalablement la Direction de tutelle;
- à donner les instructions utiles à son personnel pour l'exécution de l'opération en présence de la direction de tutelle;
- à respecter le programme prévisionnel de l'opération et, à défaut, en avoir avisé immédiatement la direction de tutelle ;
- à respecter les obligations fiscales et sociales, notamment l'obligation de déclarer les personnels permanents ou vacataires employés dans le cadre de l'action subventionnée
- à respecter les réglementations relatives aux établissements recevant du public (commission d'hygiène et de sécurité) et à la législation du travail ;
- à présenter à la direction de tutelle une copie certifiée conforme à l'original des justificatifs des dépenses affaissant aux actions réalisées ainsi que les factures correspondant aux biens matériels ou immatériels subventionnés ;
- L'aide financière accordée ne peut pas entraîner la responsabilité du Conseil Général à aucun titre que ce soit, pour un quelconque fait ou risque préjudiciable au bénéficiaire.



Ces pièces sont réservées au seul ordonnateur.

La subvention ne sera définitivement acquise par le bénéficiaire qu'après production de ces pièces.

De plus, l'association doit publier chaque année dans le compte financier, les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature (article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif).

Article 5 : CONTRÔLE DU DÉPARTEMENT SUR L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

Conformément à l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », Le Département de Mayotte se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de la clôture de la convention, de suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre du programme aidé et d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

La présidente de l'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 6 : NON EXECUTION

En cas de non-exécution, de retard ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de cet engagement par l'association, l'administration peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention.

Si les sommes perçues ont été utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention, le bénéficiaire sera tenu de reverser au Département de Mayotte, sur simple injonction de celui-ci, le montant correspondant à celles-ci.

Article 7 : DURÉE DE VALIDITÉ DES CRÉDITS

La décision d'attribution des crédits pourra être annulée si les actions et le programme subventionnés n'ont pas reçu de commencement d'exécution dans le délai d'un an à compter de la date de la délibération du Conseil général lors de la Commission Permanente, soit le

Les crédits engagés, mais non intégralement mandatés, pourront être annulés si les actions et le programme subventionnés ne sont pas terminés dans le délai de deux ans à compter de la date de la délibération du Conseil Général lors de la Commission Permanente, soit le

Le montant de l'aide départementale sera alors réajusté au prorata des dépenses réalisées.

Des titres de recette seront émis en tant que de besoin.

Sur demande motivée, des prolongations de délai peuvent être accordées par décision du Président du Conseil Général, à titre exceptionnel, lorsque le retard est indépendant de la volonté du bénéficiaire.

Article 8 : DURÉE - MODIFICATIONS

La présente convention est conclue pour l'année.

Elle sera définitivement close dans un délai de 3 mois après achèvement du programme ou des actions et, en tout état de cause, après production des pièces visées (aux articles 3 et 4).

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant.

Article 9 : EVALUATION

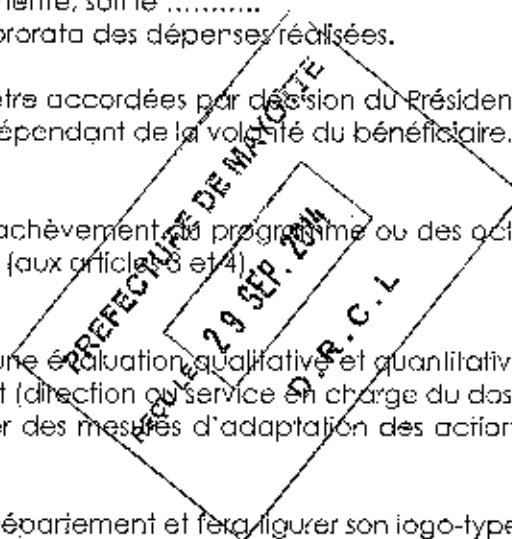
La mise en œuvre de la présente convention fera l'objet d'une évaluation qualitative et quantitative. A cet effet, des échanges entre l'association et le Département (direction ou service en charge du dossier) seront programmés afin de définir la périodicité et proposer des mesures d'adaptation des actions et programme décrits à l'article 1.

Article 10: INFORMATION - COMMUNICATION

L'association fera mention de la participation financière du Département et fera figurer son logo-type sur tous les documents d'information et de communication relatifs à l'opération objet de la présente convention.

L'association s'engage à :

- insérer le logo du Conseil Général sur tout document de promotion de la manifestation : affiches, programme officiel, tracts et/ou dépliants, articles publiés dans la presse quotidienne régionale,
- citer le partenariat du Conseil Général dans toute conférence de presse,
- organiser sur demande, et en partenariat avec le Conseil Général, un point presse à l'Hôtel du Département en présence d'au moins un Conseiller général afin de mettre en valeur le partenariat (annonce de l'événement, bilan de l'opération...),
- insérer un éditorial du Président du Conseil Général dans le programme officiel ou le document de présentation,



- installer sur le lieu de la manifestation des banderoles : trois en extérieur ou des kakémonos ou chevalets : trois en intérieur. Ces supports seront prêtés par le Département,
- créer un lien Internet avec le site du Conseil Général,
- répondre présent à toutes sollicitation du Conseil Général dans le cadre de l'organisation de toutes activités ou manifestations du département ayant un rapport avec son objet social.

L'association en collaboration avec la direction ou le service en charge du dossier prendra l'attache de la Direction de la Communication du Département pour la mise en œuvre du présent article.

Article 11 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département de Mayotte pourra, à tout moment et après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire, résilier la présente convention s'il apparaît qu'une des clauses n'est pas respectée.

Le Département de Mayotte se réserve alors le droit de suspendre le paiement de la subvention ou d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées. Un titre de recettes pourra être émis en tant que de besoin.

Article 12 : LITIGES

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Mamoudzou en deux exemplaires originaux, le

Le bénéficiaire,

Le Président du Conseil Général,



CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE

Direction Générale Adjointe chargée
de la Solidarité et du Développement
Social
(DGA-DSDS)



Convention n°..... relative à l'attribution d'une subvention à l'association AFAR-CDM pour l'année 2014

ENTRE

Le Département de Mayotte, BP 101, rue de l'hôpital, représenté par le Président du Conseil Général,

d'une part,

ET

L'Association AFAR-CDM, déclarée à la préfecture le 26 juin 2009, Maison des personnes âgées Handicapés de Mayotte rue Mariazé BP.1060 97600 Mamoudzou, représentée par Monsieur Mchami Mohamed agissant en qualité de président.

d'autre part

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU la délibération du Conseil Général en date du 31 mars 2011 relative aux délégations de compétences du Conseil Général à la Commission Permanente,

VU la délibération n°1543/2014/CG en date du 12 juin 2014 relative au budget Prévisionnel 2014,

VU la délibération n°304 /2011 /CG du 22 avril 2011 relatif à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente

VU la délibération de la Commission Permanente du.....autorisant la signature de la présente convention,

VU le rapport n°.....de Monsieur le président du conseil général de Mayotte,

VU la demande du bénéficiaire en date du 04 avril 2014

Il est convenu ce qui suit :

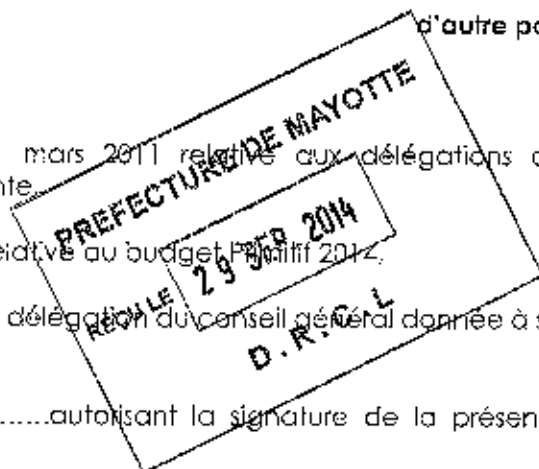
PRÉAMBULE

Dans le cadre de sa politique sociale en faveur de l'accompagnement et de la lutte contre l'isolement social et la solitude des personnes âgées retraitées affiliés à la sécurité sociale de Mayotte, le Conseil général a convenu de soutenir financièrement un programme d'actions au bénéfice de l'association, ci-après dénommée « AFAR-CDM », suivant les conditions énumérées dans la présente convention.

Article 1 : L'objet

L'association AFAR-CDM œuvre dans le domaine social et médico-social plus particulièrement pour favoriser et valoriser l'insertion sociale des personnes âgées retraitées et les aider dans toutes les démarches de la vie courante.

L'association AFAR-CDM s'engage avec la participation financière du Conseil Général, à réaliser dans les délais définis à l'article 7 de la présente convention, le programme des actions. convenuEs d'un



commun accord et conformes à l'objet social de l'association et de la demande, énumérées ci-dessous et détaillées dans les annexes techniques et financières ci-jointes.

L'action pour laquelle la subvention est sollicitée concerne le financement du projet des visites des sites stratégiques pour le développement de Mayotte et de sorties pour lutter contre l'isolement et la solitude.

Article 2 : PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Le Département de Mayotte accorde au bénéficiaire une subvention forfaitaire de **9 000,00 €** (neuf mille euros) pour l'action suivante :

- visite des sites stratégiques pour le développement de Mayotte ;
- Sorties pour lutter contre l'isolement et la solitude.

Article 3 : MODALITÉS DE PAIEMENT

Le Département de Mayotte versera une subvention de 9 000,00 € selon les modalités suivantes :

Le versement se fera en une seule fois.

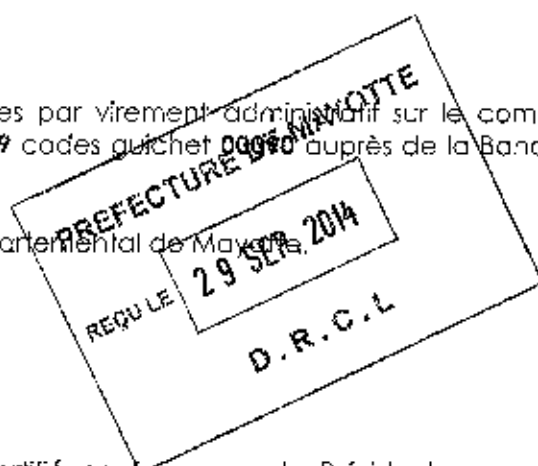
Le Département de Mayotte se libérera des sommes dues par virement administratif sur le compte bancaire n° **00915213400**, clé **82** codes établissement **18719** codes guichet **0000** auprès de la Banque commerciale de l'océan indien.

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur départemental de Mayotte.

Article 4 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

L'association s'engage :

- à fournir au Département copie de son bilan certifié conforme par le Président ou par le commissaire aux comptes lorsqu'il est assujéti à cette obligation (articles L. 3313-1 et R. 3313-6 du C.G.C.T.)
- à présenter un bilan, un compte de résultat et une annexe certifiés par un Commissaire aux Comptes professionnel (article L 612-4 du Code du Commerce) ainsi que l'état du personnel.
- à ne pas détourner de sa destination les biens matériels ou immatériels subventionnés sans en aviser préalablement la Direction de tutelle;
- à donner les instructions utiles à son personnel pour l'exécution du présent article ;
- à respecter le programme prévisionnel de l'opération et, à défaut, d'en aviser immédiatement la direction de tutelle ;
- à respecter les obligations fiscales et sociales, notamment l'obligation de déclarer les personnels permanents ou vacataires employés dans le cadre de l'action subventionnée
- à respecter les réglementations relatives aux établissements recevant du public (commission d'hygiène et de sécurité) et à la législation du travail ;
- à présenter à la direction de tutelle une copie certifiée conforme à l'original des justificatifs des dépenses affaissant aux actions réalisées ainsi que les factures correspondant aux biens matériels ou immatériels subventionnés ;
- L'aide financière accordée ne peut pas entraîner la responsabilité du Conseil Général à aucun titre que ce soit, pour un quelconque fait ou risque préjudiciable au bénéficiaire.



Ces pièces sont réservées au seul ordonnateur.

La subvention ne sera définitivement acquise par le bénéficiaire qu'après production de ces pièces.

De plus, l'association doit publier chaque année dans le compte financier, les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature (article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif).

Article 5 : CONTRÔLE DU DEPARTEMENT SUR L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

Conformément à l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée »

Le Département de Mayotte se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de la clôture de la convention, de suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre du programme aidé et d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

Le président de l'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 6 : NON EXECUTION

En cas de non-exécution, de retard ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de cet engagement par l'association, l'administration peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention.

Si les sommes perçues ont été utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention, le bénéficiaire sera tenu de reverser au Département de Mayotte, sur simple injonction de celui-ci, le montant correspondant à celles-ci.

Article 7 : DURÉE DE VALIDITÉ DES CRÉDITS

La décision d'attribution des crédits pourra être annulée si les actions et le programme subventionnés n'ont pas reçu de commencement d'exécution dans le délai d'un an à compter de la date de la délibération du Conseil général lors de la Commission Permanente, soit le

Les crédits engagés, mais non intégralement mandatés, pourront être annulés si les actions et le programme subventionnés ne sont pas terminés dans le délai de deux ans à compter de la date de la délibération du Conseil Général lors de la Commission Permanente, soit le

Le montant de l'aide départementale sera alors réajusté au prorata des dépenses réalisées.

Des titres de recette seront émis en tant que de besoin.

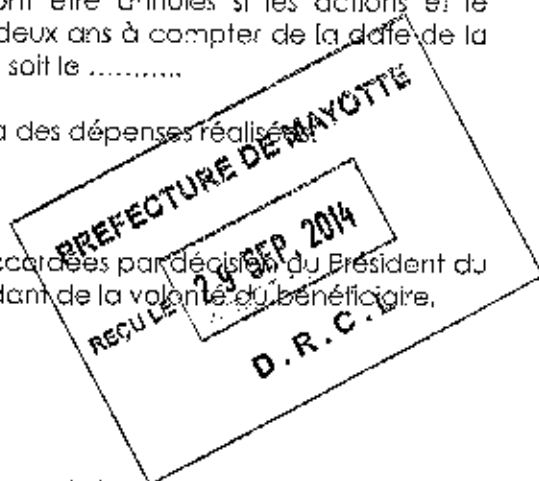
Sur demande motivée, des prolongations de délai peuvent être accordées par décision du Président du Conseil Général, à titre exceptionnel, lorsque le retard est indépendant de la volonté du bénéficiaire.

Article 8 : DURÉE – MODIFICATIONS

La présente convention est conclue pour l'année.

Elle sera définitivement close dans un délai de 3 mois après achèvement du programme et, en tout état de cause, après production des pièces visées (aux articles 3 et 4).

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant.



Article 9 : EVALUATION

La mise en œuvre de la présente convention fera l'objet d'une évaluation qualitative et quantitative. A cet effet, des échanges entre l'association et le Département (direction ou service en charge du dossier) seront programmés afin de définir la périodicité et proposer des mesures d'adaptation des actions et programme décrits à l'article 1.

Article 10: INFORMATION – COMMUNICATION

L'association fera mention de la participation financière du Département et fera figurer son logo-type sur tous les documents d'information et de communication relatifs à l'opération objet de la présente convention.

L'association s'engage à :

- insérer le logo du Conseil Général sur tout document de promotion de la manifestation : affiches, programme officiel, tracts et/ou dépliants, articles publiés dans la presse quotidienne régionale,
- citer le partenariat du Conseil Général dans toute conférence de presse,
- organiser sur demande, et en partenariat avec le Conseil Général, un point presse à l'Hôtel du Département en présence d'au moins un Conseiller général afin
- de mettre en valeur le partenariat (annonce de l'événement, bilan de l'opération...),
- insérer un éditorial du Président du Conseil Général dans le programme officiel ou le document de présentation,
- créer un lien Internet avec le site du Conseil Général,
- **répondre présent à toutes sollicitation du Conseil Général dans le cadre de l'organisation de toutes activités ou manifestations du département ayant un rapport avec son objet social.**

L'association en collaboration avec la direction ou le service en charge du dossier prendra l'attache de la Direction de la Communication du Département pour la mise en œuvre du présent article.

Article 11 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département de Mayotte pourra, à tout moment et après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire, résilier la présente convention s'il apparaît qu'une des clauses n'est pas respectée.

Le Département de Mayotte se réserve alors le droit de suspendre le paiement de la convention ou d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées. Un titre de recettes pourra être émis en tant que de besoin.

Article 12 : LITIGES

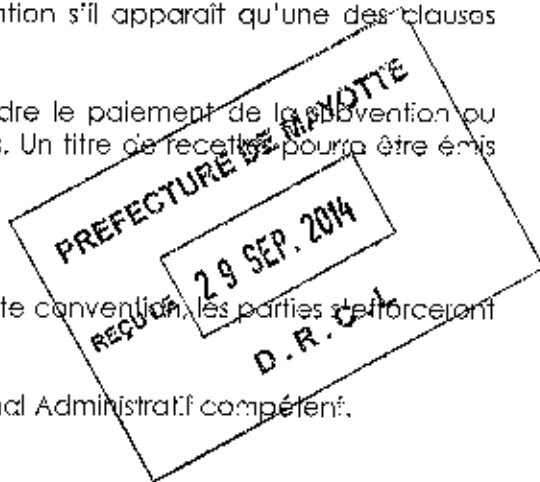
En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Mamoudzou en deux exemplaires originaux, le

Le bénéficiaire,

Le Président du Conseil Général,



CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE

Direction Générale Adjointe chargée
de la Solidarité et du Développement
Social
(DGA-DSDS)



Convention n°..... relative à l'attribution d'une subvention à l'association FAHAMOU MAECHA pour l'année 2014

ENTRE

Le Département de Mayotte, BP 101, rue de l'hôpital, représenté par le Président du Conseil Général,
d'une part,

ET

L'Association FAHAMOU MAECHA, déclarée à la préfecture de Mayotte le 05 juillet 2013, route de la Mairie, escalier Abdou Hafidou, 97 640 SADA, représentée par Monsieur BOINA SAÏD Saïndou agissant en qualité de président.

d'autre part

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU la délibération du Conseil Général en date du 31 mars 2011 relative aux délégations de compétences du Conseil Général à la Commission Permanente,

VU la délibération n°1543/2014/CG en date du 12 juin 2014 relative au budget Primitif 2014,

VU la délibération n°304 /2011 /CG du 22 avril 2011 relatif à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente

VU la délibération de la Commission Permanente du..... autorisant la signature de la présente convention,

VU le rapport n°..... de Monsieur le président du conseil général de Mayotte,

VU la demande du bénéficiaire en date du 05 juillet 2014,

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de sa politique sociale en faveur de la promotion et d'éducation à la santé, le Conseil général a convenu de soutenir financièrement un programme d'actions au bénéfice de l'association, ci-après dénommée «FAHAMOU MAECHA », suivant les conditions énumérées dans la présente convention.

Article 1 : L'objet

L'Association FAHAMOU MAECHA de Mayotte œuvre dans le domaine social et médico-social, plus particulièrement au niveau du développement, de l'accompagnement social, de la promotion et de l'éducation à la santé.

L'Association FAHAMOU MAECHA de Mayotte s'engage avec la participation financière du Conseil Général, à réaliser dans les délais définis à l'article 7 de la présente convention, le programme des actions, convenues d'un commun accord et conformes à l'objet social de l'association et de la demande, énumérées ci-dessous et détaillées dans les annexes techniques et financières ci-jointes.

L'action pour laquelle la subvention est sollicitée concerne le financement du projet suivant:

➤ Actions de la promotion d'éducation à la population pour l'ensemble du Département notamment des activités en faveur de la promotion Santé concernant des thématiques de Santé publique dont la jeunesse est confrontée comme le tabagisme, les drogues, l'alcoolisme, les infections sexuellement transmissibles et les risques environnementaux.

Article 2 : PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Le Département de Mayotte accorde au bénéficiaire une subvention forfaitaire de 10 000 € pour la réalisation des actions citées à l'article 1 de la présente convention.

Toutefois, dans le cas où tout ou partie de l'opération ou du programme ne serait pas réalisé, la subvention fera l'objet d'un réajustement ou d'un remboursement conformément aux articles 6 et 11 de la présente convention.

Article 3 : MODALITÉS DE PAIEMENT

Le Département de Mayotte versera une subvention de **10 000 €** selon les modalités suivantes :
Le versement se fera en une seule fois.

Le Département de Mayotte se libérera des sommes dues par virement administratif sur le compte bancaire Mayotte n° **0330738R018**, clé **95** codes établissement **20041** codes guichet **01021** auprès de la Banque Française Commerciale de l'Océan Indien.

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur départemental de Mayotte.

Article 4 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

L'association s'engage :

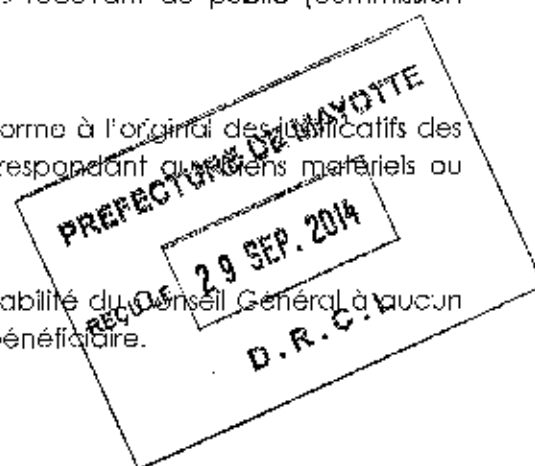
- à fournir au Département copie de son bilan certifié conforme par le Président ou par le commissaire aux comptes lorsqu'il est assujéti à cette obligation (articles L. 3313-1 et R. 3313-6 du C.G.C.T.) ;
- présenter un bilan, un compte de résultat et une annexe certifiés par un Commissaire aux Comptes professionnel (article L 612-4 du Code du Commerce) ainsi que l'état du personnel ;
- à ne pas détourner de sa destination les biens matériels ou immatériels subventionnés sans en aviser préalablement la Direction de tutelle ;
- à donner les instructions utiles à son personnel pour l'exécution du présent article ;
- à respecter le programme prévisionnel de l'opération et, à défaut, d'en aviser immédiatement la direction de tutelle ;
- à respecter les obligations fiscales et sociales, notamment l'obligation de déclarer les personnels permanents ou vacataires employés dans le cadre de l'action subventionnée ;
- à respecter les réglementations relatives aux établissements recevant du public (commission d'hygiène et de sécurité) et à la législation du travail ;
- à présenter à la direction de tutelle une copie certifiée conforme à l'original des justificatifs des dépenses affaissant aux actions réalisées ainsi que les factures correspondant aux biens matériels ou immatériels subventionnés ;
- L'aide financière accordée ne peut pas entraîner la responsabilité du Conseil Général à aucun titre que ce soit, pour un quelconque fait ou risque préjudiciable au bénéficiaire.

Ces pièces sont réservées au seul ordonnateur.

La subvention ne sera définitivement acquise par le bénéficiaire qu'après production de ces pièces.
De plus, l'association doit publier chaque année dans le compte financier, les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature (article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif).

Article 5 : CONTRÔLE DU DEPARTEMENT SUR L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

Conformément à l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », le Département de Mayotte se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de la clôture de la



convention, de suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre du programme aidé et d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

La présidente de l'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 6 : NON EXECUTION

En cas de non-exécution, de retard ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de cet engagement par l'association, l'administration peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention.

Si les sommes perçues ont été utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention, le bénéficiaire sera tenu de reverser au Département de Mayotte, sur simple injonction de celui-ci, le montant correspondant à celles-ci.

Article 7 : DURÉE DE VALIDITÉ DES CRÉDITS

La décision d'attribution des crédits pourra être annulée si les actions et le programme subventionnés n'ont pas reçu de commencement d'exécution dans le délai d'un an à compter de la date de la délibération du Conseil général lors de la Commission Permanente, soit le

Les crédits engagés, mais non intégralement mandatés, pourront être annulés si les actions et le programme subventionnés ne sont pas terminés dans le délai de deux ans à compter de la date de la délibération du Conseil Général lors de la Commission Permanente, soit le

Le montant de l'aide départementale sera alors réajusté au prorata des dépenses réalisées.

Des titres de recette seront émis en tant que de besoin.

Sur demande motivée, des prolongations de délai peuvent être accordées par décision du Président du Conseil Général, à titre exceptionnel, lorsque le retard est indépendant de la volonté du bénéficiaire.

Article 8 : DURÉE – MODIFICATIONS

La présente convention est conclue pour l'année.

Elle sera définitivement close dans un délai de 3 mois après achèvement du programme ou des actions et, en tout état de cause, après production des pièces visées (aux articles 3 et 4).

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant.

Article 9 : EVALUATION

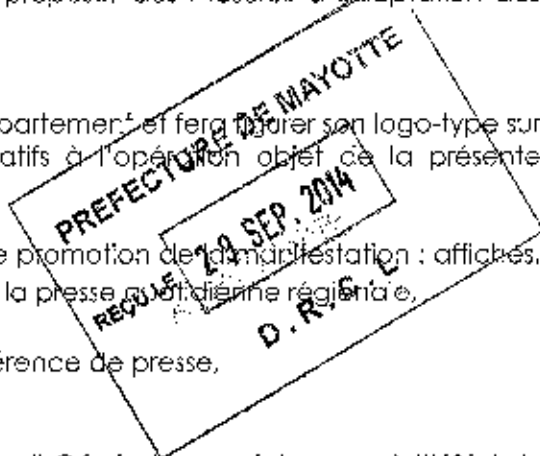
La mise en œuvre de la présente convention fera l'objet d'une évaluation qualitative et quantitative. A cet effet, des échanges entre l'association et le Département, (Direction ou service en charge du dossier) seront programmés afin de définir la périodicité et proposer des mesures d'adaptation des actions et programme décrits à l'article 1.

Article 10: INFORMATION – COMMUNICATION

L'association fera mention de la participation financière du Département et fera figurer son logo-type sur tous les documents d'information et de communication relatifs à l'opération objet de la présente convention.

L'association s'engage à :

- insérer le logo du Conseil Général sur tout document de promotion de la manifestation : affiches, programme officiel, tracts et/ou dépliants, articles publiés dans la presse ou en ligne régionale,
- citer le partenariat du Conseil Général dans toute conférence de presse,
- organiser sur demande, et en partenariat avec le Conseil Général, un point presse à l'Hôtel du Département en présence d'au moins un Conseiller général afin de mettre en valeur le partenariat (annonce de l'événement, bilan de l'opération...),
- insérer un éditorial du Président du Conseil Général dans le programme officiel ou le document de présentation,
- installer sur le lieu de la manifestation des banderoles : trois en extérieur ou des kakémonos ou chevalets : trois en intérieur. Ces supports seront prêtés par le Département.



- créer un lien Internet avec le site du Conseil Général,
- **répondre présent à toutes sollicitation du Conseil Général dans le cadre de l'organisation de toutes activités ou manifestations du département ayant un rapport avec son objet social.**

L'association en collaboration avec la direction ou le service en charge du dossier prendra l'attache de la Direction de la Communication du Département pour la mise en oeuvre du présent article.

Article 11 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département de Mayotte pourra, à tout moment et après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire, résilier la présente convention s'il apparaît qu'une des clauses n'est pas respectée.

Le Département de Mayotte se réserve alors le droit de suspendre le paiement de la subvention ou d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées. Un titre de recettes pourra être émis en tant que de besoin.

Article 12 : LITIGES

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Mamoudzou en deux exemplaires originaux, le

Le bénéficiaire,

Le Président du Conseil Général,

CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE

**Direction Générale Adjointe chargée
de la Solidarité et du Développement
Social
(DGA-DSDS)**



**Convention n°..... relative à l'attribution d'une subvention à l'association F.M.A.P.A.R pour l'année
2014**

ENTRE

Le Département de Mayotte, BP 101, rue de l'hôpital, représenté par le Président du Conseil Général,
d'une part,

ET

L'Association F.M.A.P.A.R, déclarée à la préfecture le 23 décembre 2011, Maison des personnes âgées
Handicapés de Mayotte rue Mariazé BP.1060 97600 Mamoudzou, représentée par Monsieur BACAR
Hadhuami agissant en qualité de président.

d'autre part

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU la délibération du Conseil Général en date du 31 mars 2011 relative aux délégations de
compétences du Conseil Général à la Commission Permanente,

VU la délibération n°1543/2014/CG en date du 12 juin 2014 relative au budget Primitif 2014,

VU la délibération n°304 /2011 /CG du 22 avril 2011 relatif à la délégation du conseil général donnée à sa
commission permanente

VU la délibération de la Commission Permanente du.....autorisant la signature de la présente
convention,

VU le rapport n°.....de Monsieur le président du conseil général de Mayotte,

VU la demande du bénéficiaire en date du 18 /07/2014

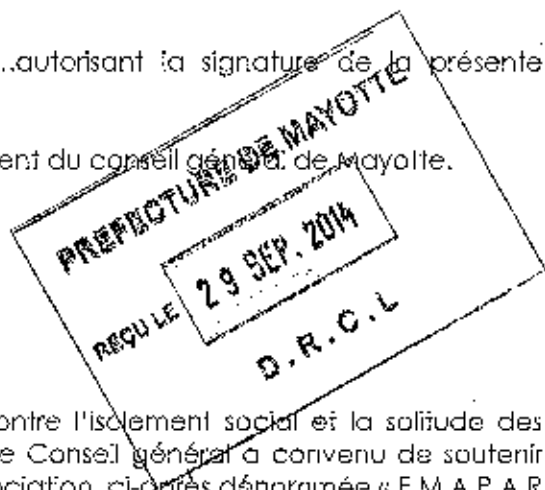
Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de sa politique sociale en faveur de lutter contre l'isolement social et la solitude des
personnes âgées de Mayotte et l'accompagnement social, le Conseil général a convenu de soutenir
financièrement un programme d'actions au bénéfice de l'association, ci-après dénommée « F.M.A.P.A.R
», suivant les conditions énumérées dans la présente convention.

Article 1 : L'objet

L'association F.M.A.P.A.R œuvre dans le domaine social et médico-social plus particulièrement pour
valoriser et favoriser l'insertion sociale des personnes âgées et les aider dans toutes les démarches de la
vie courante.



L'association F.M.A.P.A.R s'engage avec la participation financière du Conseil Général, à réaliser dans les délais définis à l'article 7 de la présente convention, le programme des actions, convenus d'un commun accord et conformes à l'objet social de l'association et de la demande, énumérés ci-dessous et détaillé dans les annexes techniques et financières ci-jointes.

L'action pour laquelle la subvention est sollicitée concerne le financement du projet d'actions ponctuelles et fonctionnement :

actions ponctuelles

- Y grand tour de Mayotte,
- Y séminaire sur le vieillissement de la population de Mayotte
- Y semaine bleue ;
- Y journée d'information et de Santé,

Création d'un service « guichet unique » :

Fonctionnement du guichet unique : lieu d'information, de conseil d'orientation et animation pour les personnes âgées, centre de ressources sur toutes les questions liées au vieillissement et la retraite.

22 000€

Article 2 : PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Le Département de Mayotte accorde au bénéficiaire une subvention forfaitaire de 54 000,00 € (cinquante quatre mille euros) pour les actions suivantes et répartis comme suit :

- | | | | |
|---|--|---------|--------|
| ✓ | grand tour de Mayotte, | 8 000€ | |
| ✓ | séminaire sur le vieillissement de la population de Mayotte, | | 8 000€ |
| ✓ | semaine bleue ; | 10 000€ | |
| ✓ | journée d'information et de Santé, | 6 000€ | |

Article 3 : MODALITÉS DE PAIEMENT

Le Département de Mayotte versera une subvention de 60 000,00 € selon les modalités suivantes :

Le versement se fera en une seule fois.

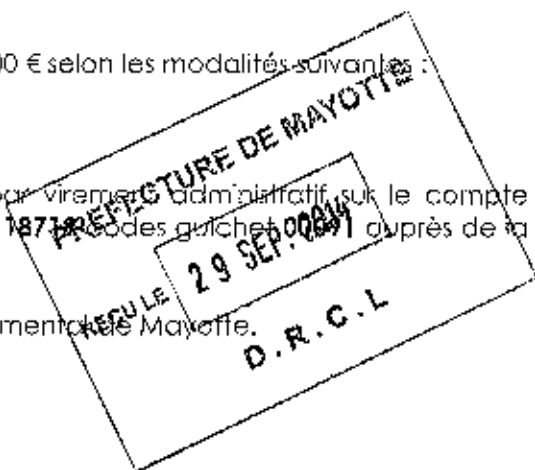
Le Département de Mayotte se libérera des sommes dues par virement administratif sur le compte bancaire Mayotte n° 00914449600, clé 36 codes établissement 187125 codes guichet 0001 auprès de la Banque française commerciale de l'océan indien.

Le comptable assurant les paiements est le Payeur départemental de Mayotte.

Article 4 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

L'association s'engage :

- à fournir au Département copie de son bilan certifié conforme par le Président ou par le commissaire aux comptes lorsqu'il est assujéti à cette obligation (articles L. 3313-1 et R. 3313-6 du C.G.C.T.)
- à présenter un bilan, un compte de résultat et une annexe certifiés par un Commissaire aux Comptes professionnel (article L 612-4 du Code du Commerce) ainsi que l'état du personnel.
- à ne pas détourner de sa destination les biens matériels ou immatériels subventionnés sans en aviser préalablement la Direction de tutelle;
- à donner les instructions utiles à son personnel pour l'exécution du présent article ;
- à respecter le programme prévisionnel de l'opération et, à défaut, d'en aviser immédiatement la direction de tutelle ;



- à respecter les obligations fiscales et sociales, notamment l'obligation de déclarer les personnels permanents ou vacataires employés dans le cadre de l'action subventionnée
- à respecter les réglementations relatives aux établissements recevant du public (commission d'hygiène et de sécurité) et à la législation du travail ;
- à présenter à la direction de tutelle une copie certifiée conforme à l'original des justificatifs des dépenses affaissant aux actions réalisées ainsi que les factures correspondant aux biens matériels ou immatériels subventionnés ;
- L'aide financière accordée ne peut pas entraîner la responsabilité du Conseil Général à aucun titre que ce soit, pour un quelconque fait ou risque préjudiciable au bénéficiaire.

Ces pièces sont réservées au seul ordonnateur.

La subvention ne sera définitivement acquise par le bénéficiaire qu'après production de ces pièces.

De plus, l'association doit publier chaque année dans le compte financier, les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature (article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif).

Article 5 : CONTRÔLE DU DEPARTEMENT SUR L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

Conformément à l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée »,

Le Département de Mayotte se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de la clôture de la convention, de suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre du programme aidé et d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

Le président de l'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 6 : NON EXECUTION

En cas de non-exécution, de retard ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de cet engagement par l'association, l'administration peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention.

Si les sommes perçues ont été utilisées à des fins autres que celles précisant l'objet de la présente convention, le bénéficiaire sera tenu de reverser au Département de Mayotte, sur simple injonction de celui-ci, le montant correspondant à celles-ci.

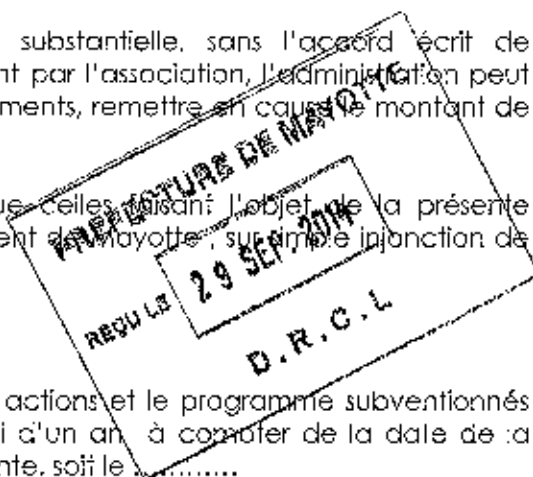
Article 7 : DURÉE DE VALIDITÉ DES CRÉDITS

La décision d'attribution des crédits pourra être annulée si les actions et le programme subventionnés n'ont pas reçu de commencement d'exécution dans le délai d'un an à compter de la date de la délibération du Conseil Général lors de la Commission Permanente, soit le

Les crédits engagés, mais non intégralement mandatés, pourront être annulés si les actions et le programme subventionnés ne sont pas terminés dans le délai de deux ans à compter de la date de la délibération du Conseil Général lors de la Commission Permanente, soit le

Le montant de l'aide départementale sera alors réajusté au prorata des dépenses réalisées.

Des titres de recette seront émis en tant que de besoin.



Sur demande motivée, des prolongations de délai peuvent être accordées par décision du Président du Conseil Général, à titre exceptionnel, lorsque le retard est indépendant de la volonté du bénéficiaire.

Article 8 : DURÉE – MODIFICATIONS

La présente convention est conclue pour l'année.

Elle sera définitivement close dans un délai de 3 mois après achèvement du programme et, en tout état de cause, après production des pièces visées (aux articles 3 et 4).

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant.

Article 9 : EVALUATION

La mise en œuvre de la présente convention fera l'objet d'une évaluation qualitative et quantitative. A cet effet, des échanges entre l'association et le Département (direction ou service en charge du dossier) seront programmés afin de définir la périodicité et proposer des mesures d'adaptation des actions et programme décrits à l'article 1.

Article 10: INFORMATION – COMMUNICATION

L'association fera mention de la participation financière du Département et fera figurer son logo-type sur tous les documents d'information et de communication relatifs à l'opération objet de la présente convention.

L'association s'engage à :

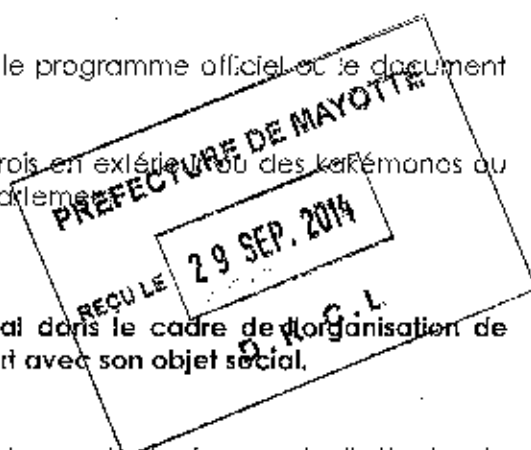
- insérer le logo du Conseil Général sur tout document de promotion de la manifestation : affiches, programme officiel, tracts et/ou dépliants, articles publiés dans la presse quotidienne régionale,
- citer le partenariat du Conseil Général dans toute conférence de presse,
- organiser sur demande, et en partenariat avec le Conseil Général, un point presse à l'Hôtel du Département en présence d'au moins un Conseiller général afin de mettre en valeur le partenariat (annonce de l'événement, bilan de l'opération...),
- insérer un éditorial du Président du Conseil Général dans le programme officiel et le document de présentation,
- installer sur le lieu de la manifestation des banderoles : trois en extérieur ou des karés /chevalets : trois en intérieur. Ces supports seront prêtés par le Département,
- créer un lien Internet avec le site du Conseil Général,
- **répondre présent à toutes sollicitation du Conseil Général dans le cadre de l'organisation de toutes activités ou manifestations du département ayant un rapport avec son objet social.**

L'association en collaboration avec la direction ou le service en charge du dossier prendra l'attache de la Direction de la Communication du Département pour la mise en œuvre du présent article.

Article 11 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département de Mayotte pourra, à tout moment et après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire, résilier la présente convention s'il apparaît qu'une des clauses n'est pas respectée,

Le Département de Mayotte se réserve alors le droit de suspendre le paiement de la subvention ou d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées. Un titre de recettes pourra être émis en tant que de besoin.



Article 12 : LITIGES

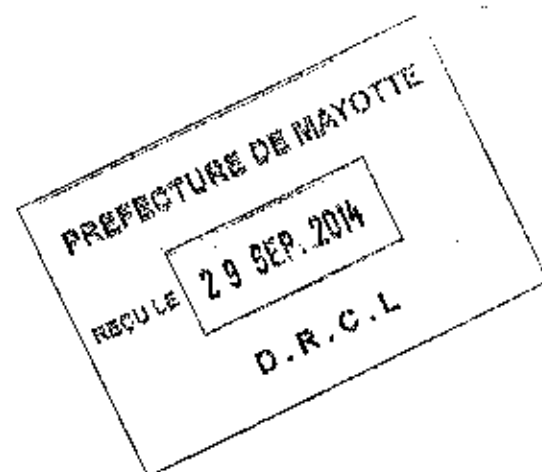
En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Mamoudzou en deux exemplaires originaux, le

Le bénéficiaire,

Le Président du Conseil Général,



CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE

**Direction Générale Adjointe chargée
de la Solidarité et du Développement
Social
(DGA-DSDS)**



**Convention n°..... relative à l'attribution d'une subvention à l'association ENTREPRENDRE AU FEMININ
pour l'année 2014**

ENTRE

Le Département de Mayotte, BP 101, rue de l'hôpital, représenté par le Président du Conseil Général,
d'une part,

ET

L'Association ENTREPRENDRE AU FEMININ, déclarée à la préfecture le 18 décembre 2010, BP1353 - 103
rue du commerce, 97600 Mamoudzou, représentée par Madame CHIHABOUDINE Nouriaty agissant en
qualité de présidente.

d'autre part

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU la délibération du Conseil Général en date du 31 mars 2011 relative aux délégations de
compétences du Conseil Général à la Commission Permanente,

VU la délibération n°1543/2014/CG en date du 12 juin 2014 relative au budget Primitif 2014,

VU la délibération n°304 /2011 /CG du 22 avril 2011 relatif à la délégation du conseil général donnée à sa
commission permanente

VU la délibération de la Commission Permanente du.....autorisant la signature de la présente
convention,

VU le rapport n°.....de Monsieur le président du conseil général de Mayotte,

VU la demande du bénéficiaire en date du 08 janvier 2014

il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de sa politique sociale en faveur de l'accompagnement et de la lutte contre l'exclusion
social, le Conseil général a convenu de soutenir financièrement un programme d'actions au bénéfice
de l'association, ci-après dénommée «ENTREPRENDRE AU FEMININ », suivant les conditions énumérées
dans la présente convention.

Article 1 : L'objet

L'associationENTREPRENDRE AU FEMININœuvre dans le domaine social et plus particulièrement pour la
lutte contre l'exclusion sociale et l'insertion socio-économique. Pour cela, elle mène des actions de
marrainage et d'accompagnement des femmes et étudiantes en difficultés pour favoriser l'insertion
sociale etdévelopper la création d'activités économiques.

L'associationENTREPRENDRE AU FEMININ s'engage avec la participation financière du Conseil Général, à
réaliser dans les délais définis à l'article 7 de la présente convention, le programme des actions,



convenues d'un commun accord et conformes à l'objet social de l'association et de la demande, énumérées ci-dessous et détaillées dans les annexes techniques et financières ci-jointes.

L'action pour laquelle la subvention est sollicitée concerne le financement du parrainage et d'accompagnement des femmes et étudiantes en difficultés pour favoriser l'insertion sociale et développer la création d'activités économiques.

Article 2 : PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Le Département de Mayotte accorde au bénéficiaire une subvention forfaitaire de **30 000 €** (trente mille euros) pour :

Le parrainage et l'accompagnement des femmes et étudiantes en difficultés et afin de favoriser l'insertion sociale et développer la création d'activités économiques.

Article 3 : MODALITÉS DE PAIEMENT

Le Département de Mayotte versera une subvention de **30 000 €** selon les modalités suivantes et répartis comme suit :

- parrainage et d'accompagnement des femmes et étudiantes en difficultés pour favoriser l'insertion sociale 10 000€
- développer la création d'activités économiques 20 000€.

Le versement se fera en une seule fois.

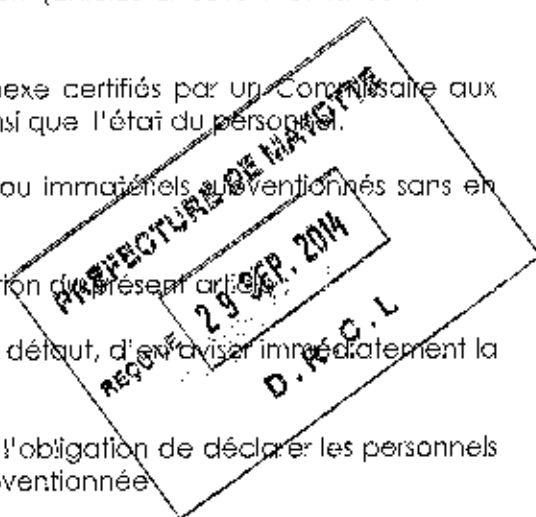
Le Département de Mayotte se libérera des sommes dues par virement administratif sur le compte bancaire n° **00915249200**, clé **46** codes établissement **18719** codes guichet **00091** auprès de la Banque commerciale de l'océan indien.

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur départemental de Mayotte.

Article 4 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

L'association s'engage :

- à fournir au Département copie de son bilan certifié conforme par le Président ou par le commissaire aux comptes lorsqu'il est assujéti à cette obligation (articles L. 3313-1 et R. 3313-6 du C.G.C.T.)
- à présenter un bilan, un compte de résultat et une annexe certifiés par un Commissaire aux Comptes professionnel (article L 612-4 du Code du Commerce) ainsi que l'état du personnel.
- à ne pas détourner de sa destination les biens matériels ou immatériels subventionnés sans en aviser préalablement la Direction de tutelle;
- à donner les instructions utiles à son personnel pour l'exécution du présent article;
- à respecter le programme prévisionnel de l'opération et, à défaut, d'en aviser immédiatement la direction de tutelle ;
- à respecter les obligations fiscales et sociales, notamment l'obligation de déclarer les personnels permanents ou vacataires employés dans le cadre de l'action subventionnée
- à respecter les réglementations relatives aux établissements recevant du public (commission d'hygiène et de sécurité) et à la législation du travail ;
- à présenter à la direction de tutelle une copie certifiée conforme à l'original des justificatifs des dépenses affaissant aux actions réalisées ainsi que les factures correspondant aux biens matériels ou immatériels subventionnés ;



➤ L'aide financière accordée ne peut pas entraîner la responsabilité du Conseil Général à aucun titre que ce soit, pour un quelconque fait ou risque préjudiciable au bénéficiaire.

Ces pièces sont réservées au seul ordonnateur.

La subvention ne sera définitivement acquise par le bénéficiaire qu'après production de ces pièces.

De plus, l'association doit publier chaque année dans le compte financier, les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature (article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif).

Article 5 : CONTRÔLE DU DEPARTEMENT SUR L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

Conformément à l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée »

Le Département de Mayotte se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de la clôture de la convention, de suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre du programme aidé et d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

La présidente de l'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 6 : NON EXECUTION

En cas de non-exécution, de retard ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de cet engagement par l'association, l'administration peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention.

Si les sommes perçues ont été utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention, le bénéficiaire sera tenu de reverser au Département de Mayotte, sur simple injonction de celui-ci, le montant correspondant à celles-ci.

Article 7 : DURÉE DE VALIDITÉ DES CRÉDITS

La décision d'attribution des crédits pourra être annulée si les actions et le programme subventionnés n'ont pas reçu de commencement d'exécution dans le délai d'un an à compter de la date de la délibération du Conseil général lors de la Commission Permanente, soit le

Les crédits engagés, mais non intégralement mandatés, pourront être annulés si les actions et le programme subventionnés ne sont pas terminés dans le délai de deux ans à compter de la date de la délibération du Conseil Général lors de la Commission Permanente, soit le

Le montant de l'aide départementale sera alors réajusté au prorata des dépenses réalisées.

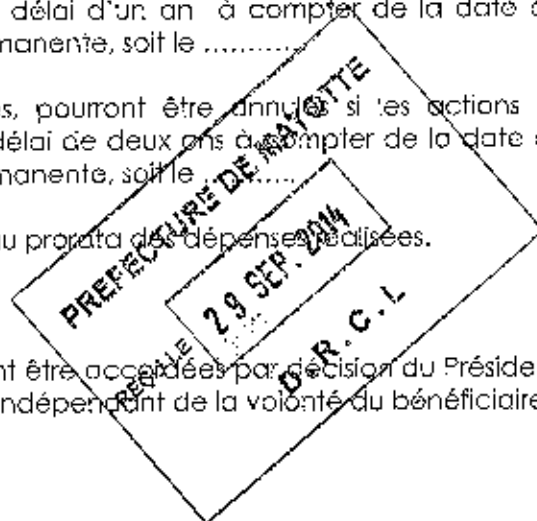
Des titres de recette seront émis en tant que de besoin.

Sur demande motivée, des prolongations de délai peuvent être accordées par décision du Président du Conseil Général, à titre exceptionnel, lorsque le retard est indépendant de la volonté du bénéficiaire.

Article 8 : DURÉE – MODIFICATIONS

La présente convention est conclue pour l'année.

Elle sera définitivement close dans un délai de 3 mois après achèvement du programme et, en tout état de cause, après production des pièces visées (aux articles 3 et 4).



Elle pourra être modifiée par voie d'avenant.

Article 9 : EVALUATION

La mise en œuvre de la présente convention fera l'objet d'une évaluation qualitative et quantitative. A cet effet, des échanges entre l'association et le Département (direction ou service en charge du dossier) seront programmés afin de définir la périodicité et proposer des mesures d'adaptation des actions et programme décrits à l'article 1.

Article 10: INFORMATION – COMMUNICATION

L'association fera mention de la participation financière du Département et fera figurer son logo-type sur tous les documents d'information et de communication relatifs à l'opération objet de la présente convention.

L'association s'engage à :

- insérer le logo du Conseil Général sur tout document de promotion de la manifestation : affiches, programme officiel, tracts et/ou dépliants, articles publiés dans la presse quotidienne régionale,
- citer le partenariat du Conseil Général dans toute conférence de presse,
- organiser sur demande, et en partenariat avec le Conseil Général, un point presse à l'Hôtel du Département en présence d'au moins un Conseiller général afin
- de mettre en valeur le partenariat (annonce de l'événement, bilan de l'opération...),
- insérer un éditorial du Président du Conseil Général dans le programme officiel ou le document de présentation,
- créer un lien Internet avec le site du Conseil Général,
- **répondre présent à toutes sollicitation du Conseil Général dans le cadre de l'organisation de toutes activités ou manifestations du département ayant un rapport avec son objet social.**

L'association en collaboration avec la direction ou le service en charge du dossier prendra l'attache de la Direction de la Communication du Département pour la mise en œuvre du présent article.

Article 11 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département de Mayotte pourra, à tout moment et après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire, résilier la présente convention si apparaît qu'une des clauses n'est pas respectée.

Le Département de Mayotte se réserve alors le droit de suspendre le paiement de la subvention ou d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées. Un miroir de recettes pourra être émis en tant que de besoin.

Article 12 : LITIGES

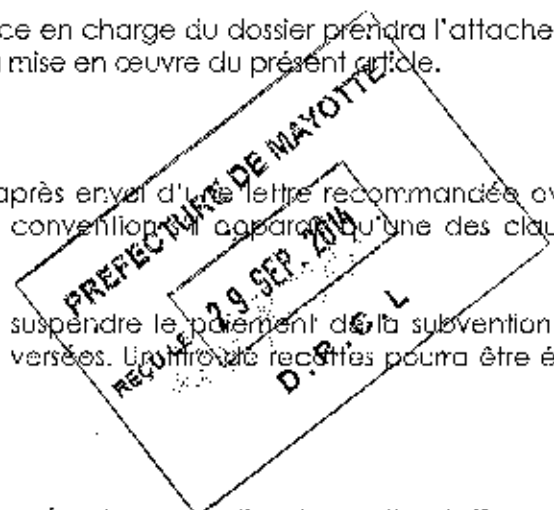
En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Mamoudzou en deux exemplaires originaux, le

Le bénéficiaire,

Le Président du Conseil Général,



CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE

Direction Générale Adjointe chargée
de la Solidarité et du Développement
Social
(DGA-DSDS)



Convention n°..... relative à l'attribution d'une subvention à l'association MALEZI MEMA de Mayotte pour l'année 2014

ENTRE

Le Département de Mayotte, BP 101, rue de l'hôpital, représenté par le Président du Conseil Général,
d'une part,

ET

L'Association MALEZI MEMA de Mayotte, publiée au journal officiel en décembre 2003, sise au 9 rue lotissement Mainatindri, 97 620 BOUENI, représentée par Madame RANAIVOSON Eve Flora agissant en qualité de présidente.

d'autre part

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU la délibération du Conseil Général en date du 31 mars 2011 relative aux délégations de compétences du Conseil Général à la Commission Permanente,

VU la délibération n°1543/2014/CG en date du 12 juin 2014 relative au budget Primitif 2014,

VU la délibération n°304 /2011 /CG du 22 avril 2011 relatif à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente

VU la délibération de la Commission Permanente du.....autorisant la signature de la présente convention,

VU le rapport n°.....de Monsieur le président du conseil général de Mayotte,

VU la demande du bénéficiaire en date du 23 janvier 2014,

il est convenu ce qui suit :

Article 1 : L'objet

L'Association MALEZI MEMA de Mayotte œuvre dans le domaine social et médico-social, plus particulièrement, elle vise à favoriser les rencontres entre les enfants et les adolescents confiés aux assistants familiaux et rendre accessible les activités communes, encourager l'égalité entre les enfants confiés et les enfants issus des familles ordinaires ; promouvoir l'épanouissement des enfants et lutter contre l'isolement des enfants confiés.

L'Association MALEZI MEMA de Mayotte s'engage avec la participation financière du Conseil Général, à réaliser dans les délais définis à l'article 7 de la présente convention, le programme des actions, convenus d'un commun accord et conformes à l'objet social de l'association et de la demande, énumérés ci-dessous et détaillé dans les annexes techniques et financières ci-jointes.

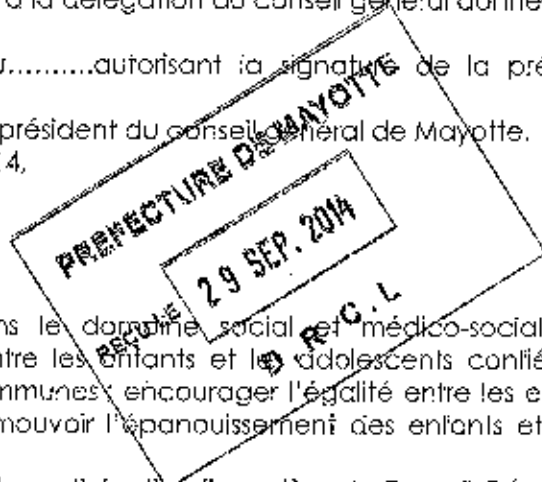
L'action pour laquelle la subvention est sollicitée concerne le financement du projet suivant:

- Actions en faveur des enfants: Journée mondiale de l'enfance et prévention;
- Fête de l'aide exfiltré et
- la rentrée scolaire (remise des cadeaux, habilles et autres...);
- fête de pâque: rencontre départementale pour les enfants, jeux etc...; fête de Noël (accueil de père Noël et distribution des jouets et bonbons)

Article 2 : PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Le Département de Mayotte accorde au bénéficiaire une subvention forfaitaire de 16 000 € pour les actions suivantes et répartis comme suite :

- Actions en faveur des enfants: Journée mondiale de l'enfance et prévention; 8 000€
- Fête de l'aide exfiltré 4 000€
- la rentrée scolaire (remise des cadeaux, habilles et autres...); 1 000€
- fête de pâque: rencontre départementale pour les enfants, jeux etc...; fête de Noël (accueil de père Noël et distribution des jouets et bonbons)



Toutefois, dans le cas où tout ou partie de l'opération ou du programme ne serait pas réalisé, la subvention fera l'objet d'un réajustement ou d'un remboursement conformément aux articles 6 et 11 de la présente convention.

Article 3 : MODALITÉS DE PAIEMENT

Le Département de Mayotte de Mayotte versera une subvention de 16 000 € selon les modalités suivantes :

Le versement se fera en une seule fois.

Le Département de Mayotte se libérera des sommes dues par virement administratif sur le compte bancaire Mayotte n°00912677900, clé 21 codes établissement 18719 codes guichet 00091 auprès de la Banque Française Commerciale de l'Océan Indien.

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur départemental de Mayotte.

Article 4 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

L'association s'engage :

- à présenter un bilan, un compte de résultat et une annexe certifiés par un Commissaire aux Comptes professionnel (article L 612-4 du Code du Commerce) ainsi que l'état du personnel ;
- à ne pas détourner de sa destination les biens matériels ou immatériels subventionnés sans en aviser préalablement la Direction de tutelle ;
- à donner les instructions utiles à son personnel pour l'exécution du présent article ;
- à respecter le programme prévisionnel de l'opération et, à défaut, d'en aviser immédiatement la direction de tutelle ;
- à respecter les obligations fiscales et sociales, notamment l'obligation de déclarer les personnels permanents ou vacataires employés dans le cadre de l'action subventionnée ;
- à respecter les réglementations relatives aux établissements recevant du public (commission d'hygiène et de sécurité) et à la législation du travail ;
- à présenter à la direction de tutelle une copie certifiée conforme original des justificatifs des dépenses affaissant aux actions réalisées ainsi que les factures correspondant aux biens matériels ou immatériels subventionnés ;
- L'aide financière accordée ne peut pas entraîner la responsabilité du Conseil Général à aucun titre que ce soit, pour un quelconque fait ou risque préjudiciable au bénéficiaire.

Ces pièces sont réservées au seul ordonnateur.

La subvention ne sera définitivement acquise par le bénéficiaire qu'après production de ces pièces.

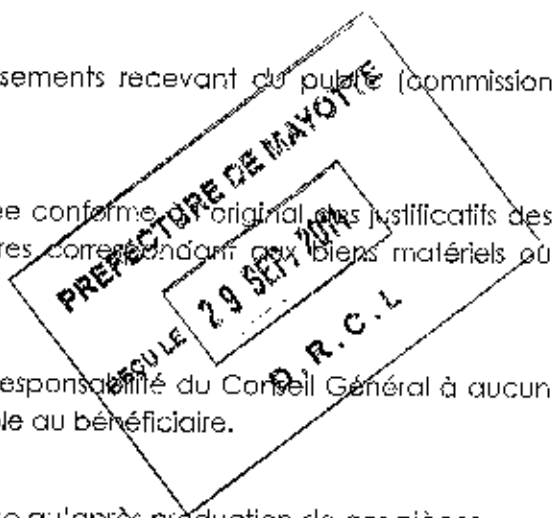
Article 5 : CONTRÔLE DU DÉPARTEMENT SUR L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

Conformément à l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », Le Département de Mayotte se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de la clôture de la convention, de suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre du programme aidé et d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

La présidente de l'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 6 : NON EXECUTION

En cas de non-exécution, de retard ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de cet engagement par l'association, l'administration peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention.



Si les sommes perçues ont été utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention, le bénéficiaire sera tenu de reverser au Département de Mayotte, sur simple injonction de celui-ci, le montant correspondant à celles-ci.

Article 7 : DURÉE DE VALIDITÉ DES CRÉDITS

La décision d'attribution des crédits pourra être annulée si les actions et le programme subventionnés n'ont pas reçu de commencement d'exécution dans le délai d'un an à compter de la date de la délibération du Conseil général lors de la Commission Permanente, soit le

Les crédits engagés, mais non intégralement mandatés, pourront être annulés si les actions et le programme subventionnés ne sont pas terminés dans le délai de deux ans à compter de la date de la délibération du Conseil Général lors de la Commission Permanente, soit le

Le montant de l'aide départementale sera alors réajusté au prorata des dépenses réalisées.

Des titres de recette seront émis en tant que de besoin.

Sur demande motivée, des prolongations de délai peuvent être accordées par décision du Président du Conseil Général, à titre exceptionnel, lorsque le retard est indépendant de la volonté du bénéficiaire.

Article 8 : DURÉE – MODIFICATIONS

La présente convention est conclue pour l'année.

Elle sera définitivement close dans un délai de 3 mois après achèvement du programme ou des actions et, en tout état de cause, après production des pièces visées aux articles 3 et 4).

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant.

Article 9 : EVALUATION

La mise en œuvre de la présente convention fera l'objet d'une évaluation qualitative et quantitative. A cet effet, des échanges entre l'association et le Département (direction ou service en charge du dossier) seront programmés afin de définir la périodicité et proposer des mesures d'adaptation des actions et programme décrits à l'article 1.

Article 10: INFORMATION – COMMUNICATION

L'association fera mention de la participation financière du Département et fera figurer son logotype sur tous les documents d'information et de communication relatifs à l'opération objet de la présente convention.

L'association s'engage à :

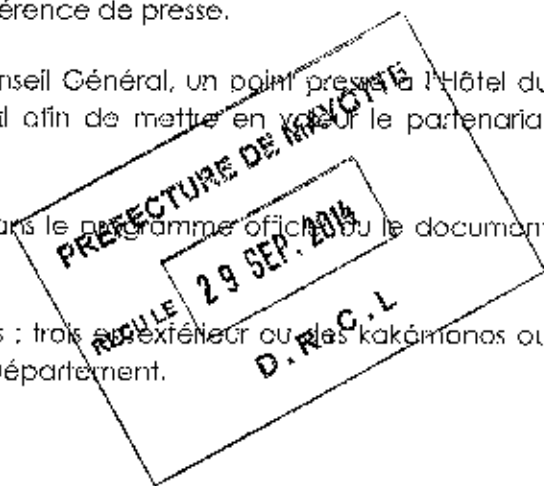
- insérer le logo du Conseil Général sur tout document de promotion de la manifestation : affiches, programme officiel, tracts et/ou dépliants, articles publiés dans la presse quotidienne régionale,
- citer le partenariat du Conseil Général dans toute conférence de presse.
- organiser sur demande, et en partenariat avec le Conseil Général, un point presse à l'Hôtel du Département en présence d'au moins un Conseiller général afin de mettre en valeur le partenariat (annonce de l'événement, bilan de l'opération...),
- insérer un éditorial du Président du Conseil Général dans le programme officiel ou le document de présentation,
- installer sur le lieu de la manifestation des banderoles : trois à l'extérieur ou des kakémonos ou chevalets : trois en intérieur. Ces supports seront prêtés par le Département.
- créer un lien Internet avec le site du Conseil Général,
- **répondre présent à toutes sollicitation du Conseil Général dans le cadre de l'organisation de toutes activités ou manifestations du département ayant un rapport avec son objet social.**

L'association en collaboration avec la direction ou le service en charge du dossier prendra l'attache de la Direction de la Communication du Département pour la mise en œuvre du présent article.

Article 11 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département de Mayotte pourra, à tout moment et après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire, résilier la présente convention s'il apparaît qu'une des clauses n'est pas respectée.

Le Département de Mayotte se réserve alors le droit de suspendre le paiement de la subvention ou d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées. Un titre de recettes pourra être émis en tant que de besoin.



Article 12 : LITIGES

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Mamoudzou en deux exemplaires originaux, le

Le bénéficiaire,

Le Président du Conseil Général,



CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE

**Direction Générale Adjointe chargée
de la Solidarité et du Développement
Social
(DGA-DSDS)**



**Convention n°..... relative à l'attribution d'une subvention à l'association MTSAKADOUB pour
l'année 2014**

ENTRE

Le Département de Mayotte, BP 101, rue de l'hôpital, représenté par le Président du Conseil Général,
d'une part,

ET

L'Association MTSAKADOUB, déclarée à la préfecture le 14 mai 2014, 6 ruelles Mkadara Mtsapéré 97600
Mamoudzou, représentée par Madame BACAR Fatourna agissant en qualité de présidente.

d'autre part

VU la Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU la délibération du Conseil Général en date du 31 mars 2011 relative aux délégations de
compétences du Conseil Général à la Commission Permanente,

VU la délibération n°1543/2014/CG en date du 12 juin 2014 relative au budget Préliminaire 2014,

VU la délibération n°304 /2011 /CG du 22 avril 2011 relatif à la délégation du conseil général donnée à sa
commission permanente

VU la délibération de la Commission Permanente du.....autorisant la signature de la présente
convention,

VU le rapport n°.....de Monsieur le président du conseil général de Mayotte.

VU la demande du bénéficiaire en date du 25 juillet 2014

Il est convenu ce qui suit :

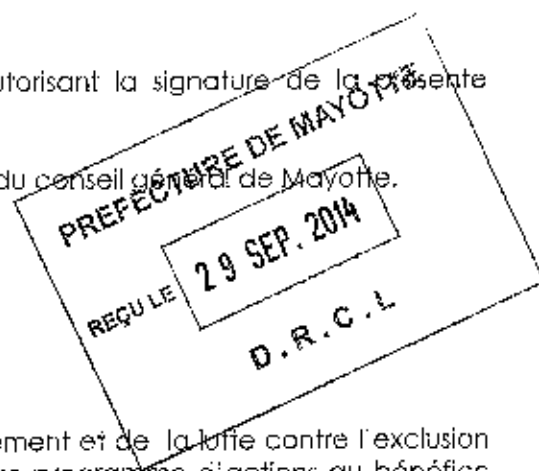
PRÉAMBULE

Dans le cadre de sa politique sociale en faveur de l'accompagnement et de la lutte contre l'exclusion
sociale, le Conseil général a convenu de soutenir financièrement un programme d'actions au bénéfice
de l'association, ci-après dénommée « MTSAKADOUB », suivant les conditions énumérées dans la
présente convention.

Article 1 : L'objet

L'association MTSAKADOUB œuvre dans le domaine social et plus particulièrement pour la lutte contre
l'exclusion sociale. Pour ce faire, elle mène des actions pour développer l'insertion sociale des habitants
en difficulté et favoriser la création d'activités économiques dans les quartiers.

L'association MTSAKADOUB s'engage avec la participation financière du Conseil Général, à réaliser
dans les délais définis à l'article 7 de la présente convention, le programme des actions, convenus d'un



commun accord et conformes à l'objet social de l'association et de la demande, énumérés ci-dessous et détaillé dans les annexes techniques et financières ci-jointes.

L'action pour laquelle la subvention est sollicitée concerne le financement du projet de l'ouverture de la boutique sociale (demande exceptionnelle).

Article 2 : PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Le Département de Mayotte accorde au bénéficiaire une subvention forfaitaire de **30 000 €** (trente mille euros) pour :

- L'ouverture de la boutique sociale ;
- La création d'une boutique sociale.

Article 3 : MODALITÉS DE PAIEMENT

Le Département de Mayotte versera une subvention de **30 000 €** selon les modalités suivantes et réparties comme suit :

- L'ouverture de la boutique sociale : 10 000€
- La création d'une boutique sociale. 20 000€

Le versement se fera en une seule fois.

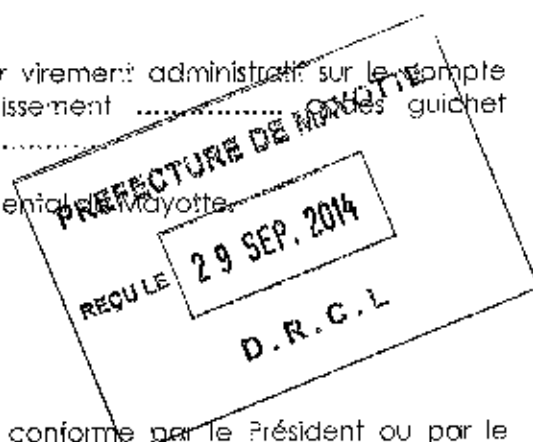
Le Département de Mayotte se libérera des sommes dues par virement administratif sur le compte bancaire n° clé codes établissement guichet auprès de la Banque

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur départemental de Mayotte.

Article 4 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

L'association s'engage :

- à fournir au Département copie de son bilan certifié conforme par le Président ou par le commissaire aux comptes lorsqu'il est assujéti à cette obligation (articles L. 3313-1 et R. 3313-6 du C.G.C.T.)
- à présenter un bilan, un compte de résultat et une annexe certifiés par un Commissaire aux Comptes professionnel (article L. 612-4 du Code du Commerce) ainsi que l'état du personnel.
- à ne pas détourner de sa destination les biens matériels ou immatériels subventionnés sans en aviser préalablement la Direction de tutelle;
- à donner les instructions utiles à son personnel pour l'exécution du présent article ;
- à respecter le programme prévisionnel de l'opération et, à défaut, d'en aviser immédiatement la direction de tutelle ;
- à respecter les obligations fiscales et sociales, notamment l'obligation de déclarer les personnels permanents ou vacataires employés dans le cadre de l'action subventionnée
- à respecter les réglementations relatives aux établissements recevant du public (commission d'hygiène et de sécurité) et à la législation du travail ;
- à présenter à la direction de tutelle une copie certifiée conforme à l'original des justificatifs des dépenses affaissant aux actions réalisées ainsi que les factures correspondant aux biens matériels ou immatériels subventionnés ;



➤ L'aide financière accordée ne peut pas entraîner la responsabilité du Conseil Général à aucun titre que ce soit, pour un quelconque fait ou risque préjudiciable au bénéficiaire.

Ces pièces sont réservées au seul ordonnateur.

La subvention ne sera définitivement acquise par le bénéficiaire qu'après production de ces pièces.

De plus, l'association doit publier chaque année dans le compte financier, les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature (article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif).

Article 5 : CONTRÔLE DU DEPARTEMENT SUR L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

Conformément à l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée »

Le Département de Mayotte se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de la clôture de la convention, de suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre du programme aidé et d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

La présidente de l'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 6 : NON EXECUTION

En cas de non-exécution, de retard ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de cet engagement par l'association, l'administration peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention.

Si les sommes perçues ont été utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention, le bénéficiaire sera tenu de reverser au Département de Mayotte, sur simple injonction de celui-ci, le montant correspondant à celles-ci.

Article 7 : DURÉE DE VALIDITÉ DES CRÉDITS

La décision d'attribution des crédits pourra être annulée si les actions du programme subventionnés n'ont pas reçu de commencement d'exécution dans le délai d'un an à compter de la date de la délibération du Conseil Général lors de la Commission Permanente, soit le

Les crédits engagés, mais non intégralement mandatés, pourront être annulés si les actions et le programme subventionnés ne sont pas terminés dans le délai de deux ans à compter de la date de la délibération du Conseil Général lors de la Commission Permanente, soit le

Le montant de l'aide départementale sera alors réajusté au prorata des dépenses réalisées.

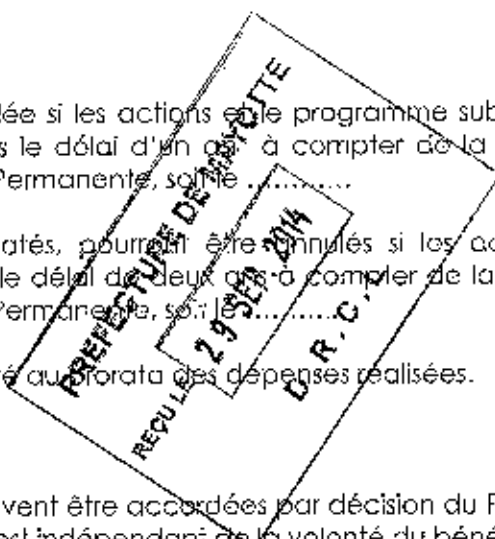
Des titres de recette seront émis en tant que de besoin.

Sur demande motivée, des prolongations de délai peuvent être accordées par décision du Président du Conseil Général, à titre exceptionnel, lorsque le retard est indépendant de la volonté du bénéficiaire.

Article 8 : DURÉE – MODIFICATIONS

La présente convention est conclue pour l'année.

Elle sera définitivement close dans un délai de 3 mois après achèvement du programme et, en tout état de cause, après production des pièces visées (aux articles 3 et 4).



Elle pourra être modifiée par voie d'avenant.

Article 9 : EVALUATION

La mise en œuvre de la présente convention fera l'objet d'une évaluation qualitative et quantitative. A cet effet, des échanges entre l'association et le Département (direction ou service en charge du dossier) seront programmés afin de définir la périodicité et proposer des mesures d'adaptation des actions et programme décrits à l'article 1.

Article 10: INFORMATION – COMMUNICATION

L'association fera mention de la participation financière du Département et fera figurer son logo-type sur tous les documents d'information et de communication relatifs à l'opération objet de la présente convention.

L'association s'engage à :

- insérer le logo du Conseil Général sur tout document de promotion de la manifestation : affiches, programme officiel, tracts et/ou dépliants, articles publiés dans la presse quotidienne régionale,
- citer le partenariat du Conseil Général dans toute conférence de presse,
- organiser sur demande, et en partenariat avec le Conseil Général, un point presse à l'Hôtel du Département en présence d'au moins un Conseiller général afin
- de mettre en valeur le partenariat (annonce de l'événement, bilan de l'opération...),
- insérer un éditorial du Président du Conseil Général dans le programme officiel ou le document de présentation,
- créer un lien Internet avec le site du Conseil Général,
- **répondre présent à toutes sollicitation du Conseil Général dans le cadre de l'organisation de toutes activités ou manifestations du département ayant un rapport avec son objet social.**

L'association en collaboration avec la direction ou le service en charge du dossier prendra l'attache de la Direction de la Communication du Département pour la mise en œuvre du présent article.

Article 11 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département de Mayotte pourra, à tout moment et après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire, résilier la présente convention s'il apparaît qu'une des clauses n'est pas respectée.

Le Département de Mayotte se réserve alors le droit de suspendre le paiement de la subvention ou d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées. Un titre de recettes pourra être émis en tant que de besoin.

Article 12 : LITIGES

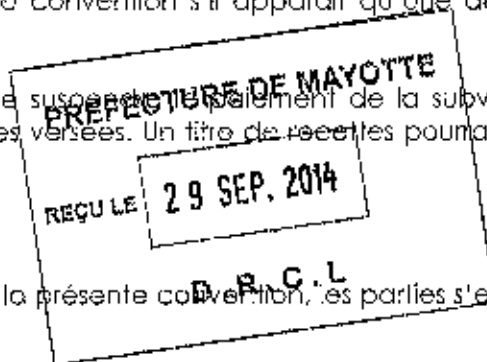
En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Mamoudzou en deux exemplaires originaux, le

Le bénéficiaire,

Le Président du Conseil Général,



CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE

**Direction Générale Adjointe chargée
de la Solidarité et du Développement
Social
(DGA-DSDS)**



**Convention n°..... relative à l'attribution d'une subvention à l'association des enfants de la lune de
l'Océan Indien pour l'année 2014**

ENTRE

Le Département de Mayotte, BP 101, rue de l'hôpital, représenté par le Président du Conseil Général,

d'une part,

ET

L'Association Les enfants de la lune de l'Océan Indien, déclarée à la préfecture le 10 janvier 2013, 47 rue Saharangué BP 1348, 97 600 Mamoudzou, représentée par Madame IDAROUSSI Amina agissant en qualité de présidente,

d'autre part

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU la délibération du Conseil Général en date du 31 mars 2011 relative aux délégations de compétences du Conseil Général à la Commission Permanente,

VU la délibération n°1543/2014/CG en date du 12 juin 2014 relative au budget Prévisionnel 2014,

VU la délibération n°304 /2011 /CG du 22 avril 2011 relatif à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente

VU la délibération de la Commission Permanente du.....autorisant la signature de la présente convention,

VU le rapport n°.....de Monsieur le président du conseil général de Mayotte.

VU la demande du bénéficiaire en date du 30 janvier 2014,

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de sa politique sociale en faveur de la promotion santé, du développement et de l'accompagnement social des enfants de la lune à Mayotte, le Conseil général a convenu de soutenir financièrement un programme d'actions au bénéfice de l'association, ci-après dénommée « Les enfants de la lune », suivant les conditions énumérées dans la présente convention.

Article 1 : L'objet

L'association les enfants de la lune oeuvre dans le domaine social et médico-social plus particulièrement dans celui de la photo protection des enfants de la lune à Mayotte et l'intégration scolaire en milieu ordinaire.

L'association les enfants de la lune s'engage avec la participation financière du Conseil Général, à réaliser dans les délais définis à l'article 7 de la présente convention, le programme des actions, convenus d'un commun accord et conformes à l'objet social de l'association et de la demande, énumérés ci-dessous et détaillé dans les annexes techniques et financières ci-jointes.

L'action pour laquelle la subvention est sollicitée concerne le financement du projet de l'accueil et le suivi éducatif des 12 enfants continus au sein de la structure.

Article 2 : Montant de la subvention

Pour permettre la réalisation des projets, le Conseil général de Mayotte propose une subvention d'un montant de **15 000 €** (quinze mille euros) pour la :

Article 2 : PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Le Département de Mayotte accorde au bénéficiaire une subvention forfaitaire de **15 000 €** (quinze mille euros) pour les actions suivantes :

- Photo protection des enfants de la lune à Mayotte,
- Intégration scolaire en milieu ordinaire

Article 3 : MODALITÉS DE PAIEMENT

Le Département de Mayotte de Mayotte versera une subvention de 15 000 € selon les modalités suivantes :

Le versement se fera en une seule fois.

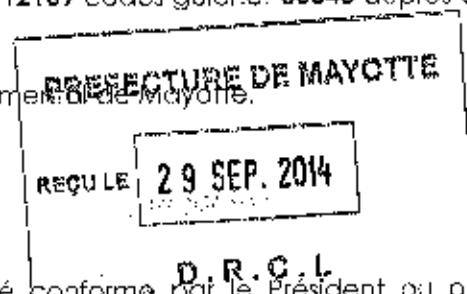
Le Département de Mayotte se libérera des sommes dues par virement administratif sur le compte bancaire Mayotte n° **50776549010**, clé **69** codes établissement **12169** codes guichet **00043** auprès de la Banque de la Réunion place mariage Mayotte.

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur départemental de Mayotte.

Article 4 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

L'association s'engage :

- à fournir au Département copie de son bilan certifié conforme par le Président ou par le commissaire aux comptes lorsqu'il est assujéti à cette obligation (articles L. 3313-1 et R. 3313-6 du C.G.C.T.)
- à présenter un bilan, un compte de résultat et une annexe certifiés par un Commissaire aux Comptes professionnels (article L 612-4 du Code du Commerce) ainsi que l'état du personnel.
- à ne pas détourner de sa destination les biens matériels ou immatériels subventionnés sans en aviser préalablement la Direction de tutelle;
- à donner les instructions utiles à son personnel pour l'exécution du présent article ;
- à respecter le programme prévisionnel de l'opération et, à défaut, d'en aviser immédiatement la direction de tutelle ;



- à respecter les obligations fiscales et sociales, notamment l'obligation de déclarer les personnels permanents ou vacataires employés dans le cadre de l'action subventionnée
- à respecter les réglementations relatives aux établissements recevant du public (commission d'hygiène et de sécurité) et à la législation du travail ;
- à présenter à la direction de tutelle une copie certifiée conforme à l'original des justificatifs des dépenses affaissant aux actions réalisées ainsi que les factures correspondant aux biens matériels ou immatériels subventionnés ;
- L'aide financière accordée ne peut pas entraîner la responsabilité du Conseil Général à aucun titre que ce soit, pour un quelconque fait ou risque préjudiciable au bénéficiaire.

Ces pièces sont réservées au seul ordonnateur.

La subvention ne sera définitivement acquise par le bénéficiaire qu'après production de ces pièces.

De plus, l'association doit publier chaque année dans le compte financier, les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature (article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif).

Article 5 : CONTRÔLE DU DEPARTEMENT SUR L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

Conformément à l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », Le Département de Mayotte se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de la clôture de la convention, de suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre du programme aidé et d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

La présidente de l'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 6 : NON EXECUTION

En cas de non-exécution, de retard ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de cet engagement par l'association, l'administration peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention.

Si les sommes perçues ont été utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention, le bénéficiaire sera tenu de reverser au Département de Mayotte, sur simple injonction de celui-ci, le montant correspondant à celles-ci.

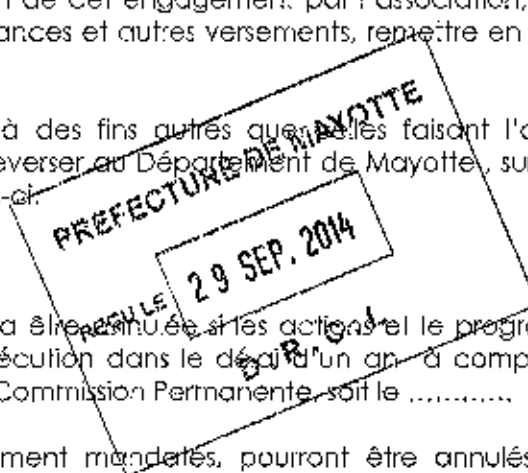
Article 7 : DURÉE DE VALIDITÉ DES CRÉDITS

La décision d'attribution des crédits pourra être annulée si les actions et le programme subventionnés n'ont pas reçu de commencement d'exécution dans le délai d'un an à compter de la date de la délibération du Conseil général lors de la Commission Permanente, soit le

Les crédits engagés, mais non intégralement mandatés, pourront être annulés si les actions et le programme subventionnés ne sont pas terminés dans le délai de deux ans à compter de la date de la délibération du Conseil Général lors de la Commission Permanente, soit le

Le montant de l'aide départementale sera alors réajusté au prorata des dépenses réalisées.

Des titres de recette seront émis en tant que de besoin.



Sur demande motivée, des prolongations de délai peuvent être accordées par décision du Président du Conseil Général, à titre exceptionnel, lorsque le retard est indépendant de la volonté du bénéficiaire.

Article 8 : DURÉE – MODIFICATIONS

La présente convention est conclue pour l'année.

Elle sera définitivement close dans un délai de 3 mois après achèvement du programme et, en tout état de cause, après production des pièces visées (aux articles 3 et 4).

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant.

Article 9 : EVALUATION

La mise en œuvre de la présente convention fera l'objet d'une évaluation qualitative et quantitative. A cet effet, des échanges entre l'association et le Département (direction ou service en charge du dossier) seront programmés afin de définir la périodicité et proposer des mesures d'adaptation des actions et programme décrits à l'article 1.

Article 10: INFORMATION – COMMUNICATION

L'association fera mention de la participation financière du Département et fera figurer son logo-type sur tous les documents d'information et de communication relatifs à l'opération objet de la présente convention.

L'association s'engage à :

- insérer le logo du Conseil Général sur tout document de promotion de la manifestation : affiches, programme officiel, tracts et/ou dépliants, articles publiés dans la presse quotidienne régionale,
- citer le partenariat du Conseil Général dans toute conférence de presse,
- organiser sur demande, et en partenariat avec le Conseil Général, un point presse à l'Hôtel du Département en présence d'au moins un Conseiller général afin de mettre en valeur le partenariat (annonce de l'événement, bilan de l'opération...),
- insérer un éditorial du Président du Conseil Général dans le programme officiel ou le document de présentation,
- créer un lien Internet avec le site du Conseil Général,
- **répondre présent à toutes sollicitation du Conseil Général dans le cadre de l'organisation de toutes activités ou manifestations du département ayant un rapport avec son objet social.**

L'association en collaboration avec la direction ou le service en charge du dossier prendra l'attache de la Direction de la Communication du Département pour la mise en œuvre du présent article.

Article 11 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département de Mayotte pourra, à tout moment et après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire, résilier la présente convention s'il apparaît qu'une des clauses n'est pas respectée.

Le Département de Mayotte se réserve alors le droit de suspendre le paiement de la subvention ou d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées. Un titre de recettes pourra être émis en tant que de besoin.

Article 12 : LITIGES

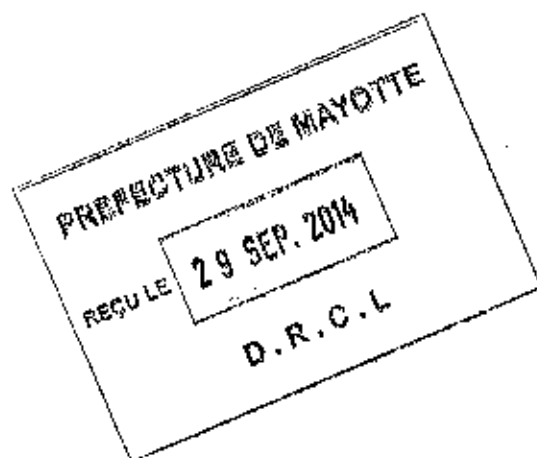
En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Mamoudzou en deux exemplaires originaux, le

Le bénéficiaire,

Le Président du Conseil Général,



CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE

Direction Générale Adjointe chargée
de la Solidarité et du Développement
Social
(DGA-DSDS)



Convention n°..... relative à l'attribution d'une subvention à l'association wadzadé wa mahorais pour
l'année 2014

ENTRE

Le Département de Mayotte, BP 101, rue de l'hôpital, représenté par le Président du Conseil Général,

d'une part,

ET

L'Association Wadzadé wa mahorais, déclarée à la préfecture le 26 juillet 2013, 55 rue du 15 décembre
2008, 97 650 Bandraboua, représentée par Monsieur ALY Nizary agissant en qualité de président.

d'autre part

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),
VU la délibération du Conseil Général en date du 31 mars 2011 relative aux délégations de
compétences du Conseil Général à la Commission Permanente,
VU la délibération n°1543/2014/CG en date du 12 juin 2014 relative au budget Primitif 2014,
VU la délibération n°304 /2011 /CG du 22 avril 2011 relatif à la délégation du conseil général donnée à sa
commission permanente
VU la délibération de la Commission Permanente du.....autorisant la signature de la présente
convention,

VU le rapport n°.....de Monsieur le président du conseil général de Mayotte.

VU la demande du bénéficiaire en date du

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de sa politique sociale en faveur de lutte contre l'isolement social et la solitude des
personnes âgées de Mayotte et l'accompagnement social de Wadzadé wa mahorais, le Conseil
général a convenu de soutenir financièrement un programme d'actions au bénéfice de l'association, ci-
après dénommée « wadzadé wa mahorais », suivant les conditions énumérées dans la présente
convention.

Article 1 : L'objet

L'association wadzadé wa mahorais œuvre dans le domaine social, médico-social, plus
particulièrement dans celui des personnes âgées. Elle vise à valoriser leur rôle dans la société, à favoriser
leur insertion sociale et les aider dans toutes les démarches administratives courantes.

L'association wadzadé wa mahorais s'engage avec la participation financière du Conseil Général, à
réaliser dans les délais définis à l'article 7 de la présente convention, le programme des actions,
convenus d'un commun accord et conformes à l'objet social de l'association et de la demande,
énumérés ci-dessous et détaillé dans les annexes techniques et financières jointes.

L'action pour laquelle la subvention est sollicitée concerne le financement du projet de lutte contre
l'ennui, l'isolement des personnes âgées de la commune de Bandraboua.

Article 2 : PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Pour permettre la réalisation des projets, le Conseil général de Mayotte propose une subvention d'un montant de 19 000 € (dix neuf mille euros) pour les activités suivantes :

6. les actions ponctuelles (sorties thématiques et pédagogiques, semaine des personnes âgées de la communes) 9 000€

7 Fonctionnement de l'espace seniors : lieu d'information, de conseil, d'orientation et d'animation pour les personnes âgées. 10 000€

Le Département de Mayotte accorde au bénéficiaire une subvention forfaitaire de 15 000 € (quinze mille euros) pour les actions suivantes :

Article 3 : MODALITÉS DE PAIEMENT

Le Département de Mayotte de Mayotte versera une subvention de 19 000 € selon les modalités suivantes :

Le versement se fera en une seule fois.

Le Département de Mayotte se libérera des sommes dues par virement administratif sur le compte bancaire Mayotte n° 5048500, clé 17 codes établissement 8719 codes guichet 00091 auprès du Crédit Agricole.

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur départemental de Mayotte.

Article 4 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

L'association s'engage :

↳ à fournir au Département copie de son bilan certifié conforme par le Président ou par le commissaire aux comptes lorsqu'il est assujéti à cette obligation (articles L. 3313-1 et R. 3313-6 du C.G.C.T.)

↳ à présenter un bilan, un compte de résultat et une annexe certifiés par un Commissaire aux Comptes professionnel (article L 612-4 du Code du Commerce) ainsi que l'état du personnel.

↳ à ne pas détourner de sa destination les biens matériels ou immatériels subventionnés sans en aviser préalablement la Direction de tutelle;

↳ à donner les instructions utiles à son personnel pour l'exécution du présent article ;

↳ à respecter le programme prévisionnel de l'opération et, à défaut, d'en aviser immédiatement la direction de tutelle ;

↳ à respecter les obligations fiscales et sociales, notamment l'obligation de déclarer les personnels permanents ou vacataires employés dans le cadre de l'action subventionnée

↳ à respecter les réglementations relatives aux établissements recevant du public (commission d'hygiène et de sécurité) et à la législation du travail ;

↳ à présenter à la direction de tutelle une copie certifiée conforme à l'original des justificatifs des dépenses affaissant aux actions réalisées ainsi que les factures correspondant aux biens matériels ou immatériels subventionnés ;

↳ L'aide financière accordée ne peut pas entraîner la responsabilité du Conseil Général à aucun titre que ce soit, pour un quelconque fait ou risque préjudiciable au bénéficiaire.

Ces pièces sont réservées au seul ordonnateur.

La subvention ne sera définitivement acquise par le bénéficiaire qu'après production de ces pièces.

Article 5 : CONTRÔLE DU DEPARTEMENT SUR L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

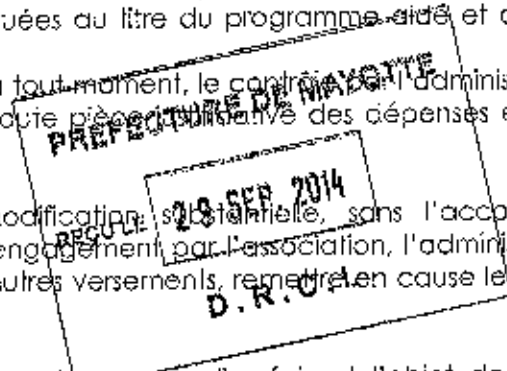
Conformément à l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée ». Le Département de Mayotte se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de la clôture de la convention, de suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre du programme aidé et d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

La présidente de l'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle de l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugé utile.

Article 6 : NON EXECUTION

En cas de non-exécution, de retard ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de cet engagement par l'association, l'administration peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention .

Si les sommes perçues ont été utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention, le bénéficiaire sera tenu de reverser au Département de Mayotte , sur simple injonction de celui-ci, le montant correspondant à celles-ci.



Article 7 : DURÉE DE VALIDITÉ DES CRÉDITS

La décision d'attribution des crédits pourra être annulée si les actions et le programme subventionnés n'ont pas reçu de commencement d'exécution dans le délai d'un an à compter de la date de la délibération du Conseil général lors de la Commission Permanente, soit le

Les crédits engagés, mais non intégralement mandatés, pourront être annulés si les actions et le programme subventionnés ne sont pas terminés dans le délai de deux ans à compter de la date de la délibération du Conseil Général lors de la Commission Permanente, soit le

Le montant de l'aide départementale sera alors réajusté au prorata des dépenses réalisées.

Des titres de recette seront émis en tant que de besoin.

Sur demande motivée, des prolongations de délai peuvent être accordées par décision du Président du Conseil Général, à titre exceptionnel, lorsque le retard est indépendant de la volonté du bénéficiaire.

Article 8 : DURÉE – MODIFICATIONS

La présente convention est conclue pour l'année.

Elle sera définitivement close dans un délai de 3 mois après achèvement du programme et, en tout état de cause, après production des pièces visées (aux articles 3 et 4.

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant.

Article 9 : EVALUATION

La mise en œuvre de la présente convention fera l'objet d'une évaluation qualitative et quantitative. A cet effet, des échanges entre l'association et le Département, (direction ou service en charge du dossier) seront programmés afin de définir la périodicité et proposer des mesures d'adaptation des actions et programme décrits à l'article 1.

Article 10: INFORMATION – COMMUNICATION

L'association fera mention de la participation financière du Département et fera figurer son logo-type sur tous les documents d'information et de communication relatifs à l'opération objet de la présente convention.

L'association s'engage à :

- insérer le logo du Conseil Général sur tout document de promotion de la manifestation : affiches, programme officiel, tracts et/ou dépliants, articles publiés dans la presse quotidienne régionale,
- citer le partenariat du Conseil Général dans toute conférence de presse,
- organiser sur demande, et en partenariat avec le Conseil Général, un point presse à l'Hôtel du Département en présence d'au moins un Conseiller général afin de mettre en valeur le partenariat (annonce de l'événement, bilan de l'opération...).
- insérer un éditorial du Président du Conseil Général dans le programme officiel ou le document de présentation.

- installer sur le lieu de la manifestation des banderoles : trois en extérieur ou des kakémonos ou chevalets : trois en intérieur. Ces supports seront prêtés par le Département,

- créer un lien Internet avec le site du Conseil Général,

- répondre présent à toutes sollicitation du Conseil Général dans le cadre de l'organisation de toutes activités ou manifestations du département ayant un rapport avec son objet social.

L'association en collaboration avec la direction ou le service en charge du dossier prendra l'attache de la Direction de la Communication du Département pour la mise en œuvre du présent article.

Article 11 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département de Mayotte pourra, à tout moment et après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire, résilier la présente convention s'il apparaît qu'une des clauses n'est pas respectée. Le Département de Mayotte se réserve alors le droit de suspendre le paiement de la subvention ou d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées. Un titre de recettes pourra être émis en tant que de besoin.

Article 12 : LITIGES

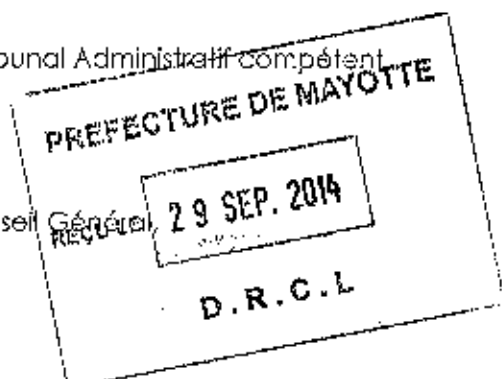
En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Mamoudzou en deux exemplaires originaux, le

Le bénéficiaire,

Le Président du Conseil Général



CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE

**Direction Générale Adjointe chargée
de la Solidarité et du Développement
Social
(DGA-DSDS)**



**Convention n°..... relative à l'attribution d'une subvention à l'Association Pour la Promotion
Educative de Passamainty (APPEP) pour l'année 2014**

ENTRE

Le Département de Mayotte, BP 101, rue de l'hôpital, représenté par le Président du Conseil Général,
d'une part,

ET

L'Association APPE Passamainty, déclarée à la préfecture le
Passamainty 97600 Mamoudzou, représentée par M.....agissant en qualité de
président.

d'autre part

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU la délibération du Conseil Général en date du 31 mars 2011 relative aux délégations de
compétences du Conseil Général à la Commission Permanente,

VU la délibération n°1543/2014/CG en date du 12 juin 2014 relative au budget Primitif 2014,

VU la délibération n°304 /2011 /CG du 22 avril 2011 relatif à la délégation du conseil général donnée à sa
commission permanente

VU la délibération de la Commission Permanente du.....autorisant la signature de la présente
convention,

VU le rapport n°.....de Monsieur le président du conseil général de Mayotte.

VU la demande du bénéficiaire pour l'année 2014

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : L'objet

L'Association Pour la Promotion Educative de Passamainty œuvre dans le domaine social et plus
particulièrement pour la lutte contre l'exclusion sociale. Pour ce faire, elle mène des actions pour
encadrer les enfants en dehors des heures scolaires ; favoriser l'insertion des jeunes en situation d'échec
scolaire et créer un centre ressource pour soutenir les familles en difficulté.

L'Association Pour la Promotion Educative de Passamainty s'engage avec la participation financière du
Conseil Général, à réaliser dans les délais définis à l'article 7 de la présente convention, le programme
des actions, convenues d'un commun accord et conformes à l'objet social de l'association et de la
demande, énumérées ci-dessous et détaillées dans les annexes techniques et financières ci-jointes.



L'action pour laquelle la subvention est sollicitée concerne le financement du projet cité ci-dessus.

Article 2 : PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Le Département de Mayotte accorde au bénéficiaire une subvention forfaitaire de **30 000 €** (trente mille euros) pour :

- L'encadrement des enfants en dehors des heures scolaires ;
- L'insertion des jeunes en situation d'échec scolaire ;
- La création d'un centre ressource pour soutenir les familles en difficulté.

Article 3 : MODALITÉS DE PAIEMENT

Le Département de Mayotte versera une subvention de **30 000 €** selon les modalités suivantes:

Le versement se fera en une seule fois.

Le Département de Mayotte se libérera des sommes dues par virement administratif sur le compte bancaire n° clé codes établissement codes guichet auprès de la Banque

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur départemental de Mayotte.

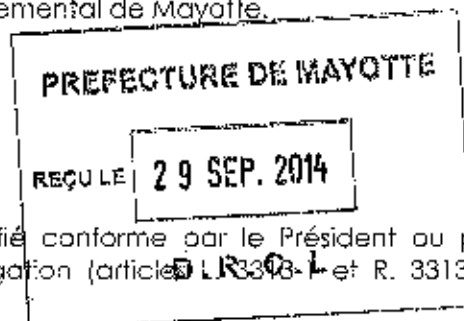
Article 4 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

L'association s'engage :

- à fournir au Département copie de son bilan certifié conforme par le Président ou par le commissaire aux comptes lorsqu'il est assujéti à cette obligation (articles L. 3313-1 et R. 3313-6 du C.G.C.T.)
- à présenter un bilan, un compte de résultat et une annexe certifiés par un Commissaire aux Comptes professionnel (article L. 612-4 du Code du Commerce) ainsi que l'état du personnel.
- à ne pas détourner de sa destination les biens matériels ou immatériels subventionnés sans en aviser préalablement la Direction de tutelle;
- à donner les instructions utiles à son personnel pour l'exécution du présent article ;
- à respecter le programme prévisionnel de l'opération et, à défaut, d'en aviser immédiatement la direction de tutelle ;
- à respecter les obligations fiscales et sociales, notamment l'obligation de déclarer les personnels permanents ou vacataires employés dans le cadre de l'action subventionnée
- à respecter les réglementations relatives aux établissements recevant du public (commission d'hygiène et de sécurité) et à la législation du travail ;
- à présenter à la direction de tutelle une copie certifiée conforme à l'original des justificatifs des dépenses afférant aux actions réalisées ainsi que les factures correspondant aux biens matériels ou immatériels subventionnés ;
- L'aide financière accordée ne peut pas entraîner la responsabilité du Conseil Général à aucun titre que ce soit, pour un quelconque fait ou risque préjudiciable au bénéficiaire.

Ces pièces sont réservées au seul ordonnateur.

La subvention ne sera définitivement acquise par le bénéficiaire qu'après production de ces pièces.



De plus, l'association doit publier chaque année dans le compte financier, les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature (article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif).

Article 5 : CONTRÔLE DU DEPARTEMENT SUR L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

Conformément à l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée »

Le Département de Mayotte se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de la clôture de la convention, de suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre du programme aidé et d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

Le président de l'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 6 : NON EXECUTION

En cas de non-exécution, de retard ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de cet engagement par l'association, l'administration peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention.

Si les sommes perçues ont été utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention, le bénéficiaire sera tenu de reverser au Département de Mayotte, sur simple injonction de celui-ci, le montant correspondant à celles-ci.

Article 7 : DURÉE DE VALIDITÉ DES CRÉDITS

La décision d'attribution des crédits pourra être annulée si les actions et le programme subventionnés n'ont pas reçu de commencement d'exécution dans le délai d'un an à compter de la date de la délibération du Conseil général lors de la Commission Permanente, soit le

Les crédits engagés, mais non intégralement mandatés, pourront être annulés si les actions et le programme subventionnés ne sont pas terminés dans le délai de deux ans à compter de la date de la délibération du Conseil Général lors de la Commission Permanente, soit le

Le montant de l'aide départementale sera alors réajusté au prorata des dépenses réalisées.

Des titres de recette seront émis en tant que de besoin.

Sur demande motivée, des prolongations de délai peuvent être accordées par décision du Président du Conseil Général, à titre exceptionnel, lorsque le retard est indépendant de la volonté du bénéficiaire.

Article 8 : DURÉE – MODIFICATIONS

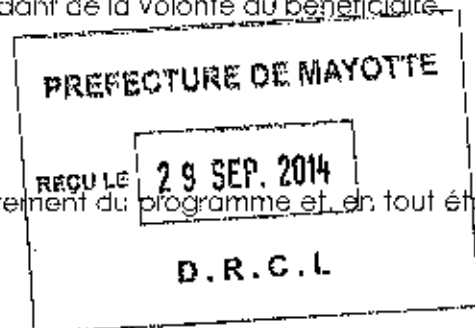
La présente convention est conclue pour l'année.

Elle sera définitivement close dans un délai de 3 mois après achèvement du programme et, en tout état de cause, après production des pièces visées (aux articles 3 et 4).

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant.

Article 9 : EVALUATION

La mise en œuvre de la présente convention fera l'objet d'une évaluation qualitative et quantitative. A cet effet, des échanges entre l'association et le Département (direction ou service en charge du dossier)



seront programmés afin de définir la périodicité et proposer des mesures d'adaptation des actions et programme décrits à l'article 1.

Article 10: INFORMATION – COMMUNICATION

L'association fera mention de la participation financière du Département et fera figurer son logo-type sur tous les documents d'information et de communication relatifs à l'opération objet de la présente convention.

L'association s'engage à :

- insérer le logo du Conseil Général sur tout document de promotion de la manifestation : affiches, programme officiel, tracts et/ou dépliants, articles publiés dans la presse quotidienne régionale,
- citer le partenariat du Conseil Général dans toute conférence de presse,
- organiser sur demande, et en partenariat avec le Conseil Général, un point presse à l'Hôtel du Département en présence d'au moins un Conseiller général afin
- de mettre en valeur le partenariat (annonce de l'événement, bilan de l'opération...),
- insérer un éditorial du Président du Conseil Général dans le programme officiel ou le document de présentation,
- créer un lien internet avec le site du Conseil Général,
- **répondre présent à toutes sollicitation du Conseil Général dans le cadre de l'organisation de toutes activités ou manifestations du département ayant un rapport avec son objet social.**

L'association en collaboration avec la direction ou le service en charge du dossier prendra l'attache de la Direction de la Communication du Département pour la mise en œuvre du présent article.

Article 11 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département de Mayotte pourra, à tout moment et après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire, résilier la présente convention s'il apparaît qu'une des clauses n'est pas respectée.

Le Département de Mayotte se réserve alors le droit de suspendre le paiement de la subvention ou d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées. Un titre de recettes pourra être émis en tant que de besoin.

Article 12 : LITIGES

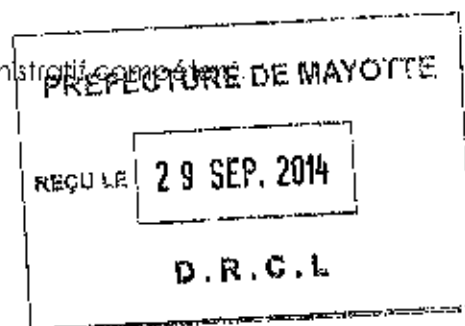
En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Mamoudzou en deux exemplaires originaux, le

Le bénéficiaire,

Le Président du Conseil Général,



CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE

**Direction Générale Adjointe chargée
de la Solidarité et du Développement
Social
(DGA-DSDS)**



**Convention n°..... relative à l'attribution d'une subvention à l'association UFSBD 976 pour l'année
2014**

ENTRE

Le Département de Mayotte, BP 101, rue de l'hôpital, représenté par le Président du Conseil Général,

d'une part,

ET

L'Association Union Française pour la Santé BUCCO-DENTAIRE de Mayotte, déclarée à la préfecture le 07 mars 2009, Cabinet dentaire CHM, 97 600 Mamoudzou, représentée par Madame HAROUNA Nadjaly agissant en qualité de présidente,

d'autre part

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU la délibération du Conseil Général en date du 31 mars 2011 relative aux délégations de compétences du Conseil Général à la Commission Permanente,

VU la délibération n°1543/2014/CG en date du 12 juin 2014 relative au budget Primitif 2014,

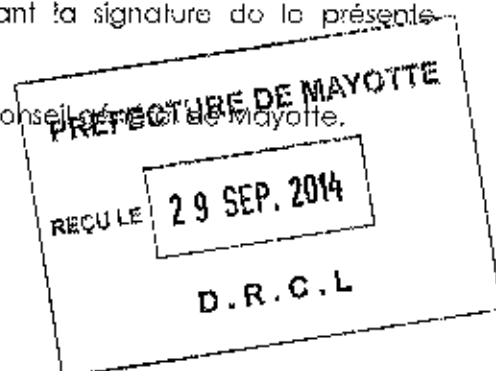
VU la délibération n°304 /2011 /CG du 22 avril 2011 relatif à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente

VU la délibération de la Commission Permanente du.....autorisant la signature de la présente convention,

VU le rapport n°.....de Monsieur le président du conseil général de Mayotte,

VU la demande du bénéficiaire en date du 25 avril 2014,

Il est convenu ce qui suit :



PREAMBULE :

Dans le cadre de sa politique sociale en faveur de la santé publique : prévention des maladies Bucco-dentaire de UFSBD 976, le Conseil général a convenu de soutenir financièrement un programme d'actions au bénéfice de l'association, ci-après dénommée « UFSBD 976 », suivant les conditions énumérées dans la présente convention.

Article 1 : l'objet

L'association UFSBD 976 œuvre dans le domaine social et médico-social plus particulièrement dans celui de prévention des maladies Bucco-dentaire à Mayotte.

L'association UFSBD 976 s'engage avec la participation financière du Conseil Général, à réaliser dans les délais définis à l'article 3 de la présente convention, le programme des actions, convenus d'un commun accord et conformes à l'objet social de l'association et de la demande, énumérés ci-dessous et détaillé dans les annexes techniques et financières ci-jointes.

L'action pour laquelle la subvention est sollicitée concerne le financement du projet suivant :

- Eduquer et renforcer les acquis de prévention par une information sur l'hygiène buccale, la nécessité des consultations régulières et les soins de prophylaxie;
- Assurer le dépistage des lésions carieuses chez les enfants de 6 à 12 ans etc...

Article 2 : PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Le Département de Mayotte accorde au bénéficiaire une subvention forfaitaire de **6 000 €** pour la réalisation des actions citées à l'article 1 de la présente convention.

Toutefois, dans le cas où tout ou partie de l'opération ou du programme ne serait pas réalisé, la subvention fera l'objet d'un réajustement ou d'un remboursement conformément aux articles 6 et 11 de la présente convention.

Article 3 : MODALITÉS DE PAIEMENT

Le Département de Mayotte versera une subvention de **6 000 €** selon les modalités suivantes :

Le versement se fera en une seule fois.

Le Département de Mayotte se libérera des sommes dues par virement administratif sur le compte bancaire n° **00914318700**, clé **80** codes établissement **18719** codes guichet **00091** auprès de la Banque Française Commerciale de l'Océan Indien.

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur départemental de Mayotte.

Article 4 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

L'association s'engage :

- à fournir au Département copie de son bilan certifié conforme par le Président ou par le commissaire aux comptes lorsqu'il est assujéti à cette obligation (articles L. 3313-1 et R. 3313-6 du C.G.C.T.) ;
- présenter un bilan, un compte de résultat et une annexe certifiés par un Commissaire aux Comptes professionnel (article L 612-4 du Code du Commerce) ainsi que l'état du personnel ;
- à ne pas détourner de sa destination les biens matériels ou immatériels subventionnés sans en aviser préalablement la Direction de tutelle;
- à donner les instructions utiles à son personnel pour l'exécution du présent article ;

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE **29 SEP. 2014**

D.R.C.L

- à respecter le programme prévisionnel de l'opération et, à défaut, d'en aviser immédiatement la direction de tutelle ;
- à respecter les obligations fiscales et sociales, notamment l'obligation de déclarer les personnels permanents ou vacataires employés dans le cadre de l'action subventionnée ;
- à respecter les réglementations relatives aux établissements recevant du public (commission d'hygiène et de sécurité) et à la législation du travail ;
- à présenter à la direction de tutelle une copie certifiée conforme à l'original des justificatifs des dépenses affaissant aux actions réalisées ainsi que les factures correspondant aux biens matériels ou immatériels subventionnés ;
- L'aide financière accordée ne peut pas entraîner la responsabilité du Conseil Général à aucun titre que ce soit, pour un quelconque fait ou risque préjudiciable au bénéficiaire.

Ces pièces sont réservées au seul ordonnateur.

La subvention ne sera définitivement acquise par le bénéficiaire qu'après production de ces pièces.

De plus, l'association doit publier chaque année dans le compte financier, les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature (article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif).

Article 5 : CONTRÔLE DU DEPARTEMENT SUR L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

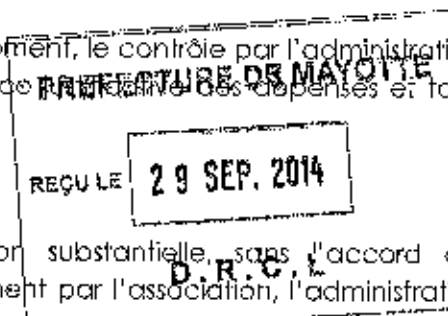
Conformément à l'article L 1613-4 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », Le Département de Mayotte se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de la clôture de la convention, de suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre du programme aidé et d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

La présidente de l'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 6 : NON EXECUTION

En cas de non-exécution, de retard ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de cet engagement par l'association, l'administration peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention.

Si les sommes perçues ont été utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention, le bénéficiaire sera tenu de reverser au Département de Mayotte, sur simple injonction de celui-ci, le montant correspondant à celles-ci.



Article 7 : DURÉE DE VALIDITÉ DES CRÉDITS

La décision d'attribution des crédits pourra être annulée si les actions et le programme subventionnés n'ont pas reçu de commencement d'exécution dans le délai d'un an à compter de la date de la délibération du Conseil Général lors de la Commission Permanente, soit le

Les crédits engagés, mais non intégralement mandatés, pourront être annulés si les actions et le programme subventionnés ne sont pas terminés dans le délai de deux ans à compter de la date de la délibération du Conseil Général lors de la Commission Permanente, soit le

Le montant de l'aide départementale sera alors réajusté au prorata des dépenses réalisées.

Des titres de recette seront émis en tant que de besoin.

Sur demande motivée, des prolongations de délai peuvent être accordées par décision du Président du Conseil Général, à titre exceptionnel, lorsque le retard est indépendant de la volonté du bénéficiaire.

Article 8 : DURÉE – MODIFICATIONS

La présente convention est conclue pour l'année.

Elle sera définitivement close dans un délai de 3 mois après achèvement du programme ou des actions et, en tout état de cause, après production des pièces visées (aux articles 3 et 4.

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant.

Article 9 : EVALUATION

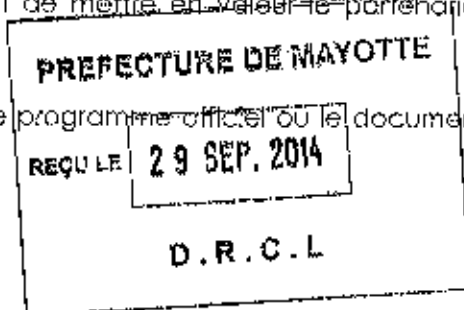
La mise en œuvre de la présente convention fera l'objet d'une évaluation qualitative et quantitative. A cet effet, des échanges entre l'association et le Département. (Direction ou service en charge du dossier) seront programmés afin de définir la périodicité et proposer des mesures d'adaptation des actions et programme décrits à l'article I.

Article 10: INFORMATION – COMMUNICATION

L'association fera mention de la participation financière du Département et fera figurer son logo-type sur tous les documents d'information et de communication relatifs à l'opération objet de la présente convention.

L'association s'engage à :

- insérer le logo du Conseil Général sur tout document de promotion de la manifestation : affiches, programme officiel, tracts et/ou dépliants, articles publiés dans la presse quotidienne régionale,
- citer le partenariat du Conseil Général dans toute conférence de presse,
- organiser sur demande, et en partenariat avec le Conseil Général, un point presse à l'Hôtel du Département en présence d'au moins un Conseiller général afin de mettre en valeur le partenariat (annonce de l'événement, bilan de l'opération...),
- insérer un éditorial du Président du Conseil Général dans le programme officiel ou le document de présentation,



- installer sur le lieu de la manifestation des banderoles : trois en extérieur ou des kakémonos ou chevalets : trois en intérieur. Ces supports seront prêtés par le Département,
- créer un lien Internet avec le site du Conseil Général,
- **répondre présent à toutes sollicitation du Conseil Général dans le cadre de l'organisation de toutes activités ou manifestations du département ayant un rapport avec son objet social.**

L'association en collaboration avec la direction ou le service en charge du dossier prendra l'attache de la Direction de la Communication du Département pour la mise en œuvre du présent article.

Article 11 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département de Mayotte pourra, à tout moment et après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire, résilier la présente convention s'il apparaît qu'une des clauses n'est pas respectée.

Le Département de Mayotte se réserve alors le droit de suspendre le paiement de la subvention ou d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées. Un titre de recettes pourra être émis en tant que de besoin.

Article 12 : LITIGES

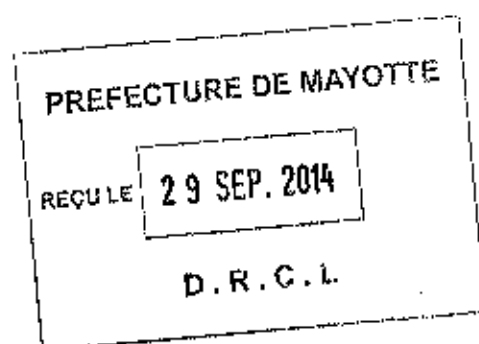
En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Mamoudzou en deux exemplaires originaux. le

Le bénéficiaire,

Le Président du Conseil Général,



CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE

**Direction Générale Adjointe chargée
de la Solidarité et du Développement
Social
(DGA-SDS)**



**Convention n°..... relative à l'attribution d'une subvention à l'association Redeca Mayotte pour
l'année 2014**

ENTRE

Le Département de Mayotte, BP 101, rue de l'hôpital, représenté par le Président du Conseil Général,

d'une part,

ET

L'Association REDECA Mayotte, déclarée à la préfecture le 23 septembre 2011, 4, rue Mariazé 97600 Mamoudzou, représentée par Monsieur Madi Abdou agissant en qualité de président.

d'autre part

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU la délibération du Conseil Général en date du 31 mars 2011 relative aux délégations de compétences du Conseil Général à la Commission Permanente,

VU la délibération n°1543/2014/CG en date du 12 juin 2014 relative au budget Primitif 2014,

VU la délibération n°304 /2011 /CG du 22 avril 2011 relatif à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente

VU la délibération de la Commission Permanente du.....autorisant la signature de la présente convention,

VU le rapport n°.....de Monsieur le président du conseil général de Mayotte.

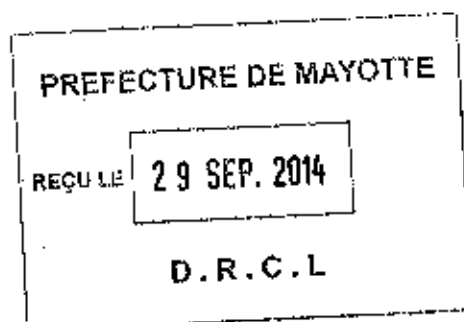
VU la demande du bénéficiaire en date du 28 février 2014,

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de sa politique sociale en faveur de la promotion santé, du développement et de l'accompagnement social REDECA Mayotte, le Conseil général a convenu de soutenir financièrement un programme d'actions au bénéfice de l'association, ci-après dénommée « REDECA Mayotte », suivant les conditions énumérées dans la présente convention.

Article 1 : L'objet



L'association Redeca Mayotte œuvre dans le domaine social et médico-social, plus particulièrement dans celui de dépistage des cancers à Mayotte pour assurer la mise en place de la politique relative à l'organisation, et la gestion des programmes de dépistage de cancers tel que le prévoit le plan cancer et le programme national de la Direction générale de la Santé.

L'association Redeca Mayotte s'engage avec la participation financière du Conseil Général, à réaliser dans les délais définis à l'article 7 de la présente convention, le programme des actions, convenues d'un commun accord et conformes à l'objet social de l'association et de la demande, énumérées ci-dessous et détaillées dans les annexes techniques et financières ci-jointes.

Le projet pour laquelle la subvention est sollicitée concerne le financement d'action d'informer et sensibiliser des événements marquant pour la population et augmenter le taux de couverture des femmes de 45 ans plus qui échappent pour la majorité au dépistage.

Article 2 : PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Le Département de Mayotte accorde au bénéficiaire une subvention forfaitaire de **20 000,00 €** (vingt mille euros) pour l'action suivante :

- informer, sensibiliser des événements marquant pour la population et augmenter le taux de couverture des femmes de 45 ans plus qui échappent pour la majorité au dépistage

Article 3 : MODALITÉS DE PAIEMENT

Le Département de Mayotte versera une subvention de **20 000,00 €** selon les modalités suivantes :

Le versement se fera en une seule fois.

Le Département de Mayotte se libérera des sommes dues par virement administratif sur le compte bancaire Mayotte n° **00914553900**, clé **58** codes établissement **18719** codes guichet **00091** auprès de la Banque commerciale de l'océan indien.

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur départemental de Mayotte.

Article 4 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

L'association s'engage :

- à fournir au Département copie de son bilan certifié conforme par le Président ou par le commissaire aux comptes lorsqu'il est assujéti à cette obligation (articles L. 3313-1 et R. 3313-6 du C.G.C.T.)
- à présenter un bilan, un compte de résultat et une annexe certifiés par un Commissaire aux Comptes professionnel (article L 612-4 du Code du Commerce) ainsi que l'état du personnel.
- à ne pas détourner de sa destination les biens matériels ou immatériels subventionnés sans en aviser préalablement la Direction de tutelle;
- à donner les instructions utiles à son personnel pour l'exécution du présent article ;
- à respecter le programme prévisionnel de l'opération et, à défaut, d'en aviser immédiatement la direction de tutelle ;
- à respecter les obligations fiscales et sociales, notamment l'obligation de déclarer les personnels permanents ou vacataires employés dans le cadre de l'action subventionnée
- à respecter les réglementations relatives aux établissements recevant du public (commission d'hygiène et de sécurité) et à la législation du travail ;

➤ à présenter à la direction de tutelle une copie certifiée conforme à l'original des justificatifs des dépenses affaissant aux actions réalisées ainsi que les factures correspondant aux biens matériels ou immatériels subventionnés ;

➤ L'aide financière accordée ne peut pas entraîner la responsabilité du Conseil Général à aucun titre que ce soit, pour un quelconque fait ou risque préjudiciable au bénéficiaire.

Ces pièces sont réservées au seul ordonnateur.

La subvention ne sera définitivement acquise par le bénéficiaire qu'après production de ces pièces.

De plus, l'association doit publier chaque année dans le compte financier, les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature (article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif).

Article 5 : CONTRÔLE DU DEPARTEMENT SUR L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

Conformément à l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », Le Département de Mayotte se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de la clôture de la convention, de suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre du programme aidé et d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

Le président de l'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 6 : NON EXECUTION

En cas de non-exécution, de retard ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de cet engagement par l'association, l'administration peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention.

Si les sommes perçues ont été utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention, le bénéficiaire sera tenu de reverser au Département de Mayotte, sur simple injonction de celui-ci, le montant correspondant à celles-ci.

Article 7 : DURÉE DE VALIDITÉ DES CRÉDITS

La décision d'attribution des crédits pourra être annulée si les actions et le programme subventionnés n'ont pas reçu de commencement d'exécution dans le délai d'un an à compter de la date de la délibération du Conseil général lors de la Commission Permanente, soit le

Les crédits engagés, mais non intégralement mandatés, pourront être annulés si les actions et le programme subventionnés ne sont pas terminés dans le délai de deux ans à compter de la date de la délibération du Conseil Général lors de la Commission Permanente, soit le

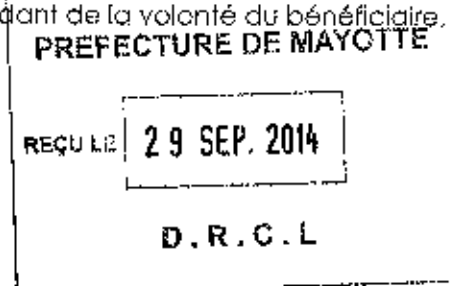
Le montant de l'aide départementale sera alors réajusté au prorata des dépenses réalisées.

Des titres de recette seront émis en tant que de besoin.

Sur demande motivée, des prolongations de délai peuvent être accordées par décision du Président du Conseil Général, à titre exceptionnel, lorsque le retard est indépendant de la volonté du bénéficiaire.

Article 8 : DURÉE - MODIFICATIONS

La présente convention est conclue pour l'année.



Elle sera définitivement close dans un délai de 3 mois après achèvement du programme et, en tout état de cause, après production des pièces visées (aux articles 3 et 4).

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant.

Article 9 : EVALUATION

La mise en œuvre de la présente convention fera l'objet d'une évaluation qualitative et quantitative. A cet effet, des échanges entre l'association et le Département (direction ou service en charge du dossier) seront programmés afin de définir la périodicité et proposer des mesures d'adaptation des actions et programme décrits à l'article 1.

Article 10: INFORMATION – COMMUNICATION

L'association fera mention de la participation financière du Département et fera figurer son logo-type sur tous les documents d'information et de communication relatifs à l'opération objet de la présente convention.

L'association s'engage à :

- insérer le logo du Conseil Général sur tout document de promotion de la manifestation : affiches, programme officiel, tracts et/ou dépliants, articles publiés dans la presse quotidienne régionale,
- citer le partenariat du Conseil Général dans toute conférence de presse,
- organiser sur demande, et en partenariat avec le Conseil Général, un point presse à l'Hôtel du Département en présence d'au moins un Conseiller général afin de mettre en valeur le partenariat (annonce de l'événement, bilan de l'opération...),
- insérer un éditorial du Président du Conseil Général dans le programme officiel ou le document de présentation,
- créer un lien Internet avec le site du Conseil Général,
- **répondre présent à toutes sollicitation du Conseil Général dans le cadre de l'organisation de toutes activités ou manifestations du département ayant un rapport avec son objet social.**

L'association en collaboration avec la direction ou le service en charge du dossier prendra l'attache de la Direction de la Communication du Département pour la mise en œuvre du présent article.

Article 11 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département de Mayotte pourra, à tout moment et après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire, résilier la présente convention s'il apparaît qu'une des clauses n'est pas respectée.

Le Département de Mayotte se réserve alors le droit de suspendre le paiement de la subvention ou d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées. Un titre de recettes pourra être émis en tant que de besoin.

Article 12 : LITIGES

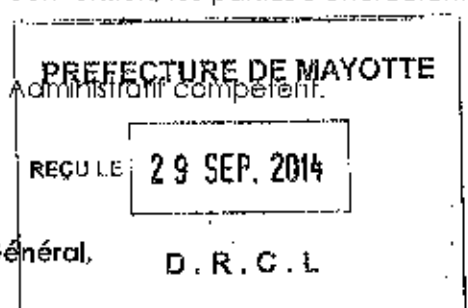
En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Mamoudzou en deux exemplaires originaux, le

Le Président de l'association,

Le Président du Conseil Général,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014

N° d'ordre de l'assemblée	12
N° de l'ordre du jour	1
N° de l'ordre du jour	2
N° de l'ordre du jour	3
N° de l'ordre du jour	4
N° de l'ordre du jour	5
N° de l'ordre du jour	6
N° de l'ordre du jour	7
N° de l'ordre du jour	8
N° de l'ordre du jour	9
N° de l'ordre du jour	10
N° de l'ordre du jour	11
N° de l'ordre du jour	12
N° de l'ordre du jour	13
N° de l'ordre du jour	14
N° de l'ordre du jour	15
N° de l'ordre du jour	16
N° de l'ordre du jour	17
N° de l'ordre du jour	18
N° de l'ordre du jour	19
N° de l'ordre du jour	20
N° de l'ordre du jour	21
N° de l'ordre du jour	22
N° de l'ordre du jour	23
N° de l'ordre du jour	24
N° de l'ordre du jour	25
N° de l'ordre du jour	26
N° de l'ordre du jour	27
N° de l'ordre du jour	28
N° de l'ordre du jour	29
N° de l'ordre du jour	30
N° de l'ordre du jour	31
N° de l'ordre du jour	32
N° de l'ordre du jour	33
N° de l'ordre du jour	34
N° de l'ordre du jour	35
N° de l'ordre du jour	36
N° de l'ordre du jour	37
N° de l'ordre du jour	38
N° de l'ordre du jour	39
N° de l'ordre du jour	40
N° de l'ordre du jour	41
N° de l'ordre du jour	42
N° de l'ordre du jour	43
N° de l'ordre du jour	44
N° de l'ordre du jour	45
N° de l'ordre du jour	46
N° de l'ordre du jour	47
N° de l'ordre du jour	48
N° de l'ordre du jour	49
N° de l'ordre du jour	50
N° de l'ordre du jour	51
N° de l'ordre du jour	52
N° de l'ordre du jour	53
N° de l'ordre du jour	54
N° de l'ordre du jour	55
N° de l'ordre du jour	56
N° de l'ordre du jour	57
N° de l'ordre du jour	58
N° de l'ordre du jour	59
N° de l'ordre du jour	60
N° de l'ordre du jour	61
N° de l'ordre du jour	62
N° de l'ordre du jour	63
N° de l'ordre du jour	64
N° de l'ordre du jour	65
N° de l'ordre du jour	66
N° de l'ordre du jour	67
N° de l'ordre du jour	68
N° de l'ordre du jour	69
N° de l'ordre du jour	70
N° de l'ordre du jour	71
N° de l'ordre du jour	72
N° de l'ordre du jour	73
N° de l'ordre du jour	74
N° de l'ordre du jour	75
N° de l'ordre du jour	76
N° de l'ordre du jour	77
N° de l'ordre du jour	78
N° de l'ordre du jour	79
N° de l'ordre du jour	80
N° de l'ordre du jour	81
N° de l'ordre du jour	82
N° de l'ordre du jour	83
N° de l'ordre du jour	84
N° de l'ordre du jour	85
N° de l'ordre du jour	86
N° de l'ordre du jour	87
N° de l'ordre du jour	88
N° de l'ordre du jour	89
N° de l'ordre du jour	90
N° de l'ordre du jour	91
N° de l'ordre du jour	92
N° de l'ordre du jour	93
N° de l'ordre du jour	94
N° de l'ordre du jour	95
N° de l'ordre du jour	96
N° de l'ordre du jour	97
N° de l'ordre du jour	98
N° de l'ordre du jour	99
N° de l'ordre du jour	100

DELIBERATION N°1710/2014/CP

Relative à l'attribution de subvention au Conseil Economique, Social et Environnemental de Mayotte (CESEM) pour l'organisation des festivités de son 10^{ème} anniversaire

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf septembre, à neuf heures, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en commission permanente en application de l'article 101 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'initiative de Monsieur Daniel ZAIDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance a été présidée par Monsieur Daniel ZAIDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance a été ouverte par Monsieur Daniel ZAIDANI, Président du Conseil Général de Mayotte.

Conseillers généraux présents :

MM. Daniel ZAIDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Assoufi HAMADA, Jacques Mariar HENRY, Ousséni MIRFANE, Abdou RASTAMI, Saïa AHAMADI, Saïd SALIME.

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. ASSANI Ali,

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

Conseiller général absent :

M. Saïderdine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,
Vu la délibération n° 299/2011/CG en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAIDANI, Président du Conseil Général de Mayotte,
Vu la délibération n° 543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au BP 2014
Vu la délibération n° 304/2011/CG du 22 avril 2011 portant délégations du Conseil Général à la commission permanente,
Vu le rapport n° 2014-001710 de Monsieur le président

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

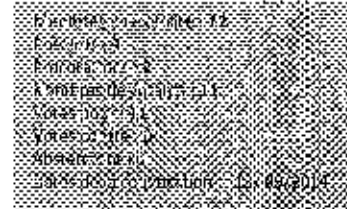
Article unique : d'attribuer la somme de 40 000.00€ au CESEM afin d'organiser les festivités à l'occasion de ses 10 ans.

pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général
Daniel ZAIDANI

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1716/2014/CP

Relative la réfection des pistes rurales suite aux intempéries de 2013 - 2014

Le 19 septembre 2014, à 9 heures, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en commission permanente, 31 rue de la République, à la Préfecture de Mayotte, sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance s'est tenue à l'unanimité.

Conseillers généraux présents :

MM. Daniel ZAÏDANI, Ahmed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Mariaï HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI.

M. Ben Issa OUSSÉNI a donné pouvoir à M. Ahmed ATTOUMANI DOUCHINA,

Conseiller général absent :

M. Solderdine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE 29 SEP. 2014

D.R.C.L

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département
- Vu la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente
- Vu le rapport n°2014-1715 relatif à la réfection des pistes rurales suite aux intempéries de 2013 - 2014

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

ARTICLE 1 : de restaurer les pistes rurales Acoua-Mapouera (commune de Acoua), Mtsangachehi (communes de Chirongui et Sada), Rouaka (communes de Sada et Ouangani) et Kwale-Vahibeni (commune de Mamoudzou) pour un coût total de 645 573,81 euros.

ARTICLE 2 : d'imputer cette dépense sur le chapitre 23, compte 23151 du budget 2014 du Conseil Général et d'autoriser le Président du Conseil Général à signer les documents nécessaires à la réalisation de l'opération.

Le Président du Conseil Général
Daniel ZAÏDANI

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE MAYOTTE**

CONSEIL GENERAL

Commission permanente du 19 septembre 2014

Président	12
Président délégué	11
Vice-président	11
Vice-président délégué	11
Vice-président délégué	11
Vice-président délégué	11
Vice-président délégué	11
Vice-président délégué	11
Vice-président délégué	11
Vice-président délégué	11

Délibération n°1717/2014/CP

Relative à l'octroi d'aides aux agriculteurs, CDOA du 29 août 2013.

Le Conseil Général de Mayotte, en vertu de l'article 12 du décret n° 2011-120 du 27 janvier 2011 relatif à l'organisation et au fonctionnement du Conseil Général de Mayotte, a délibéré en séance publique le 19 septembre 2014, sur la proposition de Monsieur Daniel ZAIDANI, Président du Conseil Général de Mayotte, relative à l'octroi d'aides aux agriculteurs, CDOA du 29 août 2013.

Conseillers généraux présents :

MM. Daniel ZAIDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME.

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI.

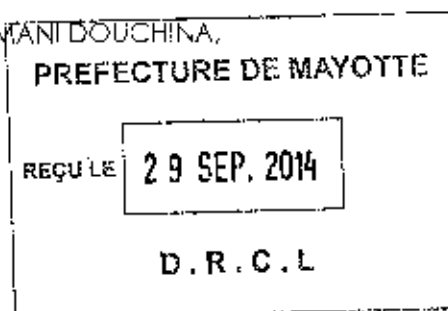
M. Ben Issa OUSSÉNI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA.

Conseiller général absent :

M. Solderaïne MADJ TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n° 299/2011/CG en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAIDANI, Président du Conseil Général de Mayotte ;
- Vu la délibération n° 304/2011/CG du 22 avril 2011 relative aux délégations données à la commission permanente ;
- Vu la délibération n° 1543/2014/CG en date du 12 juin 2014 relative au budget 2014
- Vu le rapport n° 2014-1717 de Monsieur relatif à l'octroi d'aides aux agriculteurs, CDOA du 29 août 2013

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et de représentés,

DECIDE

Article 1: de prendre acte de la décision de la CDOA d'octroyer des subventions à Harouna Elhad Dine, jeune agriculteur en installation

- Subventions d'investissements relatives à la modernisation de l'exploitation agricole

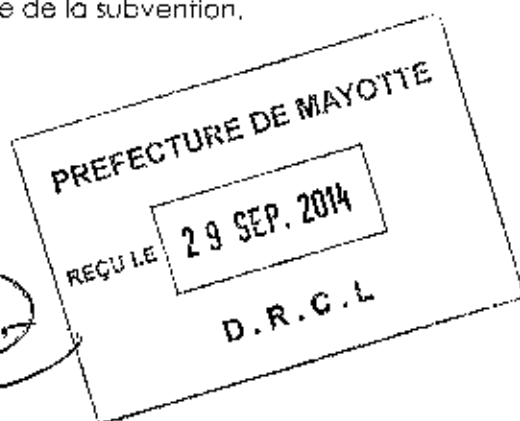
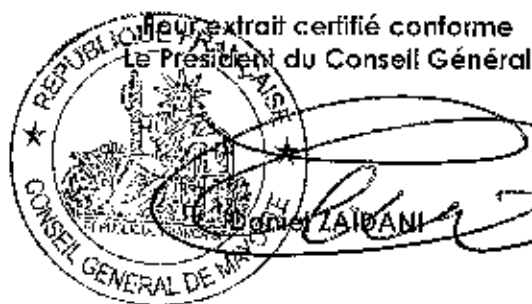
Bénéficiaires	Nature investissement	Montant investissement	Apport personnel	Part de subvention de l'Etat	Part de subvention du Département
HAROUNA Elhad Dine	- La rénovation des bâtiments, - achat des matériels d'élevage, 1 tracteur et ses accessoires (charrue et herse), 1 nettoyeur haute pression, 1 débroussailleuse, du matériel de cultures maraîchères - l'installation d'une clôture en grillage (150 m) - la réhabilitation de la tuerie	91 908,18 €	18 381,64 €	73 526,54 €	0,00 €

- Dotation d'Installation en Agriculture

Bénéficiaires	Nature de l'aide	Montant de la DIA Etat	Complément DIA du Département	Imputation budgétaire
HAROUNA Elhad Dine	Dotation d'Installation en Agriculture	35 900,00	14 360,00	6574G44_03

ARTICLE 2 : d'accorder à HAROUNA Elhad Dine une subvention de **14 360 €** en complément de la DIA (dotation d'installation en agriculture) octroyé par l'Etat

ARTICLE 3 : d'autoriser le Président du Conseil Général à signer les actes déterminant les modalités d'attribution des subventions et tout avenant dans la mesure où les modifications ne remettent pas en cause ni l'objet, ni le montant globale de la subvention,





REPUBLIQUE FRANÇAISE

Convention n° /DARTM/SAP/CG/14 relative à l'attribution de la dotation d'installation en agriculture à Monsieur HAROUNA Elhad Dine

ENTRE

Le Département de Mayotte, 8 rue de l'hôpital, BP 101, 97600 Mamoudzou, représenté par le Président du Conseil Général,

d'une part,
ET

Monsieur HAROUNA Elhad Dine élisant domicile quartier Bandrani, rue du collège, 97640 Sada et dénommé ci-après « le bénéficiaire ».

d'autre part,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU la délibération du Conseil Général en date du 04 avril 2011 relative aux délégations de compétences du Conseil Général à la Commission Permanente, (si la décision de subvention a été prise par la CP. Mettre la date à jour si besoin)

VU la délibération du Conseil Général n°1543/2014/CG relative au budget Primitif 2014

VU la délibération de la Commission Permanente du 19 septembre 2014 autorisant la signature de la présente convention,

VU la demande du bénéficiaire en date du 21 mai 2014

VU la délibération n° 1717/2014/CP du 19 septembre 2014 relative à l'octroi d'aides aux agriculteurs CDOA du 29 août 2013

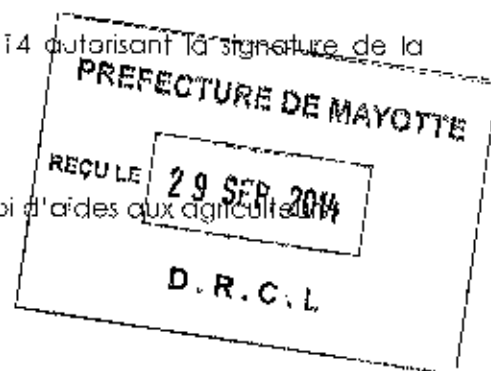
Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution de la dotation d'installation en agriculture d'un montant de 14 360 euros (quatorze mille trois cent soixante euros) à Monsieur HAROUNA Elhad Dine.

Article 2 : PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Le Département accorde au bénéficiaire une subvention forfaitaire de 14 360 € (quatorze mille trois cent soixante euros) destinée au fonctionnement de son activité agricole en vue d'aider son installation. Le projet faisant l'objet de cette subvention est celui contenu dans son étude prévisionnelle d'installation (EPI), ayant reçu la validation de la CDOA (Commission Départementale d'Orientation Agricole) du 29 novembre 2013.



Toutefois, dans le cas où tout ou partie de l'opération ne serait pas réalisé, la subvention fera l'objet d'un remboursement conformément aux articles 6 et 10 de la présente convention.

Article 3 : MODALITÉS DE PAIEMENT

Le Département de Mayotte versera une subvention de 14 360 € selon les modalités suivantes :

L'aide sera versée en 2 tranches :

- 60 % à la signature de la convention soit 8616,00 € et après constatation de son installation effective
- 40 % soit 5744,00 € après au minimum une année d'installation et dans la limite de 5 années d'exercice, sous réserve de la constatation de la continuité de ses activités agricoles et après transmission des documents comptables (Compte de résultat et bilan) de toutes les années d'exercice précédant l'année de la demande.

Le Département se libérera des sommes dues par virement administratif sur le compte bancaire ouvert au nom du bénéficiaire au Crédit Agricole de la Réunion, Agence de Mamoudzou, indiqué ci-dessous :

Code Banque	Code Guichet	Numéro de compte	Clé
1206	20154	27750181463	65

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur départemental de Mayotte.

Article 4 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à :

- utiliser cette subvention conformément à l'objet de l'article 2 ci-dessus.
- tenir une comptabilité conforme au plan comptable général
- se soumettre aux contrôles effectués par un agent du Département de Mayotte

La subvention ne sera définitivement acquise par le bénéficiaire qu'après production des pièces et du contrôle sur le terrain.

Article 5 : CONTRÔLE DU DÉPARTEMENT SUR L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

Conformément à l'article L 3611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », le Département se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

Article 6 : NON EXECUTION

Si les sommes perçues ont été utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention, le bénéficiaire sera tenu de reverser au Département de Mayotte, sur simple injonction de celui-ci, le montant correspondant à celles-ci.

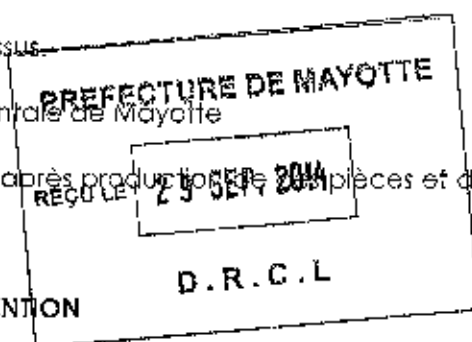
Article 7 : DURÉE DE VALIDITÉ DES CRÉDITS

La décision d'attribution des crédits pourra être annulée si l'opération subventionnée n'a pas reçu de commencement d'exécution dans le délai d'un an à compter de la date de la délibération de la Commission Permanente, soit le

Les crédits engagés, mais non intégralement mandatés, pourront être annulés si l'opération subventionnée n'est pas terminée dans le délai de deux ans à compter de la date de la délibération de la Commission Permanente, soit le

Le montant de l'aide départementale sera alors réajusté au prorata des dépenses réalisées.

Des titres de recette seront émis en tant que de besoin.



Sur demande motivée, des prolongations de délai peuvent être accordées par décision du Président du Conseil Général, à titre exceptionnel, lorsque le retard est indépendant de la volonté du bénéficiaire.

Article 8 : DURÉE – MODIFICATIONS

La présente convention est conclue pour une durée de 2 ans à compter de sa date de signature par les parties et s'applique aux dépenses réalisées depuis la date de demande d'aide.

Elle sera définitivement close dans un délai de 3 mois après achèvement de l'opération et, en tout état de cause, après production des pièces visées aux articles 3 et 4.

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant.

Article 9 : INFORMATION – COMMUNICATION

Le bénéficiaire fera mention de la participation financière du Département et fera figurer son logo-type sur tous les documents d'information et de communication relatifs à l'opération objet de la présente convention.

ATTENTION : ces clauses doivent être négociées avec le bénéficiaire préalablement à l'attribution de la subvention. Elles doivent bien évidemment être adaptées au cas par cas afin de pouvoir être réellement mises en œuvre. Certaines peuvent être précisées, modifiées, voire supprimées et d'autres ajoutées.

Article 10 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département pourra, à tout moment et après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire, résilier la présente convention s'il apparaît qu'une des clauses n'est pas respectée. Le Département se réserve alors le droit de suspendre le paiement de la subvention ou d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées. Un titre de recettes pourra être émis en tant que de besoin.

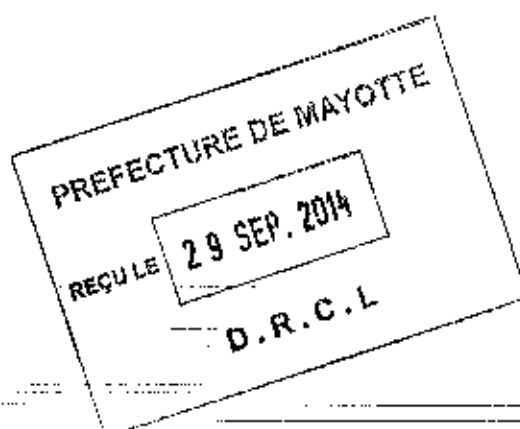
Article 11 : LITIGES

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Mamoudzou, le

Le bénéficiaire,	Le Président du Conseil Général
HAROUNA Elhad-Dine	Daniel ZAIDANI



CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014

N° de l'acte	1721
Date	19/09/2014
Objet	Convention de financement
N° de l'acte	1721
Date	19/09/2014
Objet	Convention de financement
N° de l'acte	1721
Date	19/09/2014
Objet	Convention de financement

DELIBERATION N°1721/2014/CP

Relatif à l'avenant à la convention de financement du projet du 10^{ème} FED régional à conclure avec les Terres Australes et Antarctiques Françaises et la Préfecture de Mayotte

En sa séance publique, le 19 septembre 2014, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni et a délibéré sur l'ordre du jour ci-dessous. Le Conseil Général de Mayotte a adopté à l'unanimité la délibération ci-dessous.

Conseillers généraux présents : MM.

Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

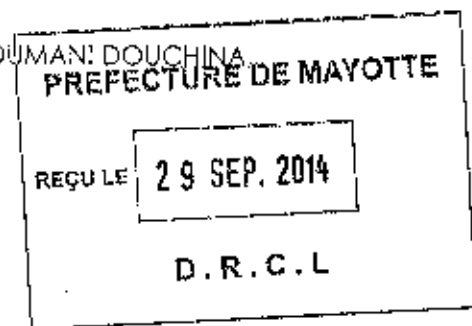
M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA

Conseiller général absent :

M. Solcédine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 portant élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte,
- VU la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente,
- VU la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au Budget Primitif 2014 du Département de Mayotte,
- VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil Général n°2014-001721,
- VU l'avis de la commission formation et insertion du mercredi 17 septembre 2014,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article unique :

d'autoriser le Président du Conseil général à signer l'avenant à la convention de mise en œuvre de la convention de financement du projet du 10^{ème} FED régional entre le Conseil Général de Mayotte, les Terres Australes et Antarctiques Françaises et la Préfecture de Mayotte.



Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général

Daniel ZAÏDANI

AVENANT A LA CONVENTION

De mise en œuvre de la Convention de Financement du programme 10^e FED Régional / Océan indien « Gestion durable du patrimoine naturel de Mayotte et des îles Eparses »

Entre

Les Terres australes et antarctiques françaises dont le siège est situé rue Gabriel Dejean - 97410 Saint- Pierre, représentées par le Préfet, Administrateur supérieur, Monsieur Pascal BOLOT, Ci-après dénommées « les TAAF »,

D'une part,

Le Conseil Général de Mayotte, dont le siège est situé 8, rue de l'hôpital,- BP 101- 97600 Mamoudzou, représenté par le Président M. Daniel ZAIDANI,
D'autre part,

La Préfecture de Mayotte, dont le siège est situé avenue Préfecture, 97600 Mamoudzou, représentée par le Préfet de Mayotte, M. Jacques WITKOWSKI,
D'autre part,

Ci-après individuellement et/ou collectivement dénommés par la ou les « Partie(s) » Vu le décret n° 2010-71 du 18 janvier 2010 portant création du parc naturel marin de Mayotte ;

Vu le décret n° 2012-245 du 22 février 2012 portant création du parc naturel marin des Glorieuses,

Vu le Protocole d'Accord « Coopération pour le développement des activités scientifiques entre les Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF) et la collectivité départementale de Mayotte » du 26 juin 2009 ;

Vu la convention de financement N°PTOREG/FED/023-91 entre l'Union Européenne et le Conseil Général de Mayotte du 18 janvier 2013;

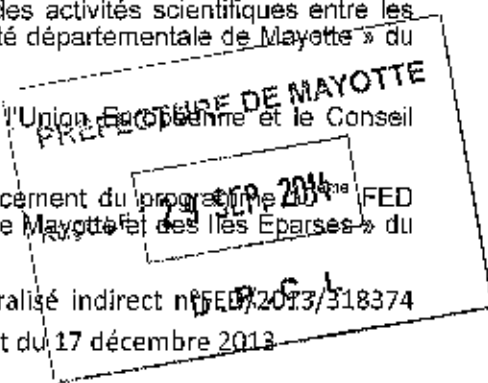
Vu la Convention de mise en œuvre de la Convention de Financement du programme 10^e FED Régional / Océan indien « Gestion durable du patrimoine naturel de Mayotte et des îles Eparses » du 18 janvier 2013, ci-après la « Convention de mise en Œuvre » ;

Vu la convention de délégation pour un mode de gestion centralisé indirect n°FED/2013/318374 entre l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement du 17 décembre 2013

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE UNIQUE :

Les attributions mentionnées à l'article 3 de la Convention de mise en Œuvre, concernant les fiches techniques n°5, 6, 7 sont transférées aux Terres australes et antarctiques françaises.



A Mamoudzou, le ... 2014

Pour les Terres Australes et antarctiques françaises
Le Préfet, administrateur supérieur

Pascal BOLOT

A Mamoudzou, le ... 2014

Pour la collectivité départementale de Mayotte
Le Président du Conseil Général
Ordonnateur du 10^e FED

Daniel ZAÏDANI

A Mamoudzou, le ... 2014

Pour la Préfecture de Mayotte
Le Préfet

Jacques WITKOWSKI



CONVENTION

de mise en œuvre de la Convention de financement du programme 10^e FED Régional / Océan Indien
« Gestion durable du patrimoine naturel de Mayotte et des îles éparses »

Entre

Les Terres australes et antarctiques françaises dont le siège est situé rue Gabriel Dejean - 97410 Saint-Pierre, représentées par le Préfet, Administrateur supérieur, Monsieur Pascal BOLOT,
Ci après dénommées « les TAAP ».

D'une part,

Le Conseil Général de Mayotte, dont le siège est situé 8, rue de l'Hôtel - BP 103 - 97600 Mamoudzou,
représenté par le Président M. Daniel ZADOU.

D'autre part,

Et

La Préfecture de Mayotte, dont le siège est situé avenue Préfecture - 97600 Mamoudzou, représentée par
le Préfet de Mayotte, M. Thomas DEBOS.

D'autre part,

Ci après individuellement et/ou collectivement dénommées par la ou les « Partie(s) ».

Vu le décret n° 2010-71 du 18 janvier 2010 portant création du parc naturel marin de Mayotte

Vu le décret n° 2012-245 du 22 février 2012 portant création du parc naturel marin des Glorieuses

Vu le Protocole d'Accord « Coopération pour le développement des activités scientifiques entre les Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAP) et la collectivité départementale de Mayotte » du 26 octobre 2009

Vu la convention entre l'Union Européenne et le Conseil Général de Mayotte du 18 janvier 2012 ;

PREAMBULE

Mayotte et les Terres australes et antarctiques françaises (TAAP) - collectivité d'outre-mer comprenant îles Saint-Paul, l'île Amsterdam, l'archipel Crozet, l'archipel Kerguelen, la terre Adélie et les îles Eparses (Bassas da India, Europa, Juan de Nova, Glorieuses dans le canal du Mozambique et Tromelin située au nord de la Réunion), recèlent des écosystèmes exceptionnels qui les positionnent de manière privilégiée au regard des enjeux environnementaux des territoires insulaires d'Océan indien. Ces terres françaises évoluent dans un contexte mondial et européen caractérisé par un risque d'appauvrissement, voire de diminution, de la biodiversité. C'est notamment ce qui ressort de la Communication de la Commission du 22 mai 2008 :

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE 29 SEP. 2014

D.R.C.L

« Eviter la diminution de la diversité à l'horizon 2010 et au-delà ». En effet, le caractère insulaire et la situation géographique de ces territoires les placent en première ligne des conséquences du phénomène planétaire du changement climatique.

Afin de préserver ce patrimoine naturel, les TAAF ont mis en place un plan d'action pour la biodiversité, ainsi qu'un schéma stratégique pour le développement de la recherche scientifique dans la zone de l'océan indien.

Mayotte comme les îles éparées bénéficient de plans d'actions en faveur de la conservation de la biodiversité qui se rejoignent sur les enjeux suivants :

- Développer la connaissance de la biodiversité,
- Maintenir la diversité du vivant,
- Assurer le bon fonctionnement des écosystèmes.

Au-delà de ces actions, deux parcs naturels marins ont été créés. Le parc naturel marin de Mayotte a été créé le 13 janvier 2010 et le parc naturel marin des Glorieuses le 22 février 2012.

L'ensemble de ces démarches constitue la trame des conclusions du Grenelle de l'environnement qui insistait sur la nécessité de réaliser des inventaires de la biodiversité ultra mer et d'en déduire les menaces potentielles.

Ce schéma a conduit les TAAF et le Conseil Général de Mayotte à mettre en place un projet ambitieux permettant la « Gestion durable du patrimoine naturel de Mayotte et des îles Éparses ». Ce projet a été élaboré dans le cadre du 10^{ème} Fond Européen de Développement (FED).

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de définir le rôle des TAAF et du Département de Mayotte pour la mise en œuvre de la Convention de Financement du programme 10^{ème} FED Régional / Océan Indien « Gestion durable du patrimoine naturel de Mayotte et des îles Éparses » et de répartir leurs compétences.

Les trois parties s'engagent à faciliter la mise en œuvre de cette Convention de Financement des plans institutionnel, juridique, scientifique et technique.

ARTICLE 2 - ATTRIBUTIONS DES TAAF

Les TAAF s'engagent à piloter, en collaboration avec le Conseil Général de Mayotte, la mise en œuvre des fiches techniques inscrites dans le Document Unique de Programmation suivante :

- Fiche technique n°1 : Campagne « Estimation de la biomasse halieutique des bancs du Geysir, de la Zélee et de l'île » ;
- Fiche technique n°2 : Campagne « Exploration de pentes externes et monts sous-marins » ;
- Fiche technique n°3 : Campagne « Inventaire et suivi des récifs coralliens de Mayotte et des îles Éparses » ;
- Fiche technique n°4 : Formation d'observateurs embarqués.

Les TAAF s'engagent à collaborer à la mise en œuvre des fiches techniques n° 5, 6, 7 et 8.

Trois appels d'offres seront rédigés pour la mise en œuvre des fiches techniques n°1, 2 et 3 en s'appuyant sur l'expertise du consortium de Recherche « îles Éparses - CNRS INEE ».

La réalisation de la Fiche technique n°4 est réalisée sur la base des compétences internes des TAAF, à la Réunion et/ou à Mayotte, ainsi que sur leurs réseaux d'expertise notamment scientifique.

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE

29 SEP. 2014

D. R. C. L.

ARTICLE 3 - ATTRIBUTIONS DU DEPARTEMENT DE MAYOTTE

Le Département de Mayotte s'engage à piloter, en collaboration avec les TAAF, la mise en œuvre des fiches techniques inscrites dans la Convention de Financement comme suit :

- Fiche technique n°5 : Formation des enquêteurs de pêche côtière ;
- Fiche technique n°6 : Qualité des eaux marines ;
- Fiche technique n°7 : Mise en place de la base de données pour le suivi/monitoring ;
- Fiche technique n°8 : Valorisation des résultats sur le plan local et régional.

Le Département de Mayotte s'engage à collaborer à la mise en œuvre des fiches techniques n°1, 2, 3 et 4.

Le Conseil Général de Mayotte peut confier la réalisation des fiches techniques n° 5 et 7 à l'équipe des Parcs naturels marins de Mayotte et des Glorieuses.

ARTICLE 4 - ATTRIBUTIONS DE LA PREFECTURE DE MAYOTTE

La Préfecture de Mayotte s'engage à faciliter la mise en œuvre des 8 actions inscrites dans le Document Unique de Programmation pilotées par les TAAF et la collectivité départementale de Mayotte.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES

La gestion technique et financière est confiée à l'Agence Française de Développement (AFD) à travers une Convention de Délégation signée entre elle et l'Union Européenne.

Cette convention de délégation prévoit que l'AFD est responsable de l'ensemble des activités nécessaires à la mise en œuvre du projet, la préparation, ainsi que la gestion et le paiement des dépenses correspondantes.

Une convention entre les TAAF, le Conseil Général de Mayotte et l'AFD sera établie dans les trois mois qui suivent la signature de cette convention afin de préciser le financement des actions précisées à l'article 2, notamment concernant les moyens matériels nécessaires à la mise en œuvre des projets.

ARTICLE 6 - SUIVI DE L'EXECUTION

Le Conseil Général de Mayotte, Ordonnateur régional suppléant du FED, en relation avec les TAAF et la Préfecture de Mayotte, assureront le suivi de ce projet.

Le suivi de mise en œuvre se fera sur la base des indicateurs qui mesureront l'état d'avancement des différentes actions.

ARTICLE 7 - REUNIONS

Les trois parties se réunissent une fois par an.

La réunion annuelle dresse le bilan des actions entreprises. Elle est organisée alternativement au siège des TAAF et au Conseil Général de Mayotte.

ARTICLE 8 - COMMUNICATION

Toute communication relative à la mise en œuvre de la présente convention doit revêtir la forme écrite, faire référence explicite au Document Unique de Programmation et être envoyé aux adresses suivantes :

PREFECTURE DE MAYOTTE

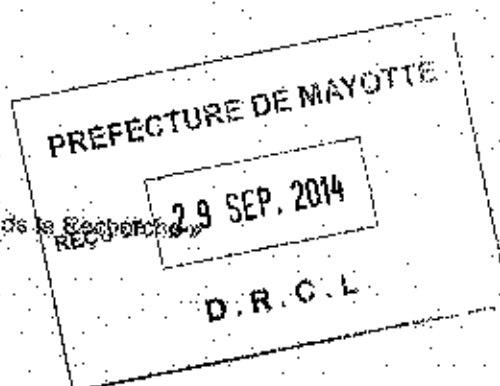
REÇU LE 29 SEP. 2014

D. R. C. L

a) Pour les TAAF
M. le Préfet, Administrateur supérieur des TAAF
Rue Gabriel Dejean
BP 400
97410 Saint Pierre de La Réunion.

b) Pour le Conseil Général de Mayotte
M. le Président du Conseil Général de Mayotte
Ordonnateur Territorial du FED
Département de Mayotte
« Direction Générale des Formations, de l'Enseignement et de la Recherche »
BP 101
97600 Mamoudzou

c) Pour la Préfecture de Mayotte
M. le Préfet de Mayotte
BP 675
97600 Mamoudzou



ARTICLE 3 - DUREE - RESILIATION

La présente convention entre en vigueur dès la signature des parties. Sa période d'exécution commence à l'entrée en vigueur et s'achève après consommation des fonds du 10^e FED régional.

ARTICLE 12 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de difficulté dans l'exécution des obligations figurant à la présente convention, les parties rechercheront avant tout une solution amiable. En cas d'impossibilité démontrée de trouver une solution amiable, le tribunal administratif de la partie demanderesse sera compétent pour tout litige, toute interprétation de la présente convention.


A Mamoudzou le 18 janvier 2013

Pour les Territoires d'outre-mer français
Le Préfet, Administrateur Supérieur


Pascal SOLON

A Mamoudzou le 18 janvier 2013

Pour la collectivité départementale de Mayotte
Le Président du Conseil Général
Ordonnateur du 10^e FED

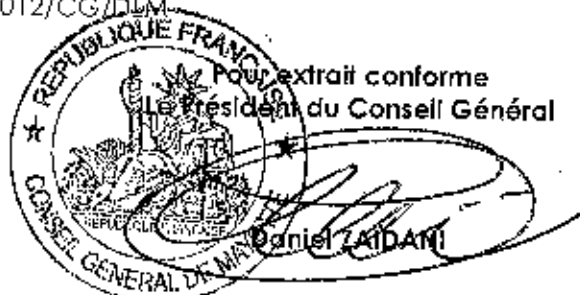

Président du Conseil Général de Mayotte

A Mamoudzou le 18 janvier 2013

Pour la Préfecture de Mayotte

Le Préfet

Thomas DEKOR



ANNEXES

Tableaux comparatifs des trois locaux

	Local actuel	Local devant être loué au départ	Nouveau local à louer
Propriétaire	Mme Binti KEKE ZAOUZI	Mme Hassanati MO-IAMED	Mme Andila HASSAN
Adresse	16, rue Sacc – Quartier Potéléa à Labattoir	Quartier Potéléa à Labattoir	9, Place du Congrès à Pamanazi
Superficie habitable	120 m²	190 m²	168 m²
Nombre de pièces	5	8	9
Capacité en termes de bureaux (tables)	9	14	24
Loyer mensuel	1600,00 €	2090 €	3864,00 €
Prix du loyer au m²	13,33 €	11 €	23 €

Économies réalisées

Le montant total des loyers annuels des deux locaux actuels de l'UTAS (19 200 €) et de la mission RSA (31 536 €) est de 50 736 €.

Le loyer annuel pour le local à louer regroupant les deux services est de 46 368 €. L'économie directe réalisée est de 4368 € par an.

	Avantages	Inconvénients
Local Andila	<ul style="list-style-type: none"> - l'agencement des pièces permet de placer jusqu'à 21 agents - Situé à proximité immédiate de la PMI et du dispensaire - Meilleure communication et gestion des ressources - la propriétaire accepte de prendre en charge les travaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Loyer un peu élevé mais justifié par la prise en charge de la réalisation des travaux d'aménagement par la propriétaire selon notre cahier des charges et nos besoins
Local Binti	<ul style="list-style-type: none"> - Loyer moins cher 	<ul style="list-style-type: none"> - local poussiéreux - espace très étroit - éloigné de toutes commodités - peu de possibilité d'agencement des bureaux - refus catégorique de la propriétaire d'autoriser les travaux d'aménagements
Local Hassanati	<ul style="list-style-type: none"> - prix au m² peu élevé 	<ul style="list-style-type: none"> - pas de permis de construire ni de titre de propriété - montant des travaux à réaliser très conséquents - aucune possibilité de prise en charge des travaux par la propriétaire

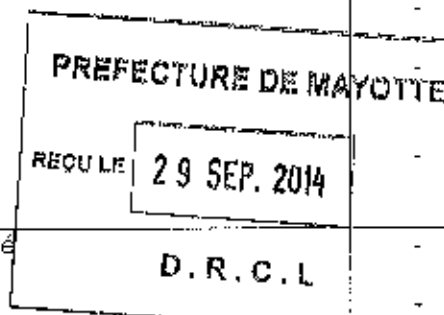


Tableau des Investissements

Investissements à réaliser par le CG pour ses besoins Spécifiques	Montants
Travaux de cloisonnements et d'électricité	2000,00 € + 7500,00 €
Câblages et réseaux informatiques	5000,00 €
Total des Investissements Spécifiques	15000,00 €


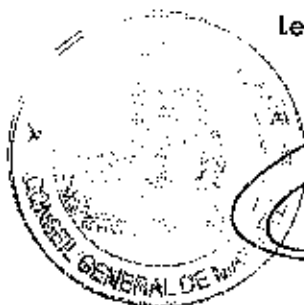
Coût du loyer annuel	Montant
Loyers	46 368,00€

Le Conseil Général (DLM & DSIC) devra investir 15 000,00 € pour la réalisation de cette opération.



- Article 3 :** Précise que les frais de l'Etat Descriptif de Division (EDD) en volumes seront pris en charge sur le budget du Département et imputés à la nature comptable, fonction....., de l'opération et du programme
- Article 4 :** Précise que les recettes liées à ce bail emphytéotique administratif seront inscrites au budget du Département et imputées à la nature comptable.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général



Daniel ZAIDANI



CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1735/2014/CP

Relatif à la mise à disposition par bail emphytéotique administratif au profit de la Société Publique Locale "SPL 976" de plusieurs volumes et parcelles à usage de locaux d'enseignement et de formation au travers du Centre de formation «Sulfan MAWANA MADI ».

Le 19 septembre 2014, le dix-neuf septembre, à 10 heures, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en commission permanente, en application de l'article 342-2 du code général des collectivités territoriales, en session et sous la présidence de Monsieur Daniel Zaidani, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance a eu lieu à 11 heures, le 19 septembre 2014.

Conseillers généraux présents : MM. Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MÉRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

Conseiller général absent :

M. Saïderline MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu** le code général des collectivités territoriales,
- Vu** le code général de la propriété des personnes publiques,
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 3 avril 2011
- Vu** la délibération n°304/2014/CG portant les délégations de compétences données à la commission permanente du conseil général,
- Vu** la délibération de principe n°1651/2014/CP du 31/07/2014 portant transfert à la SPL976 d'une liste de projets à réaliser pour le compte du Département de Mayotte,
- Vu** le rapport n° 2014-001735 de Monsieur le Président du conseil général,

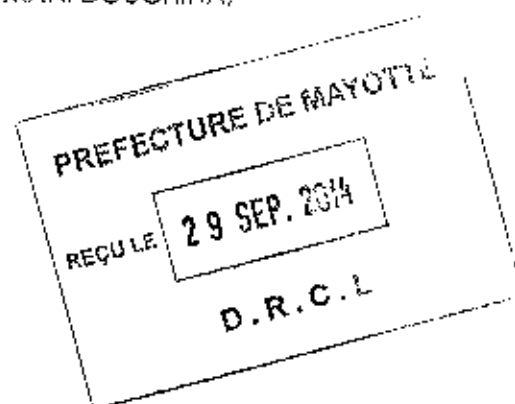
Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : D'approuver la mise à disposition, par bail emphytéotique administratif, des volumes sus mentionnés au profit de la société SPL 976 et dans les conditions précitées,

Article 2 : D'autoriser le Président du Conseil Général à signer l'état descriptif de division en volumes, la promesse de bail emphytéotique administratif et le bail emphytéotique administratif ainsi que tout document y afférent.

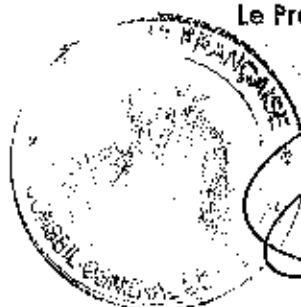
Article 3 : Précise que les frais de l'Etat Descriptif de Division en Volumes seront pris en charge sur le budget du département et imputés à la nature comptable, fonction....., de l'opération, du programme




Article 4 :

Précise que les recettes liées à ce bail emphytéotique administratif seront inscrites au budget du département et imputées à la nature comptable

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général



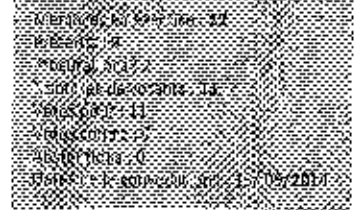
Daniel ZAIDANI



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1737/2014/CP

Relative à une autorisation donnée à la Société Publique Locale « SPL 976 » par le Conseil Général de Mayotte pour réaliser un lotissement de 40 logements libres, sur un foncier privé - à acquérir sur fonds propres de la SPL 976 à cette fin, dans le village de Trévani (canton de Koungou).

En deux mille quatorze, le dix-neuf septembre à neuf heures, le Conseil Général de Mayotte, réuni en Commission permanente, Article 121 de la loi n° 2012-273 du 21 mars 2012 relative aux collectivités territoriales, sur convocation en vertu de l'article 121 de la loi n° 2012-273 du 21 mars 2012 relative aux collectivités territoriales, a délibéré.

Conseillers généraux présents :

MM. Daniel ZAIDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martini HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

Conseiller général absent :

M. Saïderdine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales
- Vu le code général de la propriété des personnes publiques
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 relative à l'élection du Président du Conseil général
- Vu la délibération n°304/2011/CG portant les délégations de compétence données à la commission permanente du conseil général
- Vu le rapport n°2014-001737 de Monsieur le Président du Conseil Général,
- Vu l'avis de la Commission Aménagement - Environnement et Cadre de Vie en date du 18 septembre 2014

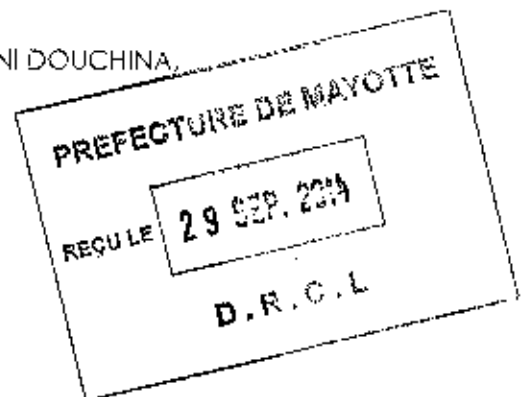
Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article unique :

D'autoriser la « SPL 976 » à conduire le projet de réalisation de 40 logements libres à construire sur un foncier privé de 30750 m² (3,75 ha) à Trévani (canton de Koungou).

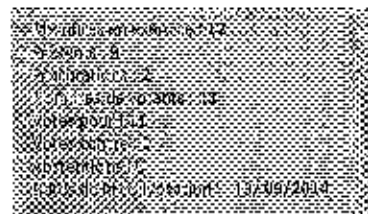
Extrait conforme
Président du Conseil Général
Daniel ZAIDANI



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1738/2014/CP

Relatif à la mise à disposition par bail emphytéotique administratif au profit de la Société Publique Locale "SPL 976" d'une parcelle située dans le canton Kani-Kéli pour la construction d'une Maison de la santé

En vertu de la loi n° 2003-256 du 27 mars 2003, relative à la réorganisation des collectivités territoriales, le Conseil Général de Mayotte est institué en application de l'article 312-2 du code général des collectivités territoriales. La présente délibération est prise en vertu de l'article 312-2 du code général des collectivités territoriales.

Conseillers généraux présents : MM.

Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issoufi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME.

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

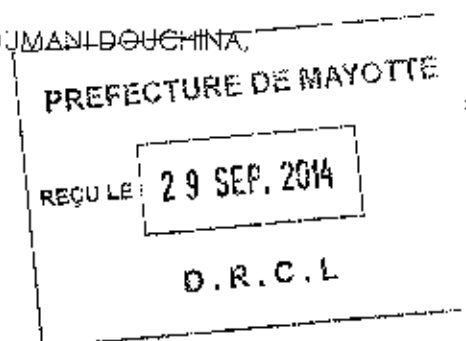
M. Ben Issa OUSSÉNI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

Conseiller général absent :

M. Soïderline MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu le code général de la propriété des personnes publiques,
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 relative à l'élection du Président du Conseil général
- Vu la délibération n°304/2011/CG portant les délégations de compétences données à la commission permanente du conseil général,
- Vu le rapport n°2014-001738 de Monsieur le Président du conseil général,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : d'approuver le transfert à la Société Publique Locale "SPL 976", la mise en place du nouveau programme et la réalisation du projet d'une « Maison de la santé » à Kani-Kéli au titre de sa programmation 2013/2017.

Article 2 : d'autoriser M. le Président du conseil général à signer avec la "SPL 976" les conventions définissant les conditions et les modalités de mise à disposition de la parcelle destinée à accueillir le projet de « Maison de la santé ».

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1741/2014/CP

Relative à la mise à disposition par bail emphytéotique au profit de la Société Publique Locale "SPL 976" d'un lot de parcelles située dans le canton de Pamandzi (Rue du jardin) pour la construction d'un centre culturel associatif comprenant une mosquée de vendredi, une salle funéraire, salles de classes, des bureaux et tous autres besoins pouvant intéresser les bailleurs de fond publics ou privés. Ce projet d'intérêt général s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de circulation sur la plateforme aéroportuaire et la prise en compte de la sécurité des usagers de ladite mosquée.

Le Conseil Général, le 19 septembre 2014, a délibéré, le Conseil Général de Mayotte par son Commission permanente, en application de l'article 152 de son règlement intérieur, en vertu de son pouvoir de décision et sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte, a délibéré sur l'ordre du jour ci-dessous et a adopté la délibération suivante :

Conseillers généraux présents : MM.

Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

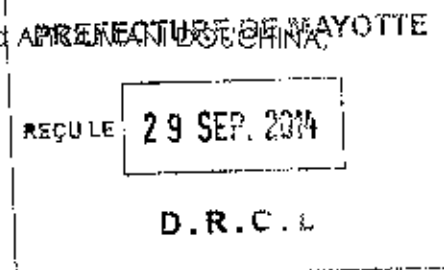
M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

Conseiller général absent :

M. Soïderdine MADITCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu le code général de la propriété des personnes publiques,
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 relative à l'élection du Président du Conseil général
- Vu la délibération n°304/2011/CG portant les délégations de compétences données à la commission permanente du conseil général,
- Vu le rapport n°2014-001741 de Monsieur le Président du conseil général,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE


Article 1 : D'approuver la mise à disposition par bail emphytéotique des parcelles de terrains ciblés pour ce projet au profit de la société SPL 976 et dans les conditions précitées,

Article 2 : D'autoriser le Président du Conseil Général à signer l'Etat Descriptif de Division (EDD) en volumes, la promesse de bail emphytéotique et le bail emphytéotique ainsi que tout document y afférent.

Article 3 : Précise que les frais de l'Etat Descriptif de Division (EDD) en volumes seront pris en charge sur le budget du Département et imputés à la nature comptable, fonction....., de l'opération et du programme

Article 4 : Précise que les recettes liées à ce bail emphytéotique seront inscrites au budget du Département et imputées à la nature comptable.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général



Daniel ZAIDANI



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1742/2014/CP

Relatif à la mise à disposition par bail emphytéotique administratif au profit de la Société Publique Locale "SPL 976" d'une parcelle située à Kawéni, canton de Mamoudzou 1, pour la construction du pôle administratif du Conseil Général de Mayotte et d'un parking à niveaux.

La séance a été convoquée le 19 septembre 2014. Le Président du Conseil Général de Mayotte s'est réuni en Commission permanente en application de l'article L. 2122 du code général des collectivités territoriales, en présence de Monsieur le Président de Monsieur Daniel Aïdani, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance a été tenue à l'hémicycle de la Préfecture de Mayotte.

Conseillers généraux présents : MM.

Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

Conseiller général absent :

M. Solderdine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu le code général de la propriété des personnes publiques,
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 relative à l'élection du Président du Conseil général
- Vu la délibération n°304/2011/CG portant les délégations de compétences données à la commission permanente du conseil général,
- Vu la délibération de principe n°1651/2014/CP du 31/07/2014 portant transfert à la SPL 976 d'une liste de projets à réaliser pour le compte du Département de Mayotte,
- Vu le rapport n°2014-001742 de Monsieur le Président du conseil général,

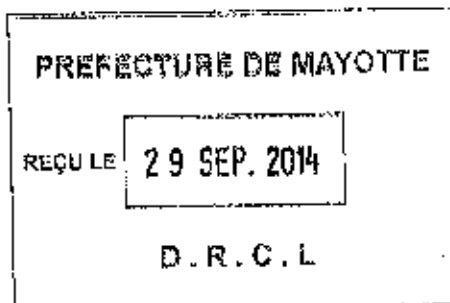
Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : D'approuver la mise à disposition, par bail emphytéotique administratif de la parcelle concernée au profit de la société SPL 976 et dans les conditions précitées,

Article 2 : D'autoriser le Président du Conseil Général à signer l'Etat Descriptif de Division (EDD) en volumes, la promesse de bail emphytéotique administratif et le bail emphytéotique administratif ainsi que tout document y afférent.

Article 3 : Précise que les frais de l'Etat Descriptif de Division (EDD) en volumes seront pris en charge sur le budget du Département et imputés à la nature comptable fonction..... de l'opération et du programme





3

Article 4 :

Précise que les recettes liées à ce bail emphytéotique administratif seront inscrites au budget du Département et imputées à la nature comptable.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général

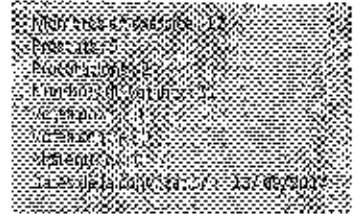


Daniel ZAIDANI



CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1745/2014/CP

Relative à la mise à disposition par bail emphytéotique au profit de la Société Publique Locale "SPL 976" de plusieurs volumes et parcelles afin de développer un programme de logements sociaux et logements en accession à la propriété sociale, y compris un hôtel de 60 chambres

Par décision n°1745/2014/CP, le conseil général du département de Mayotte a approuvé la mise à disposition de l'article 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

Conseillers généraux présents : MM.

Daniel ZADANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issoufi HAMADA, Jacques Martini HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

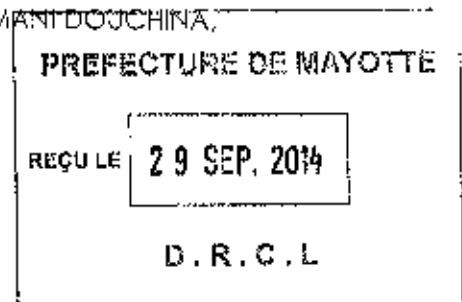
Conseiller général absent :

M. Solderdine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,



- Vu** le code général des collectivités territoriales,
- Vu** le code général de la propriété des personnes publiques
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 relative à l'élection du Président du Conseil général
- Vu** la délibération n°304/2014/CG portant les délégations de compétences données à la commission permanente du conseil général,
- Vu** la délibération de principe n°1651/2014/CG du 31/07/2014 portant transfert à la SPL976 d'une liste de projets à réaliser pour le compte du Département de Mayotte,
- Vu** le rapport n°2014-001745 de Monsieur le Président du conseil général,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

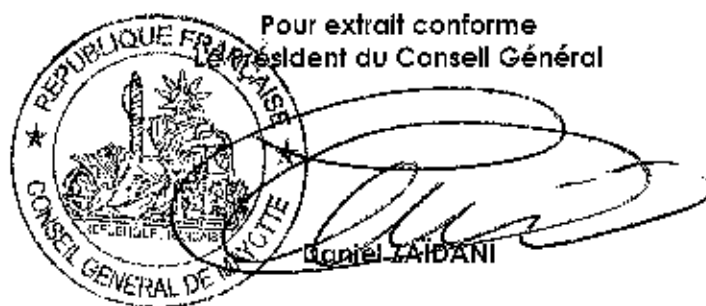
- Article 1 :** D'approuver la mise à disposition, par bail emphytéotique, des volumes sus mentionnés au profit de la société « SPL 976 » et dans les conditions précitées,
- Article 2 :** D'autoriser le Président du Conseil Général à signer l'état descriptif de division en volumes, la promesse de bail emphytéotique et le bail emphytéotique ainsi que tout document y afférent,
- Article 3 :** Précise que les frais de l'Etat Descriptif de Division en Volumes seront pris en charge sur le budget du département et imputés à la nature comptable fonction..... de l'opération du programme

D

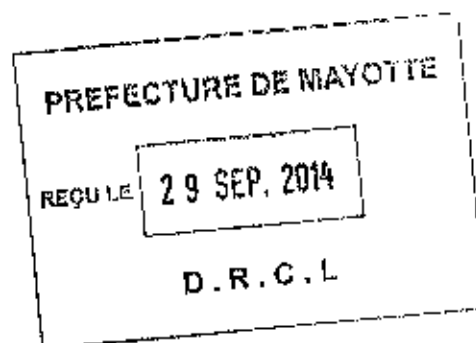
Article 4 :

Précise que les recettes liées à ce bail emphytéotique seront inscrites au budget du département et imputées à la nature comptable.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général



Daniel LAIDANI



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014

Mémoires des prés.	10
États	11
Comptes rendus	12
Statuts des collectivités	13
Statuts des communes	14
Statuts des associations	15
Statuts des syndicats	16
Statuts des unions	17
Statuts des associations de parents d'élèves	18
Statuts des associations de sportifs	19
Statuts des associations de personnes handicapées	20
Statuts des associations de personnes âgées	21
Statuts des associations de personnes handicapées	22
Statuts des associations de personnes handicapées	23
Statuts des associations de personnes handicapées	24
Statuts des associations de personnes handicapées	25
Statuts des associations de personnes handicapées	26
Statuts des associations de personnes handicapées	27
Statuts des associations de personnes handicapées	28
Statuts des associations de personnes handicapées	29
Statuts des associations de personnes handicapées	30
Statuts des associations de personnes handicapées	31
Statuts des associations de personnes handicapées	32
Statuts des associations de personnes handicapées	33
Statuts des associations de personnes handicapées	34
Statuts des associations de personnes handicapées	35
Statuts des associations de personnes handicapées	36
Statuts des associations de personnes handicapées	37
Statuts des associations de personnes handicapées	38
Statuts des associations de personnes handicapées	39
Statuts des associations de personnes handicapées	40
Statuts des associations de personnes handicapées	41
Statuts des associations de personnes handicapées	42
Statuts des associations de personnes handicapées	43
Statuts des associations de personnes handicapées	44
Statuts des associations de personnes handicapées	45
Statuts des associations de personnes handicapées	46
Statuts des associations de personnes handicapées	47
Statuts des associations de personnes handicapées	48
Statuts des associations de personnes handicapées	49
Statuts des associations de personnes handicapées	50
Statuts des associations de personnes handicapées	51
Statuts des associations de personnes handicapées	52
Statuts des associations de personnes handicapées	53
Statuts des associations de personnes handicapées	54
Statuts des associations de personnes handicapées	55
Statuts des associations de personnes handicapées	56
Statuts des associations de personnes handicapées	57
Statuts des associations de personnes handicapées	58
Statuts des associations de personnes handicapées	59
Statuts des associations de personnes handicapées	60
Statuts des associations de personnes handicapées	61
Statuts des associations de personnes handicapées	62
Statuts des associations de personnes handicapées	63
Statuts des associations de personnes handicapées	64
Statuts des associations de personnes handicapées	65
Statuts des associations de personnes handicapées	66
Statuts des associations de personnes handicapées	67
Statuts des associations de personnes handicapées	68
Statuts des associations de personnes handicapées	69
Statuts des associations de personnes handicapées	70
Statuts des associations de personnes handicapées	71
Statuts des associations de personnes handicapées	72
Statuts des associations de personnes handicapées	73
Statuts des associations de personnes handicapées	74
Statuts des associations de personnes handicapées	75
Statuts des associations de personnes handicapées	76
Statuts des associations de personnes handicapées	77
Statuts des associations de personnes handicapées	78
Statuts des associations de personnes handicapées	79
Statuts des associations de personnes handicapées	80
Statuts des associations de personnes handicapées	81
Statuts des associations de personnes handicapées	82
Statuts des associations de personnes handicapées	83
Statuts des associations de personnes handicapées	84
Statuts des associations de personnes handicapées	85
Statuts des associations de personnes handicapées	86
Statuts des associations de personnes handicapées	87
Statuts des associations de personnes handicapées	88
Statuts des associations de personnes handicapées	89
Statuts des associations de personnes handicapées	90
Statuts des associations de personnes handicapées	91
Statuts des associations de personnes handicapées	92
Statuts des associations de personnes handicapées	93
Statuts des associations de personnes handicapées	94
Statuts des associations de personnes handicapées	95
Statuts des associations de personnes handicapées	96
Statuts des associations de personnes handicapées	97
Statuts des associations de personnes handicapées	98
Statuts des associations de personnes handicapées	99
Statuts des associations de personnes handicapées	100

DELIBERATION N°1746/2014/CP

Relative à l'attribution d'indemnité exceptionnelle aux conseillers généraux siégeant au Conseil d'Administration de la SPL 976, sous la forme de jetons de présence et dans le cadre des conventions réglementées.

Après avoir constaté que le quorum est atteint, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni, en application de l'article L. 2121-9 du Code général des collectivités territoriales, le 19 septembre 2014, à 14 heures, sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance s'est tenue à l'Assemblée Générale.

Conseillers généraux présents :

MM. Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Aï ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME.

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Aï ASSANI,
M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA.

Conseiller général absent :

M. Solderline MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales
Vu le code général de la propriété des personnes publiques
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 relative à l'élection du Président du Conseil général
Vu la délibération n°304/2011/CG portant les délégations de compétences données à la commission permanente du conseil général
Vu le rapport n° 2014 - 1746 de Monsieur le Président relatif à l'attribution d'indemnité exceptionnelle aux conseillers généraux siégeant au Conseil d'Administration de la SPL 976, sous la forme de jetons de présence et dans le cadre des conventions réglementées.

PREFECTURE DE MAYOTTE

28 SEP 2014

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

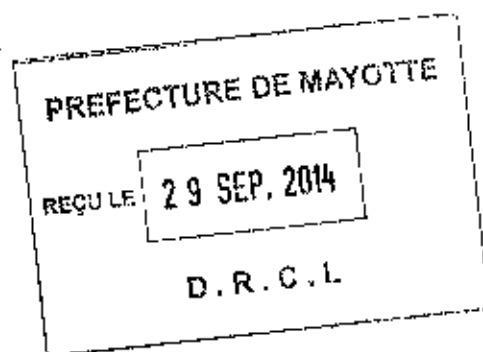
Article 1 : d'approuver l'attribution d'une indemnité de présence aux conseillers généraux siégeant au Conseil d'Administration de la SPL 976 au moyen d'un jeton de présence,

Article 2 : de fixer la rémunération de chaque « Délégué ». Représentant de le Conseil Général dans la limite de 6000, 00 € net annuel conformément à l'article L. 21223-20 du Code des Collectivités Territoriales relatif au plafonnement des indemnités qui fixe le montant total de la rémunération et des indemnités à percevoir pour un élu, en cas de cumul de mandat,

17

- Article 3 :** d'approuver la fixation de la valeur de ce jeton de présence à un montant brut de 400,00 € net au titre d'une rémunération exceptionnelle dans les termes définies par l'Art. L.225 - 46 du Code du Commerce et de l'article 24 des statuts de la SPL 976,
- Article 4 :** de fixer l'enveloppe globale du montant annuel maximum à partager en jetons de présence entre les élus du conseil général qui sont administrateurs dans la SPL 976 à 28 800€ soit vingt huit mille huit cent euros.
- Article 5 :** d'autoriser les conseillers généraux concernés à signer dans ce sens une convention réglementée avec la SPL 976.

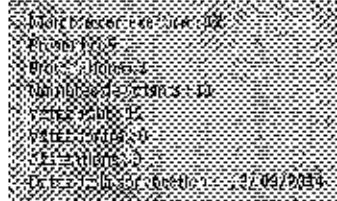
Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1747/2014/CP

Relative à une mission exceptionnelle confiée par la SPL 976 à son Président, dans le cadre des conventions réglementées, pour accompagner le Directeur Général de la société dans la finalisation de négociations financières avec différents bailleurs de fonds.

En date du 17 septembre 2014, le 19 septembre 2014, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en application de l'article 21-9 du Code général des collectivités territoriales, sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte, en présence de Monsieur Abdou RASTAM.

Conseillers généraux présents :

MM. Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAM, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. AL MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

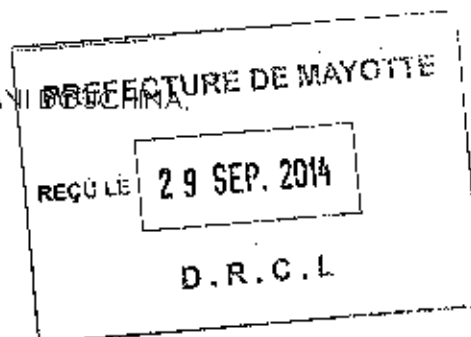
M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

Conseiller général absent :

M. Solderdine MADITCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAM.



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales
- Vu le code général de la propriété des personnes publiques
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 relative à l'élection du Président du Conseil général
- Vu la délibération n°304/2011/CG portant les délégations de compétence données à la commission permanente du conseil général
- Vu le rapport n° 2014 - 1747 de Monsieur le Président relatif à une mission exceptionnelle confiée par la SPL 976 à son Président, dans le cadre des conventions réglementées, pour accompagner le Directeur Général de la société dans la finalisation de négociations financières avec différents bailleurs de fonds

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : d'approuver la mission exceptionnelle confiée au Président du Conseil Général en sa qualité de Président du Conseil d'Administration de la société publique locale « SPL 976 » et au titre des conventions réglementées,

Article 2 : d'autoriser M. le Président du Conseil Général à percevoir une rémunération exceptionnelle dans les termes définies par l'Art. L225 - 46 du Code du Commerce et de l'article 24 des statuts de la SPL 976, laquelle ne pourra pas excéder la somme brute

annuelle correspondant à 3,5 fois le montant de l'indemnité parlementaire. Soit la somme brute annuelle maximal de 99 264,24 euros.

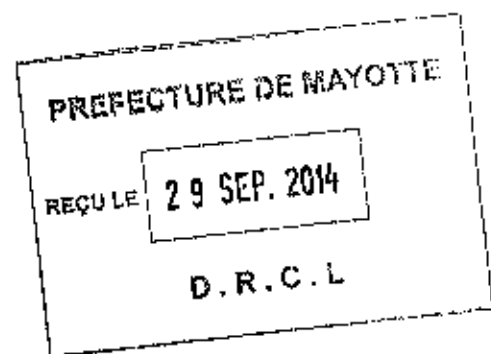
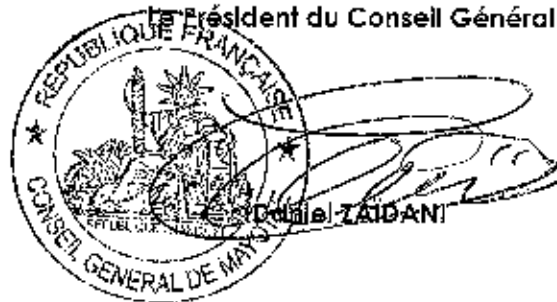
Le montant exact sera décidé et négocié périodiquement avec le conseil d'administration de la SPL 976 dans les limites de :

- ses possibilités,
- une durée conventionnelle de un an renouvelable une fois,
- et le montant annuel brut maximum fixé par la présente délibération.

Article 3 : d'autoriser M. le Président du Conseil Général à signer dans ce sens une convention réglementée avec la SPL 976.

Pour extrait conforme

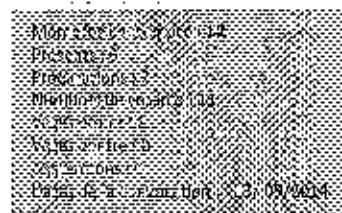
Le Président du Conseil Général



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1748/2014/CP

Relative à un transfert de mission à la société publique locale « SPL 976 » pour la mission de gestion de la billetterie concernant les élus, agents et étudiants dépendant financièrement du Conseil Général de Mayotte.

En séance publique, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en assemblée plénière le 19 septembre 2014 à 18 heures, sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance s'est tenue à l'Hôtel de la Préfecture de Mayotte.

Conseillers généraux présents :

MM. Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

M. Ben Issa OUSSÉNI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA.

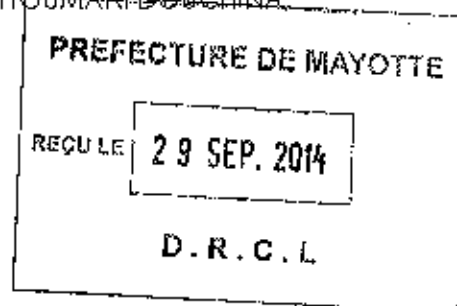
Conseiller général absent :

M. Solderline MADITCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,



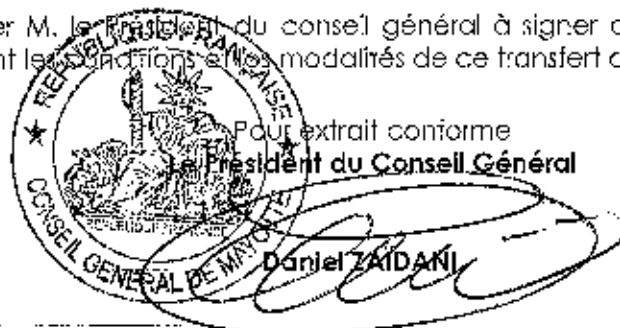
- Vu le code général des collectivités territoriales
- Vu le code général de la propriété des personnes publiques
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 relative à l'élection du Président du Conseil général
- Vu la délibération n°304/2011/CG portant les délégations de compétence données à la commission permanente du conseil général
- Vu le rapport n° 2014 - 1748 de Monsieur le Président relatif à un transfert de mission à la société publique locale « SPL 976 » pour la mission de gestion de la billetterie concernant les élus, agents et étudiants dépendant financièrement du Conseil Général de Mayotte.

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : d'approuver le transfert à la société publique locale « SPL 976 » la mission de gestion, de rationalisation et de réduction du coût de la billetterie concernant les élus, agents et étudiants dépendant financièrement du Conseil Général de Mayotte.

Article 2 : d'autoriser M. le Président du conseil général à signer avec la "SPL 976" les conventions définissant les conditions et les modalités de ce transfert de mission.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014

Membres présents : 12
Excusés : 2
Abstentions : 2
Président du Conseil Général : 1
Vice-président : 1
Secrétaire Général : 1
Secrétaire Adjoint : 1
Président de la Commission : 1

DELIBERATION N°1753/2014/CP

Relative à l'organisation d'une formation DIF

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf septembre, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en Commission permanente en l'absence de Monsieur le Président du Conseil Général, Monsieur le Vice-président et Monsieur le Secrétaire Général, pour la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance s'est tenue à l'hôtel de ville de Mayotte.

Conseillers généraux présents : MM.

Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issoufi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Oussén MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

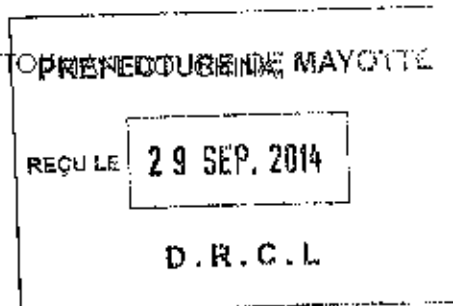
M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA.

Conseiller général absent :

M. Saïderdine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au Budget Primitif 2014,
- Vu la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente,
- Vu le rapport n°2014-001753 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu l'avis de la commission culture, jeunesse et sports en date du mercredi 17 septembre 2014,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

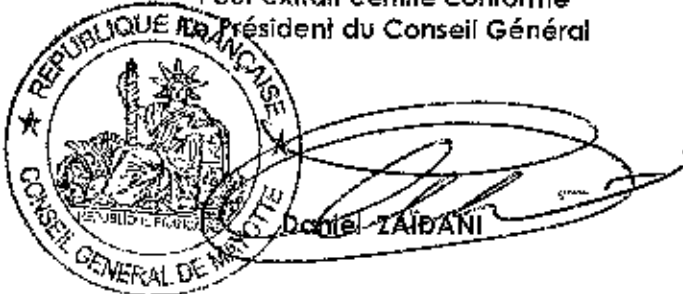
Article 1 : de valider la prise en charge de la formation DIF selon le tableau ci-après :

Postes des dépenses	Montant
7 billets A/R Réunion - Mayotte	4 800,00 €
Hébergement et restauration	3 600,00 €
TOTAL	8 400,00 €

Article 2 : d'autoriser le Président à signer tout document relatif à la mise en œuvre de cette délibération

Article 3 : d'imputer les dépenses correspondantes au budget 2014 du Département.

Pour extrait certifié conforme
Président du Conseil Général



The seal is circular with the text "REPUBLIQUE FRANÇAISE" at the top and "CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE" at the bottom. In the center is the coat of arms of Mayotte. A signature is written over the seal, and the name "Daniel ZAIDANI" is printed below it.

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE 29 SEP. 2014

D.R.C.L


Daniel ZAIDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1755/2014/CP

Relative au transfert de la Maîtrise d'Ouvrage du projet Plateau Polyvalent de Mtsapéré Baobab au Conseil Général

En vertu de l'article 15 de la loi n° 2004-39 du 4 janvier 2004 relative à l'organisation et au fonctionnement des collectivités territoriales, le Conseil Général de Mayotte est réuni en commission permanente en application de l'article L. 312-2 du Code général des collectivités territoriales et convoqué en séance par son Président, Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte, en séance, en l'honneur de Monsieur le Préfet de Mayotte.

Conseillers généraux présents :

MM. Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Mariat HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA

Conseiller général absent :

M. Solderdine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente,
- Vu le courrier du Préfet en date du 04 août 2014 attestant qu'à compter du 1er novembre 2014, il procédera à la dissolution du syndicat SMIAM,
- Vu le courrier du Conseil Général du 28 Août 2014 demandant au SMIAM le transfert de la maîtrise d'ouvrage du projet Plateau Polyvalent de M'tsapéré Baobab au conseil Général,
- Vu la délibération n°2014/66/SMIAM du 3 septembre 2014 relative au transfert de la maîtrise d'ouvrage du projet Plateau Polyvalent de M'tsapéré Baobab au conseil Général
- Vu le rapport n°2014-001755 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte
- Vu l'avis de la Commission Aménagement – Environnement et Cadre de Vie en date du 18 septembre 2014

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE


Article 1 : d'accepter la proposition de transfert de la maîtrise d'ouvrage de l'opération du Plateau Polyvalent de Baobab du SMIAM au Conseil Général,

Article 2 : d'accepter les missions transférées : Etude d'impact et Environnementale, DCE, ACT, DET, AOR/DOE, et puis de transférer la gestion à la commune,

Article 3 : d'autoriser le président à signer au nom et pour le compte du Département de Mayotte les conventions correspondant et tout document nécessaire à la bonne exécution du marché ;

Article 4 : d'imputer les dépenses correspondantes au budget du Département de Mayotte.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général

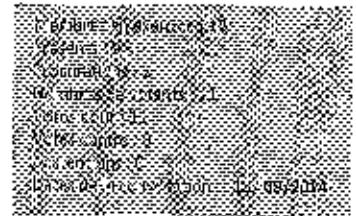


[Signature]
Daniel ZAIDANI

PREFECTURE DE MAYOTTE
REÇU LE 29 SEP. 2014
D.R.C.L

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DÉLIBÉRATION N°1758/2014/CP

Relative aux mandats spéciaux des élus du Conseil général de Mayotte

Par décret en date du 19 septembre 2014, Monsieur le Conseil Général de Mayotte est réuni en Commission permanente, en application de l'article 113 du code général des collectivités territoriales, en application et sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance est tenue à l'Assemblée Plénière à 15 heures.

Conseillers généraux présents :

MM. Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

Conseiller général absent :

M. Saïderdine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente
- Vu le rapport n°2014-001758 de Monsieur le Président relatif à la prise en charge de frais de déplacements d'élus du Conseil Général hors de Mayotte

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver l'envoi en mission en Europe et dans des pays de la région océan indien des conseillers généraux ci-après et de prendre en charge en conséquence leurs frais de déplacements y afférents :

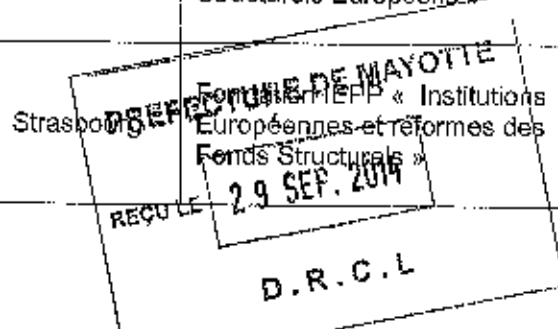
NOM DE L'ELU	DATE DE LA MISSION	LIEU DE LA MISSION	INTITULE DE LA MISSION
- Conseiller Général de Mamoudzou III Mr Jacques Martial HENRY	Du 22 au 30 Septembre 2014	Tana-Nosy Be	- Atelier de la Coopération Décentralisée - Journées mondiales du Tourisme à Nosy- Be
- Conseiller Général de Bouéni Mr Mirhane OUSSENI	Du 26 septembre au 03 octobre 2014	Bruxelles	Forum des RUP
- Conseiller Général de Kani - Kéli Mr Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA	Du 04 au 08 Octobre 2014	Paris	Rencontre avec le Ministre des Outre- Mer et le Ministre du Travail
- Conseiller Général de Mamoudzou III Mr Jacques Martial HENRY - Conseiller Général de Mamoudzou II Mr Zaidou TAVANDAY	Du 06 au 14 Octobre 2014	La Réunion	13 ^{ème} Forum International VIH/Hépatite
- Conseiller Général de Bouéni Mr Mirhane OUSSENI	Du 08 au 12 Octobre 2014	Paris	Réunion de travail avec Cabinet d'avocat
- Conseiller Général d'Acoua Mr Solderdine MADI TCHAMA	Du 11 au 25 Octobre 2014	Tana	- Rencontre avec le Ministre de Culture et Artisanat à Tana - Rencontre avec Le Président COFSAT (Collectif des Organisateurs du Festivaille- Sairahagna)-Sambava
- Conseiller Général de Sada Mr Nomani OUSSENI	Du 13 au 18 Octobre 2014	La Réunion	- Basculement ASV – RSA « Rencontre avec la CAF de la Réunion et le Conseil Général de la Réunion » - Immersion Gestion APA APCH
- Conseiller Général de Mamoudzou III Mr Jacques Martial HENRY	Du 14 au 17 Octobre 2014	Nice	Congrès de l'UNCCAS
- Conseiller Général d'Acoua Mr Solderdine MADI TCHAMA	Du 23 au 30 Septembre 2014	Paris	Formation des Elus – IFET « Sans billet Aller/Retour »
- Conseiller Général de Kani - Kéli Mr Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA	Du 21 au 26 Octobre 2014	Moroni	Le 10 ^{ème} Forum Economique des Iles l'Océan Indien à Moroni
- Conseiller Général de Kani - Kéli Mr Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA	Du 15 au 18 Octobre 2014	Maurice	Colloque régional sur « les Droits et la Bienveillance de la Personne Agée dans la région Océan Indien »

PREFECTURE DE MAYOTTE
Tana
29 SEP. 2014
REGULE
D.R.C.

- Conseiller Général de M'Tsamboro Mr Ali BACAR - Conseiller Général de Koungou Mr Saïd AHAMADI	Du 16 au 28 Octobre 2014	Majunga	Rencontre avec les acteurs économiques et l'autorité portuaire de Majunga
- Conseiller Général de Chirongui Mr Ali Moussa	Du 16 au 19 Octobre 2014	Paris	Séminaire de réflexion sur le projet associatif + réunion des Directeurs
- Conseiller Général de M'Tsamboro Mr Ali BACAR - Conseiller Général de Bandraboua Mr Issihaka ABDILLAH	Du 19 au 28 Octobre 2014	Paris - La Réunion	Mission d'études thématiques « Comprendre le fonctionnement de l'Union Européenne et les débouchés financiers sur Mayotte » avec le cabinet INSIDENS
- Conseiller Général de Koungou Mr Saïd AHAMADI	Du 29 au 04 Octobre 2014	Tana	Réunion de lancement du Réseau OI
- Conseiller Général de Bouéni Mr Mirhane OUSSENI	Du 25 Octobre au 12 Novembre 2014	Guyane - Paris	Mise d'étude et d'observation sur la Protection de l'Enfance
- Président du Conseil Général Mr ZAIDANI Daniel - Conseiller Général de Chirongui Mr Ali Moussa	Du 23 au 26 Octobre 2014	Toulouse	3 ^{ème} Edition des Assises sur la scolarisation des élèves et étudiants Mahorais en Métropole
- Conseillère Générale de DEMDENI Mme Sarah MOUHOUSSEUNE - Conseiller Général de Koungou Mr Saïd AHAMADI - Conseiller Général de Bouéni Mr Mirhane OUSSENI	Du 01 au 05 Décembre 2014	Bruxelles	Formation : Optimiser les financements européens dédiés aux montages de projets stratégiques dans les DROM- TOM
- Conseiller Général de Bouéni Mr Mirhane OUSSENI	Du 12 au 16 Décembre 2014	Paris	Formation IEPP « Les Fonds Structurels Européens »
- Conseiller Général de Bouéni Mr Mirhane OUSSENI	Du 16 au 20 Décembre 2014	Strasbourg	Formation IEPP « Institutions Européennes et réformes des Fonds Structurels »

Missions à rajouter :

NOM DE L'ELU	DATE DE LA MISSION	LIEU DE LA MISSION	INTITULE DE LA MISSION
- Président du Conseil Général Mr ZAIDANI Daniel	Du 14 au 27 juillet 2014	Paris	Réunions avec : Délégation de PARIS Euro Agency
- Président du Conseil Général Mr ZAIDANI Daniel	Du 06 au 13 Septembre 2014	Paris	Préparation 3 ^{ème} Forum des RUP à Bruxelles

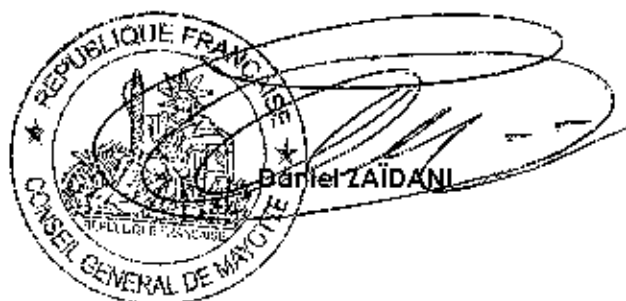


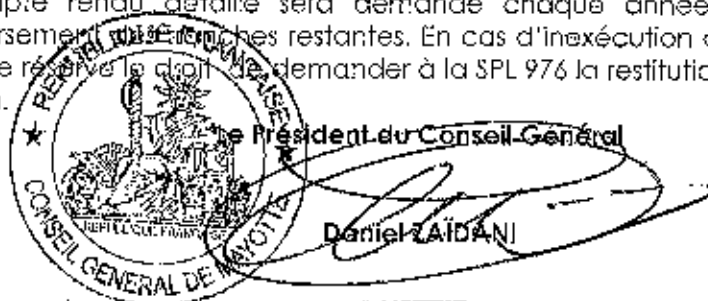
Missions à rectifier :

- Conseiller Général de Kani - Kéli Mr Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA	Du 25 au 29 Août 2014	Anjouan	Festival Culture et Gastronomie INDIANOCEANIQUE
---	--------------------------	---------	--

Article 2 : de prélever le montant des dépenses correspondantes sur les crédits inscrits à cet effet au chapitre 011, compte 6251 du budget du Département de Mayotte.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général





Convention de mission n°2014/CG/MOD/08

Entre La Société Publique Locale « SPL976 »

appt 09 - 2ème étage Immeuble les jardins créoles
Route Nationale - Quartier Golden Lagon- 97600 Mamoudzou
Téléphone : 02 69 70 10 24
RCS : Mayotte 2013 B 17139
Forme juridique : Société anonyme à Conseil d'Administration
Représenté par : **Andrianavelo, Kellmanjaka SAIDI ISSOUF** en qualité de Directeur Général

D'une part

Et

Le Conseil Général de Mayotte

Hôtel du Département - 8, Route de l'Hôpital - B.P : 101
97600 Mamoudzou
Forme juridique : Collectivité territoriale
Représentée par : **Daniel ZAÏDANI** en qualité de Président

D'autre part

PRÉAMBULE :

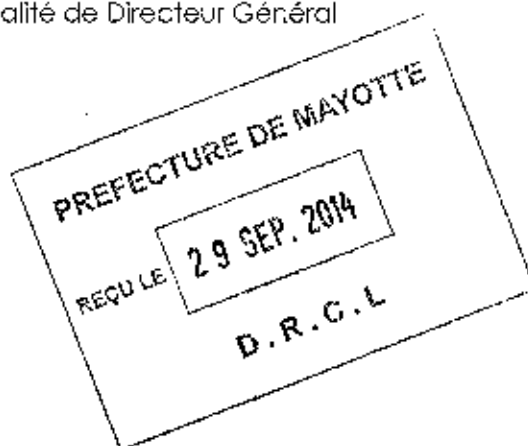
Créée le 24 novembre 2012 par le **CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE** et les communes de **BANDRELE, BOUENI, CHIRONGUI** et **DZAOUDZI-LABATTOIR**, la Société Publique Locale « **SPL 976** » s'est vue fixer pour mission :

A/De réaliser pour le compte de ses actionnaires, toute action ou opération d'aménagement définie à l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme :

- mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat ;
- organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques ;
- favoriser le développement des loisirs et du tourisme ;
- réaliser les équipements collectifs ;
- lutter contre l'insalubrité ;
- permettre le renouvellement urbain ;
- sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels

Outre la réalisation de toute opération d'aménagement au sens du Code de l'Urbanisme de :

- réaliser des études préalables aux opérations d'aménagement ;
- procéder à toute acquisition et cession d'immeubles en vue de la réalisation des actions ou opérations d'aménagement destinées à mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels ;



procéder à toute opération de construction ou de réhabilitation immobilière en vue de la réalisation des mêmes objectifs énoncés ci-dessus ;

- procéder à toute acquisition et cession de baux commerciaux, de fonds de commerce ou de fonds artisanaux à l'intérieur d'un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité, délimité par un conseil municipal en application de l'article L 214-1 du code de l'urbanisme.

B/ Des opérations de construction

C/ L'exploitation des services publics à caractère industriel ou commercial ou toutes autres activités d'intérêt général.

À cet effet, la société pourra passer toute convention appropriée, et effectuera toutes opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, industrielles, juridiques et financières se rapportant à l'objet défini ci-dessus.

Elle pourra en outre réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet et qui contribuent à sa réalisation.

Elle exercera ses activités exclusivement sur le territoire de ses actionnaires, et pour leurs comptes exclusifs et conformément à la jurisprudence européenne sur le principe « in house ». Autrement dit, aucun membre de la société ne pourra demander à celle dernière d'exécuter une mission ou une procédure qui n'est pas de sa propre prérogative en tant que collectivité locale.

EST INTERVENUE LA PRÉSENTE CONVENTION DE MISSION DONT LES CARACTÉRISTIQUES SONT LES SUIVANTES

Objet de la mission

La présente convention définit les obligations de l'ensemble des parties prenantes concernant la réalisation d'une mission

Contenu de la mission de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)

La mission porte sur la conception et la réalisation d'opérations dans les domaines suivants :

- Etudes et ingénierie,
- Aménagement,
- Construction,
- Développement territorial,
- Conseils,
- Prestation de services,



Date, durée de réalisation de la mission de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)

La mission de MOD confiée à la Société Publique Locale « **SPL 976** » débutera à compter du : 22 septembre 2014 pour s'achever au plus tard le 22 septembre 2025.

Coût de la prestation

La prestation sera réalisée pour un coût global de 4 109 700 € dont 1 500 000, 00 €, sous la forme d'une subvention provenant du Conseil Général de Mayotte, payable sur les 3 premières années, à raison de 500 000, 00 € /an.

Conditions conventionnelles

Les conditions conventionnelles figurent en annexe de ce document. Le prestataire reconnaît avoir pris connaissance des dites conditions générales et de les accepter sans réserve, sachant qu'elles régissent tous les rapports entre les deux parties dans le cadre de la présente mission.

Fait en double exemplaire à Mamoudzou (Mayotte),

Le 22 septembre 2014

Pour la Société Publique Locale SPL 976,

Le Directeur Général

Andrianavelo, Ketimanjaka SAIDI SSOUF

Pour le Conseil Général de Mayotte,

le Président

Daniel ZAÏDANI



Annexe

Conditions conventionnelles

▪ La modification de la mission en cours de réalisation

D'un commun accord entre les parties, l'objet de la présente convention pourra être modifié au cours de sa réalisation. Toute modification fera l'objet d'un avenant annexé à la présente convention. Toute extension de la mission confiée au prestataire fera l'objet d'une nouvelle facturation convenue d'un commun accord entre les parties, et dont le montant sera précisé dans une annexe à la présente convention.

▪ Engagement du Conseil Général de Mayotte et de la SPL976

Il est expressément stipulé entre les parties que la présente convention fait office de mandat au profit du Prestataire, la « SPL 976 ». Il le lie au regard des tiers par les actes accomplis par le Prestataire dans le cadre de la mission décrite ci-dessous. Cette mission est confiée à la « SPL 976 », le Prestataire dont les capacités professionnelles, le rendent aptes à en réaliser l'objet. Le prestataire reconnaît avoir pris connaissance de tous les composants et impératifs pour l'exécution de ladite mission.

La SPL976 met toutes ses compétences et son savoir-faire au service de la bonne réalisation de la mission que lui a confiée le Conseil Général de Mayotte. À cet effet, le prestataire s'engage notamment à solliciter auprès du Conseil Général de Mayotte tous les moyens et informations techniques nécessaires ou à prendre toutes dispositions utiles.

▪ Propriété de la mission/missions réalisées

LA SPL976 s'engage à ne pas utiliser les résultats de la mission réalisée à d'autres fins que celles décidées par le Conseil Général de Mayotte.

▪ Obligation du prestataire

Le prestataire s'oblige à mettre en œuvre tous les moyens en vue de la réalisation de la mission.

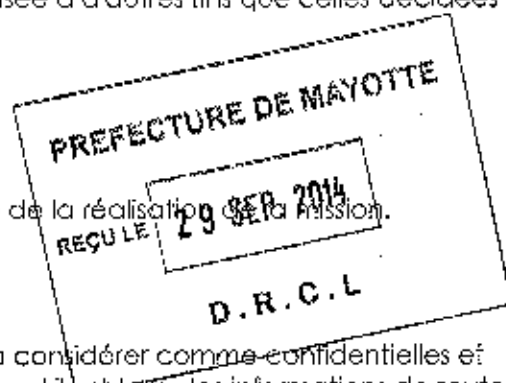
▪ Clause de confidentialité

Le Prestataire s'engage par les missions confiées par la présente à considérer comme confidentielles et entrant dans le champs d'application du secret professionnel auquel il est tenu, les informations de toute nature relatives notamment aux activités du Client, à son organisation et à son personnel, que ladite mission l'amènerait à connaître. Cette clause engage la Société Publique Locale « SPL 976 », représentée par son Directeur Général, Monsieur Andrianavelo, Kelimanjaka SAIDJ ISSOUF, qui pendant toute la durée de la mission s'oblige à une discrétion totale quant aux informations divulguées par le Conseil Général de Mayotte ou qu'il sera amené à connaître sur le Conseil Général de Mayotte quelles qu'elles soient et dont la divulgation serait de nature à porter préjudice aux intérêts de ce dernier. Tout manquement à cette clause, sans préjudice de l'application des dispositions des articles 408 et 418 du Code pénal, pourrait entraîner la révocation du Prestataire pour faute grave.

▪ Clause de responsabilité

Le Prestataire est responsable de l'achèvement de la mission convenue, sauf cas de force majeure.

▪ Résiliation



1) Résiliation pour faute grave

L'une ou l'autre des parties pourra résilier la présente convention en cas de manquement grave dûment constaté et dénoncé à la partie défaillante par lettre recommandée, avec accusé de réception, la mettant en demeure d'exécuter la présente convention. À défaut de réponse à la mise en demeure susmentionnée dans les quinze jours de sa notification, le présent contrat sera résilié de plein droit. Le Conseil Général de Mayotte paiera alors le prix correspondant aux prestations déjà effectuées.

3) Résiliation d'un commun accord

En cas d'interruption de la mission d'un commun accord dûment constaté entre les parties par un écrit, le Conseil Général de Mayotte paiera les travaux déjà effectués dans le cadre de la mission.

4) Résiliation pour force majeure

Chacune des parties pourra résilier la présente convention en cas de force majeure, telle que définie par la loi et la jurisprudence, l'empêchant d'exécuter ses obligations. La partie qui entendra se prévaloir d'un cas de force majeure devra en aviser son co-contractant par lettre recommandée avec accusé de réception, en précisant quels sont les éléments permettant de qualifier la force majeure. Dans cette hypothèse, les travaux seront remis en l'état où ils se trouvent et le Conseil Général de Mayotte paiera le prix correspondant aux prestations déjà effectuées.

5) Résiliation de plein droit sans indemnité et sans accomplissement d'aucune formalité judiciaire, dans les cas suivants:

- Dissolution du Prestataire de service,
- En cas de force majeure rendant impossible la poursuite de la prestation de service.

▪ **Achèvement des prestations**

La ou les prestations seront réputées achevées lors de la remise des travaux par le prestataire intervenant dans le cadre de la présente mission. À défaut de contestation par lettre recommandée, avec accusé de réception, adressée par le Conseil Général de Mayotte dans les 15 jours suivants la réception de la facture, la mission sera réputée avoir été reçue sans réserve. En conséquence, l'intégralité du prix convenu devra être payée au prestataire.

▪ **Droit Applicable et Litige**

En cas de différend sur l'interprétation et/ou l'exécution des présentes et/ou leur résiliation, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement amiable.

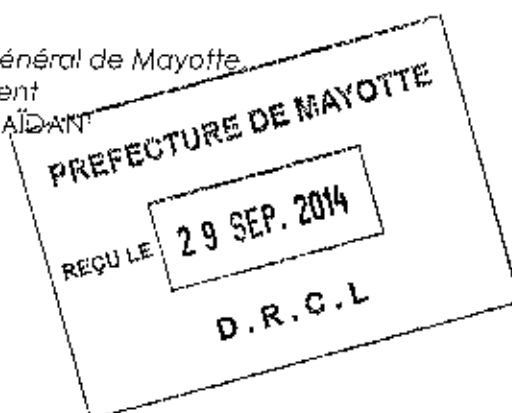
À défaut, le règlement du litige sera de la compétence du Tribunal de Commerce de Mamoudzou (Mayotte).

A Mamoudzou, le 30 septembre 2014

Je reconnais avoir pris connaissance des conditions conventionnelles et déclare les approuver.

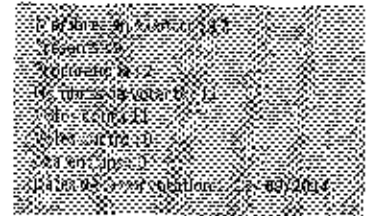
Le Pour la Société Publique Locale SPL 976,
Le Directeur Général
Andrianavelo, Kelimanjaka SAÏDI ISSOUF

Pour le Conseil Général de Mayotte,
le Président
Daniel ZAÏDANI



CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1761/2014/CP

Relative à la mise à disposition gratuite de locaux à la commune d'Acoua pour installer la Police municipale de la commune.

Le jeudi huit septembre, le Conseil Général de Mayotte, réuni en session permanente, a délibéré sur le projet de convention joint en annexe, relatif à la mise à disposition gratuite de locaux à la commune d'Acoua, représentée par le Maire de la Commune, pour installer la Police municipale de la commune.

Conseillers généraux présents : MM.

Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martiaï HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

M. Ben Issa OUSSÉNI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

Conseiller général absent :

M. Solderdine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales,
- Vu** la loi 2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte,
- Vu** la délibération n°299/2011/CG en date du 3 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du conseil Général de Mayotte,
- Vu** la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation du Conseil général donnée à sa commission permanente,
- Vu** la lettre de demande du Maire de la Commune d'Acoua,
- Vu** le rapport n° 2014-1761 de Monsieur le Président du conseil général,
- Vu** l'avis de la commission santé, action sociale et administration générale en date du jeudi 18 septembre 2014,

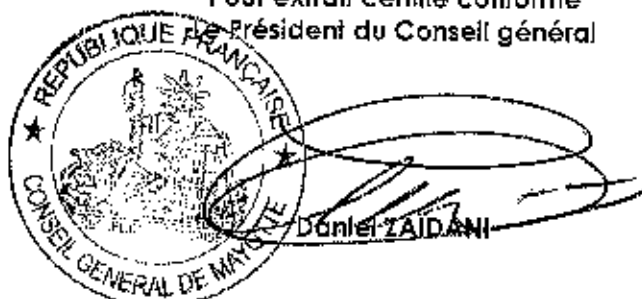
Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : d'approuver le projet de convention joint en annexe, relatif à la mise à disposition gratuite de locaux au profit de la commune d'Acoua, représentée par le Maire de la Commune, pour installer la Police municipale de la Commune.

Article 2 : d'autoriser le Président du conseil Général à signer ce projet de convention au nom du département et tous les documents administratifs nécessaires.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



CONVENTION DE MISE À DISPOSITION À TITRE GRATUIT DE LOCAUX



Acte n° : _____

Entre :

Le Conseil Général de Mayotte, représenté par son Président, Monsieur Daniel ZAIDANI, agissant au nom et pour le compte de celui-ci, ci-après désigné « Le propriétaire »

d'une part, et

La Commune d'Acoua, représenté par le Maire, Monsieur Ahmed DAROUJECHI, agissant au nom et pour le compte de la commune, ci-après désigné « le bénéficiaire »,

d'autre part,

Ont exposé ce qui suit :

Le Département de Mayotte est propriétaire d'un immeuble situé à Acoua, abritant actuellement deux Associations de la Commune d'Acoua et dont l'autorisation d'occupation de l'une des Associations, Mgodro Soleil de Passikéli, est arrivée à échéance depuis le 17 octobre 2013 alors que la 2^{ème} Association, Radio Parole, occupe encore les lieux,

La Commune d'Acoua souhaite disposer de ce local pour installer sa police municipale. La commune fait son affaire des discussions tendant à la libération à l'amiable du local avec les deux associations, occupantes des lieux actuellement.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la mise à disposition, par le Département de Mayotte au profit de la Commune d'Acoua, du local à usage de bureaux ci-après désigné, destiné au service de la police municipale de la commune.

Article 2 : Désignation des locaux

Les biens, objet de la présente convention, propriété du Département de Mayotte, consistent en un local avec 3 pièces principales, à usage de bureaux, situé Rue Batsimi à Acoua, commune d'Acoua.

Le local fait partie d'un ensemble d'immeuble composé de 2 bâtiments, propriété du département, construit sur la parcelle de terrain répondant aux références cadastrales A344 (R16891) d'une superficie totale de 790 m², propriété également du département.

L'un des bâtiments étant occupé par les services du Cadi d'Acoua qui continue d'occuper le local mis à leur disposition,

Article 3 : Redevance

Cette mise à disposition est consentie par le Département de Mayotte à titre gratuit.

En contrepartie, le bénéficiaire fera son affaire de l'ensemble des charges et taxes auxquelles l'immeuble peut être légalement assujéti, y compris celles que le département peut être assujétiées conformément à la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, le bénéficiaire réalisera à ses frais, l'ensemble des travaux d'entretien et pourra réaliser de grosses réparations incombant habituellement au propriétaire.

Article 4 : Obligations du bénéficiaire

Il entretiendra en bon état les locaux mis à sa disposition assurera l'entretien courant et les réparations, tels que prévues par l'article 1754 du Code Civil, et les rendra en l'état à la fin de la convention.

Il prendra les lieux mis à leur disposition dans l'état où ils se trouvent lors de l'entrée en jouissance. A cet effet et dans les huit jours de la prise de possession ou de la signature de la présente convention, il sera dressé contradictoirement un état des lieux, établi en double exemplaire, dont un sera destiné à chacune des parties.

Toute sous-location ou sous-occupation est interdite.

Article 5 : Assurances

Le bénéficiaire contractera une police d'assurance pour garantir les risques qui lui incombent du fait de la présente convention.

Si un sinistre non imputable à la responsabilité de la commune entraîne, soit une privation de jouissance, soit la résiliation de la convention, il n'y aura lieu à aucun dédommagement de part et d'autre.

Article 6 : Travaux

La commune peut réaliser tous les travaux sur les structures du bâtiment, sous réserve de l'accord préalable et écrit du Département.

Les demandes d'autorisation de travaux accompagnées d'un dossier descriptif, seront formulées par le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception. Le Propriétaire s'engage à répondre dans les trente jours à compter de la date de réception. Sauf en cas de prorogation acceptée par le bénéficiaire, le défaut de réponse dans un délai de trente jours vaut accord tacite du Département.

Tous aménagements, embellissements et améliorations que la commune aura effectués dans le bâtiment mis à sa disposition profiteront au Département à la fin de la présente convention, sans aucune indemnité à sa charge.

Le bénéficiaire ne sera pas tenu en fin de convention de démolir à ses frais les constructions ou installations qu'il aura effectuées.

Article 7 : Avenant

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci.

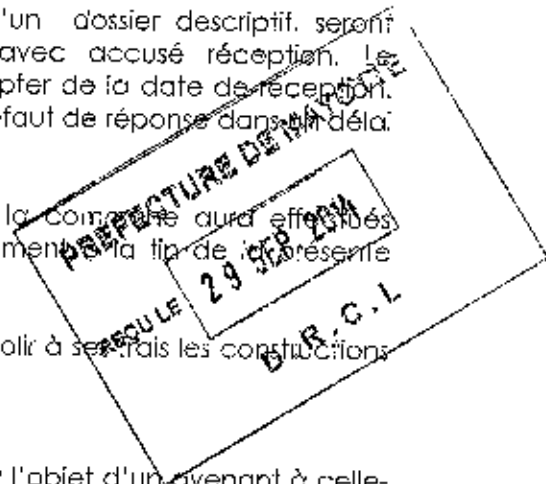
Article 8 : Date d'effet et durée

La présente convention prend effet à partir du 1^{er} octobre 2014.

Elle est consentie et acceptée pour une durée de 5 ans renouvelable par tacite reconduction pour des périodes de même durée, sauf résiliation par lettre recommandée avec accusé réception, 6 mois avant son terme.

En cas de résiliation à l'initiative du Département, la présente convention continuera de produire ses effets jusqu'à une date fixée d'un commun accord entre les parties et arrêtée de telle façon que la continuité du service de la police municipale de la commune d'Acoua soit assurée.

Dans le cas où, par suite de suppression, concentration ou transfert de services, la commune d'Acoua n'aurait plus l'utilisation des locaux mis à sa disposition pour sa police municipale, la



présente convention serait résiliée par la seule volonté de la commune, à charge pour lui de prévenir le département 6 mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé réception.

La résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité de part et d'autre.

A l'expiration de la présente convention la commune d'Acoua devra libérer les locaux mis à disposition en bon état d'entretien et de propreté.

Cette restitution devra faire l'objet d'un inventaire signé par les parties.

Article 9 : Condition particulière

Le Conseil Général de Mayotte se réserve en outre le droit de reprendre les locaux mis à disposition pour nécessité de service, après un préavis de 6 mois.

Article 10 : Non - respect des engagements

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention à l'exception de l'article 8, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de TRENTE jours suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 11 : Contentieux

Tout contentieux lié à l'application de la présente convention sera déféré au tribunal administratif de Mayotte à Mamoudzou.

Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font election de domicile :

- le Président du Conseil Général en ses bureaux, Hôtel du Département – 101 rue de l'hôpital à Mamoudzou,
- la commune d'Acoua, en ses bureaux, Rue de l'Hôtel de ville – 97630 ACOUA.

Fait à Mamoudzou, le

Le Propriétaire

Pour le Département de Mayotte

Le Président du Conseil Général

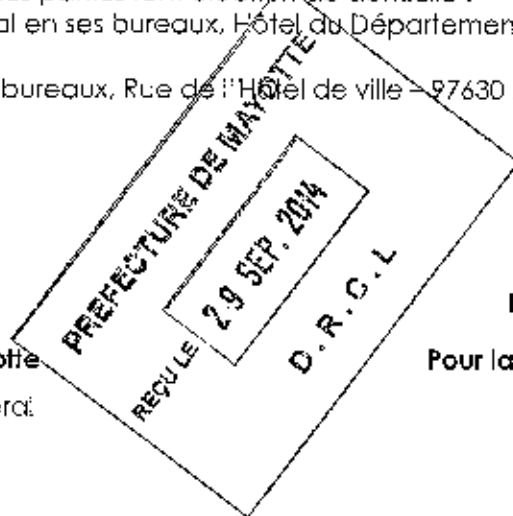
Daniel ZAÏDANI

Le Bénéficiaire

Pour la commune d'Acoua

Le Maire

Ahmed DAROUACHI



CONSEIL GÉNÉRAL

Commission Permanente du 19 septembre 2014

DELIBERATION N°1763/2014/CP

Relatif à l'Inscription d'une partie des actions de la commande publique de formation professionnelle 2013 et 2014 dans le cadre du cofinancement du PO du PO Initiative Européenne pour la Jeunesse (IEJ) 2014-2015.

La Commission Permanente du Conseil Général de Mayotte, réunie en application de l'article 122 du Code Général des Collectivités Territoriales, sur la proposition du Président du Conseil Général de Mayotte, Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte, a délibéré et a adopté la délibération suivante :

Conseillers généraux présents : MM.

Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ali ASSANI, Issouffi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ali ASSANI,

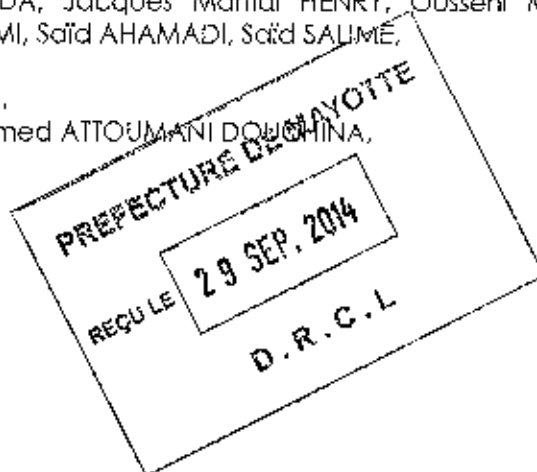
M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

Conseiller général absent :

M. Solderdine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 portant élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative aux délégations du conseil général donnée à sa commission permanente,
- Vu la délibération n°1543/2014/CG en date du 12 juin 2014 relative au Budget Primitif 2014 du Département de Mayotte,
- Vu le Programme opérationnel national pour la mise en œuvre de l'Initiative pour l'emploi des jeunes en Métropole et Outre-mer,
- Vu l'Appel à projets du Fonds social européen - Accompagner les jeunes NEET vers et dans l'emploi à Mayotte : Proposer un parcours d'accompagnement « Priorité à l'autonomie » 2014-2015, lancé à Mayotte le 01 septembre 2014,
- Vu le rapport n°2014-001763 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte,
- Vu l'avis de la commission Formation et insertion en date du mercredi 17 septembre 2014,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

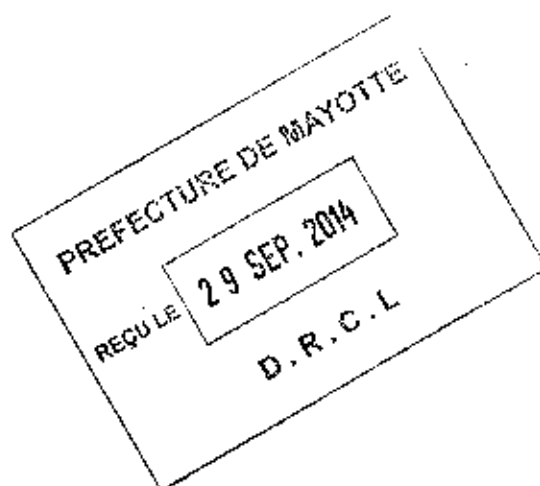
DECIDE

Article 1 : de répondre à l'Appel à projets du Fonds social européen - Accompagner les jeunes NEET vers et dans l'emploi à Mayotte : Proposer un parcours d'accompagnement « Priorité à l'autonomie » 2014-2015, lancé à Mayotte le 01 septembre 2014,

Article 2 : d'inscrire et de solliciter le financement sur les crédits IEJ-FSE d'une partie des actions de la commande publique de formation professionnelle 2013 et 2014 dans le cadre du PO Initiative Européenne pour la Jeunesse (IEJ) 2014-2015,

Handwritten signature or mark.

- Article 3 :** d'affecter un agent à temps plein ainsi que les moyens nécessaires pour faire le suivi de l'exécution et de la mise en œuvre des actions de formation financées sur cette opération,
- Article 4 :** d'attribuer un complément de rémunération de **200 €uros par mois** pour la durée de la formation, pour tout stagiaire inscrit et suivant régulièrement les actions financées sur les crédits IEJ-FSE dans le cadre de cette opération,
- Article 5 :** d'autoriser le Président du Conseil Général à engager le département et à signer tous les actes relatifs à l'exécution de la présente délibération.



CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 19 septembre 2014

DELIBERATION N°1764/2014/CP

Membres en exercice : 13
Présents : 8
Excusés : 5
Abstention : 0
Non présents : 0
Président : M. Daniel ZAÏDANI
Secrétaire : M. Abdou RASTAMI
Date de la commission : 19/09/2014

Relative à la modification de délibération N°1616/2014/CP concernant une aide exceptionnelle de 600 000.00 € accordée à la commune de Pamandzi pour la réalisation des travaux de réhabilitation de la digue de Pamandzi, la réfection de la rue de la plage et la sécurisation de la falaise du petit Moya suite aux sinistres causés par les Intempéries qui ont frappées Mayotte le 27, 28 et 29 mars 2014

Après avoir délibéré, le 19 septembre 2014, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en Commission permanente en application de l'article 1, à 21h du soir, en l'absence des collectivités territoriales du département, sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance est dirigée par Monsieur le conseiller DAVYDIA.

Conseillers généraux présents : MM. Daniel ZAÏDANI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Aï ASSANI, Issoufi HAMADA, Jacques Martial HENRY, Ousséni MIRHANE, Abdou RASTAMI, Saïd AHAMADI, Saïd SALIME,

Conseillers généraux représentés :

M. Aï MOUSSA a donné pouvoir à M. Aï ASSANI,

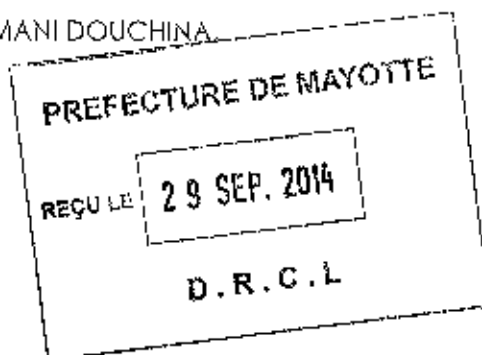
M. Ben Issa OUSSEN a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA.

Conseiller général absent :

M. Solderdine MADI TCHAMA

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente,
- Vu le rapport n°2014-001765 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu la délibération municipale n°23/CM/2014 du 13 avril 2014 du conseil municipal de la commune de Pamandzi,
- Vu la délibération n°24/CM/2014 du 13 avril 2014 du conseil municipal de la commune de Pamandzi,
- Vu le courrier n°2491/2014/ST/COM/PZI du 15 avril 2014 du maire de la commune de Pamandzi,
- Vu la délibération n°1543/2014/CG relative au budget primitif 2014 du département de Mayotte et le budget annexe du STM,
- Vu la délibération n°1616/2014/CP du 12 juillet 2014,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE


Article 1 : de modifier la délibération n°1616/2014/CP du 12 juillet 2014 selon le plan de financement ci-dessous :

Désignation des opérations	Coût de l'opération (€)	subvention du Conseil Général (€)	Part de la commune (€)
Travaux de réfection des voiries communales de Pamandzi	621 250.00	497 000.00	124 250.00
Travaux d'éclairage de la rue de la plage	128 750.00	103 000.00	25 750.00
Total	750 000.00	600 000.00	150 000.00

Article 2 : d'imputer la totalité de ces dépenses dans le chapitre 204 du budget 2014 du conseil général de Mayotte.

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil général à signer avec le Maire de la commune de Pamandzi la convention et tous les autres documents précisant les modalités de cette subvention.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général



Daniel ZADANI



SEANCE PLENIERE DU 19 SEPTEMBRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014

Membres d'exercice : 19
Présents : 16
Absents : 3
Nombres de votants : 19
Votes pour : 19
Votes contre : 0
Abstentions : 0
Dates de la convocation : 08/09/2014

DELIBERATION N°1556/2014/CG

Relative à la mise en place d'une nouvelle procédure de régularisation foncière pour les attributaires de logements en accession très sociale ou sociale à la propriété aidés par l'Etat (LATS ou LAS)

L'art. 60 du règlement intérieur du Conseil Général de Mayotte a été révisé en séance plénière, en application de l'article L. 9121-9 du code général des collectivités territoriales, lors de la séance plénière du 19 septembre 2014, sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers généraux présents : (16)

Mme Sarah MOUHOUSOUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Issihaka ABDILLAH, Zaïdou TAVANDAY, Saïd OMAR OILI, Camille ABDULLAHI, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés : (3)

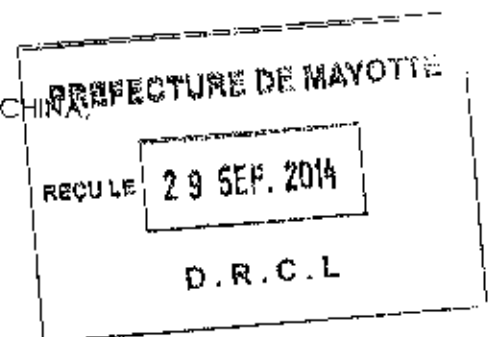
M. Ben issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Assani ALI,

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI,



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

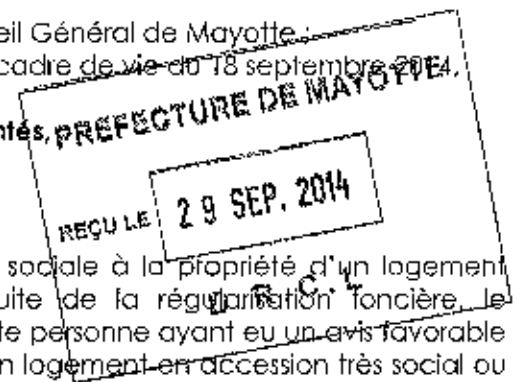
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération n°299/2011/CG en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte ;
- VU la lettre de saisine de la Préfecture en date du 12 Mai 2012 ;
- VU la délibération n°656/2012/CP du 31 janvier 2012, relative à l'achèvement de la procédure de la régularisation mise en place par la délibération n° 145/1996/CG du 3 septembre 1996 et à la mise en place d'une nouvelle procédure de titrisation ;
- VU le rapport n°2014-001556 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte ;
- VU l'avis de la commission aménagement, environnement et cadre de vie du 18 septembre 2014.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : Dans le cadre des mesures favorisant l'accession sociale à la propriété d'un logement aidé par l'Etat et dans le cadre de la poursuite de la régularisation foncière, le département cédera à titre gratuit un terrain à toute personne ayant eu un avis favorable au titre des aides de l'Etat pour la construction d'un logement en accession très sociale ou sociale à la propriété (LATS ou LAS).

Article 2 : Tous les terrains du département (domaniaux ou privés) sont concernés par la présente mesure.



Article 3: Les personnes bénéficiaires de la cession de terrains doivent être dans la situation suivante :

- elles exercent un droit réel sur ce terrain, à savoir l'occupation de bonne foi, paisible et continue ainsi que sa mise en valeur rationnelle et continue
- elles sont installées sur un terrain constructible (en conformité avec le zonage des Plan Locaux d'urbanisme des communes), appartenant au Conseil Général qu'elles occupaient depuis plus de 10 ans, le 01/01/12 et sur lequel elles ont le projet de construire un logement (ou ont fait construire un logement) pour lequel elles ont obtenu un avis favorable au titre des aides de l'Etat pour la construction d'un logement LATS ou LAS.

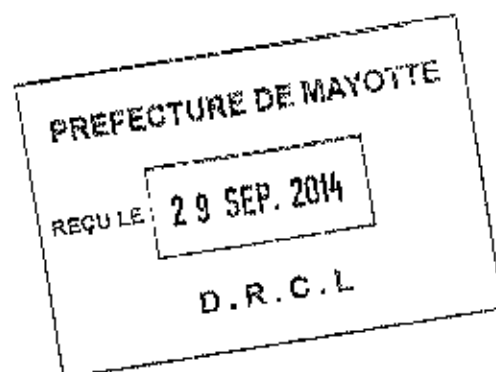
Article 4: de valider le règlement d'intervention de la procédure de régularisation gratuite, joint en annexe.

Article 5 : d'autoriser le Président à signer tous les actes et documents administratifs s'y rapportant.

Pour extrait conforme
Le Président du conseil général



The image shows a circular official stamp of the 'CONSEIL GÉNÉRAL DE MAYOTTE' with the French Republic emblem in the center. Overlaid on the stamp is a large, stylized handwritten signature. Below the signature, the name 'Daniel ZAIDANI' is printed.



ANNEXE

PROCEDURE de Régularisation foncière pour les bénéficiaires de logements LATS et LAS Règlement d'intervention

PREFECTURE DE MAYOTTE

De l'opportunité de cette nouvelle procédure de régularisation foncière

29 SEP. 2014

Après avoir mis un terme à la procédure de régularisation foncière lancée en 1996, le Conseil Général de Mayotte, dans le cadre de sa politique foncière et dans la perspective de la mise en place de la fiscalité locale, met en place une nouvelle procédure de régularisation gratuite.

D.R.C.L

Cette procédure se veut comme une résultante de celle mise en place depuis 1996 et comme une réponse cohérente et durable aux problèmes des occupations sans titre et à la question de la sécurisation foncière.

Ce dispositif particulier permet aux familles les plus démunies de devenir propriétaire de leur logement dès lors qu'elles sont éligibles aux aides de l'Etat à la construction de logements en accession très sociale ou sociale à la propriété (LATS ou LAS). En effet, pour cela elles doivent d'abord être propriétaire du terrain d'assiette du logement.

Elle s'inscrit aussi dans une volonté politique qui appréhende le foncier non pas sous le seul angle des questions de techniques d'enregistrement et de procédures juridiques, mais plus largement, comme une véritable question politique, impliquant des choix de société à travers la prise en compte de principes fondamentaux d'équité, de justice sociale et l'accès équitable aux ressources foncières.

Cette nouvelle procédure s'inscrit enfin dans le cadre de la mobilisation des ressources fiscales, dans la perspective de mise en place de la fiscalité locale en 2014. Il est évident que l'absence de titres, donc de cadastre fiable en limiterait la mise en œuvre à Mayotte.

Objet

Le présent règlement a pour objet de préciser les conditions et les modalités de mise en place d'une procédure de régularisation à titre gratuit, dans le même esprit que la politique de régularisation foncière mise en place 1996.

Conditions d'éligibilité

Peuvent prétendre à la régularisation foncière à titre gratuit, toute personne exerçant un droit réel sur un terrain, à savoir l'occupation de bonne foi, paisible et continue de la parcelle, ainsi que la mise en valeur rationnelle et continue et se trouvant dans la situation suivante :

- * avoir un projet de construction d'un logement (ou a fait construire un logement) pour lequel elle a obtenu un avis favorable au titre des aides de l'Etat pour la construction d'un logement en accession très sociale ou social à la propriété (LATS ou LAS)
- * être installée sur un terrain constructible (en conformité avec le zonage des Plans Locaux d'Urbanisme des communes), domanial ou privé du Département, depuis plus de 10 ans (durée comptée à partir du 01/01/2012).

La preuve de cette occupation continue pourra être apportée par tous justificatifs utiles.

Le dossier de demande de régularisation gratuite

1. Enregistrement des demandes de régularisation à titre gratuit.

Toute demande de régularisation foncière déposée auprès de la DAFP, donne lieu à l'attribution d'un numéro d'enregistrement et à la remise d'un accusé de réception de dépôt de la demande.

2. Modalités de constitution de la demande

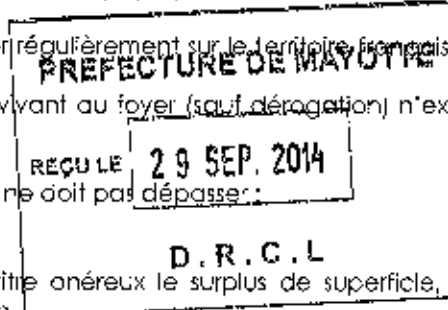
Le demandeur doit remplir et remettre le formulaire spécifique de demande de régularisation accompagné de tous justificatifs utiles et des pièces suivantes :

- Attestation d'occupation du sol délivrée par la Mairie
- Extrait de plan cadastral : 1 original et 3 copies
- Plan de situation général : 1 original et 3 copies
- Extrait de matrice cadastrale : 1 original et 3 copies
- Un justificatif de domicile (Facture SOGEA – EDM – Téléphone, etc.....)
- Extrait de naissance de moins de 6 mois pour chaque demandeur,
- Copie de la Carte Nationale d'Identité pour chaque demandeur,
- Pour la demande d'habitat social : lettre d'éligibilité de l'Etat

D

Les critères d'attribution

1. **Bénéficiaires.** Peuvent bénéficier de cette procédure les personnes physiques, résidant ou travaillant à Mayotte :
 - * de nationalité française et celles admises à séjourner régulièrement sur le territoire français depuis plus de 10 ans
 - * dont les ressources, pour l'ensemble des personnes vivant au foyer (sauf dérogation) n'excèdent pas le SMIG en vigueur à Mayotte
2. **Superficie à régulariser.** La superficie de la parcelle à régulariser ne doit pas dépasser :
 - * 600 m² pour un terrain en zone constructible.



Au-delà du plafond fixé, le demandeur s'engage à acquérir à titre onéreux le surplus de superficie, suivant l'évaluation de France Domaine, conformément à la réglementation.

Déroulement de la procédure de régularisation

La démarche est ici similaire à celle d'une demande ordinaire d'acquisition à titre onéreux, pouvant être scindée en trois phases principales

1. Première phase : la demande de régularisation à l'initiative du requérant.

La demande de régularisation ne doit se déclencher et se poursuivre que sur l'initiative du requérant qui doit engager des démarches administratives auprès de la DAFP

La procédure de régularisation à titre gratuit ne peut donc être engagée que sur requête du prétendant au droit de propriété

Cette première phase doit permettre d'engager un processus de reconnaissance des occupants (ou des terrains). Elle consiste à reconnaître le terrain sur lequel le requérant veut construire une maison d'habitation très sociale ou sociale (LATS ou LAS), à s'assurer qu'il n'existe pas d'autres revendications de droits sur ce terrain et à le borner. Si aucun opposant au bornage ne se manifeste, une attestation de régularisation foncière est remise au demandeur, en même temps que la demande d'application du document d'arpentage au cadastre.

Cette première phase se déroule selon le circuit suivant :

- * Au guichet de la Direction des Affaires Foncières et du Patrimoine, le demandeur doit remettre et remettre le formulaire spécifique de demande régularisation gratuit, accompagné des pièces annexes exigées.
- * Un récépissé de dépôt ou un accusé de réception est délivré immédiatement à la remise de la demande au guichet.
- * La demande est par la suite remise au bureau des réquisitions d'immatriculation pour instruction.
- * Après avoir croisé les informations à la disposition de la DAFP avec celles fournies par le demandeur et après une demande d'avis à la mairie de la commune où est situé le terrain, les opérations de bornage peuvent être autorisées par le service topographique, après visa de la hiérarchie. Les requérants bénéficient des frais de bornage
- * Une enquête de terrain consistant à reconnaître le terrain objet de la demande de régularisation gratuit peut être diligentée.

2. Deuxième Phase : validation des dossiers

- * Dès la réception de l'avis de clôture de bornage, le dossier est soumis à l'avis de la Commission du Patrimoine et du Foncier et à la validation de la Commission Permanente.

L'intérêt de cette démarche, consistant à borner les terrains avant le passage en CPF, réside dans l'assurance de proposer des dossiers exempts de toutes oppositions ce qui favorise l'accélération de la procédure.

- * Pour les dossiers faisant l'objet d'une opposition au bornage connue et enregistrée à la recette de la direction des services fiscaux, la brigade foncière engage une enquête de terrain, consistant en :
 - l'établissement d'un procès-verbal enregistrant les droits revendiqués et les éventuelles oppositions,
 - la saisie de fiche contenant des informations relatives à la localisation de la parcelle, à l'état civil, aux origines de la propriété et à l'usage fait du terrain,
 - la reprise de façon contradictoire des limites de la parcelle en présence de l'occupant et des voisins,
 - la demande pouvant être faite au géomètre d'ajuster son relevé parcellaire, si c'est nécessaire.

- * Suite à cette procédure et en l'absence d'opposition et après réception de l'avis de clôture de bornage, le dossier sera présenté en CPF, puis CP. La superficie et les limites de la parcelle, suite à cette procédure, seront réactualisées

3. Troisième phase : procédure de litrisation

* Le bureau de la Réquisition d'Immatriculation formule une demande de Réquisition d'Immatriculation auprès de la Conservation de la Propriété Immobilière après l'avoir enregistré au service de la recette, envoyé à l'affichage en mairie, au Registre des Actes Administratifs pour enregistrement et envoyé la clôture de bama ou RAA.

Le terrain doit être immatriculé avant l'édition de l'acte, sans immatriculation.

* Dès la réception de la RI, le service procède à rédaction et l'édition de l'acte de transfert définitif de propriété et du bordereau analytique à l'image de cet acte.

* Les dossiers sont par la suite envoyés à la Direction des Services Fiscaux pour enregistrement et publication de l'acte à la CFL. Le Conservateur procède à l'immatriculation et établit un titre foncier au nom du propriétaire.

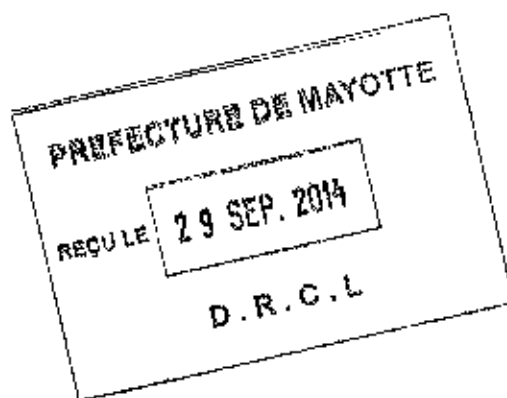
Engagement du requérant

Le requérant s'engage à :

- * ne pas céder son terrain avant 10 ans, sous peine de reprise par le Conseil Général. Un acte d'engagement dans ce sens sera signé par le requérant et annexé à la minute de l'acte.
- * à accepter toute servitude de passage

Service instructeur

Service de la Régularisation Foncière
Rue MAMAWE
97600 MAMOUDZOU



CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1579/2014/CG

Relative à l'avenant n°3 à la convention du 6 novembre 2010 portant sur la surveillance médicale en Médecine de Prévention

En sa séance du 19 septembre 2014, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en séance plénière à l'initiative de l'article L. 2121-2 du Code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance a été présidée par Monsieur Daniel ZAÏDANI.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSOUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Soïderline MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Saïd SAÏME, Nomani OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Issihaka ABDILLAH, Zaïdou TAVANDAY, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,
M. Saïd OMAR OLI a donné pouvoir à Mme. Sarah MOUHOUSOUNE,
M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Assani ALI,

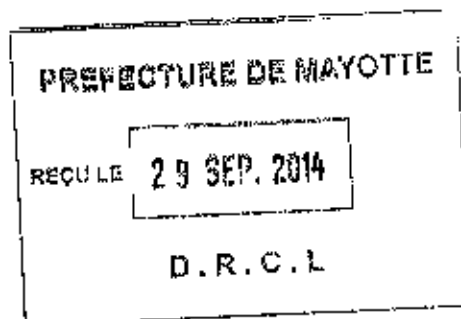
Conseiller général absent lors du vote :

M. Camille ABDULLAHI,

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI,

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,



- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu la délibération n°1465/2014/CG du 25 février 2014,
- Vu le rapport n°2014-001579 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte
- Vu l'avis de la commission santé, action sociale et administration générale du 18 septembre 2014,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : de réviser les tarifications portant sur le partenariat de surveillance médicale en Médecine de Prévention entre le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Mayotte et le Conseil général.

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil général à signer, avec le Centre de Gestion de la Fonction Territoriale de Mayotte, l'avenant n°3 et tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.





Centre de Gestion
de la Fonction Publique Territoriale
de Mayotte

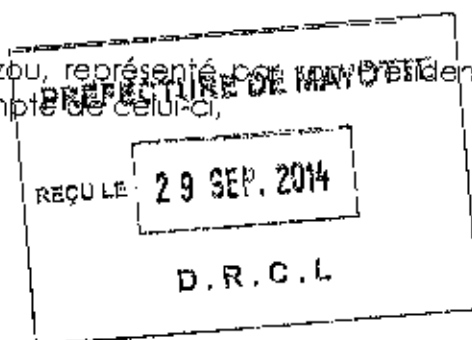
**Avenant n°3 à la convention du 6 novembre 2010 relative à la surveillance médicale en
Médecine de Prévention**

Entre les soussignés :

Le Conseil général de Mayotte, BP 101 - 97600 Mamoudzou, représenté par son président, Monsieur Daniel ZAIDANI, agissant en son nom et pour le compte de celui-ci,

D'une part,

Et



Le Centre de Gestion (**CDG**) de la fonction publique territoriale de MAYOTTE, 34 rue du collège 97600 Mamoudzou, représenté par son président, Monsieur Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA agissant en son nom et pour le compte de celui-ci,

D'autre part,

Vu la convention du 6/11/2010 portant sur la surveillance médicale en médecine de prévention des salariés du conseil général et de ceux adressés par le CDG,

Vu l'avenant n°1 du 19 juin 2013, et l'avenant pris pour la modification de la convention du 6/11/2010 citée ci-dessus ; l'avenant n°2 non signé,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Mayotte (CDG) confie au service de médecine préventive du Conseil Général le soin de mettre en œuvre la surveillance médicale au travail au profit des salariés des organismes figurant en annexe.

Article 2 : L'article 6 portant sur le « **Règlement** », révisé par l'avenant n°1 est modifié comme suit :

a. Facturation par le Conseil général

L'alinéa 2 :

Le tarif de la prestation par agent est fixé, à compter de la date d'entrée en vigueur de cet avenant, à 50 € (cinquante euros) par consultation.

L'alinéa 3 :

Les agents du CDG seront facturés, à compter de la date de signature de cet avenant, à hauteur de ~~20 € (50 €)~~ (quatre vingt euros) par agent et par consultation.

NB : En cas d'absence du salarié à la visite médicale, la prestation sera facturée par le Conseil général sauf en cas de force majeure (intempérie grave, grève des transports maritimes, fermeture des réseaux routiers) ou en cas d'annulation du rendez-vous 24 heures auparavant.

Article 3 : L'article 7 portant sur la « **Responsabilité technique** », porté par l'avenant du 19 juin 2013, est annulé par le présent avenant.

Article 4 : Toutes les autres dispositions restent inchangées.

Le présent avenant est établi en 2 exemplaires originaux.

Fait à Mamoudzou, le



Le Président du CDG

Le Président du Conseil général

Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA

Daniel ZAIDANI

Séance plénière du 19 septembre 2014

[illegible]

Le Président du Conseil Général
De Massena
[Signature]
D. A. H. A. I

**CONVENTION CADRE DU/...../ 2014
SUR LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE**

Entre
LE DEPARTEMENT DE MAYOTTE (FRANCE)

Représenté par
Monsieur Daniel ZAÏDANI
Président du Conseil Général de Mayotte
Ci-après dénommé « Conseil Général de Mayotte »

Et
LE GOUVERNORAT DE MWALI (UNION DES COMORES)

Représentée par
Monsieur Mohamed Ali Saïd MSA
Gouverneur de Mwali
Ci-après dénommé « Gouvernorat de Mwali »

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE

29 SEP. 2014

D. R. C. L

Vu la Constitution de l'Union des Comores du 23 décembre 2001 ;

Vu la loi référendaire du 17 mai 2009;

Vu l'Arrêt N°11-002/CC du 13 janvier 2011, portant proclamation des résultats définitifs des élections des Gouverneurs des Iles;

Vu l'Ordonnance N°09/003/PR, portant application de certaines dispositions de la loi Référendaire;

Vu le Décret N°09-092/PR du 31 juillet 2009, portant rectification du Décret N°09-074/PR du 08 juin 2009;

Vu l'Arrêté N°12-035/GIAM, du 17 Aout 2012, portant nomination des Commissaires, Membres de l'Exécutif de l'Ile Autonome de Mwali;

Vu l'Arrêté N°12-043/GIAM, du 10 octobre 2012, portant création du Conseil de l'Exécutif de l'Ile chargé de la Coopération Décentralisée;

Vu la Constitution française du 4 octobre 1958 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales françaises,

Vu la loi n° 2007-147 du 02 février 2007 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements, dite loi Thiollière,

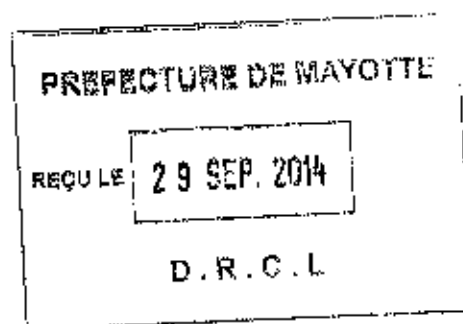
Vu la loi organique n° 2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au Département de Mayotte,

Vu la loi organique n° 2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au Département de Mayotte,

Vu la délibération n° 299/2011/CG du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte ;

Vu la délibération n°686/2012/CG du 26 mars 2012 relative à la charte pour la conduite d'une politique de coopération régionale Etat/Département de Mayotte pour la mise en oeuvre des actions de coopération au titre de l'année 2011-2015

Vu la délibération n° 702/2012/CG du 26 mars 2012 autorisant le Président du Conseil Général de Mayotte à signer, dans son entité propre de coopération décentralisée, les actions de coopération de Mayotte et le Gouvernorat de Mwali



PREAMBULE

Le Conseil général de Mayotte et le Gouvernorat de Mwali se sont inscrits clairement dans une politique d'ouverture régionale. En ce sens, par délibération n° 686/2012/CG relative à la politique pour la conduite de coopération régionale Etat/Département de Mayotte pour la mise en œuvre des actions de coopération au titre de l'année 2011-2015 en date du 26 mars 2012, le Département de Mayotte a validé le principe d'engager des actions de coopération décentralisée prioritairement à destination de l'Union des Comores, de Madagascar et de Mozambique.

Pour honorer les engagements régionaux susvisés dans le respect de la réglementation en vigueur, il appartient au Département de Mayotte de contracter des accords de coopération décentralisée avec les sous entités étatique des pays précités afin de sécuriser ses actions extérieures. Ledit principe est d'ores et déjà acté pour Madagascar avec la signature de trois conventions cadre de coopération décentralisée avec trois régions malgaches (Boeny, Diana et SAVA).

A l'Union des Comores, le document cadre de la politique nationale de l'emploi révèle un taux de 51% de population inactive. Et, malgré la croissance économique enregistrée ces dernières années, variant entre 1,2 et 2,6%, la situation reste encore peu favorable à la création d'emploi. Ainsi, avec l'Union des Comores, il s'agit principalement d'en sortir avec la logique d'affrontement et d'inscrire nos relations dans une logique de dialogue et d'entraide mutuelle sur le plan économique, social, éducatif, culturel et sportif. L'opportunité est ainsi offerte par l'approbation officielle de ce projet de convention cadre par le Conseil de l'île autonome de Mwali en date du lundi 28 octobre 2013.

Aussi il convient de rappeler que les liens qui unissent Mayotte et Mwali sont avant tout un lien fraternel né d'un passé historique commun. Les deux parties sont conscientes et convaincues de l'importance des liens qui les unissent dans le processus de rapprochement entre les hommes et femmes partageant tant de valeurs communes notamment sur le plan géographique, culturel, religieux et économique.

A cet égard, les deux collectivités signataires de ce présent accord se sont consenties à prévaloir le soutien mutuel et le codéveloppement de leurs territoires en mettant en avant ce qui les rassemble et non ce qui les divise. La réussite de la coopération décentralisée effective et durable repose donc inéluctablement par le respect et l'estime mutuel de notre identité culturelle.

Enfin, il est également utile de préciser que la réussite des démarches entreprises nécessite la tolérance et la patience car les résultats ne peuvent s'obtenir que dans la durée.

Article 1^{er} Cadre Général

Le Conseil Général de Mayotte et le Gouvernorat de Mwali ont initié un partenariat de coopération décentralisée officialisé le 28 octobre 2013 par la signature d'une convention-cadre.

C'est dans ce contexte que le Département de Mayotte et le Gouvernorat de Mwali ont décidé de favoriser, le développement de leurs relations de coopération décentralisée dans le cadre d'un partenariat actif, selon les domaines d'intervention définis dans l'article 3 de la présente convention, à travers l'ensemble des structures publiques, privées et associatives locales existant dans leurs territoires respectifs.

Article 2 Objectifs Généraux

L'objectif de cette coopération décentralisée est de fournir un appui respectif aussi direct, indirect et flexible que possible à des éventails d'initiatives de codéveloppement, de projets et de programmes mis en œuvre par des organisations publiques ou privées telles que les entreprises, les associations et les collectivités territoriales ou locales.

Les objectifs de cette coopération consistent à :

- Créer les conditions d'un environnement économique et touristique durable,
- Favoriser la connaissance réciproque des populations et des territoires par les échanges sportifs et culturels,
- Développer la filière agricole, l'élevage, la pêche et l'aquaculture
- Les échanges professionnels,

- Promouvoir l'éducation et la formation professionnelle.
- Apporter un appui institutionnel aux deux collectivités respectives pour les aider à exercer pleinement leurs compétences dans le cadre de la décentralisation

Article 3 Secteurs d'intervention

Les domaines de coopération définis par le présent accord sont les suivants :

- le domaine économique, touristique, agricole, pêche et aquaculture
- le domaine sanitaire et social
- le domaine éducatif et de la formation professionnelle
- le domaine de la gouvernance
- l'environnement, l'eco tourisme et le développement durable
- le transport et la télécommunication
- le domaine sportif et culturel

Article 4 Modalités de mise en œuvre

Les actions de coopération décentralisée engagées en exécution de la présente convention sont élaborées d'un commun accord, dans le respect des spécificités propres à chacun des partenaires et pilotés par les directions de Coopérations décentralisées des deux collectivités locales partenaires. Elles s'établissent, autant que possible, sur des bases de réciprocité. La présente convention sera déclinée en documents d'application techniques pour chaque objectif précisant les engagements, les échéanciers et les tâches à accomplir par les différents partenaires. De manière générale, pour chaque projet à mener, le Département de Mayotte et le Gouvernorat de Mwali, arrêteront en commun un programme d'action détaillant :

- les noms des porteurs des projets à Mwali et à Mayotte,
- le descriptif complet des actions à mener,
- un budget prévisionnel équilibré,
- une liste des partenaires susceptibles d'être associés,
- le niveau d'engagement, notamment financier, de chacun des partenaires,
- un échéancier de réalisation
- un plan d'évaluation
- la planification d'un audit financier et organisationnel.

PREFECTURE DE MAYOTTE

29 SEP. 2014

D. R. C. L

Article 5 Cofinancement des Projets

Durant les trois années, des conventions opérationnelles d'application annuelles viendront préciser le montant des contributions du Département de Mayotte et du Gouvernorat de Mwali. Dans tous les cas, le cofinancement des actions et de leur suivi sera recherché par les deux parties.

Par ailleurs, chacune des parties s'engage à rechercher, en vue de la mise en œuvre et de la viabilité des actions de coopération, toutes les possibilités de financement existant soit dans le cadre national, soit au plan européen ou international.

Il est convenu que, sauf disposition contraire, ayant fait au préalable l'objet d'un accord, chacune des parties contractantes assure le financement des déplacements et la charge des frais liés à l'hébergement de ses représentants et prend à sa charge les frais liés à l'accueil sur son territoire des délégations de la collectivité partenaire. Les dates et le programme de ces déplacements auront été arrêtés en commun.

Article 6

Conduite et Suivi de la Coopération

Le Gouvernorat de Mwali et le Département de Mayotte décident d'arrêter un programme d'action annuel, et de procéder, selon des critères à définir conjointement, à l'évaluation des projets engagés.

Pour réussir, la coopération décentralisée doit s'appuyer sur des acteurs issus de la société civile, responsables et fiables, capables de mettre en œuvre des projets et d'assurer leur compatibilité avec les contraintes administratives et fiscales imposées par l'Union Européenne et l'Union des Comores.

Article 7 Validité de la Convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois années à compter de la date de signature. Toute dénonciation devra se faire par lettre recommandée avec accusée de réception. Il est important de préciser que la finalité de cette coopération décentralisée est de pouvoir inscrire ses actions et programmes dans la durée.

Toute réorientation de fond relative aux engagements de la présente convention fera l'objet de discussions mutuelles et de signature d'avenants ultérieurs.

Un bilan annuel d'exécution de la convention et du programme d'actions sera réalisé par des comités de pilotage du Département de Mayotte/Gouvernorat de Mwali. Il constituera une base de travail pour l'évaluation et la programmation des actions futures.

Article 8 Entrée en Vigueur

La présente convention, conclue en quatre exemplaires, entrera en vigueur à compter de la date de signature par les deux parties contractantes, et après transmission aux contrôles de légalité.

Chaque partie conservera deux exemplaires afin de leur permettre de procéder aux démarches de validation ou de contrôle de légalité propre au cadre juridique et institutionnel de son pays.

Article 9 Litiges et Résiliation de la Convention

En cas de non respect, par l'une ou l'autre partie, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de un (1) mois.

Tout différend dans l'exécution de la présente convention sera autant que possible traité par les tribunaux administratifs de Mamoudzou et de Moroni.

Fait à Mamoudzou, le 2014

Quatre exemplaires originaux

Pour le Gouvernorat de Mwali
Le Gouverneur

Mohamed Ali Saïd

Pour le Département de Mayotte
Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI



CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1656 bis/2014/CG

Relative à la prise en charge des frais (transport aérien, hébergement, restauration) pour le déplacement à Mayotte d'une délégation de 7 personnes du gouvernorat de Mwali (Union des Comores).

La séance publique du 19 septembre 2014 du Conseil Général de Mayotte a été présidée par le Président du Conseil Général, Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. L'ordre du jour est le suivant :
1. Prise en charge des frais (transport aérien, hébergement, restauration) pour le déplacement à Mayotte d'une délégation de 7 personnes du gouvernorat de Mwali (Union des Comores).

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Nomani OUSSÉNI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSÉNI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Assani ALI,

M. Camille ABDULLAH a donné pouvoir à M. Ali BACAR,

M. Saïderaine MADI TCHAMA, a donné pouvoir à M. Issoufi HAMADA,

M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à Mme Sarah MOUHOUSSEUNE,



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la loi n°2007-147 du 02 février 2007 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements, dite loi Thiollière
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte,
- Vu la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département
- Vu la délibération n° 686/2012/CG relative à la politique pour la conduite de coopération régionale Etat/Département de Mayotte pour la mise en œuvre des actions de coopération au fil de l'année 2011-2015 en date du 26 mars 2012
- Vu le PV n° 13-007/SBC du Conseil de l'île autonome de Mwali (Union des Comores) en date du 28 octobre 2013
- Vu le rapport n°2014-001656 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte
- Vu l'avis de la commission coopération décentralisée et vie institutionnelle du 17 septembre 2014,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

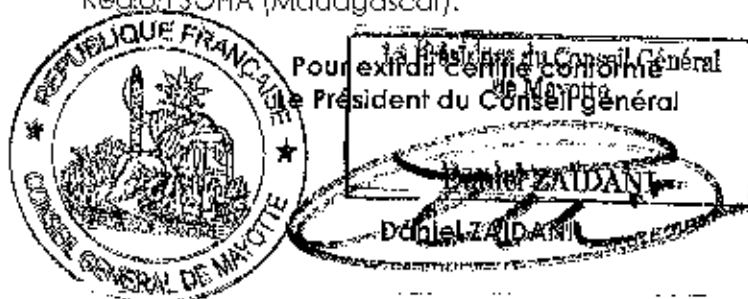
DECIDE

Article unique : d'autoriser la prise en charge des frais (transport aérien, hébergement, restauration) pour 12 600 euros, d'une délégation de 7 personnes du gouvernorat de Mwali (Union des Comores) pour une période de 7 jours.



Le Président du Conseil Général
Pour être délibéré conforme
Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI
Daniel ZAÏDANI





Région de la
Sofia,

Ambalabe Est,
Antsohihy
MADAGASCAR



Département de Mayotte,
Conseil Général,
Rue de l'hôpital BP 101 97600
Mamoudzou Mayotte

CONVENTION CADRE

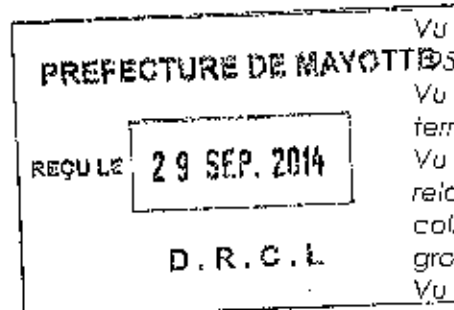
Entre
Le Conseil général de Mayotte
Et
La Région SOFIA (Madagascar)

Entre le Département de Mayotte (France),
Représenté par Monsieur Daniel **ZAIDANI**, Président du Conseil Général de Mayotte

D'une part

Et la Région de la Sofia (Madagascar),
Représentée par Monsieur **MANAMBINA**, Chef de Région de la Sofia

D'autre part



Vu la Constitution Française du 04 octobre 1958 ;

Vu le Code Général des collectivités territoriales Françaises ;

Vu la Loi n° 2007 - 147 du 02 février 2007 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements, dite loi Thiollière ;

Vu la Loi Organique n° 2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;

Vu la Loi Organique n° 2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;

Vu la Délibération n° 299/2011/CG du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel **ZAIDANI**, Président du Conseil Général de Mayotte ;

Vu la Délibération n° 2013 autorisant le Président du Conseil Général de Mayotte à signer une convention cadre la coopération décentralisée entre le Conseil général de Mayotte et la Région Sofia ;

Vu la Constitution de la IV^{ème} République de Madagascar ;

Vu la Loi n° 2004-001 du 17 juin 2004 relative aux Régions et ses textes subséquents ;

Vu le Décret n° 2004-859 du 17 septembre 2004 fixant les règles relatives à l'organisation, au fonctionnement et aux attributions des Régions en application des dispositions transitoires de la Loi n° 2004-001 du 17 juin 2004 relatives aux Régions ;

Vu le Décret n° 2009-528 du 09 mai 2009 portant nomination Monsieur Manambina de Chef de Région Sofia ;

Vu le Décret n° 2011-033 du 25 janvier 2011 relatif à la coopération décentralisée et aux relations extérieures des collectivités territoriales décentralisées Malagasy et leurs groupements ;

Préambule

La Région de la Sofia composée de sept districts dont Antsohihy, Ananalava, Bealanana, Befandriana-Nord, Mampikony, Mandritsara, et Port-Bergé, figure parmi les greniers à riz de la Grande Ile. Elle a tenu le premier rang en matière de production rizicole en 2010 selon le rapport du PNUD. Son slogan inscrit dans son Plan Régional de Développement " *Production normalisée bien soutenue, la Région Sofia autosuffisante et exportatrice*" a animé toutes les parties prenantes pour atteindre l'objectif fixé. Même si elle n'exporte pas au sens propre du terme, la Région de la Sofia, ravitaille les Régions environnantes ainsi que la Capitale Antananarivo en matière de riz. Si, Mayotte souffre d'une insuffisance des productions locales et doit répondre aux besoins du marché intérieur en important des produits en provenance de l'Europe, de l'Amérique latine ou de l'Asie : la Région de la Sofia, qui est à proximité, pourra fournir des produits "bio" plus frais et à moindre coût compte tenu de la courte distance.

Il y a lieu de souligner qu'un passé historique lie la population de la Sofia et les Mahorais. En effet, une partie de la population de la Sofia, particulièrement du côté d'Ananalava, longeant la côte ouest, est composée des Sakalava. Une lignée royale Sakalava que l'on retrouve également à Mayotte.

La religion vient s'ajouter à la culture et à l'histoire. A Mayotte, 95% de la population est musulmane. Aussi, dans la Région de la Sofia il existe une communauté musulmane non négligeable. Des échanges liés à l'éducation et à la religion pourraient favoriser les liens d'amitié entre les deux collectivités.

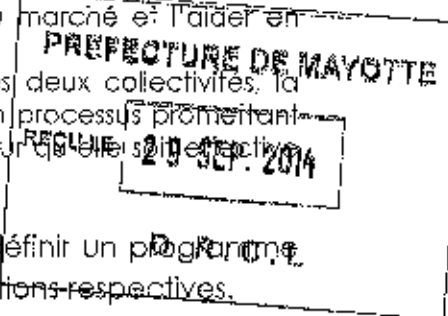
Par ailleurs, des conventions ont été déjà établies et signées avec les Régions de Boeny, de Diana et de Sava. La présente convention constitue en quelque sorte un achèvement de la couverture de toute la zone nord ouest et permet de valoriser le potentiel de la Région Sofia qui dispose d'atouts importants comme l'étendue de son territoire (2^{ème} rang sur 22 Régions du point de vue superficie : soit 52 504 km²) et l'importance de sa population (6^{ème} sur les 22 Régions :

1 200 000 habitants) à majorité jeunes.

Mayotte connaît déjà une évolution technologique et a acquis des expériences dans le secteur tertiaire. Elle pourra aider la Région de la Sofia à accélérer son développement dans les domaines du commerce et des services, de l'urbanisme, de l'éducation et de l'industrie. Elle pourra aussi renforcer les efforts des techniciens locaux pour activer le passage de la Région de la Sofia de l'Economie de subsistance à l'économie du marché et l'aider en matière de gouvernance.

Conscients et convaincus de l'importance des liens qui unissent les deux collectivités, la Région de la Sofia et le Département de Mayotte ont déclenché un processus promettant des avantages mutuels entre les deux parties. Cette coopération pour le bien de la collectivité et durable reposera sur quatre principes tels que :

- **La solidarité** : Deux collectivités travaillent ensemble à définir un programme et à choisir des actions qui vont bénéficier à leurs populations respectives.
- **L'égalité et le respect de l'autre** : En dépit des différences pouvant exister entre la Région de la Sofia et le Département de Mayotte sur divers domaines : économique, politique, religieux et social, leurs relations doivent être basées sur l'égalité, le devoir, la morale et la tolérance, la loyauté et le respect de l'autre.
- **La réciprocité** : La coopération décentralisée est basée sur un principe de partage. Elle doit être source d'enrichissement pour les deux partenaires.



- **La subsidiarité** : La coopération décentralisée doit évoluer dans le respect des compétences des collectivités et de l'Etat. Elle doit apporter un appui institutionnel aux deux collectivités respectives pour les aider à exercer pleinement leurs compétences dans le cadre de la décentralisation.

Article 1^{er} **Cadre général**

Le Conseil général de Mayotte et la Région Sofia (Madagascar) ont initié le partenariat de coopération décentralisée officialisée par la signature de la présente convention-cadre. Le Conseil général de Mayotte et la Région Sofia ont décidé de favoriser le développement de leurs relations de coopération dans le cadre de partenariat bilatéral selon les domaines d'interventions définis dans les articles 2 et 3 de la présente convention, à travers l'ensemble des structures publiques, privées et associations locales se situant dans leurs territoires respectifs.

Article 2 **Objectifs généraux**

L'objectif de cette coopération décentralisée est de fournir un appui respectif aussi direct et simple que possible à des éventails d'initiatives de développement, de projets, de programmes mis en œuvre par des organisations publiques et privées telles que les entreprises, associations, collectivités territoriales ou locales. Après la signature de la présente convention, des actions de coopérations vont être basées sur les domaines suivants reconnus comme prioritaires par les deux collectivités :

- Domaine de la Bonne Gouvernance
- Domaine Economique : L'agriculture, l'élevage, la pêche, et les échanges commerciaux
- Domaine Culturel et Sportif

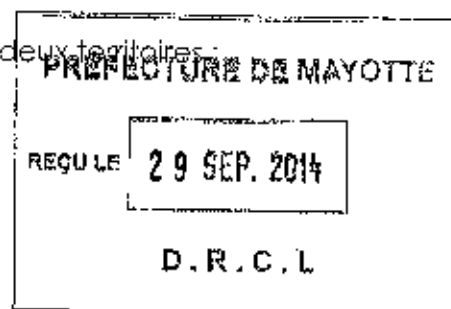
Article 3 **Secteurs d'interventions**

Les secteurs d'interventions de cette coopération se focalisent sur :

- Le développement agricole modernisé ;
- L'appui à la bonne gouvernance : L'électrification rurale, l'adduction d'eau potable, l'assainissement, l'urbanisme et les infrastructures ;
- L'amélioration des échanges commerciaux entre les deux territoires ;
- Le développement touristique des deux territoires ;
- Le reboisement et l'environnement ;
- Les échanges professionnels ;
- Le développement de la connaissance réciproque des populations et des territoires ;
- La promotion des nouvelles technologies applicables au développement ;

Article 4 **Modalités de mise en œuvre**

Les actions de coopération décentralisée engagées en exécution de la présente convention sont élaborées d'un commun accord et dans le respect de la spécificité propre à chacun



des partenaires. Elles s'établissent, autant que possible, sur de base de réciprocité. La présente convention sera déclinée en documents d'application technique pour chaque partie précisant les engagements, les échéanciers et les tâches à accomplir par les différents partenaires. De manière générale, pour chaque projet à mener, le Conseil général de Mayotte et la Région Sofia se consultent pour avis.

Article 5

Cofinancement des projets

Chacune des parties s'engage à rechercher toutes les possibilités de financement existant dans le cadre régional, national ou international.

Articles 6

Conduite, Suivi et Evaluation des Actions

Pour réussir, la coopération décentralisée s'appuie sur des acteurs issus de la société civile ou privée responsables et fiables, capables de mettre en œuvre des projets afin d'assurer leurs compatibilités avec les contraintes administratives et fiscales imposées par la France et Madagascar.

La Région Sofia et le Conseil général de Mayotte décident de conduire un programme d'action commun, et de procéder au suivi et à l'évaluation des projets engagés par un bilan annuel réunissant les responsables des deux territoires.

Article 7

Validité de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de quatre ans renouvelable à compter de la date de sa signature. Toute dénonciation devra se faire par lettre recommandée avec accusée de réception dans un délai de trois mois de préavis. Il est important de préciser que la finalité de cette coopération décentralisée consiste à inscrire ses actions et programmes dans la durée.

Toute réorientation de fond ou de projet relative aux engagements de la présente convention fera l'objet d'un accord par écrit de l'une ou l'autre des parties.

Article 8

Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature par les deux parties contractantes, et après transmission aux contrôles de légalités. Elle est établie en six exemplaires.

Chaque partie conservera deux exemplaires afin de leur permettre de procéder aux démarches de validation ou de contrôle de légalité propre au cadre juridique et institutionnel de son pays.

Article 9

Litiges et résiliation de la convention

En cas de non respect, par l'une ou l'autre partie, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties sous réserves d'un préavis d'un mois.

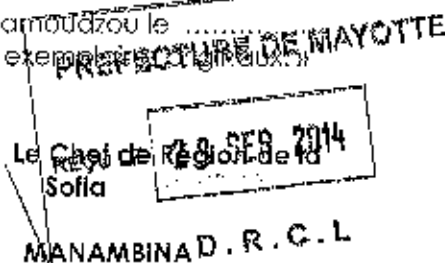
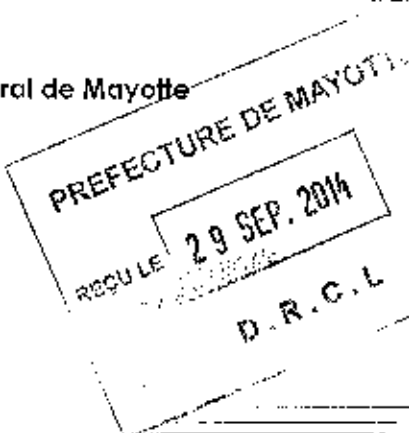
Tout différend issu dans l'exécution de la présente convention sera autant que possible réglée à l'amiable. Le cas échéant, la compétence revient aux tribunaux compétents.

Fait à Mamoudzou le

(En six exemplaires)

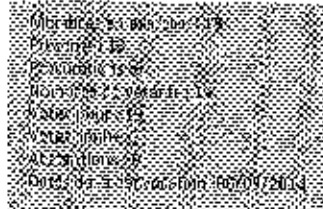
Le Président du Conseil général de Mayotte

Daniel ZAÏDANI



CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1657 bis/2014/CG

Relative à la prise en charge des frais internes de la délégation Malgache composée d'un élu, le Chef de Région SOFIA Monsieur Serge ELIO et deux techniciens pour une journée de rencontre de la coopération décentralisée entre Mayotte et Madagascar en vue de la signature de la convention cadre partenariale avec la région SOFIA à Mayotte.

Par la présente, le Conseil Général de Mayotte, a délibéré en séance plénière, en application de l'article L. 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, sur la proposition de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance a eu lieu le 19 septembre 2014 à 14h30.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Noman OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,
M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Assani ALI,
M. Camille ABDULLAH a donné pouvoir à M. Ali BACAR,
M. Solderdine MADI TCHAMA, a donné pouvoir à M. Issoufi HAMADA,
M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à M. Mme Sarah MOUHOUSSEUNE.



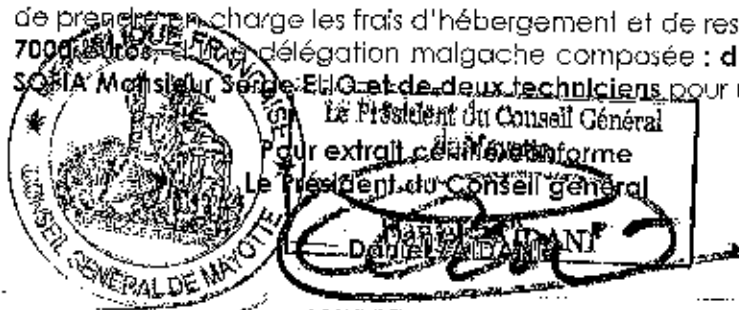
Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la loi n°2007-147 du 02 février 2007 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements, dite loi Thiollière
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département
- Vu la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation au conseil général donnée à sa commission permanente
- Vu la délibération n° 686/2012/CG relative à la politique pour la conduite de coopération régionale Etat/Département de Mayotte pour la mise en œuvre des actions de coopération au titre de l'année 2011-2015 en date du 26 mars 2012
- Vu le rapport n°2014-001657 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte
- Vu l'avis de la commission coopération décentralisée et vie institutionnelle.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article unique : de prendre en charge les frais d'hébergement et de restauration pour un montant de 7000 euros, la délégation malgache composée : d'un élu, du Chef de la Région SOFIA Monsieur Serge ELIO et de deux techniciens pour une période de 7 jours.



CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014

Membres en exercice	18
Présents	13
Excusés	5
Membres démissionnaires	0
Votants	13
Abstention	0
Date de la séance	19/09/2014

DELIBERATION N°1658/2014/CG

Portant l'avis de l'assemblée départementale sur le projet de décret relatif aux obligations déclaratives et à la mise en concurrence des intermédiaires en défiscalisation outre-mer

Le Conseil général de Mayotte, en sa séance plénière du 19 septembre 2014, a délibéré sur le projet de décret relatif aux obligations déclaratives et à la mise en concurrence des intermédiaires en défiscalisation outre-mer. Ce décret a été adopté à l'unanimité des membres présents et représentés.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martini HENRY, Issoufi HAMADA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Nomani OUSSÉNI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSÉNI a donné pouvoir à **M.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

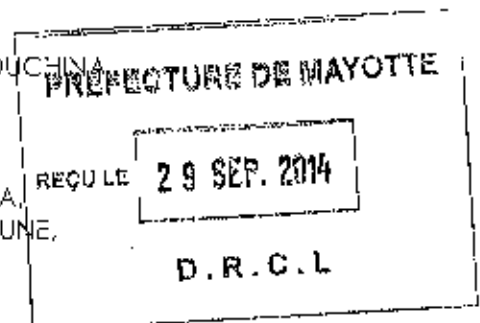
M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à **M.** Ousséni MIRHANE,

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à **M.** Assani ALI,

M. Camille ABDULLAH a donné pouvoir à **M.** Ali BACAR,

M. Soïderline MADI TCHAMA, a donné pouvoir à **M.** Issoufi HAMADA,

M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à **M. Mme Sarah MOUHOUSSEUNE,**



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu** la lettre de saisine du Préfet en date du 22 juillet 2014
- Vu** le rapport n°2014-001658 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la commission coopération décentralisée et vie institutionnelle du 17 septembre 2014,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article unique: d'émettre un avis favorable au projet de décret relatif aux obligations déclaratives et à la mise en concurrence des intermédiaires en défiscalisation outre-mer.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général
de Mayotte
Daniel Zaïdani

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014

Membres en séance	218
Présents	13
Excusés	0
Membres démissionnaires	0
Cette séance est	publique
Le Président	09/09/2014
La séance est ouverte à	10h09/2014

DELIBERATION N°1659/2014/CG

Portant l'avis de l'assemblée départementale sur le projet de décret relatif à la vente au détail des tabacs manufacturés en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion et à Mayotte.

L'an de la République Française de Mayotte, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en séance plénière en application de l'article 412 du Code Général des Collectivités Locales au Palais de la Préfecture de Mayotte, sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance est publique.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE MM, Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Marliat HENRY, Issoufi HAMADA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIMÉ, Nomani OUSSÉNI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSÉNI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Assani ALI,

M. Camille ABDULLAH a donné pouvoir à M. Ali BACAR,

M. Saïd Omar OILI a donné pouvoir à M. Issoufi HAMADA,

M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à Mme Sarah MOUHOUSSEUNE,



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte,

Vu la lettre de saisine du Préfet en date du 28 juillet 2014

Vu le rapport n°2014-001659 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte

Vu l'avis de la commission coopération décentralisée et vie institutionnelle du 17 septembre 2014.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article unique : d'émettre un avis **DEFAVORABLE** au projet de décret relatif à la vente au détail des tabacs manufacturés en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion et Mayotte.

DEMANDE à l'Etat un délai supplémentaire afin de mettre en place ce dispositif, qui ne pas sans conséquence pour les commerçants concernés par la vente au détail de tabac.



Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil Général
Daniel ZAÏDANI

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014

Membres en exercice : 19
Présents : 13
Absents : 6
Nombres de votes : 19
Votes pour : 19
Votes contre : 0
Abstentions : 0
Date de la convocation : 08/09/2014

DELIBERATION N°1660/2014/CG

Relative au projet de décret portant création d'une indemnité particulière d'exercice pour les praticiens hospitaliers à temps plein et les praticiens des hôpitaux à temps partiel des disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques dans le Département de Mayotte

Le dix-neuf septembre, à huit heures, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en séance plénière, en application de l'article L. 3121-9 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BÂMANA.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSOUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR.

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA.

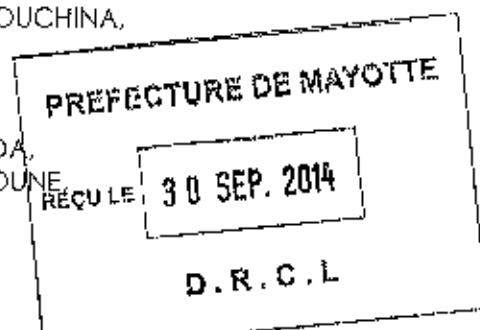
M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE.

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Assani ALI.

M. Camille ABDULLAH a donné pouvoir à M. Ali BACAR.

M. Solderline MADI TCHAMA, a donné pouvoir à M. Issoufi HAMADA.

M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à M. Mme Sarah MOUHOUSOUNE.



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°299/2011/CG en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu la lettre de saisine de la Préfecture en date du 12 Mai 2012 ;
- Vu le rapport n° 2014-001660 relatif au projet de décret portant création d'une indemnité particulière d'exercice pour les praticiens hospitaliers à temps plein et les praticiens des hôpitaux à temps partiel des disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques dans le Département de Mayotte ;
- Vu l'avis de la commission coopération décentralisée et vie institutionnelle du 17 septembre 2014,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DÉCIDE

Article 1 : d'émettre un avis favorable au projet de décret portant création d'une indemnité particulière d'exercice pour les praticiens hospitaliers à temps plein et les praticiens des hôpitaux à temps partiel des disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques dans le Département de Mayotte

Article 2 : Le Conseil Général demande que ces dispositions et le financement nécessaire, pour les mêmes raisons que l'hôpital, soient étendues aux recrutements des médecins pour la (PMI).

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI



SEANCE PLENIERE

DU 19 SEPTEMBRE 2014

Direction Générale Adjointe
Solidarité et Développement Social

Rapport N°2014-001660 de Monsieur le Président

Relatif au projet de décret portant création d'une Indemnité particulière d'exercice pour les praticiens hospitaliers à temps plein et les praticiens des hôpitaux à temps partiel des disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques dans le Département de Mayotte

Le présent projet de décret soumis à votre avis porte sur la mise en place d'une indemnité particulière d'exercice pour les praticiens hospitaliers à temps plein et les praticiens des hôpitaux à temps partiel exerçant leurs fonctions dans le Département de Mayotte.

Cette mesure doit permettre d'améliorer l'attractivité des postes de personnels médicaux permanents au centre hospitalier de Mayotte compte tenu de la situation démographique médicale et de l'offre des soins.

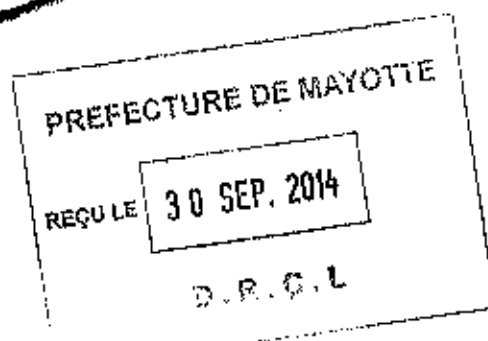
Le Conseil Général emploie de son côté des médecins (Gynécologues, Pédiatres, Généralistes) pour assurer sa mission médicosociale s'agissant de la PMI, alors que ce projet de décret ne concerne que les praticiens hospitaliers.

Compte tenu des difficultés du Conseil Général à recruter des médecins, le Conseil Général demande que ces dispositifs et financements nécessaires lui soient étendus afin de le permettre de recruter ses médecins dans les mêmes conditions.

Si la conclusion de ce rapport recueille votre accord, je vous propose d'adopter la délibération ci-dessous.

Le Président du Conseil Général

Daniel ZAIDANI



CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014

Membres en quorum : 19
Présents : 15
Absents : 2
Nombre de votants : 17
Voix pour : 16
Voix contre : 1
Abstentions : 0
Dates de la convocation : 05/09/2014

DELIBERATION N°1663/2014/CG
Relative aux tarifs des cartes de transports scolaires

L'an deux mille quatorze le dix-neuf septembre, le Bureau du Conseil Général de Mayotte s'est réuni en séance plénière en application de l'article 141 du code général des collectivités territoriales, sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAYANA.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Soïderdine MAD' TCHAMA, Abdoul RASTAMI, Saïd SALIME, Nomani OUSSÉNI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, sil'haka A3DILAH, Zaidou TAVANDAY, Saïd OMAR OILI, Camille ABDULLAHI, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSÉNI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Assani ALI.

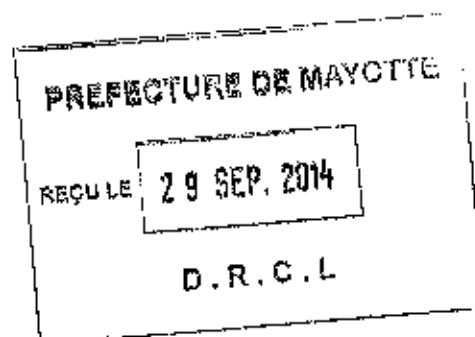
Conseillers généraux absents lors du vote :

M. Saïd AHAMADI

M. Ousséni MIRHANE,

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI,



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte ;
Vu la délibération n°1543/2014/CG en date du 12 juin 2014 relative au Budget Primitif 2014 du Département de Mayotte ;
Vu le rapport n°2014-001663 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte ;
Vu l'avis de la commission aménagement, environnement et cadre de vie du 18 septembre 2014.

Par : 16 voix **Pour** - 1 voix **contre** (Mme Sarah MOUHOUSSEUNE)

Article unique : Fixer les tarifs des cartes de transports scolaires selon le barème mentionné ci-dessous :

- frais du dossier premier enfant : **10 €**
- Frais du dossier par enfant à partir du 2^{ème} enfant de la même famille bénéficiant des transports scolaires : **5 €**
- Frais du dossier pour l'émission du duplicata de la carte : **15 €**

Ces tarifs sont valables conformément au calendrier scolaire.

Pour extrait conforme
Président du conseil général
Daniel ZAÏDANI

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014

Membres siégeant : 19
Présents : 18
Absents : 1
Nombre de votants : 18
Votes pour : 18
Votes contre : 0
Abstentions : 0
Date de la convocation : 08/09/2014

DELIBÉRATION N°1666/2014/CG

Relative à une inscription de certaines recettes fiscales 2010 et 2011 en admission en non-valeur

L'an deux mille, quatorze, le dix-neuf septembre, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en séance plénière, en application des articles 21-2 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance s'est tenue à l'hôtel de ville de Mayotte.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Solderline MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Ali MOUSSA, Nomani OUSSÉNI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Issihaka ABDILLAH, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAHI, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSÉNI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,

Conseiller général absent lors du vote :

M. Saïd OMAR OILI

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE 29 SEP. 2014

D. R. C. L.

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 portant élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu la délibération n°1543/2014/CG en date du 12 juin 2014 relative au budget primitif 2014 du Département de Mayotte et le budget annexe du STM ;
- Vu le rapport n° 2014-001666 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

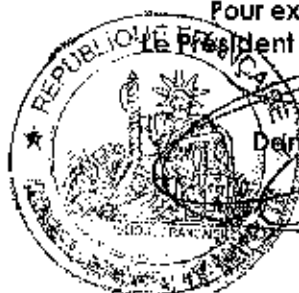
DECIDE

Article 1 : d'approuver certaines recettes fiscales en admission en non-valeur pour un montant global de 335 171, 49 euros.

Article 2 : d'imputer les dépenses correspondantes sur le chapitre 65, compte 6541 du budget 2014 du Département de Mayotte.

Article 3 : d'autoriser le Président à signer tous les documents concernant ces admissions en non-valeur.

Pour extrait conforme,
Le Président du Conseil général



Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1667/2014/CG

Relative à un complément de garantie délivré à la SIM à hauteur de 32 695,90 € pour des emprunts contractés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations

Le Conseil Général a adopté le présent rapport en vertu de la loi n° 2013-1273 du 18 décembre 2013 relative à la simplification de l'administration, et en vertu de l'article 2298 du code de procédure civile. Cette délibération est rendue exécutoire par la loi n° 2014-1123 du 12 août 2014 relative à la simplification de l'administration.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUROUSSOUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Solderdine MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Ali MOUSSA, Nomani OUSSENI, Ahameq ATTOUMANI DOUCHINA, Assani A.I, Issinaka ABDILLAH, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAHI, Aï BACAR.

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA

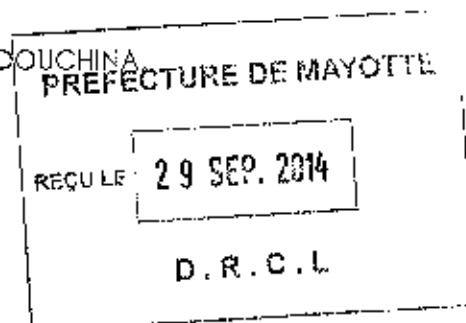
M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,

Conseiller général absent lors du vote :

M. Saïd OMAR OILI

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI,



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3231-4, L 3231-4-1 et la 6^{ème} partie ;
- Vu** la délibération n°299/2011/CG en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil Général de Mayotte ;
- Vu** l'article 2298 du code civil ;
- Vu** la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département ;
- Vu** la délibération n° 1330/2013/CG en date du 15 octobre 2013 relative à l'accord de la garantie à la SIM à hauteur de 10% sur les emprunts contractés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Vu** le rapport n°2014-001667 de Monsieur le président du Conseil Général de Mayotte ;

Considérant que la SIM souhaite compléter des garanties sur des emprunts à contracter auprès de la CDC destinés à financer des programmes de logements localisés très sociaux, que la CDC conditionne ses accords de financement entre autres par la garantie du Département à hauteur de 10%,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : D'accorder des compléments de garanties pour le remboursement des emprunts souscrits par la SIM (Société Immobilière de Mayotte) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ces prêts PLAI Construction sont destinés à financer les opérations suivantes :

Nom de l'opération	Nombre de logements	Montant du prêt initial	Montant du nouveau prêt	Montant garanti par le Département	Montant du complément garanti par le Département
Doujani Ecole	10	691 615,00 €	767 614,00 €	69 161,50 €	7 599,90 €
Tribunes de Cavani 2	4	264 759,00 €	291 036,00 €	26 475,90 €	2 627,70 €
Apollo	29	2 398 181,00 €	2 622 864,00 €	239 818,10 €	22 468,30 €
Total					32 695,90 €

Article 2 : de garantir les caractéristiques des prêts déclinés ci-dessous :

Caractéristiques communes à l'ensemble des prêts :

- Préfinancement : 24 mois
- Périodicité des échéances : annuelle
- Index : Livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du Livret A (1,00% en août 2014) en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%
- Prêt à Double Révisabilité Limitée
- Taux annuel de progressivité : 0,50% (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du livret A)
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0%.

Les taux d'intérêt et de progressivité indiqués ci-dessus sont susceptibles de varier en fonction de la variation du taux du Livret A et/ou du taux de commissionnement des réseaux collecteurs.

Opération : Doujani Ecole

Prêt pour la construction

- Type de prêt : PLAI Construction
- Montant : 767 614,00 €
- Durée : 40 ans

Opération : Tribunes de Cavani 2

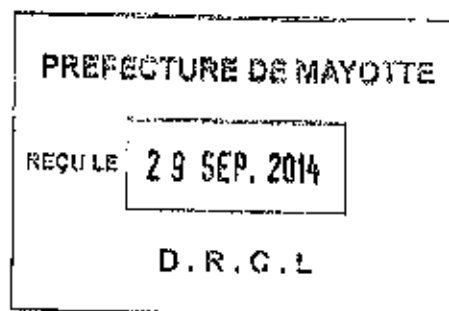
Prêt pour la construction

- Type de prêt : PLAI Construction
- Montant : 291 036,00 €
- Durée : 40 ans

Opération : Apollo

Prêt pour la construction

- Type de prêt : PLAI Construction
- Montant : 2 622 864,00 €



- Durée : 40 ans

Article 3 : d'accorder les compléments de garanties pour la durée totale des prêts, soit la période de préfinancement maximum suivie de la période d'amortissement, sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SIM, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

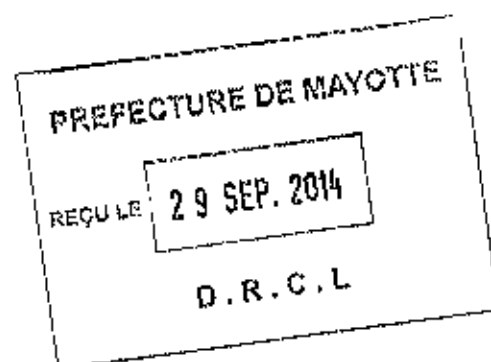
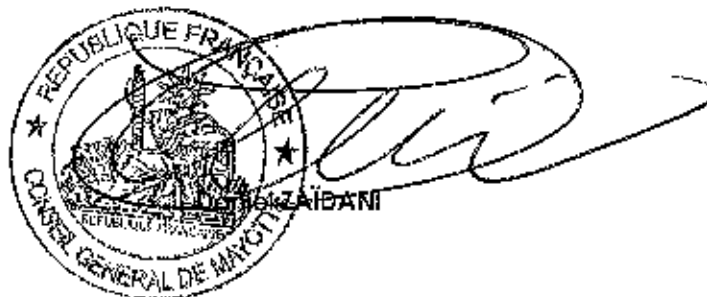
Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à vingt-quatre (24) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de cette période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, le Département de Mayotte s'engage à se substituer à la SIM pour son paiement.

Article 4 : de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : d'autoriser le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et la SIM, en application de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Le Président du Conseil général



CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014

Président	1
Vice-président	1
Président adjoint	1
Vice-président adjoint	1
Président du Conseil Général	1
Vice-président du Conseil Général	1
Président du Conseil Général	1
Vice-président du Conseil Général	1
Président du Conseil Général	1
Vice-président du Conseil Général	1
Président du Conseil Général	1
Vice-président du Conseil Général	1

DELIBERATION N°1668/2014/CG

Relatif à l'attribution de logement de fonction

La séance a été présidée par le Président du Conseil Général de Mayotte, Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance a été présidée par le Président du Conseil Général de Mayotte, Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance a été présidée par le Président du Conseil Général de Mayotte, Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Solderline MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Noman OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Issihaka ABDILLAH, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAH, Ali BACAR.

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à **M.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,
M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à **Mme.** Sarah MOUHOUSSEUNE,
M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à **M.** Ousséni MIRHANE,
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à **M.** Assani ALI.

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI,

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

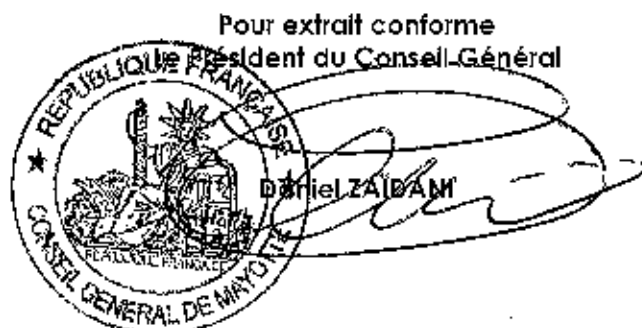
- Vu** le code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° 299/2011/CG en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte,
Vu les évaluations de France Domaine,
Vu le rapport n°2014-001668 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte,
Vu l'avis de la commission santé, action sociale et administration générale du 18 septembre 2014,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

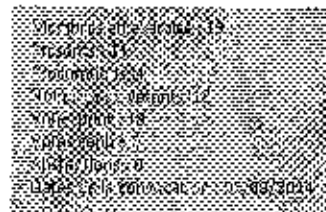
Article unique : de modifier la liste des bénéficiaires de logements de fonction en ajoutant :

- 1) la DGAS Finances
- 2) l'Inspection Générale des Services.



CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1669/2014/CG

**Relative à la nomination des représentants du Département à la Conférence
de la Santé et de l'Autonomie de Mayotte**

L'an de l'Indépendance de la France, le dix-neuf septembre deux mille quatorze, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en séance plénière en application de l'article 121-2 du code général des collectivités territoriales au sein de la salle de la Préfecture de Mayotte, sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance a été tenue à l'hémicycle Younoussa Savadika.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSOUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni M'RHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Soïderline MADI TCHAMA, Saïd SAÏME, Nomani OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Issihaka ABD'LLAH, Zaïdou TAVANDAY, Camille AÏDULLAHI, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à **M.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à **Mme.** Sarah MOUHOUSOUNE,

M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à **M.** Ousséni M'RHANE,

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à **M.** Assani ALI,

Conseiller général absent lors du vote :

M. Abdou RASTAMI,

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

Vu Le code des collectivités territoriales

Vu Le code de la santé publique

Vu le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

Vu le décret n° 2010-765 du 7 juillet 2010 portant adaptation des dispositions réglementaire prises par l'application du titre III du code de la santé publique à la Guadeloupe, à la Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon

Vu le décret n° 2010-938 du 24 Août 2010 modifiant les dispositions relatives aux commissions de coordination des politiques de santé, aux conférences de territoire et la conférence de la santé et de l'autonomie.

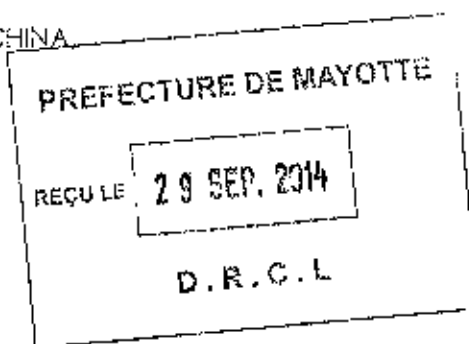
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,

Vu le courrier de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de l'Océan Indien, en date du 02 juillet 2014, saisissant le Président du Conseil Général ;

Vu l'avis de la commission santé, action sociale et administration générale du 18 septembre 2014,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DÉCIDE



Article unique : de désigner, comme suit, pour représenter le Département au sein de la Conférence de la Santé et de l'Autonomie de Mayotte (CSA) ;

Collège des représentants des collectivités territoriales

Titulaires :

M. Jacques Martial HENRY conseiller général de Mamoudzou III
M. Nomani OUSSENI conseiller général de Sada

Suppléants :

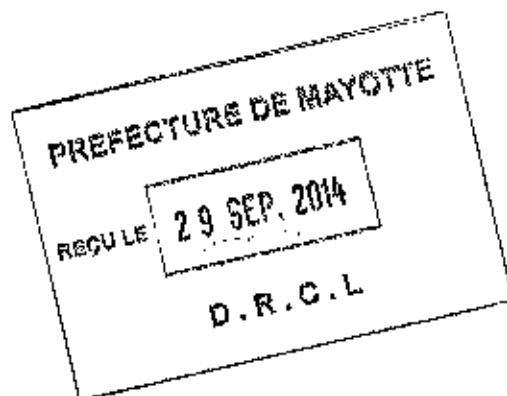
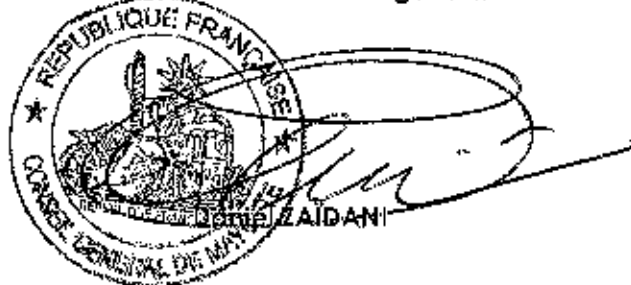
M. Ousséni MIRHANE conseiller général de Bouéni
M. Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général, conseiller général de Pamandzi

Collège des acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

Titulaire : Le directeur de la Santé et de la Protection Maternelle et Infantile

Suppléante : Un cadre sage-femme du service Protection Maternelle et Infantile

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général



CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014

Membres en exercice : 19
Présents : 14
Procurations : 1
Nombre de votants : 18
Votes pour : 18
Votes contre : 0
Abstentions : 1
De : Assani ALI, Président du Conseil Général de Mayotte, le 19/09/2014

DELIBERATION N°1670/2014/CG

Relative à la programmation
des contrats uniques d'insertion dédiés aux bénéficiaires du RSA pour l'année 2014

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf septembre, à neuf heures, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en séance plénière, en application de l'article L. 3121-9 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle municipal de Mayotte.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSSE, MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Solderdine MADI TCHAMIA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Issinaka A3DILLAH, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAH, Ali BACAR.

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,
M. Saïd OMAR GILI a donné pouvoir à Mme. Sarah MOUHOUSSE,
M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Assani ALI.

Conseiller général absent lors du vote :

M. Abdou RASTAMI.

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'action sociale et des familles ;
- Vu la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les Politiques d'insertion ;
- Vu l'ordonnance n°2011-1641 du 24 novembre 2011 portant extension et adaptation du RSA à Mayotte ;
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département ;
- Vu le rapport n°2014-001670 de Monsieur le Président du Conseil général ;
- Vu l'avis de la commission santé, action sociale et administration générale du 18 septembre 2014,

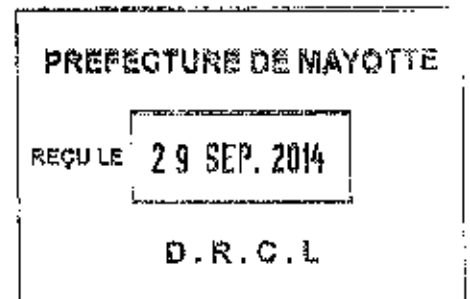
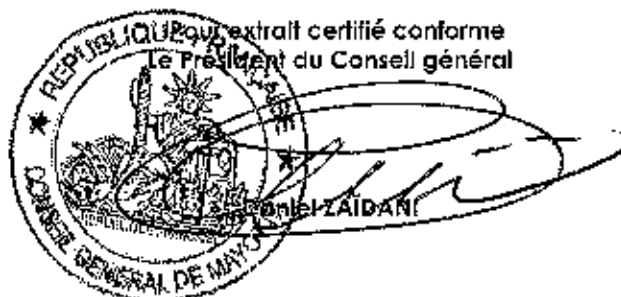
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : d'approuver la programmation des contrats uniques d'insertion dédiés aux bénéficiaires du revenu de solidarité active pour l'année 2014 et qui se décline comme suit :

- 700 Contrats Uniques d'insertion - Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CUI-CAE), pour le secteur non marchand
- 10 Contrats Uniques d'insertion - Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CUI-CAE), pour le secteur marchand

Article 2 : la dépense correspondante sera imputée au chapitre 017 « revenu de solidarité active », comptes 65661 et 65662 du budget du Département.



CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014

Membres du Conseil	18
Présents	14
Excusés	4
Non présents	0
Quorum	9
Votants	14
Votés	14
Date de la délibération	19/09/2014

DELIBERATION N°1671/2014/CG

Portant sur la convention relative au versement d'une contribution de l'Etat de 500 000 €, au Département de Mayotte, pour le financement du service de Protection Maternelle et Infantile (PMI), part des non assurés sociaux, du 1^{er} septembre au 31 décembre 2014

Le 19 septembre 2014, à neuf heures, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en séance plénière, en application de l'article 3121 du Code de la collectivité territoriale, au conseil d'administration et sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance s'est tenue à l'Assemblée Territoriale de Mayotte.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSOUNE MM, Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Saïd SAÏME, Noman OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Issihaka ABDILLAH, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAHI, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA

M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à Mme. Sarah MOUHOUSOUNE,

M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Assani ALI.

Conseiller général absent lors du vote :

M. Abdou RASTAMI,



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

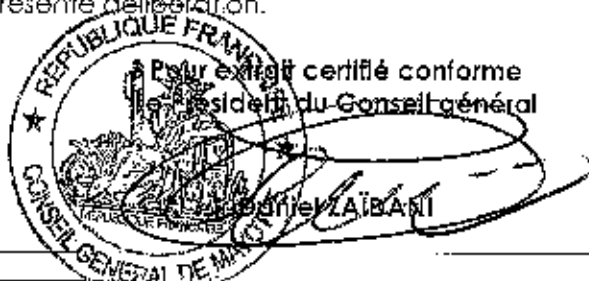
- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de la santé publique ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
Vu la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département
Vu le rapport n°2014-001671 de Monsieur le Président du Conseil général, portant convention relative au versement d'une contribution de l'Etat de 500 000 €, au Département de Mayotte, pour le financement du service de Protection Maternelle et Infantile (PMI), part des non assurés sociaux, du 1^{er} septembre au 31 décembre 2014 ;
Vu l'avis de la commission santé, action sociale et administration générale du 18 septembre 2014,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : d'approuver tel qu'il lui est soumis, la convention relative au versement d'une contribution de l'Etat de **500 000€**, au Département de Mayotte, pour le financement du service de Protection Maternelle et Infantile (PMI), part des non assurés sociaux, du 1^{er} septembre au 31 décembre 2014.

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil Général à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.



CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014

Nombre d'élus : 19
Présents : 14
Excusés : 05
Nombre de votants : 14
N° du procès-verbal : 14
N° de l'ordre du jour : 1
Date de l'adoption : 19/09/2014

DELIBERATION N°1672/2014/CG

Relatif à la création du Comité Départemental des Retraités et Personnes Âgées (CODERPA)

Le Conseil général du Département de Mayotte, réuni en séance plénière, a délibéré sur la proposition de création du Comité Départemental des Retraités et Personnes Âgées (CODERPA) et a adopté la délibération suivante :

Conseillers généraux présents :

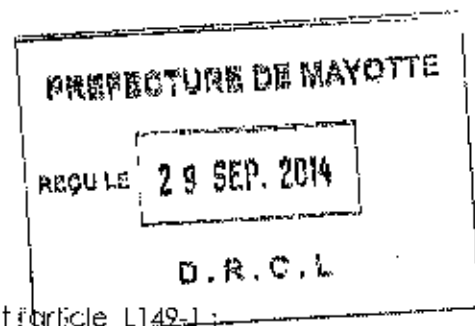
Mme Sarah MOUHOUSSEUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issouf HAMADA, Soïderline MADI TCHAMA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Issihaka ABDILLAH, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAH, Ali BACAR.

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMAN, DOUCHINA,
M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à Mme. Sarah MOUHOUSSEUNE,
M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,
M. Al MOUSSA a donné pouvoir à M. Assani ALI.

Conseiller général absent lors du vote :

M. Abdou RASTAMI.



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L149-1 ;
- Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- Vu La loi de décentralisation du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales
- Vu L'ordonnance n°2012-785 du 31 mai 2012, portant adaptation et extension du code de l'action sociale et médico-sociale à Mayotte ;
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif au département
- Vu le rapport n°2014-001672 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte relatif ;
- Vu l'avis de la commission santé, action sociale et administration générale du 18 septembre 2014,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : d'autoriser la création du Comité Départemental des Retraités et Personnes Âgées - CODERPA MAYOTTE - en approuvant tel qu'il lui est soumis, son règlement intérieur ainsi que sa composition comme suit :

La CSSM

1 Titulaire 1 suppléant

L'Education Nationale

1 Titulaire 1 suppléant

Un arrêté du Président du Conseil général désignera 6 personnes qualifiées représentant le Département au sein de ce collège, en tant que personnes qualifiées.

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil Général à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général



1°) Collège des représentants des associations et des organismes

Fédération Mahoraise des Association des Personnes Âgées et des Retraités (la FMAPAR)

1 Titulaire 1 suppléant

AFARCDM

1 Titulaire 1 suppléant

UNCCAS

1 Titulaire 1 suppléant

La croix rouge française

1 Titulaire 1 suppléant

Association des travailleurs sociaux de Mayotte

1 Titulaire 1 suppléant

Association Rediab-Ylang

1 Titulaire 1 suppléant

Association REDECA Mayotte

1 Titulaire 1 suppléant

Association M'san'a Mayotte

1 Titulaire 1 suppléant

Association Maecha na Onono

1 Titulaire 1 suppléant

Collectif Interassociatif Océan Indien

1 Titulaire 1 suppléant

2°) Collège des personnes en activité au sein des principales professions concernées par l'action sanitaire et sociale en faveur des personnes âgées :

Ordre des médecins de Mayotte

1 Titulaire 1 suppléant

Ordre des masseurs Kinési thérapeutiques

1 Titulaire 1 suppléant

Ordre des pharmaciens de Mayotte

1 Titulaire 1 suppléant

Représentant des infirmiers libéraux de Mayotte

1 Titulaire 1 suppléant

Le CHM

1 Titulaire 1 suppléant

Coordination Départementale des Aides à Domicile

1 Titulaire 1 suppléant

3°) Collège des personnes représentant les collectivités locales et les principaux organismes qui, par leurs interventions et leurs financements, apportent une contribution significative à l'action en faveur des personnes âgées au sein du Département :

Conseil Général

3 Titulaires :

M. Jacques Martial HENRY conseiller général de Mamoudzou III

M. Nomani OUSSINI conseiller général de Sada

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE conseillère générale de Dombeni

3 Suppléants :

M. Assani ALI conseiller général de Mamoudzou I

M. Issoufi HAMADA conseiller général de Tsingoni

M. Saïderdine MADI TCHAMA conseiller général de Acoua

Membres désignés par Monsieur le Préfet

1 Titulaire 1 suppléant

Association des Maires

1 Titulaire 1 suppléant

L'ARS

1 Titulaire 1 suppléant

La DJSCS

1 Titulaire 1 suppléant



Préambule

La loi du 13 août 2004 place les CODERPA auprès des Présidents des conseils généraux.

L'article L.149-1 du Code de l'action sociale et des familles confie à l'Assemblée départementale la responsabilité d'en définir la composition et les modalités de fonctionnement.

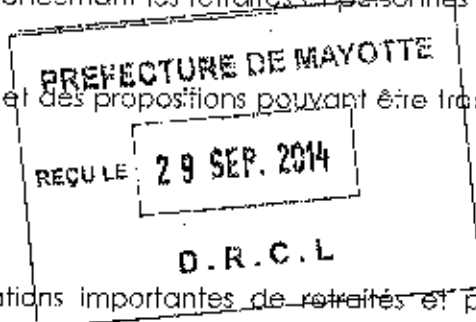
L'ordonnance n°2012-785 du 31 mai 2012, portant adaptation et extension du code de l'action sociale et médico-sociale à Mayotte, rend applicable l'article L.149-1, sur le 101^{ème} Département, dans son intégralité.

Les CODERPA sont des instances consultatives placées auprès du Président du conseil général.

Article 1 : Statut et missions

Le CODERPA constitue un lieu de dialogue, d'information, de réflexion et de proposition au sein duquel des représentants des retraités et personnes âgées participent à l'élaboration et à l'application des mesures de toute nature les concernant, en concertation avec les professionnels et les principaux organismes chargés de la mise en œuvre des actions définies, au sein du département :

- Le CODERPA participe aux travaux préparatoires à l'élaboration du schéma d'organisation sociale et médico-sociale en faveur des retraités et personnes âgées et est associé à sa mise en œuvre ;
- Il est informé des projets, programmes ou études concernant les retraités et personnes âgées ;
- Il est informé du budget départemental consacré à ces différents domaines ;
- Il réalise, à la demande du conseil général, une mission d'expertise sur des sujets spécifiques ou transversaux ;
- Il participe à diverses instances de travail ou à des actions d'information et de sensibilisation auprès du public, notamment dans les CLIC (Centre Local d'Information et de Coordination Gérontologique) ;
- Il débat de sa propre initiative de toute question concernant les retraités et personnes âgées et fait les propositions qu'il juge utiles ;
- Il établit un rapport annuel présentant son activité et des propositions pouvant être transmises à l'assemblée départementale.



Article 2 : Composition

Le CODERPA est composé de 3 collèges :

- 1^{er} collège: Dix représentants d'associations et organisations importantes de retraités et personnes âgées ;
- 2^e collège : Six représentants des principales professions concernées par l'action sanitaire et sociale en faveur des personnes âgées ;
- 3^e collège : Sept représentants des collectivités locales et des organismes qui, par leurs interventions et leurs financements, apportent une contribution significative en faveur des personnes âgées au sein du département ;

Un arrêté du Président du conseil général fixe la composition du CODERPA de Mayotte et nomme ses membres en fonction des désignations faites par les organismes représentés. Les membres, titulaires, suppléants et personnes qualifiées, sont nommés pour trois années renouvelables (à compter de la publication de l'arrêté).

Toute personne désignée pour remplacer un membre du CODERPA siège, dans les mêmes conditions, jusqu'à expiration de la désignation de la personne qu'elle remplace. Si un membre n'assiste pas à trois réunions consécutives, quelles qu'elles soient, sans excuse motivée, ou qu'un organisme n'est pas représenté, le Bureau se prononce sur le remplacement de la personne ou de l'organisme.

Article 3 : Présidence et Vice-présidence

Le comité départemental des retraités et personnes âgées est présidé par le Président du conseil général ou son représentant.

Un Vice-président est élu parmi les membres titulaires du 1^{er} collège (associations de retraités et personnes âgées) et du deuxième collège (représentants des professions concernées par l'action sanitaire et sociale en faveur des personnes âgées, réunis en Assemblée plénière).

Article 4 : Bureau

Le Bureau est présidé par le Président du CODERPA ou, à défaut, son Vice-président.

Le Bureau est chargé :

- De proposer l'ordre du jour des séances plénières ;
- De définir les axes de réflexion, sur proposition de ses membres, des commissions, de l'Assemblée plénière ou du conseil général ;
- De la coordination et de la gestion des commissions ;
- De nommer les représentants du CODERPA dans les instances extérieures, ces derniers devant rendre compte régulièrement de leur délégation ;
- De valider et d'assurer la diffusion des travaux réalisés par le CODERPA auprès du public, des instances extérieures, si besoin, et des élus du conseil général ;
- De préparer et proposer un budget prévisionnel pour le fonctionnement du CODERPA ;
- De rendre compte, en Assemblée plénière, du bilan annuel financier et du fonctionnement du CODERPA ;

En plus du Président du CODERPA et des deux Vice-présidents, le Bureau du CODERPA est composé de 8 à 14 membres issus de chacun des 3 collèges, dont au moins la moitié est issue du 1^{er} collège.

Pour les deux premiers collèges, les organismes représentés sont désignés pour siéger au Bureau et non les personnes mandatées. Aussi, les titulaires sont membres du Bureau, leur suppléant pouvant les représenter en cas d'absence.

Le Bureau est renouvelé au moins tous les trois ans, en même temps que l'ensemble des membres du CODERPA, et sur élection des membres réunis en Assemblée plénière. Le Bureau se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation du Président du Bureau et autant que de besoin à la demande d'un tiers au moins de ses membres.

Le secrétariat assiste aux séances.

Le droit de vote est personnel et ne peut être délégué, le cas échéant, qu'au suppléant en cas d'absence du titulaire. Seuls les membres titulaires et les personnes désignées à titre personnel ont voix délibérative ; les suppléants siégeant avec voix consultative. Les votes ont lieu à main levée, sauf en cas de demande expresse d'au moins un membre présent. Dans ce cas, les votes ont lieu à bulletin secret. En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

Article 5 : Assemblée plénière

Le CODERPA se réunit au moins une fois par an en Assemblée plénière sur convocation du président, soit à son initiative, soit à la demande d'au moins un tiers des membres du CODERPA.

En cas de besoin il peut être réuni en séance exceptionnelle. La convocation et l'ordre du jour doivent parvenir aux membres, 15 jours au moins avant la réunion.

Tous les membres, titulaires, suppléants et personnes qualifiées sont invités.

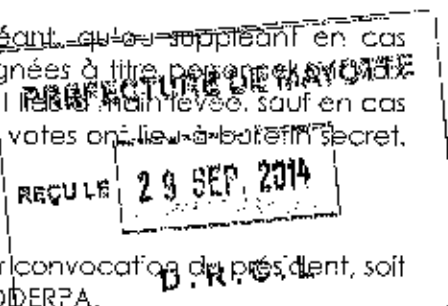
Sauf urgence, les éventuelles questions ou sujets à présenter ou à soumettre à l'ordre du jour devront parvenir au Bureau au moins 5 semaines avant la date de la réunion de l'Assemblée Plénière. L'ordre du jour est arrêté par le Président du CODERPA sur proposition du Bureau se réunissant 4 semaines avant la réunion. Les délais précités peuvent être réduits autant que de besoin en cas de saisine en séance exceptionnelle du Comité.

Sont destinataires des comptes-rendus de séance, les titulaires, suppléants, et personnes qualifiées, présents et absents.

Le secrétariat assiste aux séances.

Le droit de vote est personnel et ne peut être délégué, le cas échéant, qu'au suppléant en cas d'absence du titulaire. Seuls les membres titulaires et les personnes désignées à titre personnel ont voix délibérative ; les suppléants siégeant avec voix consultative.

Les votes ont lieu à main levée, sauf en cas de demande expresse d'au moins un membre présent. Dans ce cas, les votes ont lieu à bulletin secret. En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.



[Handwritten signature]

Article 6 : Commissions

Sur proposition du Bureau, les Commissions sont constituées en Assemblée plénière et comprennent obligatoirement au moins un membre du Bureau. Les membres du CODERPA peuvent siéger librement dans plusieurs Commissions. Le Bureau coordonne et gère les Commissions.

Chaque Commission nomme en son sein un responsable et son suppléant, de préférence membre du Bureau, ainsi qu'un secrétaire et son suppléant. Les responsables des Commissions s'informent entre eux des thèmes abordés, peuvent être invités aux autres Commissions et tiennent régulièrement informés le Bureau de l'avancé de leurs travaux.

Les Commissions peuvent solliciter la participation ponctuelle d'experts extérieurs aux membres du CODERPA ; les frais de déplacement de ceux-ci peuvent être pris en charge, dans les mêmes conditions que pour les membres du CODERPA, et sur avis du Bureau.

Les thèmes de réflexion des commissions sont arrêtés par le Bureau. Les comptes-rendus des séances sont transmis aux membres des commissions concernées et aux membres du bureau.

Le secrétariat n'assiste pas aux séances.

Article 7 : Représentation

La représentation du CODERPA dans les instances extérieures est assurée par les membres, titulaires ou suppléants ou personnes qualifiées, mandatés par le Bureau, auquel ils rendent compte de leurs représentations.

La coordination de ces représentations est assurée par le Bureau qui en rend compte en Assemblée plénière.

Article 8 : Moyens

a) Moyens financiers

Le Bureau prépare et propose un budget prévisionnel pour le fonctionnement du CODERPA au vote de l'Assemblée départementale.

Les ressources du CODERPA sont composées de subventions allouées annuellement par le conseil général et par tout organisme ou collectivité qui souhaite apporter sa contribution. La gestion des fonds est confiée par l'Assemblée plénière à une association loi 1901 dénommée « association de gestion des fonds du CODERPA ». Seul le CODERPA est habilité à utiliser les fonds.

b) Moyens logistiques

Le secrétariat administratif du CODERPA est assuré par les services du conseil général sous la forme d'une personne affectée à temps plein.

Le conseil général met à la disposition du CODERPA, les moyens logistiques nécessaires au fonctionnement dudit secrétariat.

c) Remboursement des frais

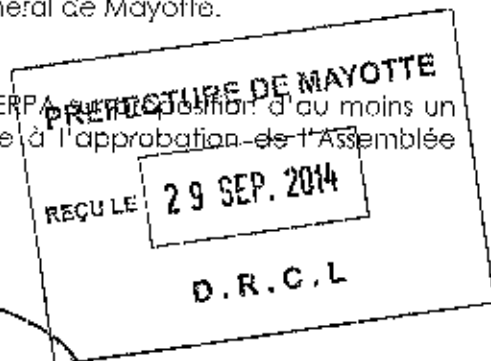
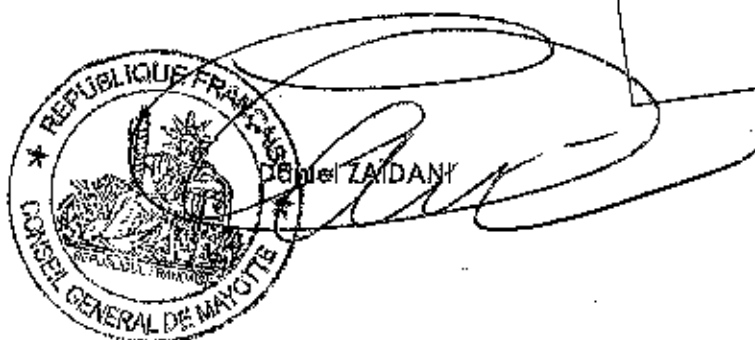
Les membres du CODERPA exercent au titre de leur désignation à titre bénévole. Ils peuvent demander à être remboursés de leurs frais de déplacement et éventuellement d'autres frais engagés à l'occasion des missions qui leur sont confiées, sous réserve qu'ils ne soient pas pris en charge par un autre organisme.

Un ordre de mission signé par l'administration, concrétisant la désignation des représentants du CODERPA à l'extérieur, permet le remboursement des frais de déplacement engendrés. Les remboursements sont effectués sur présentation de pièces justificatives. Les bases et les conditions de remboursement sont celles applicables aux fonctionnaires territoriaux et élus du conseil général de Mayotte.

Article 9 : Modification du règlement intérieur

Toute modification du règlement intérieur est proposée par le CODERPA ou par un tiers d'au moins un tiers de ses membres ou sur celle du Bureau, avant d'être soumise à l'approbation de l'Assemblée départementale.

Le Président du Conseil général



CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1677/2014/CG

Relative au projet de décret portant revalorisation
du montant forfaitaire du Revenu de Solidarité Active à Mayotte

En vertu de l'article 314 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Général de Mayotte, réuni en séance plénière, a délibéré sur le projet de décret portant revalorisation du montant forfaitaire du Revenu de Solidarité Active à Mayotte. Ce décret a été adopté à l'unanimité des membres du Conseil Général de Mayotte. Ce décret est ainsi rédigé :

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSSOUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à **M.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,
M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à **M.** Ousséni MIRHANE,
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à **M.** Assani ALI,
M. Camille ABDULLAH a donné pouvoir à **M.** Ali BACAR,
M. Solderline MADI TCHAMA, a donné pouvoir à **M.** Issoufi HAMADA,
M. Saïd OMAR O'LI a donné pouvoir à **M. Mme Sarah MOUHOUSSOUNE.**

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

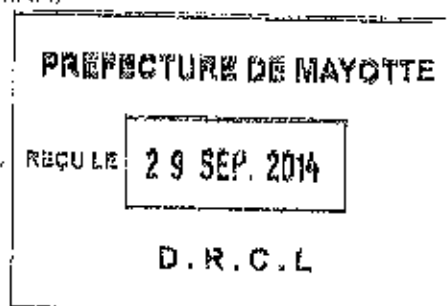
- VU** le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'action sociale et des familles ;
VU la délibération n°299/2011/CG en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu la lettre de saisine du Préfet en date du 18 août 2014 ;
Vu le rapport n°2014-001677 de Monsieur le Président du conseil général de Mayotte ;
Vu l'avis de la commission coopération décentralisée et vie institutionnelle du 17 septembre 2014.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : de donner un avis favorable au projet de décret portant revalorisation de 2% du montant forfaitaire du revenu de solidarité active à Mayotte.

Article 2 : de porter à la connaissance du gouvernement la volonté réitérée des élus du conseil Général de voir le montant forfaitaire réévalué et ce de manière accélérée afin qu'il soit à l'équivalent du niveau national.



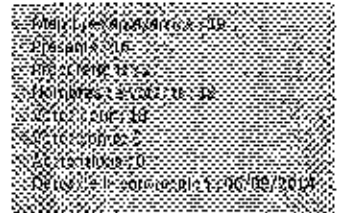
Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil Général
de Mayotte

Daniel ZAÏDANI

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1681/2014/CG

Relative à la modification du taux de l'octroi de mer pour les plats préparés à base de viandes, de poissons et de crustacés ou de mollusques

En vertu de l'article 15 de la loi n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte, le Conseil Général de Mayotte a délibéré en vertu de l'article 152 de la loi n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte, sur la proposition de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance s'est tenue à Mayotte le 19 septembre 2014.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Solocerdine MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Ali MOUSSA, Nomani OUSSÉNI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani AL', Issihaka ABDILLAH, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAHI, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSÉNI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,

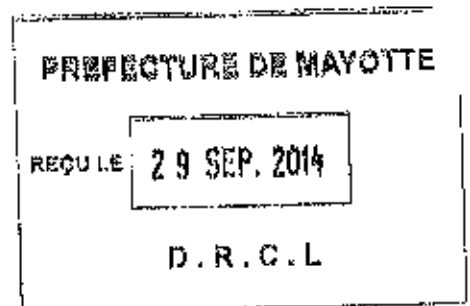
Conseiller général absent lors du vote :

M. Saïd OMAR OILI

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI,

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,



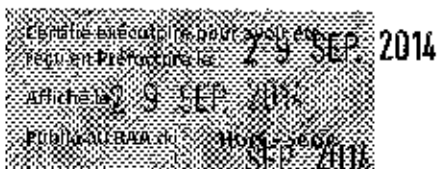
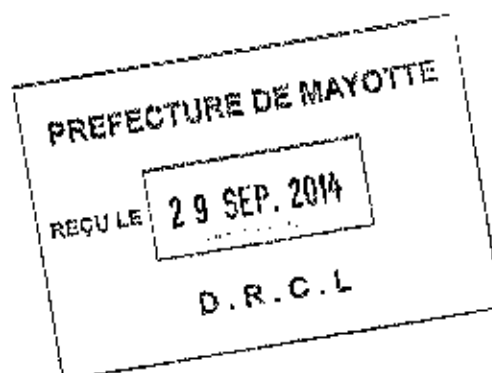
- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la Loi organique n°2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
- Vu la loi n°2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
- Vu la Décision n°2012/419/JE du Conseil Européen du 11 juillet 2012 relative à la « rupéisation » de Mayotte ;
- Vu la Décision n°2014/162/LE du Conseil Européen en date du 11 mars 2014 modifiant la Décision n° 2004/162/CE du 10 février 2004 relative au régime de l'octroi de mer dans les départements français d'outre-mer, pour son application à Mayotte à compter du 1^{er} janvier 2014 ;
- Vu la Loi n°2004-639 du 02 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;
- Vu le Décret n°2004-1550 du 30 décembre 2004 pris pour l'application de la Loi n°2004-639 du 02 juillet 2004 ;
- Vu l'Ordonnance n°2013-837 du 19 septembre 2013 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code des douanes, du code général des impôts, du livre des procédures fiscales et d'autres dispositions législatives applicables à Mayotte ;
- Vu la Loi de finances rectificative pour 2013 n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 ;
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu la délibération n°1428/2014/CG du 6 février 2014 du Conseil général
- Vu la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département
- Vu le rapport n° 2014-001681 de Monsieur le Président du Conseil Général

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 2: Le directeur général des services du Département et le directeur régional des Douanes et Droits indirects de Mayotte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général



Article 1: de modifier les taux de l'octroi de mer du tarif général pour les nomenclatures de produits reprises selon le tableau ci-après :

Tableau récapitulatif des modifications opérées des taux de l'Octroi de Mer pour les préparations à base de viandes, de poissons et de crustacés ou de mollusques

Nomenclature	Désignations des marchandises	Taux (%) applicables à la base d'imposition fixée à l'article 9 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004)		Octroi de mer interne (production dont > 550 000 €)		Produits listés
		Octroi de mer	Octroi de mer régionale	Octroi de mer	Octroi de mer régionale	
Chapitre 16 – Préparations de viande, de poissons ou de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques						
A BASE DE VIANDES						
16 02 31 80	Préparations à base de dinde	0,00	0,00	0,00	0,00	
16 02 32 30	Préparations à base de coqs et poules (entre 20 et 25%)	0,00	0,00	0,00	0,00	
16 02 32 90	Préparations à base de coqs et poules (entre 25 et 57%)	0,00	0,00	0,00	0,00	
16 02 39 85	Préparations à base d'autres volailles	0,00	0,00	0,00	0,00	
16 02 50 95	Préparations à base de bœuf	0,00	0,00	0,00	0,00	
16 02 90 31	Préparations à base de gibier/lapin	0,00	0,00	0,00	0,00	
16 02 90 91	Préparations à base d'ovins	0,00	0,00	0,00	0,00	
16 02 90 95	Préparations à base de porcins	0,00	0,00	0,00	0,00	
16 02 90 99	Préparations à base d'autres préparations de viande	0,00	0,00	0,00	0,00	
A BASE DE POISSONS						
16 04 11 00	Préparations à base de saumon	0,00	0,00	0,00	0,00	
16 04 14 18	Préparations à base de thon	0,00	0,00	0,00	0,00	
16 04 19 97	Préparations à base de dorade goryphène	0,00	0,00	0,00	0,00	
16 04 19 97	Préparations à base d'espadon	0,00	0,00	0,00	0,00	
16 04 19 97	Autres préparations à base de poisson	0,00	0,00	0,00	0,00	
A BASE DE CRUSTACÉS OU DE MOLLUSQUES						
16 05 21 90	Préparations à base de crevette	0,00	0,00	0,00	0,00	
16 05 40 00	Préparation à base d'autres crustacés	0,00	0,00	0,00	0,00	
16 05 53 10	Préparations à base de moules	0,00	0,00	0,00	0,00	

PREFECTURE DE LA MAYOTTE
 REGISTRE
 29 SEP 2014
 D.R.D.A.C.L.



Importation de préparations alimentaires

PRODUITS DU 16 04

Année	NDF	Valeur	Poids	Année	NDF	Valeur	Poids
2012	1604-14-11	43 038 €	26 462kg	2011	1604-14-11	53 712 €	26 817kg
2012	1604-14-18	261 062 €	78 065kg	2011	1604-14-18	2 670 €	532kg
				2011	1604-14-18	156 210 €	45 120kg

Année	NDF	Valeur	Poids	Année	NDF	Valeur	Poids
2012	1604-19-39	1 073 €	106kg	2011	1604-19-10	44 842 €	18 646kg
2012	1604-19-91	2 387 €	729kg	2011	1604-19-50	336 €	15kg
2012	1604-19-92	1 106 €	402kg	2011	1604-19-91	5 574 €	2 248kg
2012	1604-19-93	1 068 €	219kg	2011	1604-19-92	1 751 €	346kg
2012	1604-19-95	2 614 €	622kg	2011	1604-19-93	738 €	135kg
2012	1604-19-98	285 €	192kg	2011	1604-19-95	2 135 €	533kg

PRODUITS DU 16 02

Année	NDF	Valeur	Poids	Année	NDF	Valeur	Poids
2012	1602-31-11	1 853 €	1 235kg	2011	1602-31-11	242 €	90kg
2012	1602-31-19	32 393 €	8 222kg	2011	1602-31-19	18 592 €	5 371kg
2012	1602-31-80	1 876 €	810kg	2011	1602-31-30	2 060 €	1 180kg
2012	1602-32-11	4 874 €	2 081kg	2011	1602-31-90	3 200 €	799kg
2012	1602-32-19	33 475 €	7 963kg	2011	1602-32-11	41 811 €	11 481kg
2012	1602-32-30	15 198 €	4 444kg	2011	1602-32-19	14 026 €	5 860kg
2012	1602-32-90	33 147 €	10 634kg	2011	1602-32-30	187 €	22kg
2012	1602-39-29	3 161 €	797kg	2011	1602-39-19	30 198 €	10 622kg
2012	1602-39-40	145 €	30kg	2011	1602-39-21	2 028 €	590kg
2012	1602-39-80	1 961 €	1 051kg	2011	1602-39-89	11 900 €	5 376kg
2012	1602-39-85	6 400 €	1 697kg	2011	1602-39-40	6 324 €	2 558kg
				2011	1602-39-80	6 065 €	6 527kg

Année	NDF	Valeur	Poids	Année	NDF	Valeur	Poids
2012	1602-50-95	46 473 €	17 570kg	2011	1602-50-95	10 473 €	4 801kg

Année	NDF	Valeur	Poids	Année	NDF	Valeur	Poids
2012	1602-90-31	4 898 €	1 823kg	2011	1602-90-31	4 757 €	1 689kg

Année	NDF	Valeur	Poids	Année	NDF	Valeur	Poids
2012	1602-90-91	4 840 €	800kg	2011	1602-90-99	274 251 €	62 407kg
2012	1602-90-99	76 485 €	20 453kg				

PRODUITS DU 16 05

Année	NDF	Valeur	Poids	Année	NDF	Valeur	Poids
2012	1605-10-00	1 948 €	9 382kg	2011	1605-10-00	1 337 €	6 637kg
2012	1605-21-10	24 €	505kg	2011	1605-20-10	906 €	7 007kg
2012	1605-21-90	35 €	334kg	2011	1605-20-91	637 €	2 775kg
2012	1605-29-00	586 €	1 273kg	2011	1605-20-99	522 €	2 510kg
2012	1605-30-10	77 €	163kg	2011	1605-30-10	130 €	192kg
2012	1605-30-90	90 €	346kg	2011	1605-40-00	652 €	3 420kg
2012	1605-40-00	3 051 €	15 009kg	2011	1605-90-11	2 328 €	10 060kg
2012	1605-52-00	662 €	1 067kg	2011	1605-90-19	732 €	2 721kg
2012	1605-53-10	2 052 €	9 144kg	2011	1605-90-30	1 483 €	8 692kg
2012	1605-53-90	1 646 €	7 630kg	2011	1605-90-90	9 322 €	38 863kg
2012	1605-58-00	572 €	2 964kg				
2012	1605-59-00	55 €	203kg				
2012	1605-62-00	180 €	264kg				
2012	1605-69-00	3 675 €	14 282kg				
2012	1605-90-11	122 €	178kg				
2012	1605-90-19	48 €	310kg				
2012	1605-90-30	237 €	350kg				
2012	1605-90-90	694 €	1 769kg				

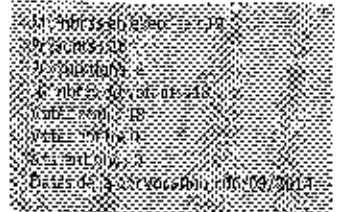
Source : Direction des douanes de Mayotte



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1682/2014/CG

Relative à l'introduction dans le champ des exonérations d'Octroi de Mer externe des activités portant le code NAF 25.99B.

En séance plénière, le dix-neuf septembre deux mille quatorze, le Conseil général de Mayotte s'est réuni en session plénière en application de l'article L. 312-2 du code général des collectivités territoriales au sein du hall d'entrée à la présidence de Monsieur Daniel Zaidani, Président du Conseil général de Mayotte. Cette séance a été présidée par Monsieur Youssef HAMADA.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSO-JUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Solderline MAD. TCHAMA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Ali MOUSSA, Nomani OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani A'I, Issihaka ABDILLAH, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAHI, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATOUMANI DOUCHINA.

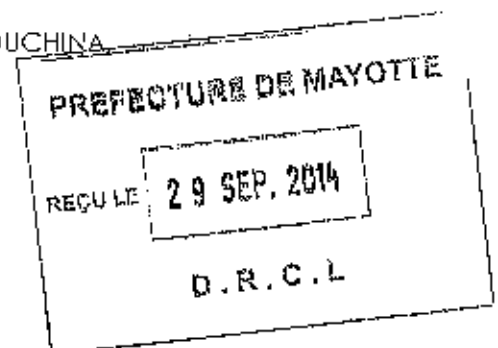
M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE.

Conseiller général absent lors du vote :

M. Saïd OMAR OILI

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI,



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la Loi organique n°2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
- Vu la Décision n°2012/419/JE du Conseil Européen du 31 juillet 2012 relative à la « rupéisation » de Mayotte ;
- Vu la Décision n°2014/162/UE du Conseil Européen en date du 11 mars 2014 modifiant la Décision n°2004/162/CE du 10 février 2004 relative au régime de l'octroi de mer dans les départements français d'outre-mer, pour son application à Mayotte à compter du 1^{er} janvier 2014 ;
- Vu la Loi n°2004-639 du 02 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;
- Vu le Décret n°2004-1550 du 30 décembre 2004 pris pour l'application de la Loi n°2004-639 du 02 juillet 2004 ;
- Vu l'Ordonnance n°2013-837 du 19 février 2013 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code des douanes, du code général des impôts, du livre des procédures fiscales et d'autres dispositions législatives applicables à Mayotte ;
- Vu la Loi de finances rectificative pour 2013 n° 2013-1278 du 29 décembre 2013;
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu la délibération n°1429/2014/CG du Conseil général du 6 février 2014 relative aux exonérations d'Octroi de Mer applicables dans le Département de Mayotte, rectifiée par la délibération n°1530/2014/CG du 29 avril 2014,
- Vu la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département
- Vu le rapport n° 2014-001682 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

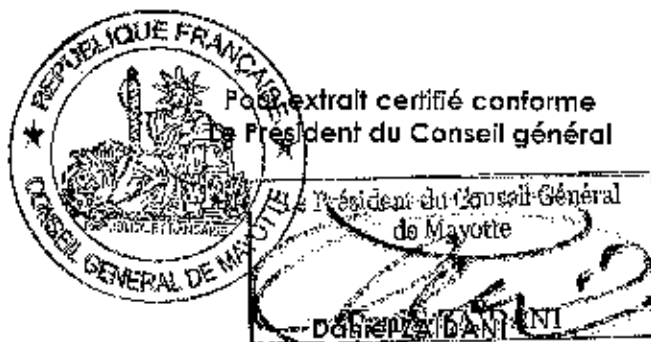
ARTICLE 1 : d'introduire dans le champ des exonérations d'octroi de mer externe les activités portant le code NAF suivant :

- 25.99B Fabrication d'autres articles métalliques

ARTICLE 2 : de mettre à jour à l'annexe 2.2 de la délibération n°1530/2014/CG du 29 avril 2014 en inscrivant notamment dans les secteurs éligibles dans sa partie « Industrie (hors BTP) », et dans son volet « Code NAF des activités éligibles », les codes NAF 24.33Z, 25.11Z et 25.12Z.

ARTICLE 3 : de rajouter suite à cette introduction aux annexes 2.2 et 2.3 de la délibération n°1530/2014/CG du 29 avril 2014 notamment dans les secteurs éligibles dans sa partie « Industrie (hors BTP) », et dans son volet « Code NAF des activités éligibles », le code NAF 25.99B.

ARTICLE 4 : Le directeur général des services du Département et le directeur régional des Douanes et Droits indirects de Mayotte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.



ANNEXE 2.2 : Les Exonérations d'Octroi de mer

(Article 6§1 Loi OM n° 2004-639 du 2 Juillet 2004)

(Délibération n° 1429 /2014/CG du 6 février 2014, rectifiée)

Les Produits et Matériaux de construction, engrais, outillages industriels et agricoles repris à l'article 50 Duodecies du CGI

(* Exclusions désignées, les associations, les établissements publics, les administrations et les services publics de l'État et des Collectivités).

(** Exclusions désignées, les établissements publics, les administrations et les services publics de l'État et des Collectivités).

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE 29 SEP. 2014

D. R. C. L

Secteurs éligibles	Les secteurs d'activité exclus	Code NAF des activités éligibles	Les produits et matériaux éligibles
Agriculture et génie agricole **	<i>Le commerce - Les prestations de service - Les transports terrestres, maritimes, aériens - Les activités du bâtiment et travaux publics livrant des biens immeubles - L'exploitation de réseaux téléphoniques - Les activités d'exploitation des réseaux d'eau, d'électricité, de gaz et de carburant.</i>	01.13Z, 01.22Z, 01.23Z, 01.26Z, 01.27Z, 01.28Z, 01.30Z, 01.41Z, 01.42Z, 01.45Z, 01.47Z, 01.49Z, 01.50Z.	Les produits et matériaux repris à l'article 50 duodecies .
Pêche professionnelle et aquaculture **	<i>- Le commerce - Les prestations de service - Les transports terrestres, maritimes, aériens.</i>	03.11Z, 03.21Z.	Les produits et matériaux repris à l'article 50 duodecies .
Artisanat de Production *	<i>- Le commerce - Les prestations de service.</i>	10.71C, 10.71D, 31.02Z, 32.12Z, 32.13Z.	Les produits et matériaux repris à l'article 50 duodecies .

Secteurs éligibles	Les secteurs d'activité exclus	Code NAF des activités éligibles	Les produits et matériaux éligibles
Industrie (Hors BTP)*	<p><i>Le commerce - Les prestations de service - Les transports terrestres, maritimes, aériens.</i></p> <p><i>Les activités du bâtiment et travaux publics livrant des biens immeubles - L'exportation de réseaux téléphoniques - Les activités d'exploitation des réseaux d'eau, d'électricité, de gaz et de carburant.</i></p>	<p>10.11Z, 10.12Z, 10.20Z, 10.32Z, 10.39A, 10.39 B, 10.51A, 10.52 Z, 10.71A, 10.84Z, 10.85Z, 10.91Z, 11.05Z, 11.07A, 11.07B, 16.23Z, 18.11Z, 18.12Z, 20.41Z, 20.53Z, 21.10Z, 22.21Z, 23.32Z, 24.33Z, 24.42Z, 24.43Z, 24.44Z, 24.45Z, 25.11Z, 25.12Z, 25.99B, 31.03Z, 56.29A.</p>	Les produits et matériaux repris à l'article 50 duodecies.
Activité de Production audiovisuelle et cinématographique*	- Le commerce Les prestations de service; Les transports terrestres, maritimes, aériens.	<p>59.11A, 59.11B, 59.11C, 59.12Z, 59.20Z, 60.20 A, 60.20B</p>	<p>Les produits et matériaux repris à l'article 50 duodecies.</p> <p>RECEVÉ 29 SEP. 2014 D.R.C.L</p>

ANNEXE 2.3 : Les Exonérations d'Octroi de mer

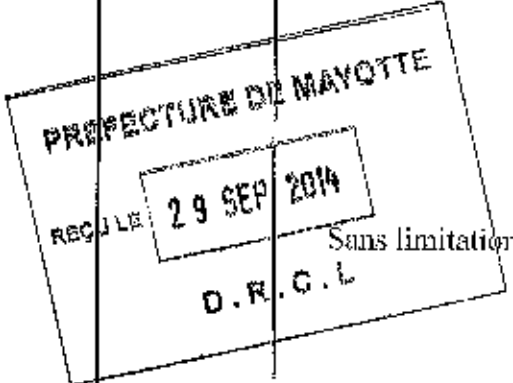
(Article 6§2 Loi OM n° 2004-639 du 2 Juillet 2004)

(Délibération n° 1429/2014/CG du 6 février 2014, modifiée)

Les Intrants des producteurs locaux (fabrication, transformation, rénovation de biens meubles corporels ; opérations agricoles et extractives)

(* Exclusions désignées, les associations, les établissements publics, les administrations et les services publics de l'État et des Collectivités).

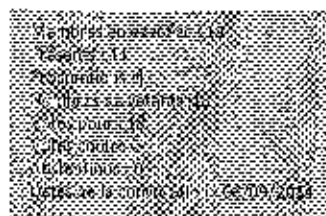
(* Exclusions désignées, les établissements publics, les administrations et les services publics de l'État et des Collectivités).

Secteurs éligibles	Les secteurs d'activité exclus	Code NAF des activités éligibles	Remarques	Les produits et matériaux éligibles
Agriculture et génie agricole **	<i>Le commerce - Les prestations de service - Les transports terrestres, maritimes, aériens - Les activités du bâtiment et travaux publics livrant des biens immeubles - L'exploitation de réseaux téléphoniques - Les activités d'exploitation des réseaux d'eau, d'électricité, de gaz et de carburant.</i>	01.13Z, 01.22Z, 01.23Z, 01.26Z, 01.27Z, 01.28Z, 01.30Z, 01.41Z, 01.42Z, 01.45Z, 01.47Z, 01.49Z, 01.50Z.		
Pêche professionnelle et aquaculture **	<i>- Le commerce - Les prestations de service - Les transports terrestres, maritimes, aériens.</i>	03.11Z, 03.21Z.		Sans limitation
Artisanat de Production *	<i>- Le commerce - Les prestations de service.</i>	10.71C, 10.71D, 31.02Z, 32.12Z, 32.13Z.		Sans limitation

Secteurs éligibles	Les secteurs d'activité exclus	Code NAF des activités éligibles	Remarques	Les produits et matériaux éligibles
Industrie (Hors BTP)*	<p><i>Le commerce - Les prestations de service - Les transports terrestres, maritimes, aériens.</i></p> <p><i>Les activités du bâtiment et travaux publics livrant des biens immeubles - L'exportation de réseaux téléphoniques - Les activités d'exploitation des réseaux d'eau, d'électricité, de gaz et de carburant.</i></p>	<p>10.11Z, 10.12Z, 10.20Z, 10.32Z, 10.39A, 10.39B, 10.51A, 10.52Z, 10.71A, 10.84Z, 10.85Z, 10.91Z, 11.05Z, 11.07A, 11.07B, 16.23Z, 18.11Z, 18.12Z, 20.41Z, 20.53Z, 21.10Z, 22.21Z, 23.32Z, 24.33Z, 24.42Z, 24.43Z, 24.44Z, 24.45Z, 25.11Z, 25.12Z, 25.99B, 31.03Z, 56.29A.</p>	<p>Sans limitation</p> <p>PREFECTURE DE MAYOTTE</p> <p>REÇU LE 29 SEP. 2014</p> <p>D.R.C.L</p>	
Activité de Production audiovisuelle et cinématographique*	<p><i>- Le commerce Les prestations de service; Les transports terrestres, maritimes, aériens.</i></p>	<p>59.11A, 59.11B, 59.11C, 59.12Z, 59.20Z, 60.20A, 60.20B</p>		Sans limitation

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1683/2014/CG

**Relative à la désignation des représentants du Département
au Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier de Mayotte (CHM)**

Après avoir mis à l'ordre du jour sept points à l'ordre du jour, le Conseil Général du Département de Mayotte s'est réuni en séance plénière pour délibérer sur l'ordre du jour ci-dessus. Le Président du Conseil Général de Mayotte, Monsieur Daniel ZAÏDANI, a présidé la séance. Le Conseil Général a adopté à l'unanimité la délibération ci-dessus.

Conseillers généraux présents : (14)

Mme Sarah MOUHOUSSOUNE MM, Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Solderline MADJ TCHAMA, Abaou RASTAMI, Saïd SALIME, Noman OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Issihaka ABDULLAH, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAHI, Af BACAR,

Conseillers généraux représentés : (4)

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA.

M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à Mme. Sarah MOUHOUSSOUNE.

M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE.

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Assani ALI.

Conseiller général absent lors du vote : (1)

M. Abdour RASTAMI.

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu Le code de la santé publique ;

Vu La loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu Décret n°2010-361 du 8 avril 2010 relatif au conseil de surveillance des établissements publics de santé ;

Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte ;

Vu le courrier de la directrice de la délégation de l'île de Mayotte de l'Agence Régionale de Santé de l'Océan Indien, en date du 09 juillet 2014, saisissant le Président du Conseil Général ;

Vu le rapport n°2014-1683 de monsieur le Président du Conseil Général relatif à désignation des représentants au Département au Conseil de Surveillance au Centre Hospitalier de Mayotte (CHM)

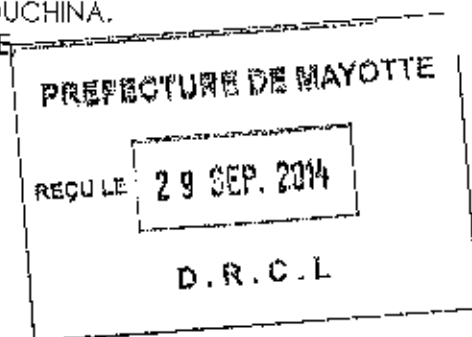
Vu l'avis de la commission santé, action sociale et administration générale du 18 septembre 2014,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article unique :

de désigner les conseillers généraux dont les noms suivent, et comme suit, pour représenter le Département au sein du Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier de Mayotte :



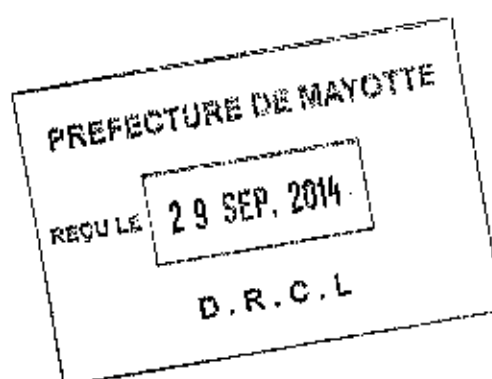
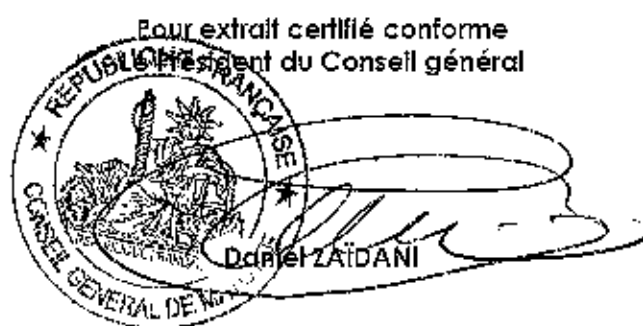
Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général

ou Son représentant

M Nomani OUSSENI conseiller général de Sada

Et

M Jacques Martial HENRY conseiller général de Mamoudzou III



APRES EN AVOIR DELIBERE, décide

Par : 17 voix Pour ;

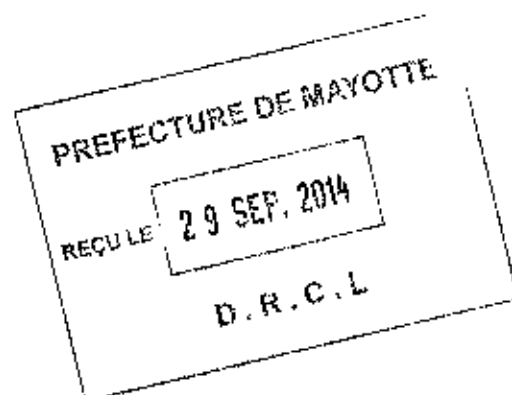
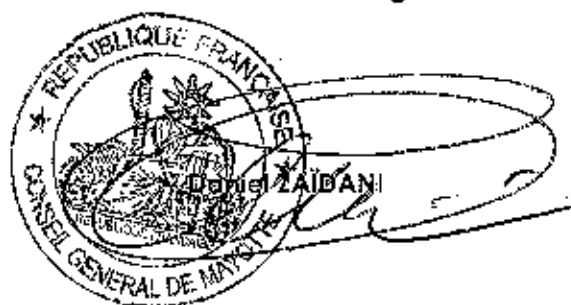
2 abstentions (M. Saïd OMAR OILI, Mme. Sarah MOUHOUSSEUNE)

Article 1 : de **fixer** le nombre de représentants titulaires du personnel à 15 (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants),
Ce nombre est fixé à 2 pour les représentants titulaires de la collectivité et nombre égale de suppléants.

Article 2 : de **ne pas instituer** de paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité inférieur à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants.

Article 3 : le **recueil**, par le comité technique, de l'avis des représentants de la collectivité en relevant.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général



CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014

Membres en exercice : 18
Absents : 2
Procurations : 2
Nombre de votants : 18
Votants : 18
Votes validés : 18
Abstentions : 0
Dates de la convocation : 06/09/2014

DELIBERATION N°1689/2014/CG

Relative à la modification du montant maximum de la régie d'avance
de la délégation de Mayotte à Paris

L'après-midi du mardi 19 septembre 2014, à huit heures, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en séance plénière, en application de l'article L. 3121-9 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance s'est tenue à l'hôtel de la Préfecture de Mayotte.

Conseillers généraux présents :

Mme Sorah MOUHOUSOUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issaoui HAMADA, Saïderdine MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Ali MOUSSA, Namoni OUSSÉNI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Issihaka ABDILLAH, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAHI, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSÉNI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA.

M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE.

Conseiller général absent lors du vote :

M. Saïd OMAR OUI

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI,

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 299/2011/CG du 03 avril 2011 portant élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte ;

Vu la délibération n° 1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département

Vu le rapport n° 2014-1689 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

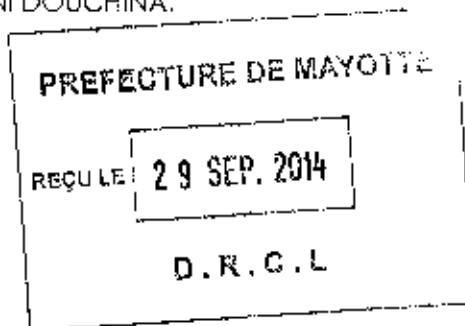
DECIDE

Article 1 : d'approuver d'une part, l'augmentation du montant maximum de l'avance à consentir aux régisseurs de la régie d'avance à Paris et de le fixer à **5 000,00€** pour assurer les dépenses de la régie et d'autre part, d'attribuer une carte bancaire aux régisseurs pour faciliter les achats de celle-ci.

Article 2 : d'imputer les dépenses correspondantes sur le chapitre 011, compte 6188, fonction 0202, programme du budget 2014 du Département de Mayotte.

Article 3 : d'autoriser le Président à signer l'arrêté définissant les modalités relatives à la modification du plafond de la régie et à l'attribution de la carte bancaire à ses régisseurs ainsi que les pièces annexées.

Pour extrait conforme,
Le Président du Conseil général
Daniel ZAÏDANI



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014

M. le Président du Conseil Général	20
Présents	18
Prés. délégué	1
Membres de l'Assemblée	1
M. le Préfet	1
M. le Procureur	1
M. le Juge	1
M. le Directeur de l'Administration	1

DELIBERATION N°1691/2014/CG

Relative au projet de décret portant extension et adaptation à Mayotte de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime

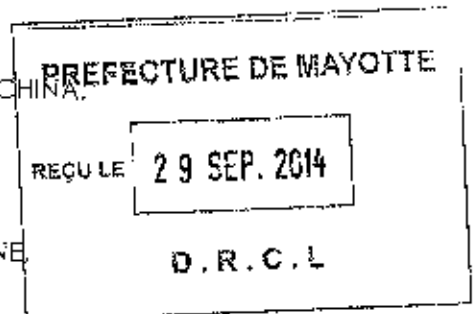
Le Conseil Général a adopté le présent décret par 18 voix pour, 1 voix contre, 1 abstention, en application de l'article L. 2111-1 du Code de l'Administration, et sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte, en présence de Monsieur le Préfet de Mayotte, Monsieur le Procureur de la République, Monsieur le Juge, Monsieur le Directeur de l'Administration.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni M'RHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,
M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Assani ALI,
M. Camille ABDULLAH a donné pouvoir à M. Ali BACAR,
M. Solderline MADI TCHAMA, a donné pouvoir à M. Issoufi HAMADA,
M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à M. Mme Sarah MOUHOUSSEUNE.
Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,



- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
Vu la lettre de saisine de monsieur le Préfet en date du 20 mai 2014
Vu le rapport n°2014-001691 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte
Vu l'avis de la commission coopération décentralisée et vie institutionnelle du 17 septembre 2014,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article unique : de donner un avis favorable au projet de décret portant extension et adaptation à Mayotte de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime



Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général



CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014

M. Ben Issa OUSSENI	19
M. Saïd AHAMADI	20
M. Ali MOUSSA	21
M. Camille ABDULLAH	22
M. Solderaïne MADI TCHAMA	23
M. Saïd OMAR O'LI	24
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA	25
M. Ousséni MIRHANE	26
M. Assani ALI	27
M. Issoufi HAMADA	28
M. Abdou RASTAMI	29
M. Abdou ZAVANDAY	30
M. Ali BACAR	31
M. Daniel ZAÏDANI	32

DELIBERATION N°1692/2014/CG

Relative au projet de décret relatif aux exceptions à l'application "silence vaut accord" sur le fondement du 4° du I de l'article 21 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leur relation avec les administrations (ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt),...

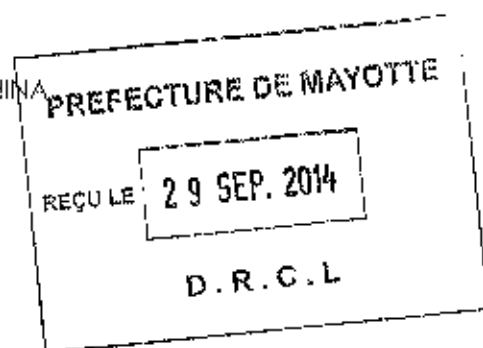
Le Conseil général de Mayotte, représenté par ses membres, a délibéré sur le projet de décret relatif aux exceptions à l'application du principe "silence vaut accord" sur le fondement du 4° du I de l'article 21 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leur relation avec les administrations (ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt),...

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Noman OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA
M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Assani ALI,
M. Camille ABDULLAH a donné pouvoir à M. Ali BACAR,
M. Solderaïne MADI TCHAMA, a donné pouvoir à M. Issoufi HAMADA,
M. Saïd OMAR O'LI a donné pouvoir à M. Mme Sarah MOUHOUSSEUNE,



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

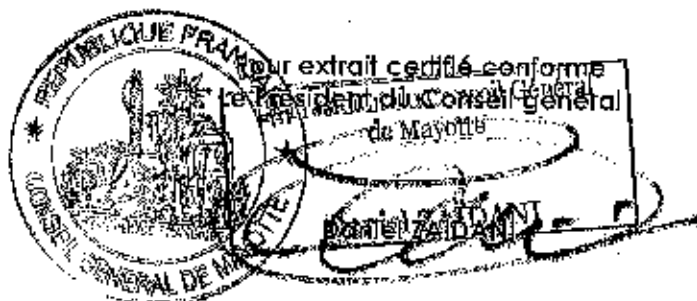
- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu la lettre de saisine de monsieur le Préfet en date du 21 juillet 2014
- Vu le rapport n°2014-001692 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte
- Vu l'avis de la commission coopération décentralisée et vie institutionnelle du 17 septembre 2014,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE :

de donner un avis favorable au projet de décret relatif aux exceptions à l'application du principe "silence vaut accord" sur le fondement du 4° du I de l'article 21 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec leur administration.



CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1693/2014/CG

Relative au projet de décret relatif au régime de sanctions du programme POSEI-France

Le projet de décret relatif au régime de sanctions du programme POSEI-France, en application de l'article 121-12 du Code général des collectivités territoriales, au code général des collectivités territoriales, au décret n° 2014-001693 du 17 septembre 2014, est soumis au Conseil Général de Mayotte. Ce projet de décret est soumis au Conseil Général de Mayotte.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issouf HAMADA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Nomani OUSSÉNI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR.

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSÉNI a donné pouvoir à **M.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,
M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à **M.** Ousséni MIRHANE,
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à **M.** Assani ALI,
M. Camille ABDULLAH a donné pouvoir à **M.** Ali BACAR,
M. Solderline MADI TCHAMA, a donné pouvoir à **M.** Issouf HAMADA,
M. Saïd OMAR OLI a donné pouvoir à **M. Mme Sarah MOUHOUSSEUNE,**

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu** la lettre de saisine de monsieur le Préfet en date du 1^{er} août 2014
- Vu** le rapport n°2014-001693 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte
- Vu** l'avis de la commission coopération décentralisée et vie institutionnelle du 17 septembre 2014,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : de donner un avis favorable au projet de décret relatif au régime de sanctions du programme POSEI-France



Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général



Séance plénière du 19 septembre 2014

DELIBERATION N°1694/2014/CG

Relative à la convention cadre entre le Département de Mayotte et l'Office National des Forêts
pour la gestion durable du domaine forestier départemental

L'an deux mille deux cent, le dix et septième jour du mois de mai, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en séance plénière, en application de l'article L. 3121-2 du code général des collectivités locales, le motif de la convocation et sous la présidence de Monsieur Daniel ZADANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSSOUNE **MM.** Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Solderline MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Ali MOUSSA, Nomani OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Issihaka ABDILLAH, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULAH, Ali BACAR.

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à **M. Ahamed ATTOUMANI DOUGHINA**,

M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,

Conseiller général absent lors du vote :

M. Saïd OMAR OILI

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI.

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 déclarant M. Daniel ZAIDANI, Président du Conseil Général de Mayotte ;

Vu la délibération n° 304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation du Conseil Général donné à sa commission permanente ;

Vu la délibération n° 1543/2014/CG du 12 juin 2011 relative au budget primitif pour l'exercice 2014 ;


Vu le rapport n°2014-1694 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte :

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : de valider la convention cadre entre le Département de Mayotte et l'Office National des Forêts pour la gestion durable du domaine forestier départemental

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil Général à signer toutes les pièces relatives à ce projet de convention, au nom du Département de Mayotte.


 Pour extrait certifié conforme
 Le Président du Conseil général
 Daniel ZAÏDANI

CONVENTION CADRE

entre

le Département de Mayotte

et l'Office National des Forêts

POUR LA GESTION DURABLE DU DOMAINE
(période 2014-2020)

FORESTIER DÉPARTEMENTAL

REÇU LE 29 SEP. 2014

D. R. C. L.

Entre

Le Département de Mayotte représenté par le Président du Conseil Général de Mayotte, Monsieur Daniel ZAÏDAN, désigné comme Département, agissant dans le cadre de la délibération de l'assemblée territoriale n° 0009/2014/CP du 06/09/2014,

Et

L'Office National des Forêts, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, créé par la loi 64-1278 du 23/12/1964, immatriculé sous le numéro SIREN 662 043 116 Paris RCS, représenté par son directeur d'agence, Monsieur Laurent MERCY, agissant par délégation du directeur régional de la Réunion en date du 03/10/2013 désigné comme ONF,

Préambule

Le domaine forestier départemental de Mayotte répartis en six massifs sur les principaux reliefs du Nord au Sud de l'île couvre plus de 4500 ha soit 12 % du territoire.

Il abrite les dernières zones sanctuaires des écosystèmes naturels originaux et héberge une biodiversité remarquable reconnue à l'échelle régionale ainsi qu'au sein de l'espace national des départements d'outre-mer.

La connaissance, la conservation et la gestion de ce domaine fragile soumis à des pressions croissantes représentent un enjeu majeur de la gestion durable des forêts, pilier de la politique forestière française.

Le code forestier constitue le cadre juridique de cette politique et l'Office National des Forêts (ONF) est chargé à compter du 30 juin 2014 de sa mise en œuvre à l'échelon départemental.

Son action s'appuie sur les Orientations Forestières Départementales de Mayotte (OFDM), valant Schéma Régional d'Aménagement, approuvées par arrêté ministériel, cadre de référence de la mise en œuvre de la politique forestière au niveau local et des actions à mener pour mobiliser les crédits européens relevant du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) pour la période 2014-2020.

Ceci exposé,

Considérant que le Département et l'ONF conviennent de l'intérêt général qui s'attache à la protection, la mise en valeur et la gestion durable des forêts départementales, espace naturel remarquable, ouvert, accessible à tous ;

Il est convenu ce qui suit :

VOLET 1 - Objet de la convention

La présente convention définit les objectifs généraux d'une collaboration entre le Département de Mayotte et l'ONF dans le cadre de la gestion des propriétés forestières départementales bénéficiant du régime forestier.

Les parties s'accordent au travers de la présente convention :

- pour préciser le cadre réglementaire, stratégique et le cadre d'application c'est-à-dire les actions prioritaires nécessitant la mise en œuvre d'une collaboration ou un partenariat privilégié ;
- pour définir les principes de gouvernance à même de mobiliser au mieux les crédits européens relevant du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural dans le cadre du Plan de Développement Rural de Mayotte 2014-2020.

Cette collaboration basée sur les compétences et les attributions propres à chaque partie s'inscrit dans une perspective de dialogue permanent afin de prendre en compte les situations, besoins et aspirations présentes et à venir.

VOLET 2 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de **7 ans** (sept ans) à compter de son entrée en vigueur à sa date de signature.

Cette durée couvre la période de programmation des aides européennes 2014-2020.

VOLET 3 - Cadre réglementaire et stratégique

Chapitre I - Le régime forestier

Le régime forestier correspond à un ensemble de règles découlant de l'application du code forestier permettant de préserver la forêt et de garantir la mise en œuvre d'une gestion durable et multifonctionnelle de la forêt (fonctions environnementales, économiques et sociales).

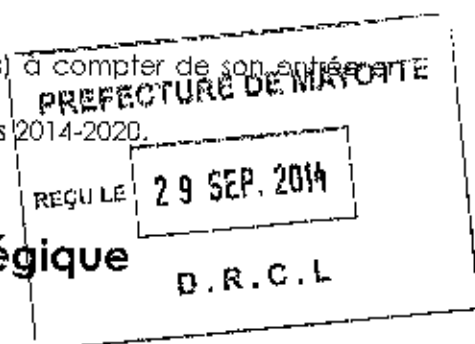
Le régime forestier s'applique de droit aux forêts et terrains à bois appartenant aux collectivités publiques (art L.211-1 du code forestier). Il constitue une garantie de bonne gestion permettant aux personnes morales propriétaires d'accéder pleinement aux aides financières publiques.

La mise en œuvre du régime forestier dans les forêts appartenant aux collectivités publiques est une mission de service public confiée par l'Etat (code forestier) à l'ONF.

Dans ce cadre, l'ONF est chargé du recouvrement des contributions annuelles (charges et obligations fiscales) découlant de l'article 92 de la Loi n°78-1239 du 29/12/1978 calculée sur l'assiette des surfaces forestières relevant du régime forestier et dotées d'un plan d'aménagement forestier approuvé.

Chapitre II - Politique forestière

La mise en œuvre de la politique forestière sur les propriétés forestières du Département relève de l'action concertée entre le Département et l'ONF.



Elle s'appuie à l'échelle départementale sur les Orientations Forestières Départementales de Mayotte valant Schéma Régional d'Aménagement qui garantissent une gestion multifonctionnelle et durable de la forêt, à savoir :

- le maintien de ses fonctions environnementales (conservation des écosystèmes et de leurs biodiversités) ;
- son intégration dans l'aménagement et le développement durable du territoire en favorisant les fonctions sociales et économiques de la forêt (production de biens et services, aménagements touristiques pour l'accueil du public, satisfaction des besoins de la population,...).

Ce schéma constitue le cadre d'étude et de rédaction des plans de gestion ou d'aménagement forestier pour les forêts publiques élaborés par l'ONF. Ces documents de planification définissent à l'échelle de chaque massif forestier, les objectifs de gestion à moyen et long terme et en particulier le programme des opérations à mener en matière d'investissements, de travaux et coupes.

Chapitre III - Champ géographique d'application

Les propriétés forestières (forêts et terrains à bois) appartenant au Département et bénéficiant du régime forestier constituent le champ géographique d'application de la présente convention.

Il couvre par défaut le domaine forestier départemental anciennement dénommé « réserves forestières ». Les autres terrains boisés, érodés ou reboisés dans le cadre de la lutte contre l'érosion sur fonds publics appartenant au Département feront l'objet d'une expertise par l'ONF dans le cadre de l'application du code forestier.

Le Département et l'ONF s'appliqueront à définir et arrêter les limites des terrains qui intégreront à terme le domaine forestier départemental bénéficiant du régime forestier.

Chapitre IV - Prérogatives respectives des parties

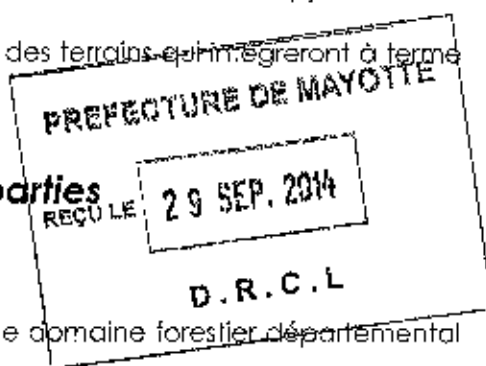
Pour l'ONF :

Au titre de l'application du régime forestier, l'ONF assure de droit sur le domaine forestier départemental les missions suivantes :

- la surveillance des forêts (constatation des infractions portant atteinte à la propriété forestière ou au milieu naturel et la prévention des risques naturels) ;
- l'instruction des affaires foncières (servitudes, concessions,...) ;
- la rédaction des documents d'aménagement forestier conformément aux Orientations Forestières Départementales de Mayotte valant Schéma Régional d'Aménagement ;
- la proposition du programme annuel ou pluriannuel d'investissement, travaux (gestion sylvicole et écologique des milieux) et assiette de coupes dans le cadre de la mise en œuvre de l'aménagement, avec le contrôle de la conformité de l'exécution des travaux ;
- L'organisation et la réalisation des ventes de produits forestiers (martelage², vente et surveillance des coupes et exploitations) ;
- la connaissance et le suivi des milieux naturels (études, expertises) dans le cadre de l'élaboration des aménagements forestiers.

Pour le Département :

Le Département assume ses prérogatives de propriétaire et gestionnaire légal des forêts départementales dans les limites fixées par la loi et les règlements. Il assure la pleine responsabilité des choix et décisions concernant l'aménagement forestier que ce soit en matière d'orientation stratégiques.



² Opération de marquage des arbres que l'on destine à la coupe (soit au martelage forestier pour les bois d'œuvre pour faciliter le récolement après exploitation ou pour les bois de chauffage pour les bois de chauffage, soit au martelage des arbres de réserve pour les bois de réserve).

de gestion courante, de programme d'investissements, de programme de travaux et coupes et de délivrance et destination de produits forestiers.

Dans le cadre de l'application du régime forestier et de l'aménagement forestier sur ces propriétés forestières, le Département entend mettre en œuvre dans la limite des financements publics les opérations concernant :

- le programme annuel ou pluriannuel des investissements, travaux (gestion sylvicole et écologique des milieux) et assiette de coupes³ prévues par les aménagements forestiers ;
- l'intégrité foncière du domaine forestier (définition et entretien des limites et bornage) ;
- L'entretien et la réhabilitation de la desserte générale des forêts (piste, routes forestières et équipements divers)
- l'aménagement des forêts pour l'accueil du public (aires d'accueil, équipements de loisirs, parcours, signalétique directionnelle et informative) ;
- l'accueil, l'information et l'éducation à l'environnement du public ;
- la promotion de la forêt comme support de l'insertion sociale (chantiers d'insertion) ;
- la modernisation et le développement des équipements nécessaires à l'exploitation et transformation des produits forestiers issus de la gestion forestière (régie départementale filière bois) ;
- la production de matériel forestiers de reproduction (plants forestiers) destinés aux opérations de boisement et reboisement de production ou de restauration écologique ;
- la prévention des risques naturels (lutte contre les risques d'incendies et l'érosion).

Les principes de collaboration concernant ces différents points sont précisés à l'article 4 de la présente convention. Les initiatives en résultant proposées par l'une ou l'autre partie seront présentées à la réunion annuelle du comité de pilotage de la forêt prévue à l'article 5.

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE 29 SEP. 2014

D. R. C. L

VOLET 4 - Cadre d'application

Chapitre I - Domaine d'actions partenariales prioritaires

I.1 - Surveillance général du domaine forestier

L'ONF assure la surveillance générale et technique du domaine forestier départemental et informe régulièrement le Département des situations ou problèmes particuliers liés à :

- l'état des infrastructures et équipements accessoires de la forêt ;
- La protection et la prévention des forêts contre les incendies et risques naturels (érosion) ;
- La santé des forêts (surveillance phytosanitaire des peuplements).

En cas de catastrophes ou d'aléas naturels (tels que cyclones, tempêtes, glissements de terrain, ...) ainsi que de sinistres (incendies ou chablis⁴ d'origine diverse) affectant le domaine forestier départemental, l'ONF dressera un état des lieux précis des dommages et informera le Département dans les plus brefs délais.

³ Déclinaison annuelle du programme des coupes (ou d'exploitation forestière) prévue dans le document d'aménagement. Il indique le lieu, la nature, la surface et la valeur estimée à récolter pour chaque coupe.

⁴ Arbres tombés au sol.

Selon la gravité des dommages relevés, l'ONF pourra proposer en concertation avec le Département une modification de l'aménagement forestier et une programmation de travaux de reconstitution à effectuer.

I.2 - Missions de police forestière

La forêt est exposée à des dégradations et risques multiples directement liés à des agissements individuels répréhensibles (empiétement, occupations illicites, prélèvements et coupes de bois, déversement d'ordures, non-respect des mesures de prévention contre les incendies...).

La recherche et la constatation des infractions portant atteinte à la propriété forestière et au milieu naturel font partie des missions régaliennes prévues par le code forestier confiées à l'ONF.

Ces actions seront consolidées au travers d'une large collaboration avec les agents assermentés du Département par le code forestier au titre de « gardes particuliers » sur le domaine forestier départemental.

Les principes de cette collaboration concernent les points suivants :

- la recherche et la constatation des infractions sur le domaine forestier départemental ;
- l'accompagnement de l'ONF aux opérations de lutte organisées par le Département contre la mise en culture illicite du domaine forestier départemental ;
- le porté à connaissance dans les huit jours des procédures établies et adressées au Parquet par les parties respectives. En cas d'atteinte grave à la propriété forestière ou au milieu naturel, l'ONF saisira préalablement le Département pour évaluer conjointement le préjudice subi et connaître s'il souhaite engager une action en justice avec demande de dommages et intérêts ;
- l'information réciproque entre les parties sur les suites réservées aux différentes procédures par l'administration judiciaire.

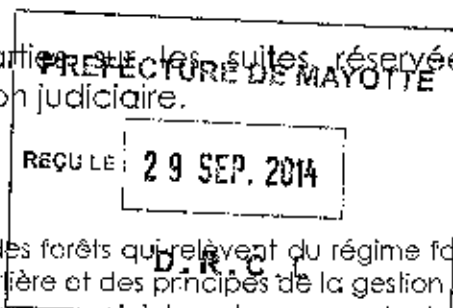
I.3 - Elaboration de l'aménagement forestier

L'aménagement forestier est le document de planification des forêts qui relèvent du régime forestier. Il définit pour chaque forêt dans le respect de la politique forestière et des principes de la gestion durable, les objectifs assignés et planifie les interventions à réaliser à moyen et à long terme pendant la durée d'application (de 10 à 20 ans).

L'ONF assure son élaboration sur la base du diagnostic physique et écologique de la forêt et des attentes du Département en matière d'objectifs de valorisation et de gestion de son patrimoine forestier. Dans cette perspective, L'ONF et le Département entendent suivre les étapes suivantes :

- établissement concerté du calendrier prévisionnel d'élaboration des documents d'aménagement forestier, actualisé annuellement en fonction de l'état d'avancement ;
- phase d'études de diagnostic réalisé par l'ONF avec le concours des services techniques du Département en charge des forêts selon nécessités ;
- recueil des objectifs stratégiques du Département sur les forêts considérées ;
- définition commune des enjeux et objectifs opérationnels en accord avec la politique forestière départementale ;
- rédaction par l'ONF du document de gestion intégrant les préconisations des différents diagnostics et propositions associées par le Département ;
- présentation du projet au Département pour délibération avec transmission au préfet du département pour approbation (arrêté préfectoral).

Lorsque les circonstances rendent nécessaires une modification ou la révision de l'aménagement forestier, anticipée ou non, une réunion de concertation est organisée préalablement à toute étude, soit à la demande du Département ou de l'ONF.



I.4 - Mise en œuvre de l'aménagement

L'ONF assure la mise en œuvre et le suivi de l'aménagement forestier en partenariat étroit avec le Département au travers d'un programme annuel ou pluriannuel des investissements, travaux (gestion sylvicole et écologique des milieux) et d'assiette des coupes sur le domaine forestier départemental.

Il contrôle la conformité des différentes interventions sur le domaine forestier départemental avec le programme de l'aménagement forestier. Ce contrôle pourra être assuré conjointement chaque fois que nécessaire avec les services techniques en charge des forêts du Département.

Les modalités de mise en œuvre du programme annuel ou pluriannuel arrêté par l'aménagement forestier sont précisées à l'article 5.2 de la présente convention.

L'ensemble des interventions effectuées sur le domaine forestier Départemental sont consignées dans le sommier des forêts tenu par l'ONF.

I.5 - La connaissance et le suivi des milieux naturels

La connaissance sur les espèces terrestres (faune et flore) et les milieux naturels de Mayotte constitue un enjeu majeur de la gestion durable des forêts. Elle demeure cependant globalement insuffisante en ce qui concerne le fonctionnement et le suivi des écosystèmes forestiers (types de peuplements, composition floristique, niveau de biodiversité et dynamique régénérative).

Des missions d'expertise ou d'études dans ce domaine pourront être conduites soit à l'initiative de l'ONF ou du Département en faisant appel au financement prévu par l'article 5.3 (mesure 7.1.1).

Les résultats et conclusions de ces travaux seront pris en compte soit dans le cadre de la préparation de l'aménagement forestier ou à l'occasion de la phase de révision de ce dernier.

I.6 - Récolte et vente de produits forestiers

Compte tenu des particularités intrinsèques des milieux forestiers, la récolte de produits forestiers ne constitue pas un objectif majeur de la politique forestière retenue à l'échelle de Mayotte (OFDM).

Néanmoins, la gestion durable de la forêt au travers des travaux sylvicoles (boisement et reboisement de production, coupes de régénération⁶) et travaux de réhabilitation écologique est susceptible d'induire une récolte de bois d'œuvre, de bois énergie ou d'autres produits ligneux ou accessoires qui pourraient répondre pour partie à la satisfaction des besoins économiques locaux (bois d'œuvre ou d'industrie transformés ou non) ainsi qu'à celle des populations rurales (bois de chauffe, charbon de bois, fourrage, plantes médicinales).

Le Département et l'ONF qui a la mission au titre du code forestier d'organiser et réaliser les ventes de l'ensemble des bois issus des forêts publiques rechercheront les moyens de soutenir et développer de façon spécifique ces activités en conformité avec les documents d'aménagement.

Dans ce cadre d'activités, le Département et l'ONF conviennent d'assurer une étroite collaboration en ce qui concerne les points suivants :

- la définition de l'état d'assiette des coupes et des modalités de ventes (bois sur pied⁷ ou bois façonnés⁸) dans le cadre du programme d'interventions (article 4.1.4) conforme à l'aménagement forestier ;
- le programme et modalité de martelage en fonction de la destination des produits et communication des résultats du martelage, de l'estimation du volume (cubage) et de l'estimation financière de façon confidentielle ;
- La détermination du prix de retrait⁹ et l'organisation des ventes selon la législation et la réglementation en vigueur ;
- L'établissement des contrats de vente (cahier des clauses, permis d'exploiter) ;
- le suivi et contrôle de l'exploitation conformément à l'état d'assiette des coupes et au cahier des clauses de vente.

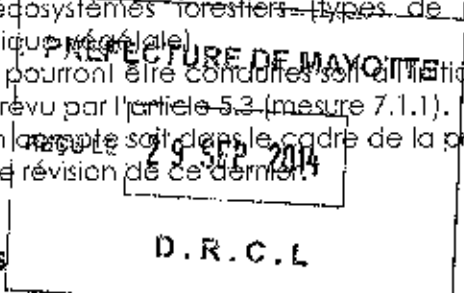
La délivrance¹⁰ ponctuelle de menus produits ligneux et accessoires de la forêt tels que résidus de coupe, bois morts, plante fourragère, plantes médicinales et autres produits issus du programme

⁶ Document dans lequel est consigné le suivi des peuplements, des coupes, des travaux, de la biodiversité. Il permet au forestier d'inscrire son action présente dans l'histoire de la forêt dont il a la charge et de tirer des enseignements pour l'avenir.

⁷ Terme désignant les actions sylvicoles permettant d'obtenir un jeune peuplement par l'émergence de semis ou de rejets.

⁸ Mode de vente pour lequel l'acheteur réalise lui-même la coupe, le façonnage et la vidange des bois achetés.

⁹ Mode de vente pour lequel l'acheteur assure uniquement l'enlèvement des bois achetés. Ces derniers sont préalablement coupés, façonnés et entreposés hors de route.



d'interventions ou de coupes non régitées¹¹ par l'aménagement sera autorisée et organisée par l'ONF en dehors des modalités générales de ventes précisées dans le présent article, sous réserve que :

- la délivrance de ces produits envisagés s'inscrive dans les règles de l'aménagement forestier ;
- et que, leur valeur commerciale ne justifie pas le recours à des modalités contractuelles de vente ou d'approvisionnement.

1.7 - Accueil du public

L'accueil du public relève d'une politique de développement local et de valorisation touristique portée par le Département.

Le Département entend consolider et favoriser une stratégie d'accueil du public sur le domaine forestier départemental. Cette stratégie constitue un enjeu majeur du développement socio-économique du territoire.

L'aménagement des forêts pour l'accueil du public :

Les actions définies par et à la charge du Département sont étudiées conjointement avec l'ONF afin de s'assurer de leur conformité avec l'aménagement forestier.

Elles concerneront prioritairement :

- l'aménagement et l'équipement de sites ou aires d'accueil (création ou mise aux normes) avec la mise en œuvre d'une signalétique informative adaptée aux particularités de la forêt concernée ;
- La création ou la mise à niveau d'itinéraires sécurisés de randonnées ou de découverte des milieux naturels avec la mise en œuvre d'une signalétique directionnelle adaptée ;
- l'entretien des équipements touristiques existants (remplacement, réparation, mise aux normes...) y compris les opérations préventives permettant de faire face au vandalisme et à la détérioration ;
- l'entretien sur la végétation des sites, accès et parcours de randonnées référencés (fauchage, élagage, enlèvement des déchets, ...).

Information, sensibilisation du public et éducation à l'environnement : D.R.C.L

La prise en compte de la préservation du patrimoine forestier et le développement d'une attitude écocitoyenne nécessite des actions très fortes en matière d'information et de sensibilisation du public comme l'éducation à l'environnement en particulier en direction des publics scolaires.

Le Département par le biais de ses propres services ou avec des partenaires externes entend mener des actions concernant ces points et tout particulièrement la maîtrise des déchets sur les sites d'accueil et parcours de découverte du milieu forestier.

Ces actions seront arrêtées et développées annuellement en concertation avec l'ONF en amont du comité de pilotage de la forêt prévu à l'article 5.1.

1.8 - La desserte générale des forêts

Dans le cadre de la desserte générale des forêts, les Orientations Forestières Départementales de Mayotte préconisent le maintien et la réhabilitation du réseau de route et piste existant.

La réhabilitation et l'entretien de ces équipements qui constituent un enjeu en matière de gestion et défense des forêts contre l'incendie (DFCI) relève de la compétence du Département.

Le Département et l'ONF s'entendent pour analyser et retenir tous projets proposés en ce sens, conformes avec l'aménagement forestier.

1.9 - Concessions et occupations du domaine foncier

L'ONF assure l'instruction et la gestion des concessions et occupation du domaine forestier départemental relevant du régime forestier y compris celles liées aux servitudes publiques (réseaux

¹¹ Au 1^{er} janvier 2014, les ventes de coupes à l'ONF du département de Mayotte ont été...

électrique, radioélectrique, eaux,...) suivant les conditions d'exercice arrêtées dans le cadre des aménagements forestiers.

Afin de disposer d'un état des lieux exhaustif en la matière, le Département communiquera à l'ONF, l'état des concessions et occupations existantes accompagné des documents parcellaires et modèles de cahiers des charges.

Pour ce qui concerne le cas particuliers des conventions d'occupation agroforestières et compte tenu de l'antériorité du dispositif mis en œuvre par le Département, les dispositions de gestion existantes seront maintenues sous réserve de leurs adéquations avec la politique forestière départementale poursuivie.

A ce titre, il est convenu que l'identification des occupations, la rédaction des conventions et cahiers des charges particulières, l'agrément et le renouvellement des conventions d'occupation agroforestières incombent au Département sous réserve du visa de contrôle de l'ONF.

I.10 - Conservation et opérations foncières

L'ONF assure la reconnaissance et la cartographie des limites foncières des forêts départementales bénéficiant du régime forestier.

Le Département et l'ONF conviennent d'une information régulière sur les problématiques rencontrées en matière de définition des limites (matérialisation du bornage ou marquage limitrophe absent, insuffisant ou erroné). Selon les situations, l'ONF proposera au Département de mettre œuvre des opérations de délimitation foncière.

L'ONF assure, par ailleurs, l'expertise et l'instruction des dossiers d'acquisition et de soumission au régime forestier.

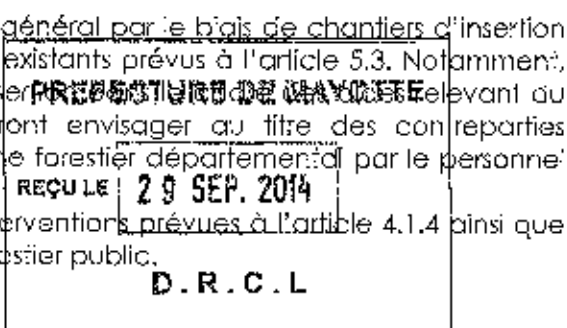
Il peut également être chargé à la demande du Département de la constitution des dossiers de demande d'exonération temporaire de la taxe foncière sur les propriétés non bâties constituant le domaine forestier relevant du régime forestier.

I.11 - L'insertion sociale

Les Orientations Départementales Forestières de Mayotte reconnaissent l'importance de consacrer la gestion durable des forêts comme support à l'insertion sociale (renforcement des liens sociaux et adaptation à l'emploi de public en difficulté).

Le Département et l'ONF privilégieront des actions d'intérêt général par le biais de chantiers d'insertion en mobilisant autant que de besoins les dispositifs financiers existants prévus à l'article 5.3. Notamment, l'ONF pourra apporter son aide au montage de projets d'insertion sociale relevant du Fonds de Solidarité Européenne (FSE). Ces dossiers pourront envisager au titre des compétences nationales l'encadrement de chantiers réalisés sur le domaine forestier départemental par le personnel technique du Département.

Ces actions s'inscriront dans le cadre du programme des interventions prévues à l'article 4.1.4 ainsi que celles pouvant concerner l'entretien courant du domaine forestier public.



Chapitre II - Prestations complémentaires - Conventions particulières

II.1 - Travaux en régie départementale - Contrats particuliers

Dans le cadre du programme annuel des interventions (travaux et assiette de coupes) menées sur le domaine forestier public (départemental ou domanial), le Département et l'ONF s'accordent pour mobiliser autant que possible les ressources et compétences du Département, en matière de régie interne existante ou à développer pour ce qui concerne :

- les travaux sylvicoles et écologiques issus du programme des interventions sur le domaine forestier public ;
- la production de matériels forestier de reproduction (plants forestiers) destiné aux travaux de reboisement, boisement de production ou de réhabilitation écologique des milieux programmés annuellement. Pour les besoins, un catalogue des essences et itinéraires techniques de production pourra être arrêté conjointement ;
- l'exploitation des produits forestiers (bûcheronnage, façonnage et vidange) relative à la gestion sylvicole et écologique du domaine forestier public (départemental ou domanial) ou issus de l'assiette de coupes.

- La valorisation des produits ligneux récoltés (bois d'œuvre et d'industrie) par leur transformation (sciage).

En fonction des besoins et impératifs de la gestion forestière du domaine forestier domanial, l'ONF pourra solliciter :

- l'intervention de la régie départementale selon les dispositions s'appliquant à la commande publique ;
- proposer des contrats d'approvisionnement concernant les produits forestiers issus de la forêt domaniale.

Dans le cadre de ses activités, le Département s'engage à établir un compte d'exploitation détaillé de chaque régie qui sera transmis annuellement à l'ONF en fin d'exercice.

En outre, dans le cadre des financements publics relevant des aides européennes (article 5.3 - mesure 8.6.1), les parties respectives conviennent d'étudier conjointement tous projets d'investissements concernant l'équipement et la modernisation de la régie filière-bois du Département (unité d'exploitation et de sciage de Coconil) concourant au développement d'une filière-bois locale.

II.2 - Conventions particulières

Le Département en fonction de ses besoins et des impératifs de la gestion forestière pourra convenir avec l'ONF de prestations complémentaires n'entrant pas dans le cadre des prérogatives de l'ONF au titre de l'application du régime forestier (voir tableau de synthèse en annexe I).

Ces prestations : études, expertises, travaux ou partenariats financiers liés à la gestion des milieux naturels, y compris sur des espaces forestiers ne relevant pas du régime forestier feront l'objet de conventions particulières annuelles ou pluriannuelles de maîtrise d'œuvre ou de délégation de maîtrise d'ouvrage (conduite d'opérations avec assistance généralisée administrative, financière et technique) selon les dispositions s'appliquant à la commande publique.

Chapitre III - Synergie de travail

III.1 - Partage et mutualisation des connaissances et compétences

La gestion durable du domaine forestier départemental nécessite une connaissance exhaustive des espèces et des écosystèmes naturels.

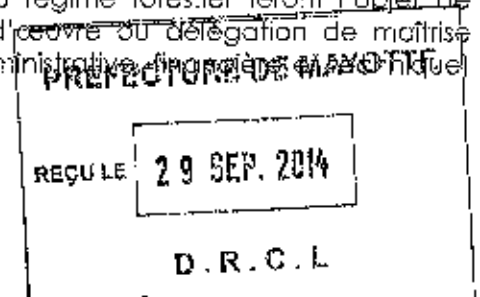
A ce titre, Le Département et l'ONF s'entendent pour mutualiser toutes les informations et données disponibles (papiers, numériques et géoréférencées) concernant le milieu naturel forestier et sa gestion, qu'elles résultent du savoir faire respectif ou d'études et missions de terrain menées par l'une ou l'autre partie dans le cadre de ses activités.

Dans un souci de connaissance et rationalisation de la gestion forestière, les parties s'engagent également à mutualiser les compétences respectives en matière de gestion de l'information géographique à l'aide des outils dédiés aux systèmes d'Information géographique, dans les domaines concernant :

- le foncier départemental bénéficiant du régime forestier (parcellaire, bornage, problématique foncière,...) ;
- les infrastructures et équipements divers liées à l'accueil du public (routes, piste, sentier, aires d'accueil, équipements de loisirs et de signalétiques) ;
- les concessions et occupations légales du domaine forestier départementales ;
- l'aménagement et les opérations annuelles liées aux programmes forestiers (travaux et coupes) prévus et/ou réalisés.
- la connaissance du milieu naturel (physique et écologique).

III.2 - Adaptation professionnelle des personnels

L'ONF proposera annuellement au personnel des services techniques en charge des forêts du Département des cycles de formation ou d'adaptation professionnel concernant la gestion durable des milieux naturels ou en lien avec la maîtrise des outils technique indispensables à la gestion ou la



planification forestière (sylviculture, dendrométrie, aménagement et systèmes d'information géographique, ...).

Il est attendu que ces cycles à la charge du Département puissent se réaliser préférentiellement sur site ou dans le cadre d'échange à l'échelle régionale.

III.3 - Coopération technique ou scientifique

Le Département et l'ONF s'accordent pour privilégier une coopération technique ou scientifique à l'occasion des études et missions de terrains sur la connaissance des milieux et espèces. Il est attendu que cette coopération puisse s'établir à l'occasion :

- des études et inventaires à mener dans le cadre des aménagements des massifs forestiers dont la rédaction incombe à l'ONF en mutualisant les moyens et ressources humaines des parties respectives ;
- des échanges entre acteurs des pays de la zone géographique à l'occasion de voyages d'études techniques, séminaires, colloques ou projets entrant dans le cadre de la coopération régionale qui pourraient résulter de l'initiative de l'une ou l'autre partie.

Par ailleurs, le Département et l'ONF examineront ensemble l'opportunité de réponses conjointes à des programmes européens de coopération internationale et d'organisation commune d'échanges d'informations, d'expériences et de recherches scientifiques.

VOLET 5 - Gouvernance

Chapitre I - Instance de pilotage

Un comité technique de la forêt présidé par le président du Département est installé afin de suivre la mise en œuvre de la politique forestière poursuivie sur le domaine forestier départemental.

Il regroupe les élus départementaux désignés à cet effet ou ses représentants, les services techniques du Département, des représentants de l'ONF et des représentants de la Direction de l'Agriculture de l'Alimentation et de la Forêt (DAAF). Selon les thèmes abordés, il sera complété par tout autre membre qualifié dans le domaine forestier sur proposition et acceptation conjointe des parties respectives.

Ce comité dont l'ordre du jour sera préparé en amont par les services techniques du Département et l'ONF se réunira au moins une fois par an au premier trimestre de l'année civile *n* pour :

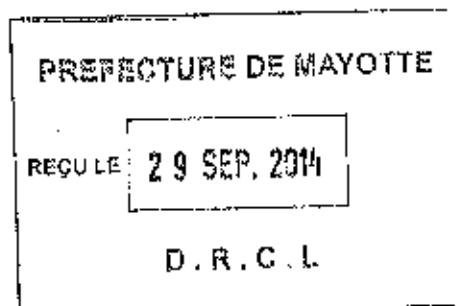
- étudier le bilan comptable, financier et technique du programme des investissements, travaux (gestion sylvicole et écologique des milieux) et assiette de coupes exécutées ou engagées aux cours de l'année précédente (*n-1*). Pour permettre un compte-rendu exhaustif de ces opérations, les parties respectives fourniront toutes les informations en leurs possessions sur les opérations réalisées soit en régie directe, confiés à des entreprises ou par toutes autres modalités ;
- examiner et valider le programme des investissements, travaux (gestion sylvicole et écologique des milieux) et assiette de coupes de l'année *n* en amont de la programmation budgétaire du Département.

Les documents de travail seront mis à la disposition des membres du comité technique au minimum 15 jours avant la réunion du comité technique de la forêt.

A l'issue de ce comité, le Département accepte les propositions ou demande des modifications, suppressions ou adjonctions.

Chapitre II - Dispositions propres à la programmation des interventions

Le Département et l'ONF conviennent de travailler de concert sur le montage et l'inscription budgétaire sur fonds publics du programme des interventions conformes aux aménagements forestiers envisagée sur le domaine forestier départemental.



Ce programme annuel fera l'objet d'un dossier de demande de subvention transmis et élaboré selon le calendrier suivant :

- élaboration concertée du programme avec les services techniques du Département lors du quatrième trimestre de l'année précédente l'année d'exécution envisagée du programme (n-1) ;
- présentation et validation des propositions de programme par le comité technique de la forêt prévu à l'article 5.1 (premier trimestre de l'année n) ;
- présentation du programme au Département qui examinera l'opportunité de son aide financière au cas par cas avant présentation à l'assemblée délibérante du Département.

Le programme des interventions présenté au comité technique de la forêt sera détaillé de manière à préciser :

- la nature et définition des opérations détaillées précisant les objectifs recherchés, leur localisation géographique (cartographie à l'aide des outils de Systèmes d'Information Géographique) et les coûts prévisionnels de réalisation (unités, quantités et prix unitaire) ;
- les modalités techniques d'intervention (itinéraires techniques, clauses techniques), de réalisation (régie départementale, à l'entreprise ou dans le cadre de chantier d'insertion) et les modalités de contrôle, de réception, de suivi des travaux de paiement et de clôture du programme des opérations ;
- le plan de financement du programme faisant apparaître les dispositions budgétaires envisageables prévues à l'article 5.3.

PREFECTURE des Alpes de la Haute-Provence

REÇU LE 29 SEP. 2014

D. R. C. L.

Chapitre III - Dispositions budgétaires

Le Département instruit les demandes de subventions relatives au programme des opérations en faisant appel tant que de besoin aux financements relevant du programme opérationnel européen FEADER 2014-2020 dont la clef indicative de financement figure dans le tableau suivant :

Mesure FEADER	Intitulé de la mesure	Taux de financement public	Taux de financement de FEADER
7.1.1	Plan de gestion et de protection des espèces protégées et de milieux forestier et autre milieux naturels	100%	75%
7.5.1	Aménagement touristique pour l'accueil du public en zone forestière et autres zones naturelles	100%	75%
7.6.1	Préservation et restauration du patrimoine naturel	100%	75%
8.1.1	Mise en place et entretien de surface boisée	100%	75%
8.2.1	Mise en place et entretien de systèmes agroforestiers	100%	75%
8.6.1	Aide à la modernisation des équipements d'exploitation forestière	75%	75%
16.5.1	Approche collective à l'égard de problèmes environnementaux et de pratiques environnementales	100%	75%

Ce financement pourra être complété par des mesures au Fonds de Solidarité Européen (FSE), notamment par la mise en œuvre de chantiers d'insertion prévus à l'article 4.1.11.

Chapitre IV - Évaluation de la gestion

L'efficacité des actions entreprises sur le domaine forestier départemental sera évaluée à l'occasion du comité technique de la forêt sur la base du bilan comptable, financier et technique des interventions prévu à l'article 5.1.

A cette occasion des indicateurs pourront être définis en commun afin d'apprécier la qualité de la gestion des forêts départementales dans le cadre du régime forestier.

Chapitre V - Communication

Une stratégie annuelle de communication relative à toutes les opérations découlant de l'application de la présente convention est établie conjointement entre le Département et l'ONF.

Il est attendu que cette stratégie de communication qui s'appuiera soit sur des visites de terrains, des reportages, des conférences et communiqués de presse associant les acteurs de la société civile et les élus, valorise les actions entreprises sur le domaine forestier départemental.

Dans le cadre du programme des interventions visées à l'article 4.1.4, l'ONF proposera annuellement en concertation avec le Département une liste de chantier qui en fonction de leur thématique, importance, intérêt et accessibilité pourront faire l'objet de visites de terrain.

Tout support d'édition réalisé pour les besoins de la communication et de l'information du public devra mentionner les logos respectifs des différentes parties ainsi que toutes les mentions de soutien financier.

VOLET 6 - Modification ou résiliation de la convention cadre

Les parties pourront librement convenir entre elles d'avenants modificatifs.

La résiliation ne peut intervenir qu'à la fin d'un exercice, avec respect d'un préavis de six mois. Dans ce cas, les opérations ayant reçues un commencement d'exécution seront conduites à leur terme selon les modalités générales prévues par ces dernières.

VOLET 7 - Règlement des litiges

Les parties conviennent de tenter de résoudre à l'amiable tout litige qui trouverait son origine dans l'exécution de la présente convention.

En cas d'échec de la procédure de résolution amiable et de désaccord persistant relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, le litige sera porté par la partie la plus diligente auprès du tribunal administratif de Mayotte.

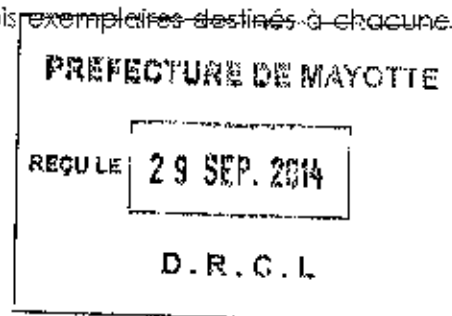
VOLET 8 - Pièces contractuelles

La présente convention comportant 8 (huit) articles est établie en trois exemplaires destinés à chacune des parties.

Constitue les pièces contractuelles :

- la présente convention et annexe ;
- ses avenants successifs.

Fait à Mamoudzou, le 00/00/2014.



Pour l'ONF

Le Directeur de l'Agence de Mayotte

Pour le Département

Le Président du Conseil Général de Mayotte

Laurent MERCY

Daniel ZAÏDANI

Annexe I – Tableau de synthèse - Domaine d'actions partenariales

Domaine	Actions particulières	ONF au titre du régime forestier	Département	Article de référence
Surveillance général du domaine forestier	Missions de police forestière (constatation des infractions)			4.1.2
	Prévention des risques naturels (lutte contre les risques d'incendies et l'érosion)			4.1.1
	Etat des infrastructures et équipements accessoires de la forêt			4.1.1
	Santé des forêts (surveillance phytosanitaire des peuplements)			4.1.1
Aménagement forestier	Elaboration des aménagements			4.1.3
	Mise en œuvre : proposition du programme annuel ou pluriannuel des d'investissement, travaux (gestion sylvicole et écologique des milieux) et assiette de coupes			4.1.4
La connaissance et le suivi des milieux naturels	Etude et expertises			4.1.5
Récolte et ventes de produits forestiers	Organisation et la réalisation des ventes de produits forestiers Contrat de vente ou approvisionnement			4.1.6
Travaux en régie départementale - contrats particuliers	Travaux sylvicoles et écologiques			4.1.6
	Modernisation de la filière bois (exploitation et transformation)			4.1.6
	Production de matériel forestiers de reproduction (plants forestiers) destinés aux opérations de boisement et reboisement de production ou de restauration écologique			4.1.6
	Aménagement des forêts pour l'accueil du public (aires d'accueil, équipement de loisirs, parcours, signalétique directionnelle et informative)			4.1.7
Accueil du public	Information, sensibilisation du public et éducation à l'environnement			4.1.7
La desserte générale des forêts	Entretien et la réhabilitation de la desserte générale des forêts (piste, routes forestières et équipements divers)			4.1.8
Concessions et occupations du domaine foncier	Instruction des affaires foncières (servitudes, concessions,...)			4.1.9
Conservation et opérations foncières	Intégrité foncière du domaine forestier (définition et entretien des limites et bornage)			4.1.10
L'insertion sociale	Promotion de la forêt comme support de l'insertion sociale (chantiers d'insertion)			4.1.11
Prestations complémentaires Conventions particulières	Etudes, expertises, travaux ou partenariats financiers liés à la gestion des milieux naturels	Selon cas	Selon cas	4.2

REQU LE 29 SEP. 2014
D.R.C.L.

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014

Membres absents : 19
Présents : 18
Procureurs : 1
Nombre de votants : 18
Votes pour : 18
Votes contre : 0
Abstentions : 0
Dates de la convocation : 06/09/2014

DELIBERATION N°1695/2014/CG

Relative à la validation du Schéma Régional de développement de l'aquaculture de Mayotte (SRDAM)

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf septembre, à neuf heures, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en séance plénière, en application de l'article 3121-9 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle polyvalent PAVANA.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSOUNE MM, Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issouf HAMADA, Solderline MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Nomani OUSSÉNI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Issihaka ABDILLAH, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAHI, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSÉNI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,
M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,

Conseiller général absent lors du vote :

M. Saïd OMAR OILI

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI,

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

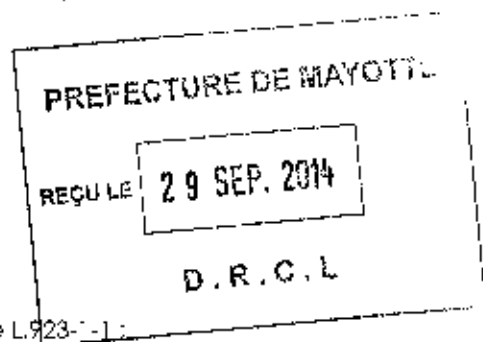
- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code rural et de la pêche maritime, en particulier son article L923-1 ;
- Vu le décret n°2011-888 du 26 juillet 2011 relatif aux schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine ;
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département ;
- Vu la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente ;
- Vu le rapport n°2014-001695 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

- ARTICLE 1 :** de valider le volet réglementaire du schéma régional de développement de l'aquaculture (SRDAM) en retenant les propositions de l'étude consacrées à ce sujet sur les sites existants d'aquaculture marine, les sites propices et potentiels avec les espèces existantes et potentielles.
- ARTICLE 2 :** de mettre en place un groupe de travail présidé par le Conseil Général, composé de la Préfecture de Mayotte, de l'IFREMER, de l'Aquamay, de la CAPAM et de tout autre expert dans le domaine de l'aquaculture dont l'action consistera à proposer l'orientation stratégique pour le développement de l'aquaculture de Mayotte.
- ARTICLE 3 :** de donner l'autorisation à la poursuite du processus de validation du SRDAM, avec une phase de consultation publique, avant sa soumission aux autorités compétentes.
- ARTICLE 4 :** d'autoriser le Président à signer tous les actes relatifs au SRDAM dans son processus de validation.

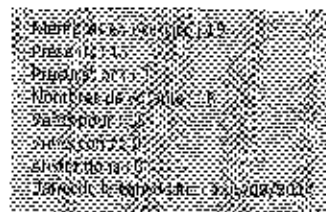
pour extrait certifié conforme
le Président du Conseil-général
Daniel ZAÏDANI



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1698/2014/CG

Relative à la modification du taux de l'octroi de mer pour des articles d'ameublement en bonneterie portant la nomenclature douanière : 63 04 91 00

L'an de la République Française, le dix-neuf septembre, à l'heure légale, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en séance plénière en application de l'article L. 3111-19 du code général des collectivités territoriales, sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Se sont réunis les membres du Conseil Général de Mayotte.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSOUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Issihaka ABDILLAH, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAHI, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA.

M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE.

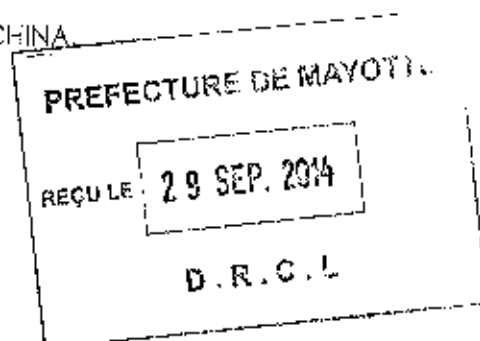
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Assani ALI.

Conseiller général absent lors du vote :

M. Saïd OMAR OILI

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI.



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint.

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la Loi organique n°2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
- Vu la loi n°2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
- Vu la Décision n°2012/419/UE du Conseil Européen du 11 juillet 2012 relative à la « rupésisation » de Mayotte ;
- Vu la Décision n°2014/162/UE du Conseil Européen en date du 11 mars 2014 modifiant la Décision n°2004/162/CE du 10 février 2004 relative au régime de l'octroi de mer dans les départements français d'outre-mer, pour son application à Mayotte à compter du 1^{er} janvier 2014 ;
- Vu la Loi n°2004-639 du 02 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;
- Vu le Décret n°2004-1550 du 30 décembre 2004 pris pour l'application de la Loi n°2004-639 du 02 juillet 2004 ;
- Vu l'Ordonnance n°2013-837 du 19 septembre 2013 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code des douanes, du code général des impôts, du livre des procédures fiscales et d'autres dispositions législatives applicables à Mayotte ;
- Vu la Loi de finances rectificative pour 2013 n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 ;
- Vu la délibération n°229/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu la délibération n°1428/2014/CG du 6 février 2014 du Conseil général
- Vu la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget primitif du département
- Vu le rapport n° 2014-001698 de Monsieur le Président du Conseil Général

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,


DECIDE

Article 1: de modifier les taux de l'octroi de mer du tarif général pour la nomenclature de produits reprise dans le tableau ci-après :

Tableau récapitulatif de la modification proposée de taux de l'Octroi de Mer pour les articles d'ameublement en bonneterie en particulier les moustiquaires imbrégnées

Nomenclature	Désignations des marchandises	Taux (%) applicables à la base d'imposition fixée à l'article 9 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004)		Octroi de mer interne (production dont > 550 000 €)		Produits Estés
		Octroi de mer	Octroi de mer régionale	Octroi de mer	Octroi de mer régionale	
Sous-chapitre 63 04 -. Autres articles d'ameublement, à l'exclusion de ceux du n°9404						
-Autres						
63 04 91 00	--en bonneterie	0,00	0,00	0,00	0,00	

Article 2: Le directeur général des services du Département et le directeur régional des Douanes et Droits Indirects de Mayotte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Pour extrait certifié conforme
 Le Président du Conseil général
 La Présidente du Conseil Général
 de Mayotte

 Daniel ZAIDANI

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE **29 SEP. 2014**

D.R.C.L

Certifié conforme pour
 Reçu en Préfecture le **29 SEP. 2014**
 Affiché le **29 SEP. 2014**
 Publié au Journal Officiel le **29 SEP. 2014**

Importation de préparations alimentaires

PRODUITS DU 16 04

Année	NDP	Valeur	Poids	Année	NDP	Valeur	Poids
2012	1604-14-11	43 038 €	28 482kg	2011	1604-14-11	53 712 €	26 817kg
2012	1604-14-18	261 062 €	78 065kg	2011	1604-14-16	2 670 €	532kg
				2011	1604-14-18	156 210 €	45 120kg

Année	NDP	Valeur	Poids	Année	NDP	Valeur	Poids
2012	1604-19-39	1 073 €	106kg	2011	1604-19-10	44 842 €	18 645kg
2012	1604-19-91	2 387 €	729kg	2011	1604-19-50	336 €	15kg
2012	1604-19-92	1 106 €	402kg	2011	1604-19-91	5 574 €	2 248kg
2012	1604-19-93	1 068 €	219kg	2011	1604-19-92	1 751 €	346kg
2012	1604-19-95	2 614 €	622kg	2011	1604-19-93	738 €	135kg
2012	1604-19-98	285 €	192kg	2011	1604-19-95	2 135 €	533kg

PRODUITS DU 16 02

Année	NDP	Valeur	Poids	Année	NDP	Valeur	Poids
2012	1602-31-11	1 853 €	1 235kg	2011	1602-31-11	242 €	90kg
2012	1602-31-19	32 393 €	8 222kg	2011	1602-31-19	18 592 €	5 371kg
2012	1602-31-90	1 876 €	810kg	2011	1602-31-30	2 060 €	1 180kg
2012	1602-32-11	4 874 €	2 081kg	2011	1602-31-90	3 200 €	799kg
2012	1602-32-19	33 475 €	7 963kg	2011	1602-32-11	41 811 €	11 481kg
2012	1602-32-30	15 198 €	4 444kg	2011	1602-32-19	14 025 €	5 860kg
2012	1602-32-90	33 147 €	10 634kg	2011	1602-32-30	187 €	22kg
2012	1602-39-29	3 161 €	797kg	2011	1602-32-90	30 198 €	10 622kg
2012	1602-39-40	145 €	30kg	2011	1602-39-21	2 028 €	590kg
2012	1602-39-80	1 961 €	1 051kg	2011	1602-39-29	11 900 €	5 376kg
2012	1602-39-85	6 400 €	1 697kg	2011	1602-39-40	6 324 €	2 658kg
				2011	1602-39-80	16 065 €	6 527kg

Année	NDP	Valeur	Poids	Année	NDP	Valeur	Poids
2012	1602-50-95	46 473 €	17 570kg	2011	1602-50-95	10 473 €	4 801kg

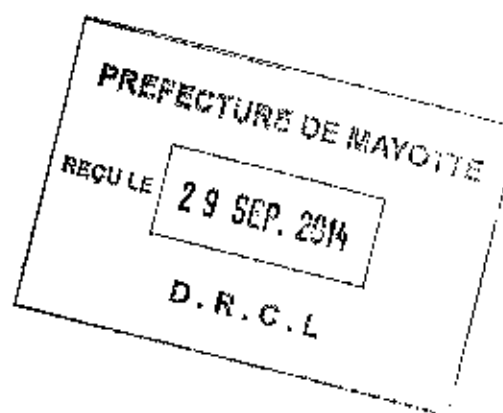
Année	NDP	Valeur	Poids	Année	NDP	Valeur	Poids
2012	1602-90-31	4 898 €	1 823kg	2011	1602-90-31	4 757 €	1 689kg

Année	NDP	Valeur	Poids	Année	NDP	Valeur	Poids
2012	1602-90-91	4 840 €	800kg	2011	1602-90-99	274 251 €	62 407kg
2012	1602-90-99	76 485 €	20 453kg				

PRODUITS DU 16 05

Année	NDP	Valeur	Poids	Année	NDP	Valeur	Poids
2012	1605-10-00	1 948 €	9 382kg	2011	1605-10-00	1 337 €	6 637kg
2012	1605-21-10	24 €	505kg	2011	1605-20-10	908 €	7 007kg
2012	1605-21-90	35 €	334kg	2011	1605-20-91	637 €	2 775kg
2012	1605-29-00	586 €	1 273kg	2011	1605-20-99	522 €	2 510kg
2012	1605-30-10	77 €	163kg	2011	1605-30-10	130 €	192kg
2012	1605-30-90	90 €	346kg	2011	1605-40-00	652 €	3 420kg
2012	1605-40-00	3 051 €	15 009kg	2011	1605-90-11	2 323 €	10 060kg
2012	1605-52-00	662 €	1 087kg	2011	1605-90-19	732 €	2 721kg
2012	1605-53-10	2 052 €	9 144kg	2011	1605-90-30	1 483 €	8 692kg
2012	1605-53-90	1 648 €	7 630kg	2011	1605-90-90	9 322 €	38 863kg
2012	1605-58-00	572 €	2 964kg				
2012	1605-59-00	55 €	203kg				
2012	1605-62-00	180 €	264kg				
2012	1605-69-00	3 675 €	14 282kg				
2012	1605-90-11	122 €	178kg				
2012	1605-90-19	48 €	310kg				
2012	1605-90-30	237 €	350kg				
2012	1605-90-90	694 €	1 769kg				

Source : Direction des douanes de Mayotte



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014

Membres en exercice : 19
Présents : 15
Absents : 3
Nombres de voix : 15
Voix pour : 15
Voix contre : 0
Abstentions : 0
Date de la convocation : 06/09/2014

DELIBERATION N°1699/2014/CG

Relative à la Décision Modificative N°1 du budget principal et du STM de 2014

L'an deux mille quatorze le dix-neuf septembre deux mille quatorze, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en séance plénière, en application de l'article 31-21-9 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Daniel ZAIDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance a été tenue à l'hémicycle Youndissou à Mayotte.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSOUNE MM. Daniel ZAIDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Solderdine MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Issihaka ABDILLAH, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAHI, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Assani ALI,

Conseiller général absent lors du vote :

M. Saïd OMAR OILI

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI,



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
- Vu la délibération N° 299/2011/CG du Conseil Général de Mayotte en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAIDANI en qualité de Président du Conseil Général de Mayotte ;
- Vu la délibération n°1543/2014/CG en date du 12 juin 2014 relative au Budget Primitif 2014 du Département de Mayotte et du STM ;
- Vu le rapport n° 2014-1699 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : d'adopter la décision modificative N°1 du budget du département de Mayotte de 2014 ainsi :

Handwritten signature or mark.

DM N° 1 - FONCTIONNEMENT

CHAPITRE	LIBELLE	BP 2014	DM	DM - Bp 2014
011	Charges à caractère général	40 782 000,00		40 782 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	97 512 000,00	7 488 000,00	105 000 000,00
014	Atténuations de produits	9 800 000,00	4 500 000,00	14 300 000,00
65	Autres charges de gestion courante	70 400 288,00	162 125,00	70 562 413,00
6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	200 000,00		200 000,00
017	REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE	10 000 000,00	5 000 000,00	15 000 000,00
Total dépenses de gestion courante		228 494 288,00	12 150 125,00	240 644 413,00
66	Charges financières	6 030 000,00		6 030 000,00
67	Charges exceptionnelles	3 100 000,00	8 990 170,00	12 090 170,00
Total dépenses réelles de fonctionnement		237 624 288,00	8 990 170,00	246 614 458,00
023	Virement à la section d'investissement	13 577 781,00	-9 353 961,00	4 223 820,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections	15 940 000,00		15 940 000,00
TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT		267 342 069,00	16 786 334,00	284 128 403,00

CHAPITRE	LIBELLE	BP 2014	DM	DM - Bp 2014
70	Produits des services et du domaine	600 000,00	500 000,00	1 100 000,00
73	Impôts et taxes	73 944 623,00	8 505 373,00	82 449 996,00
731	Impositions directes	5 429 724,00	1 257 625,00	6 687 349,00
74	Dotations, subventions et participations	122 054 759,28	746 159,00	122 800 918,28
75	Autres produits de gestion courante	1 112 847,00	-401 697,00	711 150,00
013	Atténuations de charges	10 800 000,00	1 228 874,00	12 028 874,00
017	REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE	10 000 000,00	4 000 000,00	14 000 000,00
Total recettes de gestion courante		228 511 229,28	13 886 655,00	242 397 884,28
76	Produits financiers	1 200 000,00		1 200 000,00
77	Produits exceptionnels	9 644 502,00	950 000,00	10 594 502,00
Total recettes réelles de fonctionnement		239 355 731,28	945 655,00	240 301 386,28
042	Opération d'ordre de transfert entre sections	3 657 473,00		3 657 473,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	28 898 140,72		28 898 140,72
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		267 342 069,00	16 786 334,00	284 128 403,00

DM N° 1 - INVESTISSEMENT

CHAPITRE	LIBELLE	BP 2014	DM	DM - BP 2014
16	Emprunts et dettes assimilées	7 900 000,00		7 900 000,00
20	Immobilisations incorporelles	5 625 998,93	-1 000 000,00	4 625 998,93
204	Subventions d'équipement versées	27 999 999,73	-9 353 961,00	21 646 038,73
21	Immobilisations corporelles	5 697 062,40	-2 000 000,00	3 697 062,40
23	Immobilisations en cours	18 123 104,59		18 123 104,59
27	Autres immobilisations financières	40 000,00		40 000,00
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		84 233 638,65	-9 353 961,00	74 879 677,65
040	Opération d'ordre transfert entre section	3 657 473,00		3 657 473,00
041	Opérations patrimoniales	15 190 000,00		15 190 000,00
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		84 233 638,65	-9 353 961,00	74 879 677,65

CHAPITRE	LIBELLE	BP 2014	DM	DM - BP 2014
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 739 266,50		1 739 266,50
13	Subventions d'investissement	21 312 148,04		21 312 148,04
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	10 621 376,67		10 621 376,67
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		84 233 638,65	-9 353 961,00	74 879 677,65
021	Virement de la section de fonctionnement	13 577 781,00	-9 353 961,00	4 223 820,00
040	Opé d'ordre transfert entre section	15 940 000,00		15 940 000,00
041	Opérations patrimoniales	15 190 000,00		15 190 000,00
R001	Solde d'exécution positive reportée	5 853 066,44		5 853 066,44
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		84 233 638,65	-9 353 961,00	74 879 677,65



HA

Article 2 : d'adopter la décision modificative N°1 du budget annexe du STM 2014 ainsi :

DM N°1 - FONCTIONNEMENT

ARTICLE - LIBELLE	BP 2014	DM N°1	BP + DM1
011 Charges à caractère général	2 800 000,00	-70 000,00	2 730 000,00
012 Charges de personnel	9 850 000,00		9 850 000,00
67 Charges exceptionnelles	0,00	149 125,00	149 125,00
042 Opérations d'ordre de transfert entre section	1 134 000,00		1 134 000,00
TOTAL Dépenses fonctionnement	13 784 000,00	79 125,00	13 863 125,00
002 Résultat reporté	196 246,45		196 246,45
70 Produits des services	3 500 000,00		3 500 000,00
74 Dotations et participations	10 087 754,00	79 125,00	10 166 879,00
TOTAL Recettes fonctionnement	13 783 996,45	79 125,00	13 863 121,45

DM N°1 - INVESTISSEMENT

ARTICLE - LIBELLE	BP 2014	DM N°1	BP + DM1
001 Solde d'exécution négative reportée	437 317,00		437 317,00
20 Immobilisations incorporelles	0,00	10 000,00	10 000,00
21 Immobilisations corporelles	1 243 500,00	-10 000,00	1 233 500,00
TOTAL Dépenses investissement	1 680 817,00	0,00	1 680 817,00
1068 Excédent de fonctionnement capitalisé	546 816,69		546 816,69
040 Opérations d'ordre de transfert entre section	1 134 000,00		1 134 000,00
TOTAL Recettes investissement	1 680 816,69	0,00	1 680 816,69

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil Général


Daniel ZANANI



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014

Le Maire de Mayotte	2014
Président du Conseil Général	2014
Vice-Président du Conseil Général	2014
Vice-Président du Conseil Général	2014
Vice-Président du Conseil Général	2014
Vice-Président du Conseil Général	2014
Vice-Président du Conseil Général	2014
Vice-Président du Conseil Général	2014
Vice-Président du Conseil Général	2014
Vice-Président du Conseil Général	2014

DELIBERATION N°1700/2014/CG

Relative au projet de décret portant extension du dispositif d'indemnités journalières des personnes non-salariés des professions agricoles, en cas de maladie ou d'accident de la vie privée aux assurés du Département de Mayotte

En vertu de l'article 121-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en application de l'article 121-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, au sein duquel a été élu en tant que Président de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance s'est tenue à l'Assemblée Générale.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSSOUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Abaou RASTAMI, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,
M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Assani ALI,
M. Camille ABDULLAH a donné pouvoir à M. Ali BACAR,
M. Solderdine MADI TCHAMA, a donné pouvoir à M. Issoufi HAMADA,
M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à M. Mme Sarah MOUHOUSSOUNE,

PREFECTURE DE MAYOTTE
REÇU LE 29 SEP. 2014
D.R.C.L

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
- Vu la délibération N° 299/2011/CG du Conseil Général de Mayotte en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil Général de Mayotte ;
- Vu la lettre de saisine de monsieur le Préfet en date du 1^{er} septembre 2014
- Vu le rapport n°2014-001700 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte
- Vu l'avis de la commission coopération décentralisée et vie institutionnelle du 17 septembre 2014,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : de donner un avis favorable au projet de décret portant extension du dispositif d'indemnités journalières des personnes non-salariés des professions agricoles, en cas de maladie ou d'accident de la vie privée aux assurés du Département de Mayotte

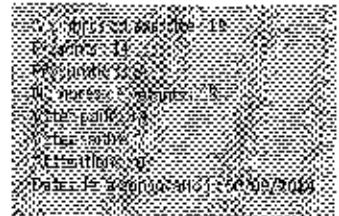


Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil Général
de Mayotte

Daniel ZAÏDANI
Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1705/2014/CG

**Relative à la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM)
entre l'Etat et le Département de Mayotte pour la mise en œuvre des
Contrats Uniques d'Insertion (CUI) à compter du 1^{er} janvier 2014**

En ce dix-neufième jour du mois de septembre, à neuf heures, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en séance plénière au sein du conseil général, sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance est présidée par Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE MM, Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Solderline MADI TCHAMA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Issihaka ABDILLAH, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAHI, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,
M. Saïd OMAR OIL a donné pouvoir à Mme. Sarah MOUHOUSSEUNE,
M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Assani ALI,

Conseiller général absent lors du vote :

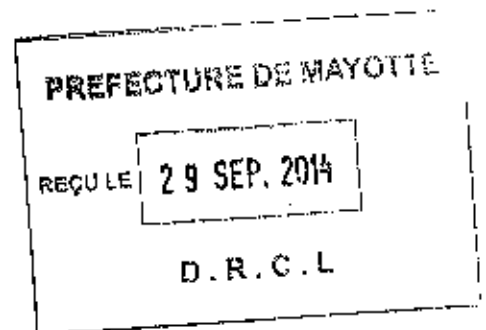
M. Abdou RASTAMI,

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'action sociale et des familles ;
- Vu la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les Politiques d'insertion ;
- Vu l'ordonnance n°2011-1641 du 24 novembre 2011 portant extension et adaptation du RSA à Mayotte ;
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu le rapport n°2014-001705 de Monsieur le Président du Conseil général ;
- Vu l'avis de la commission santé, action sociale et administration générale du 18 septembre 2014,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

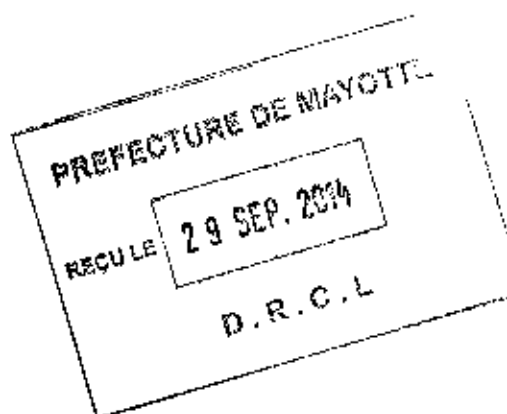
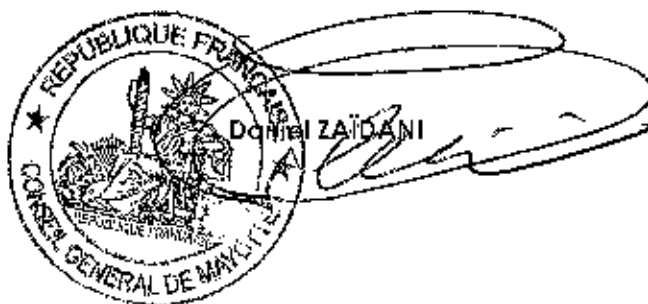
DECIDE



Article 1 : d'approuver tel qu'il lui est soumis, le projet de Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM) entre l'Etat et le Département pour la mise en œuvre des Contrats Uniques d'insertion (CUI) à compter du 1er janvier 2014.

Article 2 : d'autoriser le président du conseil général à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général



CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014

Réunion en séance publique
Place 16113
Présidence : M. Daniel ZAÏDANI
Membres : M. Ousséni MIRHANE
M. Ali MOUSSA
M. Camille ABDULLAH
M. Saïd OMAR OILI
M. Assani ALI
M. Issoufi HAMADA
M. Abdou RASTAMI
M. Zaidou TAVANDAY
M. Issinoïa ABDILLAH
M. Ali BACAR
Date : 19 septembre 2014

DELIBERATION N°1724/2014/CG

Relative au projet de décret pris pour l'application de l'article 16 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et des articles 33-3° et 34-III-3° de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.

Le Conseil Général de Mayotte, réuni en séance plénière, en application de l'article 161 du Code Général des Collectivités Territoriales, a délibéré et sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte, a adopté à l'unanimité la délibération suivante :

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Marçal HENRY, Issoufi HAMADA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHNA, Assani ALI, Zaidou TAVANDAY, Issinoïa ABDILLAH, Ali BACAR.

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHNA,
M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Assani ALI,
M. Camille ABDULLAH a donné pouvoir à M. Ali BACAR,
M. Soudardine MADI TCHAMA, a donné pouvoir à M. Issoufi HAMADA,
M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à M. Mme Sarah MOUHOUSSEUNE,

PREFECTURE DE MAYOTTE
REÇU LE 29 SEP. 2014
D.R.C.L

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI, président du Conseil Général de Mayotte,

Vu le rapport n°2014-001724 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte

Vu l'avis de la commission coopération décentralisée et vie institutionnelle du 17 septembre 2014,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

ARTICLE 1 : de donner un avis favorable audit projet de décret pris pour l'application de l'article 16 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et des articles 33-3° et 34-III-3° de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.



Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil Général

La Secrétaire du Conseil Général

de Mayotte

Daniel ZAÏDANI

Daniel ZAÏDANI

Séance plénière du 19 septembre 2014

Relative à l'organisation des festivités de commémoration des figures historiques de Mayotte

[illegible]

Mme Sarah MOUHOUSOUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issouf HAMADA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIMÉ, Nomani OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILAH, Saïd OMAR OILI, Ali BACAR,

M. Soiderdine MADI TCHAMA, a donné pouvoir à **M. Issoufi HAMADA**.

M. Abdou RASTAMI,

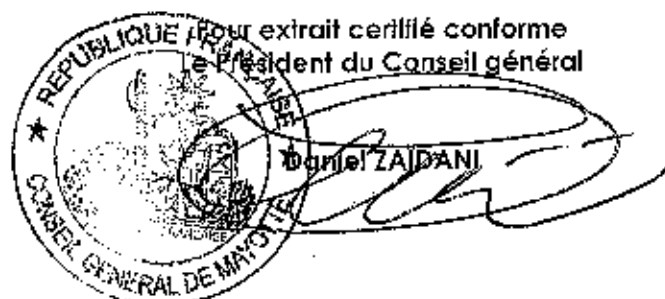
Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
Vu le rapport n°2014-001725 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte
Vu l'avis de la commission de la culture, de la jeunesse et des sports du 17 septembre 2014,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

- Article 1 :** de valider les dépenses liées à la commémoration de la mémoire de l'ensemble des personnalités politiques de l'Ile disparues pour un montant de **150 000 €**
- Article 2 :** d'imputer cette dépense sur le chapitre 11 du budget département de Mayotte
- Article 3 :** d'autoriser le Président du Conseil général à signer les documents nécessaires aux règlements des prestations relatives à l'ensemble de l'événement.

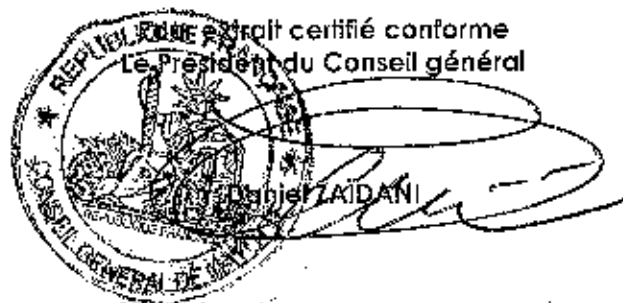


Séance plénière du 19 septembre 2014

Relatif à l'inscription du lagon de Mayotte au patrimoine mondial de l'Humanité

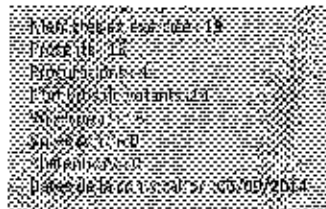
În cadrul misiunii s-a discutat la nivel național despre unele circumstanțe care pot genera un caz de moarte violentă în cadrul sistemului de aplicare a legii și s-a discutat în cadrul unor sesiuni de lucru cu reprezentanții sistemului de aplicare a legii și cu reprezentanții Ministerului Justiției, Președinte al Consiliului de la Hayafra. Câteva exemple sunt deosebite de cazurile de violență.

d'œuvrer en faveur du classement au patrimoine mondial de l'Humanité de tout ou partie du lagon de Mayotte et demander à l'Etat de porter cette candidature auprès de l'Unesco.



CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1727/2014/CG

Relative à l'extension des médiateurs académiques.

Le Conseil Général de Mayotte s'est réuni à 14 heures, le 19 septembre 2014, sous la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance a été ouverte par Monsieur Youssef JAMANI.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSOUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Soïderdine MADJ TCHAMA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Nomani OUSSÉNI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILLAH, Saïd OMAR OLI, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSÉNI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,
M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Assani ALI,
M. Camille ABDULLAHI a donné pouvoir à M. Ali BACAR,

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI,

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,



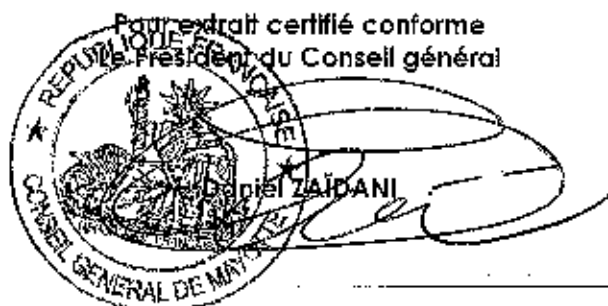
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI, président du Conseil Général de Mayotte,
- Vu la délibération n° n°898/2012/CG du 04 septembre 2012 relative à la délégation du Conseil général donnée à sa commission permanente,
- Vu la délibération n°1543/2014/CG du 30 mai 2014 relative au Budget Primitif 2014 du Département de Mayotte,
- Vu le rapport n°2014-001726 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte,
- Vu l'avis de la commission Formation et insertion du 17 septembre 2014,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE :

d'approuver les conventions à conclure entre le Département de Mayotte et les académies Lille, Dijon, Lyon et Nancy-Metz telles que présentées en annexe et d'autoriser le Président du Conseil Général à les signer



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014

Nombre des membres du Conseil Général	15
Présents	14
Excusés	1
Nombre des conseillers	15
Nombre des conseillers délégués	1
Nombre des conseillers suppléants	1
Nombre des conseillers délégués suppléants	1
Nombre des conseillers délégués suppléants	1
Nombre des conseillers délégués suppléants	1

DELIBERATION N°1729/2014/CG

Relative à la modification du taux de l'octroi de mer pour des livres, des journaux et ouvrages cartographiques

Le Conseil Général du Département de Mayotte, réuni en séance plénière, conformément à l'article 107 de la loi n°2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte, a délibéré sur le rapport de Monsieur Daniel Zaidani, Président du Conseil Général de Mayotte, relatif à la modification du taux de l'octroi de mer pour des livres, des journaux et ouvrages cartographiques.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSOUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Solderdine MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Issihaka ABDILLAH, Camille ABDULLAH, Ali BACAR, Saïd OMAR OILI.

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA.

M. Saïd AHAMAD a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE.

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Assani ALI.

Conseillers généraux absents lors du vote :

M. Zaïdou TAVANDAY.

Secrétaire de séance :

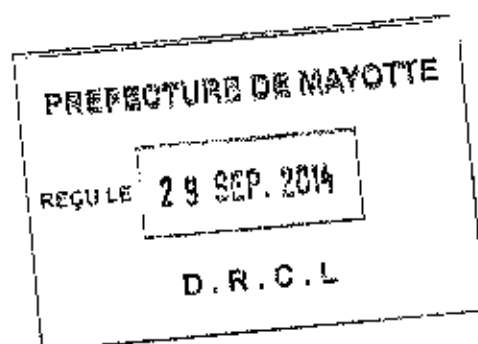
M. Abdou RASTAMI.

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°229/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu la Loi organique n°2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
- Vu la loi n°2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
- Vu la Décision n°2012/419/UE du Conseil Européen du 11 juillet 2012 relative à la « rattachement » de Mayotte ;
- Vu la Décision n°2014/162/UE du Conseil Européen en date du 11 mars 2014 modifiant la Décision n°2004/162/CE du 10 février 2004 relative au régime de l'octroi de mer dans les départements français d'outre-mer, pour son application à Mayotte à compter du 1^{er} janvier 2014 ;
- Vu la Loi n°2004-639 du 02 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;
- Vu le Décret n°2004-1550 du 30 décembre 2004 pris pour l'application de la Loi n°2004-639 du 02 juillet 2004 ;
- Vu l'Ordonnance n°2013-837 du 19 septembre 2013 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code des douanes, du code général des impôts, du livre des procédures fiscales et d'autres dispositions législatives applicables à Mayotte ;
- Vu la Loi de finances rectificative pour 2013 n°2013-1278 du 29 décembre 2013 ;
- Vu la délibération n°1428/2014/CG du 6 février 2014 du Conseil général ;
- Vu le rapport n°2014-001729 de Monsieur le Président du Conseil Général

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE



Article 1: de modifier les taux de l'octroi de mer du tarif général pour les nomenclatures de produits reprises dans le tableau ci-après :

Tableau récapitulatif de la modification proposée de taux de l'Octroi de Mer pour les livres, les journaux papiers et ouvrages cartographiques

Nomenclature	Désignations des marchandises	Taux (%) applicables à la base d'imposition fixée à l'article 9 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004)		Octroi de mer interne (production dont > 550 000 €)		Produits islés
		Octroi de mer	Octroi de mer régionale	Octroi de mer	Octroi de mer régionale	
Chapitre 49 - Produits de l'édition, de la presse ou des autres industries graphiques, textes manuscrits ou dactylographiques						
4901	Livres, brochures et imprimés similaires, même sur feuillets isolés					
49011000	-en feuillets isolés, même pliés	0,00	0,00	0,00	0,00	
	-autres	0,00	0,00	0,00	0,00	
49019100	--Dictionnaires et encyclopédies, même en fascicules	0,00	0,00	0,00	0,00	
49019900	--autres	0,00	0,00	0,00	0,00	
4902	Journaux et publications périodiques imprimés, même illustrés ou contenant de la publicité					
49021000	-paraissant au moins quatre fois par semaine	0,00	0,00	0,00	0,00	B
49029000	-autres	0,00	0,00	0,00	0,00	B
49030000	Albums ou livres d'images et albums à dessiner ou à colorier, pour enfants	0,00	0,00	0,00	0,00	
49040000	Musique manuscrite ou imprimée, illustrée ou non, même reliée	0,00	0,00	0,00	0,00	
4905	Ouvrages cartographiques de tous genres, y compris les cartes murales, les plans topographiques et les globes, imprimés					
49051000	-Globes	0,00	0,00	0,00	0,00	
49059900	-autres	0,00	0,00	0,00	0,00	

Article 2: Le directeur général des services du Département et le directeur régional des Douanes et Droits indirects de Mayotte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

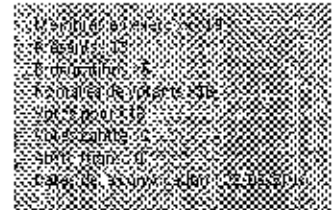


Pour extrait certifié conforme
le Président du Conseil général

Le Président du Conseil Général
de Mayotte
(Signature)
Daniel ZABANI

Certifié exécutoire pour la Mayotte
reçu en Préfecture le 29 SEP 2014
Attesté le 3 SEP 2014
Publié au B.O. du 11 SEP 2014

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE



CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014

DELIBÉRATION N°1730/2014/CG

Relative à la composition de l'observatoire de l'immigration de Mayotte

L'an de grâce mille quatre cent dix-neuf, le dix-neuf septembre, à neuf heures, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en séance plénière, en vertu de l'article L. 521-4 du code général des collectivités territoriales, à l'initiative de son Président, Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte, conformément à l'article L. 521-4 du code général des collectivités territoriales.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSOUNE **MM.** Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Saïd SALIME, Nomani OUSSÉNI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Issihaka ABDILLAH, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAH, Ali BACAR.

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSÉNI a donné pouvoir à **M.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA.

M. Saïd OMAR OLI a donné pouvoir à **Mme** Sarah MOUHOUSOUNE.

M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à **M.** Ousséni MIRHANE.

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à **M.** Assani ALI.

M. Soïderdine MADI TCHAMA, a donné pouvoir à **M.** Issoufi HAMADA.

Secrétaire de séance :

M. Abdou RASTAMI,

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte,

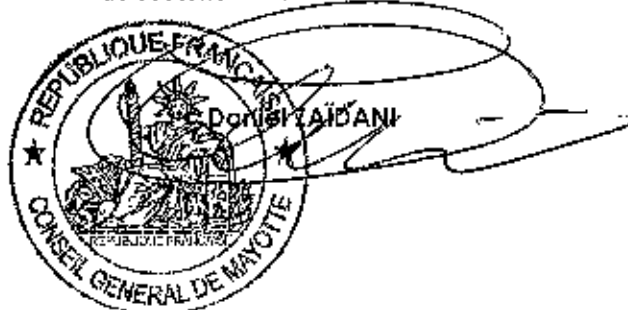
Vu le rapport n°2014-001730 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article unique : d'émettre un avis favorable sur la création de l'observatoire de l'immigration de Mayotte

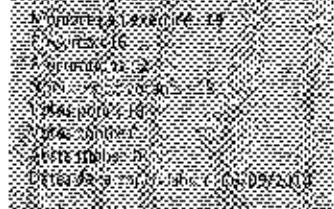
Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil Général



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014



DELIBERATION N°1756/2014/CG

Relative à la modification des taux de l'octroi de mer pour les mortiers et bétons, les tôles nervurées, les barres en fer treillis soudés et certaines parties et accessoires de constructions

Le Conseil Général de Mayotte, réuni en séance plénière, a délibéré sur la proposition de modification des taux de l'octroi de mer pour les mortiers et bétons, les tôles nervurées, les barres en fer treillis soudés et certaines parties et accessoires de constructions, présentée par Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte, Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte, de la séance du 19 septembre 2014.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSOUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Solderdine MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Issioka ABDILLAH, Camille ABDULLAHI, Ali BACAR, Saïd OMAR OILI,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSENI a donné pouvoir à M. Anamed ATTOUMANI DOUCHINA,

M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à M. Ousséni MIRHANE,

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Assani ALI,

Conseillers généraux absents lors du vote :

M. Zaïdou TAVANDAY,

Secrétaire de séance :

M. Abaou RASTAMI.

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°229/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu la Loi organique n°2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
- Vu la loi n°2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
- Vu la Décision n°2012/419/JE du Conseil Européen du 11 juillet 2012 relative à la « rupésation » de Mayotte ;
- Vu la Décision n°2014/162/JE du Conseil Européen en date du 11 mars 2014 modifiant la Décision n°2004/162/CE du 10 février 2004 relative au régime de l'octroi de mer dans les départements français d'outre-mer, pour son application à Mayotte à compter du 1^{er} janvier 2014 ;
- Vu la Loi n°2004-639 du 02 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;
- Vu le Décret n°2004-1550 du 30 décembre 2004 pris pour l'application de la Loi n°2004-639 du 02 juillet 2004 ;
- Vu l'Ordonnance n°2013-837 du 19 septembre 2013 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code des douanes, du code général des impôts, du livre des procédures fiscales et d'autres dispositions législatives applicables à Mayotte ;
- Vu la Loi de finances rectificative pour 2013 n°2013-1278 du 29 décembre 2013 ;
- Vu la délibération n°428/2014/CG du 6 février 2014 du Conseil général
- Vu la délibération n°1597/2014/CG du 12 juin 2014 du Conseil général
- Vu le rapport n°2014-1756 de Monsieur le Président du Conseil Général

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,



DECIDE

Article 1: de modifier les taux de l'octroi de mer du tarif général pour les nomenclatures des produits reprises dans le tableau ci-après :

Tableau récapitulatif des modifications proposées des taux de l'Octroi de Mer pour les mortiers et bétons, les tôles nervurées, les barres en fer treillis soudés et certaines parties et accessoires de constructions

Nomenclature	Désignations des marchandises	Taux (%) applicables à la base d'imposition fixée à l'article 9 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004)				Produits listés
		Octroi de mer	Octroi de mer régionale	Octroi de mer	Octroi de mer régionale	
Ciments, Mortiers, Bétons						
38 24 50 90	Mortiers et bétons, non réfractaires (à l'excl. du béton prêt à la coulée)	0,00	0,00	0,00	0,00	
38 24 50 10	Bétons prêts à l'emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	
Tôles Nervurées						
72 16 91 10	Profilés en tôles nervurées, en fer ou en aciers non alliés, obtenus ou parachevés à froid	0,00	0,00	0,00	0,00	
Barres en fer treillis soudés						
72 14 10 00	Barres, en fer ou en aciers non alliés, simpl. forgées	0,00	0,00	0,00	0,00	
Parties et accessoires						
73 08 90 98	Constructions et parties de constructions, en fonte, fer ou acier, n.d.a. (à l'excl. des ponts et éléments de ponts; tours; pylônes; portes, fenêtres et leurs cadres et chambranles et seuils; matière: d'échafaudage, de coffrage, d'étalement ou d'étaisage	0,00	0,00	0,00	0,00	

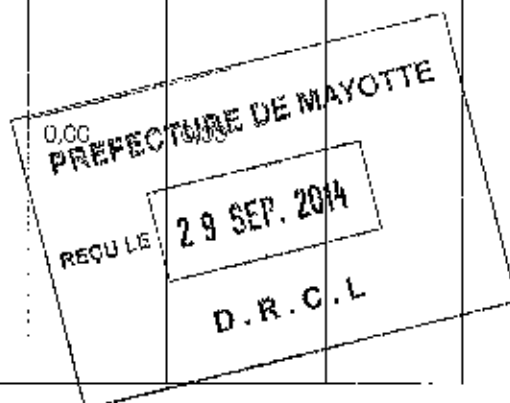
0,00

PREFECTURE DE MAYOTTE

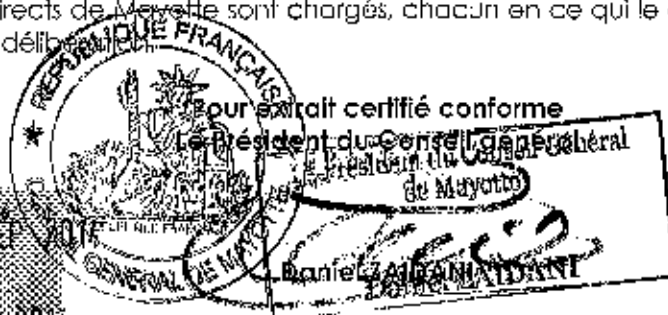
REÇU LE

29 SEP. 2014

D.R.C.L



Article 2: Le directeur général des services du Département et le directeur régional des Douanes et Droits indirects de Mayotte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.



Reçu exécutoire pour avoir été
reçu en Préfecture le 29 SEP 2014
Affiché le 3 SEP 2014
Publié au RAS du 10 SEP 2014

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 19 septembre 2014

Travaux en exercice : 19
Présents : 12
Procureurs : 6
Non liés de vote : 17
Votants : 17
Votés contre : 0
Abstentions : 0
Dates de la convocation : 06/09/2014

DELIBERATION N°1762/2014/CG

Relative à la Convention de développement culturel entre l'Etat et le Département de Mayotte

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf septembre, à neuf heures, le Conseil Général de Mayotte s'est réuni en séance plénière, en application de l'article L. 3121-1 du Code général des collectivités territoriales, sur convocation n° 2014-001762, à la présidence de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte. Cette séance s'est tenue à l'hôtel de ville d'Youndjou HAMANA.

Conseillers généraux présents :

Mme Sarah MOUHOUSOUNE MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Saïd SALIME, Nomani OUSSÉNI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Assani ALI, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR,

Conseillers généraux représentés :

M. Ben Issa OUSSÉNI a donné pouvoir à **M.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

M. Saïd AHAMADI a donné pouvoir à **M.** Ousséni MIRHANE,

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à **M.** Assani ALI,

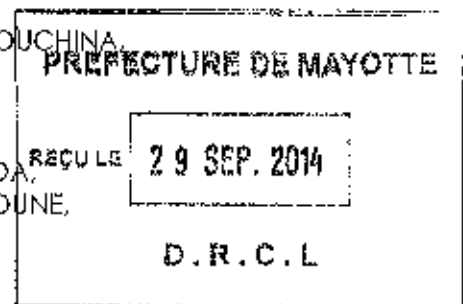
M. Camille ABDULLAH a donné pouvoir à **M.** Ali BACAR,

M. Solderdine MADI TCHAMA, a donné pouvoir à **M.** Issoufi HAMADA,

M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à **M. Mme Sarah MOUHOUSOUNE,**

Conseillers généraux absents lors du vote :

M. Abdou RASTAMI.



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte ;

Vu le rapport n°2014-001762 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;

Vu l'avis de la commission de la culture, de la jeunesse et des sports du 17 septembre 2014,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : d'approuver la convention de développement culturel ci-jointe.

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil Général à signer ladite convention et à prendre les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général
Daniel ZAÏDANI

CONVENTION DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL TRIENNALE

DOCUMENT CADRE

ENTRE

L'ÉTAT

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Représenté par M. Seymour MORSY

ET

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE MAYOTTE

Représenté par M. Daniel ZAIDANI

Président

PRÉAMBULE

DU DIAGNOSTIC DE TERRITOIRE À L'ACTION

Des critères géographiques et humains¹

Depuis le 31 mars 2011, Mayotte est le 101^{ème} département de la République française et le 5^{ème} département d'Outre-mer. Mayotte est également Région ultra-périphérique depuis le 1^{er} janvier 2014.

La collectivité départementale compte 17 communes. Mamoudzou et Koungou regroupent à elles seules plus d'un tiers de la population.

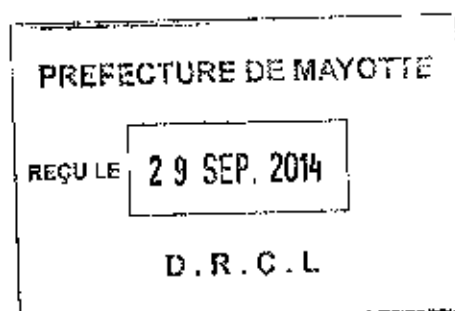
Mayotte est de très loin le plus jeune territoire de la République, 50% de la population a moins de 17,5 ans ! (39 ans pour la France, 23 ans pour la Guyane), 60% des mahorais ont moins de 25 ans et seuls 4% de ses habitants ont plus de 60 ans (24% en métropole).

Mayotte est le département où la proportion de population étrangère est la plus forte de France. Le niveau de formation et de qualification est très bas : 1/3 de la population n'a jamais été scolarisé (40% en 2007) et 60% ne parle pas ou peu le français. Le niveau de qualification est le plus faible de France mais progresse : 7/10 habitants n'ont aucun diplôme, 54% de la population scolarisée n'a aucun diplôme (62% en 2007). Seuls 17% des habitants possèdent un diplôme de niveau BAC.

Le taux d'illettrisme de la population est mesuré à 33%. Parmi les 15/29 ans, 1/5 n'a jamais été scolarisé, 50% n'ont jamais achevé leur scolarité (19% en métropole) contre 72% en 2007.

Mayotte compte 194 écoles 18 collèges et 10 lycées. 85% des élèves ont des acquis insuffisants ou fragiles en français en CM2 (75% en mathématiques).

Les conditions de déplacement des populations sont rendues difficiles à Mayotte du fait de la faiblesse du réseau routier et des ressources financières des ménages. Concernant les établissements scolaires, la mobilité des élèves reste difficile par manque de crédits. Le maillage territorial insuffisant en termes d'équipements culturels opérants reste donc un enjeu fort de l'accès pour tous à la culture.



¹ Sources INSEE : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1488

La situation de la culture à Mayotte

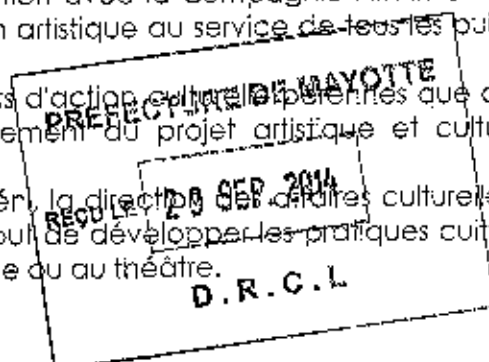
Les acteurs publics

Il existe à Mayotte, deux réseaux importants d'éducation, de pratique et de diffusion culturelle. **19 bibliothèques** sont présentes sur la totalité du territoire. Elles ont développé depuis près de dix ans, des fonds animés par des équipes de professionnels formés. Leur engagement dans un réseau de coordination d'initiatives d'animation autour du livre et de la lecture a permis la mise en place de nombreux projets ayant fait appel à des auteurs, illustrateurs ou professionnels du livre. Ce réseau s'est construit sur l'engagement bénévole des professionnels pour assurer la coordination de propositions portées par l'association des documentalistes et bibliothécaires de Mayotte. La bibliothèque départementale de prêt accompagne les communes dans la mise en œuvre de leur politique de développement de la lecture. Elle propose, en plus de ses principales missions, un accès public et se positionne ainsi comme la principale bibliothèque de la commune de Mamoudzou. Pour l'ensemble de ces équipements, la problématique de l'accès des publics est posée. La bibliothèque de Bandraboua et la BDP ont ainsi mis en place un système itinérant de type « bibliobus ». Le point commun à l'ensemble des bibliothèques de l'île reste le manque de crédits d'acquisition qui permettraient le renouvellement et le développement des fonds.

Les **Maisons des Jeunes et de la culture (MJC)** sont réparties sur tout le territoire. Elles sont parfois présentes dans les différents villages d'une même commune et répondent souvent au besoin d'espaces abrités pour l'organisation de rencontres ou la célébration de temps festifs et conviviaux dans les différentes communes. Elles disposent rarement d'équipes professionnelles susceptibles d'assurer l'animation et la mise en œuvre de projets culturels ou éducatifs. Leur équipement est très modeste même si l'acoustique a pu être traitée dans deux d'entre-elles grâce à l'engagement conjoint des communes et de l'État. Depuis trois ans, les services de l'État accompagnent plusieurs communes dans la construction de projets de fonctionnement de ces structures en lien avec les opérateurs associatifs repérés sur le département. C'est ainsi que la commune de Kani-Kéli a signé en 2013 une convention avec la compagnie Ari'Art et l'État pour permettre la mise en place d'un projet d'implantation artistique au service de tous les publics de la commune.

C'est par ce travail de concertation autour de projets d'action culturelle expérimentales que des crédits ont pu être engagés pour permettre le développement du projet artistique et culturel de la compagnie et un projet d'actions de territoire.

Sur la commune de Tsingoni dans le village de Mirérén, la direction des affaires culturelles soutient les initiatives portées par l'association TAMA dans le but de développer les pratiques culturelles des jeunes grâce à des interventions d'éducation à l'image ou au théâtre.



Tissu associatif et acteurs privés

Deux écoles de musique associatives existent à Mayotte. Elles sont chacune engagées sur des dispositifs d'enseignement de la pratique instrumentale. Elles développent également des interventions en milieu scolaire grâce à l'action de musiciens intervenants spécialisés. « Muzika – Ya Utrunga » oriente particulièrement son travail autour d'un répertoire traditionnel tandis que « Musique à Mayotte » soutient des artistes locaux dans la création et la diffusion de leurs répertoires. Leurs compétences sont aujourd'hui reconnues par les opérateurs socioculturels de l'île qui sollicitent régulièrement leurs expertises et interventions pour mener des projets notamment en direction des enfants et des jeunes.

Un nombre non négligeable de troupes de **théâtre** amateur se regroupe au sein de la fédération des associations théâtrales de Mayotte. Actuellement une compagnie de théâtre professionnelle, la Cie Ari'Art créée en 2011, soutenue par la Direction des affaires culturelles et le Conseil général est installée en résidence à la Maison des Jeunes et de la Culture de Kani-Kéli (cf. supra). Une seconde compagnie, la Compagnie Istanbul pionnière du théâtre professionnel à Mayotte et des formations d'acteurs, existe depuis une quinzaine d'années.

Toutes deux développent des projets de formation à Mayotte et proposent au moins une création par an.

L'association Hip-Hop Évolution construit depuis plusieurs années avec le soutien du Département et de l'État, un projet de formation et d'accompagnement des jeunes vers la **danse hip-hop**. Par un travail de maillage territorial, elle structure et qualifie les pratiques des jeunes dans de nombreuses communes où son travail est reconnu des familles et des élus. Organisatrice d'événements fédérateurs, elle a su former les relais de son action d'encadrement et faire émerger des danseurs dont l'ambition est désormais de développer des initiatives dans le domaine de la création.

Seule compagnie de **danse contemporaine professionnelle** présente dans l'île depuis près de dix ans, le ballet de Mayotte, Compagnie Jeff Ridjali poursuit son action notamment en milieu scolaire. Son projet artistique est actuellement fragilisé du fait d'une part, de l'absence d'équipement permettant la pratique chorégraphique contemporaine sur le territoire et, d'autre part, un essoufflement créatif en partie lié à l'insularité.

En matière de **cinéma et d'audiovisuel**, plusieurs opérateurs sont engagés dans la diffusion et l'éducation à l'image. Le conseil général a relancé l'exploitation du cinéma l'A'pa Joe autour d'une programmation grand public attendue de toute la population. Les écoles de Mamoudzou sont très intéressées par l'offre de proximité et sont en attente de propositions qui pourraient être soutenues dans le cadre des dispositifs d'éducation à l'image. L'association Ciné Musafir a, quant à elle, mis en place une programmation itinérante en partenariat avec les communes et la politique de la ville. Le projet de l'association est soutenu par l'État pour les actions d'éducation à l'image et pour une présence de l'offre au plus près des publics. Le secteur socioculturel, convaincu de la pertinence de ces propositions sollicite régulièrement la mise en place de projets portés par l'association. Les CEMEA, association d'éducation populaire, poursuit son action dans le cadre du festival du film d'éducation et développe des formations soutenues par l'État en direction des animateurs d'accueils collectifs de mineurs. Enfin, chaque année, le festival de l'image sous-marine propose une programmation destinée notamment aux scolaires qui s'inscrit dans le cadre du projet mondial de l'image sous-marine avec le soutien du conseil général.

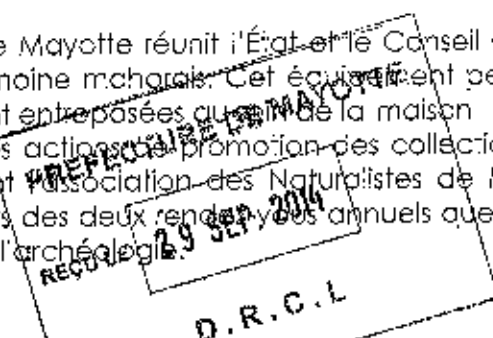
Dans une position géographique centrale, le centre universitaire de Dombéni abrite un espace de diffusion et de rencontre culturelles dont l'activité se structure et se développe. Géré par l'association Hippo Campus, le centre culturel propose une programmation de cinéclub et de spectacles vivants. Engagée dans le soutien aux artistes de l'archipel, l'association ambitionne un rapprochement avec le Centre Universitaire de Formation et de Recherche pour développer des passerelles entre son projet associatif et les enseignements universitaires dont la formation des maîtres.

Les **pratiques traditionnelles** en musique et danse restent très présentes sur tout le territoire de l'île. La présentation des danses d'origines **bantoues, swahilies ou arabes** ponctue les rassemblements festifs et traditionnels notamment à l'occasion des mariages ou cérémonies religieuses. La transmission de ces pratiques culturelles mobilise plusieurs acteurs associatifs notamment dans le cadre de soutiens apportés par l'État et le Conseil Général.

La valorisation du patrimoine immatériel et matériel de Mayotte réunit l'État et le Conseil Général dans la perspective de création d'un musée du patrimoine mahorais. Cet équipement permettra une meilleure conservation des collections actuellement entreposées au sein de la maison du patrimoine (MAPAT) et le développement de nouvelles actions de promotion des collections. Des projets éducatifs, portés par le secteur associatif dont l'association des Naturalistes de Mayotte existent déjà. Ils sont notamment mis en valeur au cours des deux rendez-vous annuels que sont les Journées Européennes du Patrimoine et les Journées de l'archéologie.

La diffusion

La vie culturelle mahoraise est également marquée par de **nombreux festivals** annuels proposés dans toute l'île par un secteur associatif animés par la volonté de développer des rendez-vous festifs et culturels notamment autour des musiques de Mayotte et de sa région. Ces événements sont accompagnés par le conseil général, les communes et l'État lorsqu'ils permettent la diffusion d'artistes engagés dans des projets de création ou autour d'initiatives d'éducation artistique et culturelle. De nombreux opérateurs privés organisent également des concerts ou spectacles dans le cadre de l'activité commerciale d'établissements de type bar de nuit ou restaurants. La



communauté malgache est notamment très représentée dans le cadre de ces programmations musicales.

Les dispositifs

Plusieurs dispositifs interministériels (Santé, Justice, Université, Outre-mer) et des crédits issus des politiques de la ville permettent également la mise en œuvre de dispositifs de diffusion et d'éducation artistique et culturelle. Ces programmes, coordonnés par la direction des affaires culturelles s'appuient en priorité sur les opérateurs culturels permanents du territoire. Ainsi, les associations culturelles évoqués ci-dessus, répondent aux différents appels à projets construits en concertation avec les services déconcentrés de l'État et les structures d'accueil de ces initiatives. Ces derniers participent donc également au financement de ces actions au service d'une diffusion culturelle la plus large possible. Ne disposant pas de dispositifs particuliers de financement des actions, le ministère de l'éducation nationale est soucieux de préserver des espaces de développement d'initiatives culturelles au sein de ses programmes.

A l'école

La présence d'équipes artistiques implantées dans des structures dédiées telles que les MJC ou les écoles de musique a déjà permis de développer des accroches avec les établissements scolaires du territoire comme à Combanj ou à Kani-Kéli. L'offre culturelle reste insuffisamment présente dans le cadre scolaire.

Du fait de grandes difficultés concernant les savoirs de base, les élèves ont rarement accès aux programmes de pratiques artistiques. Les enseignants disposent par ailleurs de peu d'outils et de formations qui leur permettraient la mise en œuvre de projets d'éducation artistique et culturelle.

Les services de l'éducation nationale sont insuffisamment dotés pour permettre la mise en œuvre de projets susceptibles de mobiliser les compétences du réseau culturel local ou proche. Si la mise en place de la réforme des rythmes scolaires permettra à Mayotte comme ailleurs de créer des créneaux d'activités éducatives et culturelles sur le temps libre, il s'agira de vérifier que les collectivités auront pu répondre à l'ambition affichée au niveau national.

Aux côtés d'initiatives riches mais indépendantes les unes des autres, le dispositif **Lycéens au théâtre**, permet chaque année l'organisation d'une journée de rencontre inter-établissements. Les élèves présentent les travaux réalisés en ateliers tout au long de l'année. C'est l'occasion de faire venir sur le territoire des spectacles présentés aux lycéens et d'engager des échanges avec des artistes professionnels.

La question du multilinguisme est une problématique transversale à Mayotte. L'association Shime est engagée dans des actions de valorisation de cette richesse mahoraise. Cet aspect doit pouvoir s'imposer face à la problématique de l'illettrisme dans le but d'une meilleure cohabitation des langues et d'une meilleure participation citoyenne de tous.

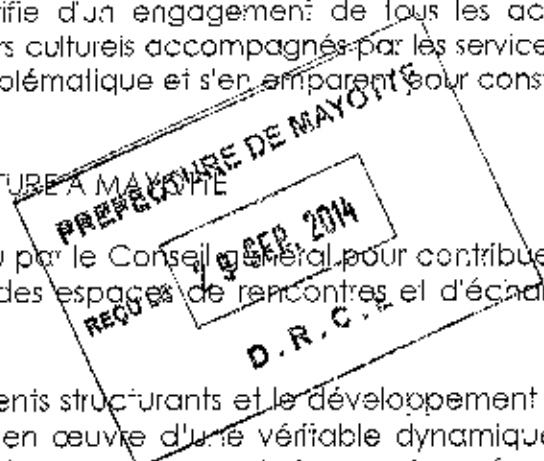
La situation d'illettrisme présente dans toute l'île justifie d'un engagement de tous les acteurs éducatifs au service de la cohésion sociale. Les acteurs culturels accompagnés par les services de l'État et du département sont conscients de cette problématique et s'en emparent pour construire leurs projets d'intervention sur le territoire.

UN PARTENARIAT POUR AMPLIFIER L'ESSOR DE LA CULTURE A MAYOTTE

La culture est un domaine prioritaire d'action retenu par le Conseil Général pour contribuer au développement du territoire et offrir aux mahorais des espaces de rencontres et d'échanges autour des différentes formes culturelles.

Dans un contexte marqué par le besoin d'équipements structurants et le développement d'un réseau d'opérateurs culturels de proximité, la mise en œuvre d'une véritable dynamique de territoire impliquant l'ensemble des partenaires constitue un enjeu central pour mieux répondre aux aspirations de la population et des artistes.

Ces caractéristiques ont conduit l'État et le Conseil Général à se rapprocher pour construire ensemble les conditions de mise en œuvre d'une politique culturelle forte.



Pour accompagner cette dynamique, le Conseil général de Mayotte et le Ministère de la Culture et de la Communication se sont engagés dans une démarche concertée d'aménagement culturel du territoire aboutit le [] à la signature **d'une Convention de développement culturel pour les années 2014-2016.**

Cette convention s'appuie sur les acteurs publics, notamment les outils d'intervention de l'État et particulièrement les axes liés à la politique de la ville, du Département et des collectivités territoriales. La dynamique associative doit poursuivre son effet d'entraînement dans l'ensemble des secteurs artistiques et culturels. La mobilisation de crédits européens reste un enjeu majeur du développement territorial.

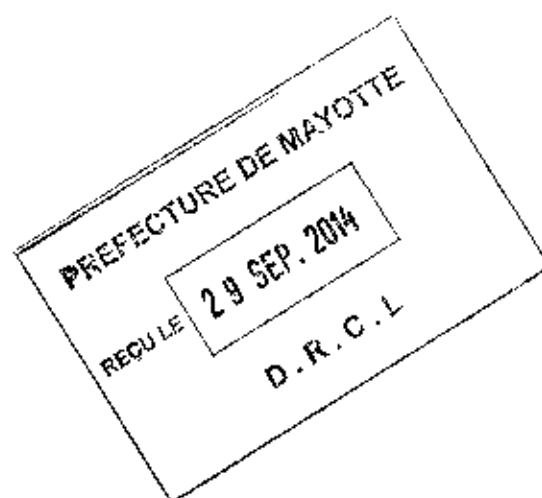
L'intention partagée du Conseil Général et de l'État est de susciter une dynamique de développement culturel qui permette de mobiliser l'ensemble des partenaires autour de quatre axes que sont le patrimoine (inventaire, conservation, valorisation), le développement des publics et des équipements structurants et le développement artistique.

L'éducation artistique et culturelle est indispensable à la démocratisation culturelle et à l'égalité des chances. Le parcours d'éducation artistique et culturel accompli par chaque élève, chaque citoyen se construit depuis l'école jusque dans les espaces de pratiques culturelles. Ces projets concernent l'ensemble des champs de la culture, mobilisent les pratiques traditionnelles et innovantes et doivent engager tous les opérateurs culturels. La mission éducative des structures artistiques et culturelles est rappelée dans les *"chartes des missions de service public"*, elle constitue en effet l'un des fondements de l'intervention publique en matière culturelle.

Afin d'amplifier le nouvel essor de la culture à Mayotte, l'État et le Conseil général de Mayotte construisent leur partenariat autour d'une volonté partagée de mobiliser l'ensemble des partenaires, au premier rang desquels figurent les Communes.

Le conventionnement est un outil indispensable pour construire une démarche, formaliser l'existant et se projeter de manière raisonnée dans l'avenir. Le projet culturel pour Mayotte se décline en plusieurs phases. Il entend éveiller, sensibiliser et se réserve le droit à l'expérimentation.

La contractualisation sur trois années devra permettre de poser les bases d'un projet, d'en évaluer les attendus sur la base de réalisations concrètes avant de pouvoir construire une nouvelle période contractuelle au terme de celle-ci.



OBJET DU CONVENTIONNEMENT

DES AMBITIONS CULTURELLES AU SERVICE D'UN MAILLAGE DU TERRITOIRE

Différents champs culturels font dès à présent l'objet d'un conventionnement confortant ainsi la collectivité dans ses missions et incitant les autres collectivités à se mobiliser dans le domaine culturel.

Il s'agit de pouvoir construire des réseaux professionnels intervenants dans les différents champs du Patrimoine, de la lecture publique, du spectacle vivant, des enseignements artistiques et du cinéma.

L'éducation artistique et culturelle, axe essentiel au développement de nouveaux publics doit pouvoir trouver sa place dans chacun des domaines culturels. Les pratiques culturelles traditionnelles de Mayotte sont à conforter dans l'ensemble des projets artistiques et culturels pour un ancrage indispensable des nouvelles formes de culture dans la tradition locale.

1) Musée de Mayotte / Archéologie / Patrimoine

Le Ministère de la culture et de la communication s'est engagé à apporter son soutien scientifique et financier au projet de musée de Mayotte. Au delà des aspects financiers de la contractualisation qui doivent être mentionnés dans le cadre d'une convention spécifique, le partenariat est construit autour :

1. d'une mission d'inventaire du patrimoine qui servira à enrichir les collections, notamment du musée, et à alimenter les bases de données patrimoniales nationales ;
2. de la question de la conservation du patrimoine naturel, immatériel, archéologique, ou d'archives étant donné la situation spécifique de cette compétence dévolue à la collectivité sous le contrôle scientifique et technique de l'État ;
3. des événements nationaux qui permettront de préfigurer le Musée (Journées Nationales de l'Archéologie, Journées Européennes du Patrimoine, Nuit des musées) et de désigner pour la collectivité un chef de projet. Ce dernier est appelé à travailler en étroite collaboration avec le référent nommé par le Ministère de la culture ;
4. de la mobilisation et du soutien aux acteurs engagés dans l'éducation, la protection et la valorisation du patrimoine naturel, matériel et immatériel vivier d'un réseau actif de soutien à la mise en œuvre du projet muséal pour Mayotte. Ces acteurs de terrain sont notamment reconnus pour leur capacité à concevoir des programmes d'éducation en direction des enfants et des jeunes ;
5. du soutien à la recherche et aux structures associatives spécialisées dans la recherche autour du patrimoine de Mayotte en vue de publication d'ouvrages et de développement de la culture scientifique.

Le programme de l'année 2014 s'articule autour :

- des journées nationales de l'archéologie les 6, 7 et 8 juin 2014 ;
- des journées européennes du Patrimoine les 20 et 21 septembre 2014 ;
- de la poursuite des campagnes de fouilles archéologiques programmées ou préventives ;
- du soutien financier conjoint aux acteurs de l'éducation patrimoniale ;
- du lancement d'une procédure de recrutement en interne des services du Conseil Général d'un chef de projet pour le musée, en s'appuyant sur la fiche de poste validée par le conseiller ministériel des musées ;
- de la mission de Michel Colardelle et Colette Foissey en juin et septembre 2014 sur les perspectives de mise en œuvre d'un outil permettant d'améliorer les conditions de conservation et promotion des collections ;
- du soutien à une étude/recherche sur le Debao portée par Eléna Bertuzzi.

PREFECTURE DE MAYOTTE
REÇU LE 12 SEP 2014
D-9015

La mission de Michel Colardelle et Colette Foissey « Outil d'aide à la décision sur la gouvernance et le fonctionnement du musée », engagée par le Département et soutenue par la Direction des Affaires Culturelles devra permettre de confirmer un diagnostic de territoire susceptible de poser les bases d'une organisation à mettre en œuvre dans la perspective :

- de créer la structure de préfiguration du musée indépendante et susceptible de développer les actions de sensibilisation nécessaires à l'ancrage du projet sur son territoire ;
- de mettre en place le comité scientifique et le comité de pilotage dont les rôles consisteront notamment à définir les composantes du projet et à mobiliser les acteurs référents identifiés sur le territoire, dans chacun des domaines ;
- d'aboutir à la signature d'une convention financière entre les différents partenaires ;
- de définir les objectifs opérationnels à engager dans le domaine de l'archéologie ;
- de décliner les priorités patrimoniales ;
- de mettre en place la première exposition de préfiguration du Musée de Mayotte.

2) Création d'une structure régionale du livre

Le soutien à la lecture publique est une priorité pour le Ministère de la Culture et de la Communication. Le Département est engagé dans la mise en œuvre du Schéma Départemental de Lecture Publique dans le cadre des missions de la Bibliothèque Départementale de prêts.

Les réflexions menées ces dernières années en lien avec le réseau culturel le plus structuré de l'île, celui des bibliothèques et la Bibliothèque Départementale de Prêts, ont amené les deux partenaires à envisager la mise en place d'une structure régionale du livre, de la lecture, des langues et de l'image. Cette structure a vocation à agir en complément des missions de la Bibliothèque Départementale de Prêt, dans une position d'opérateur.

Opératrice directe, la structure régionale du livre, de la lecture, des langues et de l'image aura vocation à mettre en œuvre les actions d'animation en appui dans le réseau des établissements communaux ou des opérateurs associatifs. Elle interviendra notamment dans le champ de la vie littéraire pour la mise en œuvre de programmes d'animations en dehors et sur le temps scolaire dans le cadre de projets de lutte contre l'illettrisme et d'éducation artistique et culturelle. Elle veillera également à mettre en relation les différents acteurs de l'économie du livre.

Cette structure partenariale État / Conseil Général doit pouvoir mobiliser les communes autour :

1. D'une amélioration des bibliothèques dans une logique de transition de l'offre vers des supports multimédia (abonnements en ligne, musique, vidéo, etc...),
2. De la rénovation du patrimoine bâti des équipements existants et la construction de nouvelles médiathèques,
3. De la mise en place d'un numérique au service du développement des nouvelles technologies de l'information et du développement de la connaissance, véritable enjeu pour Mayotte,
4. D'une professionnalisation des agents des bibliothèques,
5. D'un plan de développement de la francophonie et de soutien aux langues régionales,

Pour 2014, les partenaires s'engagent :

- à créer la structure et à financer à parité le poste de responsable de la structure (voir avenant financier à la convention) ;
- à rechercher le lieu d'installation de la structure lui offrant les meilleures conditions de rayonnement en direction des opérateurs du livre et des publics ;

- d'aboutir à la signature d'une convention financière entre les différents partenaires.

3) Spectacle vivant

Une priorité s'impose dans ce domaine : la qualification et la professionnalisation des acteurs. Celle-ci passe notamment par la meilleure prise en compte du statut des artistes et la mise en place d'un système pérenne susceptible de permettre aux créateurs et professionnels de l'administration du spectacle vivant d'être reconnus pour leurs métiers.

Une étude conjointe (État/Département) sur le spectacle vivant à Mayotte sera engagée en 2014. Elle devra permettre de recenser les principaux atouts du secteur et d'établir une cartographie précise des dynamiques présentes sur le territoire. Ce diagnostic est l'étape indispensable à la mise en œuvre d'un plan d'accompagnement et de développement du spectacle vivant ; il s'appuiera sur les différentes études déjà effectuées par les services du Conseil général et des inspections sectorielles du Ministère de la culture.

Dans un second temps, le Département des Études, de la Prospective et des Statistiques du Ministère de la culture pourra être sollicité pour étudier les pratiques de spectateurs et l'économie du spectacle vivant à Mayotte. Ces éléments permettront de mieux comprendre les enjeux du secteur et de définir les stratégies d'accompagnement à organiser au service des artistes et des publics.

L'État et le Département s'engagent à se mobiliser ensemble pour faire aboutir les questions liées à la mise en place de la licence d'entrepreneur du spectacle et du statut d'intermittent du spectacle dans le contexte particulier du territoire. Ainsi, si le nombre réduit de structures susceptibles d'employer des artistes professionnels compromet la mise en place du statut sans que ces derniers sortent du territoire, il convient d'organiser les conditions d'une diffusion extérieure des projets artistiques mahorais. Pour ce faire, la collectivité et l'État se concerteront pour développer les outils de formation et de promotion des artistes dans le cadre d'une structure de professionnalisation. L'agence de promotion et de diffusion des cultures d'Outre-mer pourra également être sollicitée sur ces questions de promotion, diffusion mais aussi de formation ; une mission à Mayotte est prévue avant la fin de l'année 2014.

La situation du spectacle vivant à Mayotte a conduit la direction des affaires culturelles à proposer un accompagnement financier pour la rénovation de certaines maisons des jeunes et de la culture (MJC) en contre-partie de l'accueil d'équipes artistiques en résidence dans ces lieux. Cet accompagnement vise à favoriser, par un maillage territorial important, l'éducation artistique et culturelle pour tous les publics par la diffusion de toutes les formes artistiques. Cette sensibilisation des publics est une priorité pour le territoire qui doit former les spectateurs de demain.

Cette démarche doit également permettre aux structures en voie de professionnalisation de trouver des espaces de répétition et de diffusion susceptibles de leur permettre de développer notamment leur assise économique.

La convention doit permettre de mobiliser les deux partenaires autour d'une ambition partagée au service des publics et des artistes. Elle insiste notamment sur :

1. la rénovation et la construction d'un réseau d'espaces de diffusion sur la base de projets architecturaux adaptés pour les MJC. Ces structures permettront dans un premier temps de pallier à l'absence de salle de spectacles sur l'île. Elles offriront la possibilité de construire une offre susceptible de développer les habitudes de pratique des spectateurs ;
2. le soutien aux équipes artistiques pour accompagner la création artistique professionnelle dans un souci de rayonnement sur le territoire et à l'extérieur de celui-ci ;
3. la formation ;

4. l'aide à la diffusion de spectacles ;
5. le soutien à la mise en œuvre d'opérations spéciales de type festivals ;
6. la mise en place de parcours d'initiation et de pratique à l'ensemble des formes de spectacle ;
7. la mise en place de formations en direction des artistes amateurs pour envisager leur professionnalisation, dans le cadre d'un « pôle de ressources pour le spectacle vivant » ;
8. la formation professionnelle d'opérateurs culturels (administrateurs, diffuseurs, régisseurs) destinés à accompagner les parcours artistiques sur l'île.

Le programme de l'année 2014 s'articule autour de :

- l'étude d'une convention partenariale d'accompagnement en direction des opérateurs suivants : Compagnie de théâtre Ari'Art, Compagnie Jeff Ridjal, Hip Hop Evolution ;
- l'étude des conditions d'un partenariat conjoint avec l'école de musique Muzika – Ya Utrunga pour un travail de collectage de chants et comptines traditionnelles ;
- un partenariat renforcé autour de festivals musicaux dans une logique d'accompagnement des communes ou organisateurs associatifs (Milatsika, Festival du baît de l'île...).

4) Schéma des enseignements artistiques

La rénovation des équipements de proximité doit permettre de travailler à la mise en place du schéma des enseignements artistiques et d'accompagner les équipes associatives de musiques et danses traditionnelles notamment pas le biais d'une certification locale pour l'enseignement. Le Conseil général de Mayotte s'engage, aux côtés des collectivités locales, à jouer un rôle de ressources pour l'aménagement des temps périscolaires et la mise en place de dispositifs en temps scolaires en lien avec le Vice-rectorat.

La direction des affaires culturelles et le Conseil Général s'engagent à soutenir les acteurs associatifs mobilisés autour des enseignements artistiques en particulier pour :

1. la mise en place d'une certification des fonds pour préserver les ressources traditionnelles ;
2. l'installation d'acteurs de l'éducation artistique et de l'enseignement des pratiques au sein du réseau des MJC permettant de consolider leurs projets sur chacun des territoires. Le Conseil Général et l'État s'engagent à mobiliser les communes pour concevoir des projets durables, adaptés à chacune et tenant compte de l'existant,
 - Compagnie de théâtre Ari'Art à Kani-Kéli
 - Musique à Mayotte au sein de la bibliothèque de Pamandzi

Chaque structure développe son projet artistique en veillant à développer les missions de formation, de création, de diffusion et d'action culturelle ;

D'autres projets en lien avec le réseau des MJC sont en germe ou doivent être confortés ; ils feront l'objet d'une étude attentive et conjointe des services du conseil général et de l'État.

3. le développement des pratiques instrumentales recouvrant l'ensemble des esthétiques classiques, traditionnelles et contemporaines ;
4. la structuration des enseignements chorégraphiques intégrant les danses traditionnelles. Il s'agit notamment de veiller aux conditions d'enseignement et à la qualification des enseignants ;
5. la formation d'intervenants en milieu scolaire dans un souci de diffusion de l'offre en direction des élèves du premier degré ;
6. le développement d'actions artistiques au collège et au lycée pour permettre l'émergence de projets de rencontre entre artistes et publics jeunes.

L'année 2014 doit permettre de :

- soutenir l'installation d'une antenne de l'école « Musique à Mayotte » en Petite terre sur la commune de Pamandzi ;
- définir un plan d'accompagnement des communes autour de la rénovation ou la qualification des MJC.

5) Cinéma

Les signataires de la convention s'entendent pour travailler à la mise en place d'une programmation concertée et partagée, entre un cinéma itinérant, Ciné Musafirî, et le cinéma l'Alpa Joe, permettant au plus grand nombre de bénéficier des films qui ne sont actuellement projetés que dans la commune de Mamoudzou.

La question de l'éducation à l'image et plus généralement des problématiques liées à la production ou la diffusion cinématographique pourraient être portées par la structure régionale du livre, de la lecture, des langues et de l'image. La mise en place d'actions spécifiques aux jeunes publics doit se renforcer dans le cadre d'une démarche concertée entre les différents opérateurs engagés à ce jour. La mise en place d'un événement de type festival sera de nature à mobiliser les différents acteurs autour d'un temps fort.

Pour les signataires, la question de la professionnalisation des acteurs est au cœur du développement.

La convention mobilisera prioritairement les partenaires autour de :

1. La consolidation d'une économie pérenne pour les structures existantes notamment par la signature d'une convention financière entre les deux acteurs.
2. La construction d'une stratégie d'irrigation de l'ensemble du territoire de Mayotte au service de l'ensemble des populations et notamment les plus éloignés de l'équipement de centralité. Ces propositions s'inscrivent dans une politique d'éducation artistique et culturelle et de formation du regard des spectateurs.
3. L'éducation du regard des jeunes spectateurs par une mobilisation conjointe des partenaires au sein des dispositifs « École au cinéma, collégiens et lycéens au cinéma »
4. Le développement d'espaces de pratique pour les enfants et les jeunes autour d'un projet d'éducation du regard et de sensibilisation à la création numérique.

En 2014, les services du Département prévoient la rencontre avec les responsables de l'association Ciné Musafirî pour envisager les partenariats à engager pour nourrir un projet commun autour de la diffusion cinématographique et l'éducation à l'image.

La coordination engagée entre l'État et le Département permettra de réunir les partenaires autour des programmes « École au cinéma, collèges et lycées au cinéma ».

6) Arts visuels

La place des arts plastiques reste à consolider dans les projets artistiques du territoire. Ces pratiques doivent pouvoir s'inscrire dans les projets d'intervention en milieu scolaire. La présence d'artistes plasticiens sur le territoire doit gagner en visibilité par la création d'un pôle de ressources susceptible d'être installé au sein d'une MJC.

Plusieurs initiatives de commande publiques sont initiées notamment dans le cadre de partenariats avec les services de l'État œuvrant dans les domaines de la justice et de la santé. Ces opérations offrent les conditions de création indispensables aux artistes et à leur épanouissement. C'est le cas notamment dans le cadre du dispositif des « Nouveaux commanditaires » porté par la Fondation de France qui devrait permettre la réalisation d'une œuvre installée au sein du Centre Hospitalier de Mayotte.

Ces projets permettent également le développement d'espaces de pratique pour les publics associés aux démarches de création par la participation à la définition et à la réalisation des œuvres.

PROCÉDURES DE MISE EN ŒUVRE

A – La réalisation des objectifs mentionnés ci-dessus pourra donner lieu à une mise en œuvre au moyen d'avenants annuels visant la présente convention cadre.

Ces avenants comporteront la définition précise des actions envisagées, leur mode de réalisation et les moyens mis en œuvre pour la réalisation, notamment les financements et leur répartition.

B – Un comité de pilotage sera constitué et aura comme fonctions :

- de veiller au respect des orientations fixées par la présente convention;
- de définir chaque année les actions à développer dans le cadre de la présente convention;
- de décider de missions d'évaluation sur certaines actions engagées, de dresser un bilan annuel des actions accomplies ou en cours.

Le comité de pilotage sera composé de représentants du Conseil général de Mayotte et de l'État (D.A.C., préfecture de Mayotte). Il se réunira au moins une fois par an.

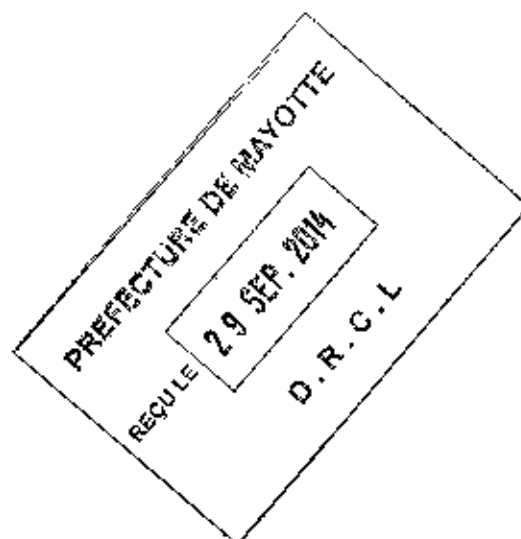
VI - DURÉE DE LA CONVENTION

Cette convention cadre est conclue pour une durée de trois ans.

Fait à Mamoudzou en deux exemplaires originaux, le

Pour l'État,
Le Préfet

Pour le Conseil Général,
Le Président



COMMISSION PERMANENTE DU 31 JUILLET

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 31 Juillet 2014

DELIBERATION N°1624/2014/CP

Relative à une aide exceptionnelle accordée à la commune de Bandraboua pour la réfection des routes communales et des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales suite aux fortes intempéries du 27,28 et 29 mars 2014, liées au cyclone tropical Hellen

LA COMMISSION PERMANENTE, présidée par M. Daniel ZAÏDANI,

En présence des conseillers généraux : (10)

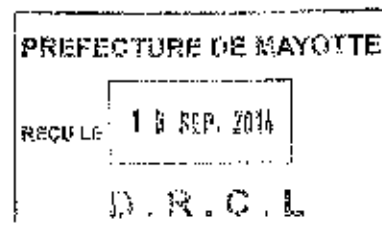
MM. Daniel ZAÏDANI, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Solderline MADI TCHAMA, Assani ALI, Ben Issa OUSSENI, Saïd SALIME, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd AHAMADI, Abdou RASTAMI,

Conseiller général représenté : (1)

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à **M.** AHAMADI Saïd

Conseiller général absent : (1)

M. MIRHANE Ousséni



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente ;
- Vu** la délibération n°1543/2014//CG relative au budget primitif 2014 du Département de Mayotte et le budget annexe du STM ;
- Vu** le rapport n°2014-001624 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la commission réunie du 31 juillet 2014 ;

Considérant la demande de subvention 2014 de la commune de Bandraboua pour la réfection des voiries communales et des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales.

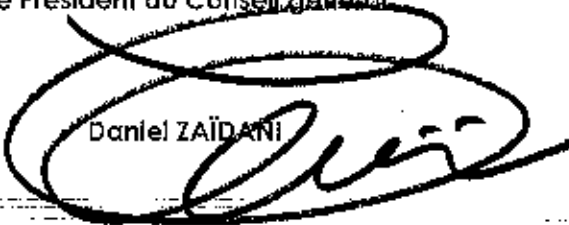
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés

DECIDE

- Article 1 :** d'accorder une subvention exceptionnelle d'un montant de **850.000.00 €** à la commune de Bandraboua pour la réalisation des travaux de réfection des routes communales et des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales suite aux dégâts causés par les intempéries du cyclone tropical Hellen,
- Article 2 :** d'imputer la totalité de ces dépenses dans le chapitre 204 du budget 2014 du conseil général de Mayotte,
- Article 3 :** d'autoriser le Président du Conseil général à signer avec le Maire de la commune de Bandraboua la convention et tous les autres documents précisant les modalités de la subvention.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général

Daniel ZAÏDANI





CONVENTION N°

RELATIVE A UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE ATTRIBUÉE A LA COMMUNE DE
BANDRABOUA POUR LA RÉFECTION DES ROUTES COMMUNALES ET DES OUVRAGES
D'ÉVACUATION DES EAUX PLUVIALES SUITE AUX FORTES INTÉMPÉRIES DU 27, 28 ET 29
MARS 2014, LIÉES AU CYCLONE HELLÉN

ENTRE

Le Département Mayotte, 8 rue de l'hôpital, BP 101, 97600 Mamoudzou, représenté par le Président du
Conseil Général,

D'une part,

ET

La commune de Bandraboua, ayant son siège à Bandraboua, représenté par son Maire Monsieur
Soulaïmana BOURA

D'autre part,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du
Conseil général de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation du conseil général donnée
à sa commission permanente ;
- VU** la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au budget Primitif 2014,
- VU** la délibération de la Commission Permanente n°1624/2014/CP du 31 juillet 2014 autorisant la
signature de la présente convention,
- VU** la demande de subvention 2014 de la commune de Bandraboua pour la réfection des voiries
communales et des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales.

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de la politique départementale de soutien au développement et à
l'aménagement des communes, le Conseil Général a convenu d'attribuer une
aide exceptionnelle à la commune de Bandraboua suivant les conditions
énumérées dans le présent document.

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution d'une aide exceptionnelle à la commune de Bandraboua par le Conseil Général de Mayotte pour la réfection des routes communales et des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales.

Article 2 : CONTENU

La subvention accordée à la commune de Bandraboua s'élève à 850 000.00 €. L'installation et la gestion du fonctionnement de l'opération sont placées sous la responsabilité de la commune de Bandraboua.

Article 3 : EXECUTION

Conformément aux règles applicables aux opérations subventionnées par le Conseil Général, il est prévu l'apposition d'un panneau de chantier annonçant la participation du Conseil général. Le panneau de chantier doit comporter également le logo du Conseil général. Celui-ci doit être affiché sur le lieu du chantier ou sur la place de la Mairie.

Le montant total de cette subvention, soit 850 000.00 €, sera imputée dans le chapitre 204 – article 20414 - programme T53_06 du budget 2014 du Département, selon les modalités de versement suivantes :

- 40 % du montant de la subvention accordée seront versé à la signature de la convention, sur présentation de l'ordre de service de démarrage effectif des travaux ou lettre de commande,
- Le solde de la subvention sera versé au fur et à mesure de l'avancement des travaux, sur présentation des états de mandatement visés par le trésorier municipal et du certificat d'achèvement des travaux.

Article 4 : CONTROLE

Le conseil général de Mayotte se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de 3 ans de suivre et vérifier les dépenses au titre du programme aidé ; le contrôle porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}.

Jusqu'au règlement final de la convention, la commune de Bandraboua s'engage à produire à l'exécutif du Conseil Général de Mayotte les évaluations que celle-ci lui demandera sur l'état d'avancement du programme.

Article 5 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant précisant les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conclure à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Article 6 : RESILIATION

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de non exécution des opérations faisant référence à la présente convention, le Conseil Général de Mayotte exigera du bénéficiaire de la subvention le reversement de celle-ci à hauteur du montant des opérations non réalisées.

Article 7 : DUREE

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de un an à compter de sa signature, sauf dénonciation expresse adressée trois mois à l'avance par l'une des parties à l'autre, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La commune de Bandraboua dispose d'un délai maximum de 3 ans à partir de la date de signature de la présente convention pour exécuter la globalité des travaux et de consommer la totalité des crédits

octroyés. Au delà de ce délai, la présente convention devient automatiquement caduque et la subvention sera annulée d'office.

Article 8 : LITIGES

En cas de désaccord persistant entre le Conseil général de Mayotte et la collectivité, le tribunal administratif de Mayotte sera compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de cette convention.

Fait en trois exemplaires originaux.

Mamoudzou, le 2014

**Pour le Conseil Général
de Mayotte, Le Président,**

**Pour la commune de Bandraboua,
Le Maire**

Daniel ZAÏDANI

Soulaïmana BOURA

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 31 Juillet 2014

DELIBERATION N°1649/2014/CP

Relative à un partenariat entre la société Orange Réunion et le Conseil général pour la mise à disposition des espaces du service des transports maritimes

LA COMMISSION PERMANENTE présidée par M. Daniel ZAÏDANI,

En présence des conseillers généraux : (10)

MM. Daniel ZAÏDANI, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Ben Issa OUSSENI, Saïd SALIME, Ahamed ATTOUMAN DOUCHINA, Saïd AHAMADI, Abdou RASTAMI,

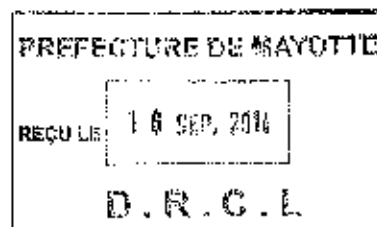
Conseiller général représenté : (1)

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à **M.** AHAMADI Saïd

Conseiller général absent : (1)

M. MIRHANE Ousséni

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint



VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU la délibération n°299/2011/CG du 3 avril 2011 nommant M. Daniel ZAÏDANI, Président du CG de Mayotte

VU la délibération n°304/2011/CG en date du 22 avril 2011 relative aux délégations de compétences du Conseil Général à la Commission Permanente,

VU le rapport n°2014-001649 de monsieur le Président.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés

DECIDE

Article 1 : d'autoriser la société Orange Mayotte à mettre en place un dispositif d'accueil dans les barges et amphidromes du département visant à remettre un cadeau de bienvenue aux nouveaux arrivants de Mayotte.

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil général à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général**


Daniel ZAÏDANI



Convention de partenariat entre S.A. Orange Réunion et le Conseil général
Relative à la mise à disposition des espaces du Service des Transport Maritimes (STM)

ENTRE

Le Département de Mayotte de Mayotte, siégeant 8, rue de l'hôpital 97600 Mamoudzou, représenté par
le Président du Conseil Général,

d'une part,

ET

ORANGE REUNION, Société anonyme au capital de 7 661 115 €, immatriculée au registre du commerce
et des sociétés de Saint Denis de la Réunion sous le n° 432 495 802, dont le siège social est sis 35
boulevard du Chaudron 97490 Sainte Clotilde

Représentée par M. Eric Bouquillon, Directeur général, et dénommé ci-après « le bénéficiaire »,

d'autre part,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU la délibération n°299/2011/CG du 3 avril 2011 nommant M. Daniel ZALDANI, Président du CG de
Mayotte

VU la délibération n°304/2011/CG en date du 22 avril 2011 relative aux délégations de compétences du
Conseil Général à la Commission Permanente,

VU la délibération de la Commission Permanente du 31 juillet 2014 autorisant la signature de la présente
convention,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET

Le présent accord a pour objectif d'autoriser la société Orange Réunion à mettre en place un dispositif d'accueil, dans les barges et amphidromes du département, visant à remettre un cadeau de bienvenue aux nouveaux arrivants de Mayotte.

Article 2 : OBLIGATIONS DES PARTIES

1/ Le bénéficiaire s'engage à faire apparaître le logo du Conseil Général de Mayotte sur les t-shirts des hôtes d'accueil présentes dans les barges et amphidromes du département. Ces personnels demeurent sous l'autorité et la responsabilité exclusive d'Orange Réunion.

- Il s'engage en outre à mettre en place les équipements nécessaires à l'organisation de cette manifestation, et à respecter les règles de sécurité et celles applicables à l'environnement, en vigueur à bord des navires du Département.
- Par ailleurs, aucune activité d'une autre nature que celle évoquée dans le premier article (et notamment une activité à but lucratif), ne devra avoir lieu sans le consentement du Département.

2/ Le Département s'engage à mettre à disposition du bénéficiaire les emplacements (sans équipement) qui auront été préalablement identifiés d'un commun accord avec le Service des Transports Maritimes.

Article 3 : CONFIDENTIALITE

Toutes les informations fournies par l'une ou l'autre des Parties au titre de la présente convention sont considérées comme étant strictement confidentielles. En conséquence, les Parties s'engagent à ne divulguer ces informations qu'aux seules personnes ayant besoin d'en avoir connaissance et aux seules fins de la présente convention.

Article 4 : LITIGES

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Article 5 : MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION

La présente convention comporte deux pages et 4 articles.

Le partenariat prendra effet à partir de la date de signature de la présente convention, pour une durée de deux ans renouvelable.

Fait en trois exemplaires à Mamoudzou, le

Pour le Département de Mayotte
Le Président du Conseil général

Pour la société Orange Réunion

Daniel ZAÏDANI

CONVENTION



CONVENTION N° 45./DICT/2014

RELATIVE A UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE ATTRIBUÉE A LA COMMUNE DE MTSANGAMOUI POUR LA REFECTION ET LA MISE AUX NORMES DU RESEAU ROUTIER COMMUNAL ET DE LA BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE DE CHEMBENYUMBA SUITE AUX FORTES INTEMPERIES DU 27, 28 ET 29 MARS 2014 LIEES AU CYCLONE TROPICAL HELLEN.

ENTRE

Le Département de Mayotte situé, 8 Rue de l'Hôpital, BP 101, 97600 Mamoudzou, représenté par le Président du Conseil Général,

D'une part,

ET

La Commune de Mtsangamouji, ayant son siège à Mtsangamouji, représentée par son Maire Monsieur Said Maanrifa IBRAHIMA.

D'autre part,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU la délibération n°304/2011/CG 2011 en date du 22 avril 2011 relative aux délégations de compétences du Conseil Général à la Commission Permanente

VU la délibération 2014 n°1543/2014 du Conseil Général du 12 juin 2014 relative au budget Primitif 2014,

VU la délibération n°1573/2014/CP de la Commission Permanente du 12 juillet 2014 relative à une aide exceptionnelle de 1 100 000.00€ accordée à la Commune de Mtsangamouji.

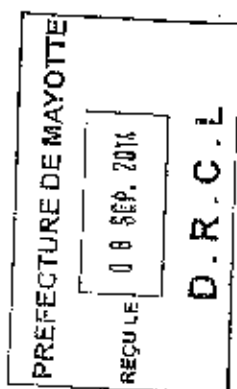
Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le 27, 28 et 29 mars 2014, Mayotte a été frappé par de fortes intempéries liées au cyclone tropical Hellen qui ont causés d'énormes dégâts matériels sur de nombreuses communes. Suite à ces intempéries, le Conseil Général a délibéré d'urgence pour demander à l'Etat de déclarer l'état de catastrophe naturel et de venir en aide aux collectivités et entreprises sinistrées. De son côté, le Département a décidé d'intervenir aussi pour venir en aide aux communes, entreprises et populations touchées par les intempéries. C'est dans ce cadre que le Conseil Général a convenu d'attribuer une aide exceptionnelle à la Commune de Mtsangamouji suivant les conditions énumérées dans le présent document.

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution d'une aide exceptionnelle à la Commune de Mtsangamouji par le Conseil Général de Mayotte pour la réfection du réseau routier communal, et la remise aux normes de la bibliothèque municipale de Chembenyumba suite aux intempéries du 27, 28 et 29 mars 2014 liées au cyclone tropical Hellen.



Handwritten signature and initials.

Article 2 : CONTENU

La subvention accordée à la Commune de Mtsangamouji s'élève à 1 100 000.00 répartie selon le tableau ci-dessous:

Désignation des opérations	subvention du Conseil Général (€)
Réfection et mise aux normes du réseau routier communal	300 000.00
Réfection et mise aux normes Bibliothèque municipale de Chembanymba	300 000.00
Total	1 100 000.00

L'installation et la gestion du fonctionnement de l'opération sont placées sous la responsabilité de la Commune de Mtsangamouji.

Article 3 : EXECUTION.

Conformément aux règles applicables aux opérations subventionnées par le Conseil Général, il est prévu l'apposition d'un panneau de chantier annonçant la participation du Conseil Général. Le panneau de chantier doit comporter également le logo du Conseil Général. Celui-ci doit être affiché sur le lieu du chantier ou sur la place de la mairie.

Le montant total de cette subvention, soit 1 100 000.00 €, sera imputée dans le chapitre 204 du budget 2014 du Département, selon les modalités de versement suivantes :

- 40 % du montant de la subvention accordée sera versé à la signature de la convention, sur présentation de l'ordre de service de démarrage effectif des travaux ou la lettre de commande.
- Le solde de la subvention sera versé au fur et à mesure de l'avancement des travaux, sur présentation des états de mandatement visés par le trésorier municipal et du certificat d'achèvement des travaux.

Article 4 : CONTROLE

Le Département de Mayotte se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de 3 ans de suivre et vérifier les dépenses au titre du programme aidé ; le contrôle porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}.

Jusqu'au règlement final de la convention, la Commune de Mtsangamouji s'engage à produire à l'exécutif du Conseil Général de Mayotte les évaluations que celui-ci lui demandera sur l'état d'avancement du programme.

Article 5 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant précisant les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conclure à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

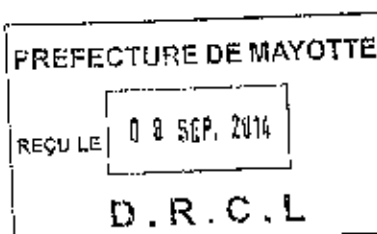
Article 6 : RESILIATION

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de non exécution des opérations faisant référence à la présente convention, le Département de Mayotte exigera du bénéficiaire de la subvention le reversement de celle-ci à hauteur du montant des opérations non réalisées.

Article 7 : DUREE

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de un an à compter de sa signature, sauf dénonciation expresse adressée trois mois à l'avance par l'une des



18/9

La Commune de Mtsangamouji dispose d'un délai maximum de 3 ans à partir de la date de signature de la présente convention pour exécuter la globalité des travaux et de consommer la totalité des crédits octroyés. Au delà de ce délai, la présente convention devient automatiquement caduque et la subvention sera annulée d'office.


Article 8 : LITIGES

En cas de désaccord persistant entre le Conseil Général de Mayotte et la collectivité, le Tribunal Administratif de Mayotte sera compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de cette convention.

Fait en trois exemplaires originaux.

Mamoudzou, le 2014

Pour le Conseil Général
de Mayotte, Le Président.


Daniel ZABANI


Pour la Commune de Mtsangamouji.
Le Maire


Sald Maanrifa IBRAHIM


PREFECTURE DE MAYOTTE	
REÇU LE	08 SEP. 2014
D. R. C. L	



**PROJET DE CONVENTION N°2/DICT/2014 RELATIVE AU FINANCEMENT DE
L'EXTENSION DU BATIMENT VIE DE LA 2EME COMPAGNIE DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE DU BSMA**

ENTRE

Le Département de Mayotte, 8 rue de l'hôpital, BP 101, 97600 Mamoudzou, représenté par le Président du Conseil Général, Monsieur Daniel ZAÏDANI,

D'une part,

ET

Le Bataillon du Service Militaire Adapté de Mayotte (BSMA-M), BP 58, 97680 Combari, représenté par le Commandant de la formation administrative, le lieutenant-colonel Christian CARRERES,

D'autre part,

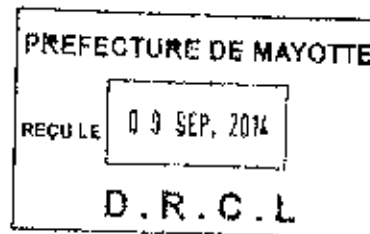
VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),
VU la délibération du Conseil Général en date du 04 avril 2011 relative aux délégations de compétences du Conseil Général à la Commission Permanente
VU la délibération du Conseil Général n°1543/2014/CG relative au budget Primitif 2014,
VU la délibération n°1490/2014/CP de la Commission Permanente du 03 avril 2014 autorisant la signature de la présente convention,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet :

- Le cofinancement par le département de Mayotte de l'extension du bâtiment vie de la 2^{ème} compagnie de formation professionnelle du BSMA-M, tel que décrit à l'article 2 de la présente convention ;
- Le BSMA-M assurera la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour la réalisation du bâtiment de vie.



Article 2 : BESOINS CONSTATES ET CONSTRUCTIONS ENVISAGES

A- Besoins constatés

En 2014, le BSMA-M offrira 600 places de volontaires et plus de 630 en 2015. Pour atteindre ses objectifs de recrutement, il est indispensable pour le BSMA-M d'augmenter sa capacité d'accueil.

B- Construction envisagée

Le BSMA-M envisage de procéder à l'extension du bâtiment vie de la 2^{ème} compagnie de formation professionnelle (2^{ème} CFP). L'extension de ce bâtiment permettra d'accueillir 72 volontaires supplémentaires au sein de la 2^{ème} CFP.



Article 3 : ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME FORMATEUR

En contrepartie du financement, le BSMA-M s'engage à utiliser les locaux avant tout comme un lieu d'accueil des volontaires et à ne procéder à aucun changement de destination pendant une période de 10 ans à compter de la date de livraison du bâtiment. Il est également tenu de procéder à l'entretien et aux aménagements conseillés par les constructeurs afin de conserver ce dernier en bon état d'usage et de fonctionnement.

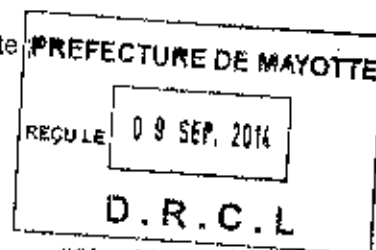
Article 4 : RESILIATION

Si des impératifs de commandement (modification organique, dissolution) venaient à l'exiger, cette convention pourrait, sans préavis, être résiliée sans que l'une ou l'autre des parties puissent se prévaloir d'un quelconque dédommagement.

Article 5 : PARTICIPATION ET FINANCEMENT

Le projet de résiliation de l'ouvrage a été évalué à 1 059 982 € :

- 494 795 € financés par le Conseil Général de Mayotte
- 565 187 € financés par le COMSMA.



La totalité du projet est préfinancée par le BSMA-M.

A réception des factures administratives et des décomptes certifiés et transmis par le BSMA-M, le Conseil Général s'engage à rembourser au BSMA-M la quote-part cofinancée dans un délai de trente jours (30 jours) conformément au code des marchés publics, dans la limite du montant prévu soit 494 795 €.

Article 6 : MODIFICATION DU PROGRAMME

Aucune modification financière ou matérielle du programme ne pourra être effectuée sans avoir été préalablement validée conjointement par le président du Conseil Général de Mayotte et le Chef de Corps du BSMA-M.

Article 7 : REVERSEMENT

En cas de consommation de crédit inférieur à la programmation, le BSMA-M s'engage à le signaler par écrit au Conseil Général de Mayotte.

Article 8 : DUREE ET VALIDITE

Cette convention est valable de la date de sa conclusion jusqu'au 31 décembre 2015. Elle est modifiable par voie d'avenant.

Article 9 : LITIGES

En cas de litiges résultant de l'application de la présente convention et sauf accord amiable, ce dernier sera porté devant le tribunal administratif de Mamoudzou. Fait en trois exemplaires originaux.


Handwritten signature or mark.



Fait en trois exemplaires originaux.

Mamoudzou, le.....2014

Lu et Approuvé

Pour le Conseil Général
de Mayotte.

Monsieur Daniel ZAIDANI
Le Président du Conseil Général de Mayotte

Lu et Approuvé

Pour le Bataillon du Service Militaire Adapté de
Mayotte,

Le lieutenant-colonel Christian CARRERES
Commandant le bataillon du service
militaire adapté de Mayotte



**CONVENTION N°...../DICT/2014 RELATIVE A UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE
ATTRIBUÉE A LA COMMUNE D'ACOUA POUR LA REHABILITATION, LA
RESTRUCTURATION DES VOIRIES COMMUNALES ET L'ACQUISITION DU MOBILIER
SCOLAIRE POUR L'ÉCOLE MATERNELLE D'ACOUA**

ENTRE

Le Département de Mayotte situé, 8 rue de l'hôpital, BP 101, 97600 Mamoudzou,
représenté par le Président du Conseil Général,

D'une part,

ET

La Commune d'Acoua, ayant son siège à Acoua, représentée par son Maire Monsieur
Ahmed DAROUECHI.

D'autre part,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),
VU la délibération n°304/2011/CG en date du 22 avril 2011 relative aux délégations de
compétences du Conseil Général à la Commission Permanente
VU la délibération n°1543/2014 en date du 12 juin 2014 du Conseil Général relative au
budget Primitif 2014,
VU la délibération n°1625/2014/AP ou CP de la Commission Permanente du 12 juillet 2014
relative à une aide exceptionnelle accordée à la Commune de Acoua.

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le 27, 28 et 29 mars 2014, Mayotte a été frappé par de fortes intempéries liées au cyclone
tropical Hellen qui ont causés d'énormes dégâts matériels sur de nombreuses communes.
Suite à ces intempéries, le Conseil Général a délibéré d'urgence pour demander à l'Etat de
déclarer l'état de catastrophe naturel et de venir en aide aux collectivités et entreprises
sinistrées. De son côté, le Département a décidé d'intervenir aussi pour venir en aide aux
communes, entreprises et populations touchées par les intempéries. C'est dans ce cadre
que le Conseil Général a convenu d'attribuer une aide exceptionnelle à la Commune
d'Acoua suivant les conditions énumérées dans le présent document.

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution d'une aide
exceptionnelle à la Commune d'Acoua par le Conseil Général de Mayotte pour la
réhabilitation, la restructuration des voiries communales ainsi que l'acquisition de mobilier
scolaire pour l'école maternelle d'Acoua.

Article 2 : CONTENU

La subvention accordée à la Commune d'Acoua s'élève à 1 400 000.00 € ; elle est répartie
selon le tableau ci-dessous :

Désignation des opérations	Subvention du Conseil Général
Réhabilitation et restructuration des voiries communales	1 200 000.00
Acquisition du mobilier scolaire pour l'école maternelle d'Acoua	200 000.00
Total	1 400 000.00

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE 09 SEP. 2014

D. R. C. L.

L'installation et la gestion du fonctionnement de l'opération sont placées sous la responsabilité de la Commune d'Acoua.

Article 3 : EXECUTION.

Conformément aux règles applicables aux opérations subventionnées par le Conseil Général, il est prévu l'apposition d'un panneau de chantier annonçant la participation du Conseil Général. Le panneau de chantier doit comporter également le logo du Conseil Général. Celui-ci doit être affiché sur le lieu du chantier ou sur la place de la Mairie.

Le montant total de cette subvention, soit 1 400 000.00 €, sera imputée dans le chapitre 204 du budget 2014 du Département, selon les modalités de versement suivantes :

- 40 % du montant de la subvention accordée sera versé à la signature de la convention, sur présentation de l'ordre de service de démarrage effectif des travaux ou la lettre de commande,
- Le solde de la subvention sera versé au fur et à mesure de l'avancement des travaux, sur présentation des états de mandatement visés par le trésorier municipal et du certificat d'achèvement des travaux.

Article 4 : CONTROLE

Le Conseil Général de Mayotte se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de 3 ans de suivre et vérifier les dépenses au titre du programme aidé ; le contrôle porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}.

Jusqu'au règlement final de la convention, la Commune d'Acoua s'engage à produire à l'exécutif du Conseil Général de Mayotte les évaluations que celui-ci lui demandera sur l'état d'avancement du programme.

Article 5 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant précisant les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conclure à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Article 6 : RESILIATION

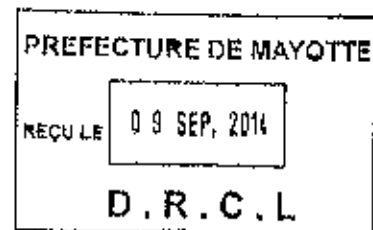
En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de non exécution des opérations faisant référence à la présente convention, le Conseil Général de Mayotte exigera du bénéficiaire de la subvention le reversement de celle-ci à hauteur du montant des opérations non réalisées.

Article 7 : DUREE

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de un an à compter de sa signature, sauf dénonciation expresse adressée trois mois à l'avance par l'une des parties à l'autre, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La Commune d'Acoua dispose d'un délai maximum de 3 ans à partir de la date de signature de la présente convention pour exécuter la globalité des travaux et de consommer la totalité des crédits octroyés. Au delà de ce délai, la présente convention devient automatiquement caduque et la subvention sera annulée d'office.



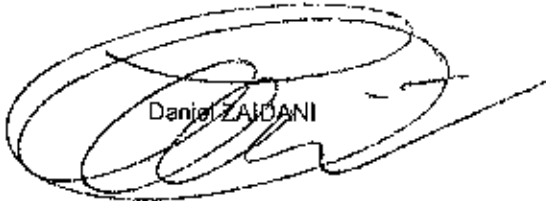
Article 8 : LITIGES

En cas de désaccord persistant entre le Conseil Général de Mayotte et la collectivité, le Tribunal Administratif de Mayotte sera compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de cette convention.

Fait en trois exemplaires originaux.

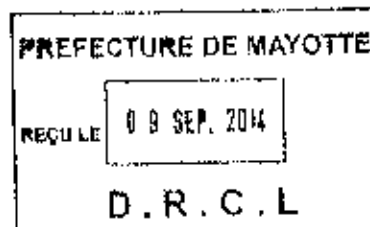
Mamoudzou, le 4/09/2014

Pour le Conseil Général
de Mayotte, Le Président,


Daniel ZARDANI

Pour la Commune d'Acoua
Le Maire


Ahmed DAROUESH



REPUBLIQUE FRANCAISE



CONVENTION N° 177 RELATIVE A UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE
ATTRIBUÉE A LA COMMUNE DE BANDRABOUA POUR LA REFECTION DES ROUTES
COMMUNALES ET DES OUVRAGES D'EVACUATION DES EAUX PLUVIALES SUITE
AUX FORTES INTÉMPÉRIES DU 27, 28 ET 29 MARS 2014, LIÉES AU CYCLONE HELLÉN.

ENTRE

Le Département Mayotte, 8 rue de l'hôpital, BP 101, 97600 Mamoudzou, représenté par le Président du Conseil Général,

D'une part,

ET

La commune de Bandraboua, ayant son siège à Bandraboua, représenté par son Maire Monsieur Soulaïmana BOURA

D'autre part,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU la délibération du Conseil Général en date du 04 avril 2011 relative aux délégations de compétences du Conseil Général à la Commission Permanente

VU la délibération du Conseil Général n°1543/2014/CG relative au budget Primitif 2014,

VU la délibération de la Commission Permanente n°1624/2014/CP du 31 juillet 2014 autorisant la signature de la présente convention,

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le 28 et 29 mars 2014, Mayotte a été frappée par de fortes intempéries liées au cyclone tropical Hellen qui ont causés d'énormes dégâts matériels sur de nombreuses communes. Suite à ces intempéries, le Conseil Général a délibéré d'urgence pour demander à l'Etat de déclarer l'état de catastrophe naturel et de venir en aide aux collectivités et entreprises sinistrées. De son côté, le Département a décidé d'intervenir aussi pour venir en aide aux communes, entreprises et populations touchées par les intempéries. C'est dans ce cadre que le Conseil Général a convenu d'attribuer une aide exceptionnelle à la Commune de Bandraboua suivant les conditions énumérées dans le présent document.

PREFECTURE DE MAYOTTE

REÇU LE

16 SEP. 2014

D. R. C. L.

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution d'une aide exceptionnelle à la commune de Bandraboua par le Conseil Général de Mayotte pour la réfection des routes communales et des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales.

Article 2 : CONTENU

La subvention accordée à la commune de Bandraboua s'élève à 850 000.00 €. L'installation et la gestion du fonctionnement de l'opération sont placées sous la responsabilité de la commune de Bandraboua.



Article 3 : EXECUTION.

Conformément aux règles applicables aux opérations subventionnées par le Conseil Général, il est prévu l'apposition d'un panneau de chantier annonçant la participation du Conseil général. Le panneau de chantier doit comporter également le logo du Conseil général. Celui-ci doit être affiché sur le lieu du chantier ou sur la place de la Mairie.

Le montant total de cette subvention, soit 850 000.00 €, sera imputée dans le chapitre 204 - article 20414 - programme T53_06 du budget 2014 du Département, selon les modalités de versement suivantes :

- 40 % du montant de la subvention accordée seront versé à la signature de la convention, sur présentation de l'ordre de service de démarrage effectif des travaux ou lettre de commande,
- Le solde de la subvention sera versé au fur et à mesure de l'avancement des travaux, sur présentation des états de mandatement visés par le trésorier municipal et du certificat d'achèvement des travaux.

Article 4 : CONTROLE

Le Conseil Général de Mayotte se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de 3 ans de suivre et vérifier les dépenses au titre du programme aidé ; le contrôle porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}.

Jusqu'au règlement final de la convention, la commune de Bandraboua s'engage à produire à l'exécutif du Conseil Général de Mayotte les évaluations que celle-ci lui demandera sur l'état d'avancement du programme

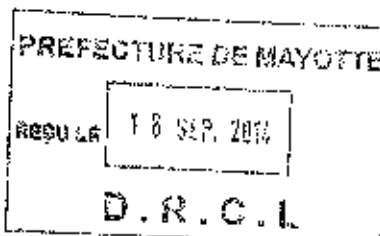
Article 5 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant précisant les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conclure à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Article 6 : RESILIATION

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de non exécution des opérations faisant référence à la présente convention, le Conseil Général de Mayotte exigera du bénéficiaire de la subvention le reversement de celle-ci à hauteur du montant des opérations non réalisées.



Article 7 : DUREE

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de un an à compter de sa signature, sauf dénonciation expresse adressée trois mois à l'avance par l'une des parties à l'autre, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La commune de Bandraboua dispose d'un délai maximum de 3 ans à partir de la date de signature de la présente convention pour exécuter la globalité des travaux et de consommer la totalité des crédits octroyés. Au delà de ce délai, la présente convention devient automatiquement caduque et la subvention sera annulée d'office.

A handwritten mark or signature in the bottom right corner of the page.

Article 8 : LITIGES

En cas de désaccord persistant entre le Conseil général de Mayotte et la collectivité, le tribunal administratif de Mayotte sera compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de cette convention.

Fait en trois exemplaires originaux.

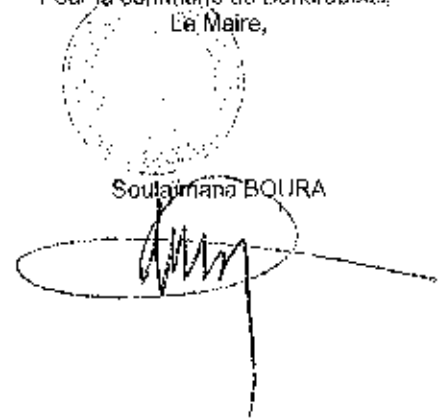
Mamoudzou, le.....2014

Pour le Conseil Général
de Mayotte, Le Président,

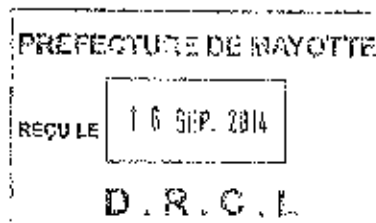


Daniel ZALOUNI

Pour la commune de Bandraboua,
Le Maire,



Soulaymane BOURA



CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 31 Juillet 2014

DELIBERATION N°1624/2014/CP

Relative à une aide exceptionnelle accordée à la commune de Bandraboua pour la réfection des routes communales et des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales suite aux fortes intempéries du 27,28 et 29 mars 2014, liées au cyclone tropical Hellen

LA COMMISSION PERMANENTE, présidée par M. Daniel ZAÏDANI,

En présence des conseillers généraux : (10)

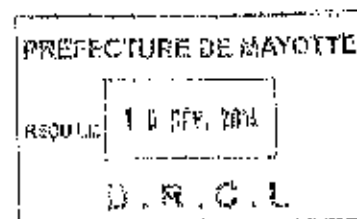
MM. Daniel ZAÏDANI, Jacques Martial HENRY, Issoufi HAMADA, Solderline MADITCHAMA, Assani ALI, Ben Issa OUSSÉNI, Saïd SALIME, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd AHAMADI, Abdou RASTAMI,

Conseiller général représenté : (1)

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. AHAMADI Saïd

Conseiller général absent : (1)

M. MIRHANÉ Ousséni



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu la délibération n°304/2011/CG du 22 avril 2011 relative à la désignation du conseil général donnée à sa commission permanente ;
- Vu la délibération n°1543/2014//CG relative au budget primitif 2014 du Département de Mayotte et le budget annexe du STM ;
- Vu le rapport n°2014-001 624 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu l'avis de la commission réunie du 31 juillet 2014 ;

Considérant la demande de subvention 2014 de la commune de Bandraboua pour la réfection des voiries communales et des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales,

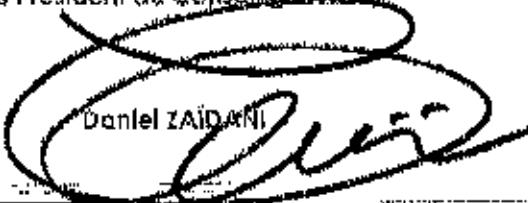
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés

DECIDE

- Article 1 : d'accorder une subvention exceptionnelle d'un montant de 850.000,00 € à la commune de Bandraboua pour la réalisation des travaux de réfection des routes communales et des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales suite aux dégâts causés par les Intempéries du cyclone tropical Hellen,
- Article 2 : d'imputer la totalité de ces dépenses dans le chapitre 204 du budget 2014 du conseil général de Mayotte,
- Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil général à signer avec le Maire de la commune de Bandraboua la convention et tous les autres documents précisant les modalités de la subvention.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général

Daniel ZAÏDANI



AVENANT

AVENANT N°02/DICT/2014
PORTANT MODIFICATION ET TRANSFERT D'UNE PARTIE DES SUBVENTIONS DU CONTRAT
TERRITORIAL N°16/CT/SICL/2014 DE LA COMMUNE DE MAMOUDZOU A LA SECURISATION DU
TERRAIN DE FOOTBALL DE VAHIBE ET DU PLATEAU POLYVALENT DE PASSAMAINTY.

ENTRE

Le Département de Mayotte situé, 8 rue de l'hôpital, BP 101. 97600 Mamoudzou,
représenté par le Président du Conseil Général,

D'une part,

ET

Le SMIAM, ayant son siège à Mamoudzou, représenté par sa Présidente Madame
HIDAHIYA MAHAFFIDHOU

D'autre part,

VU la délibération n°1543/2014/CG du 12 juin 2014 relative au Budget Primitif 2014 du
Département,

VU la délibération de la Commission Permanente n°1626/2014/CP du 12 juillet 2014
autorisant la signature du présent avenant,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : ANNULATION DES SUBVENTIONS

Les subventions relatives au Contrat Territorial de la Commune de Mamoudzou d'un
montant total de 460 196,70 € sont annulées du fait de la caducité du Contrat
n°16/CT/SICL/2007.

Article 2 : TRANSFERT DES SUBVENTIONS

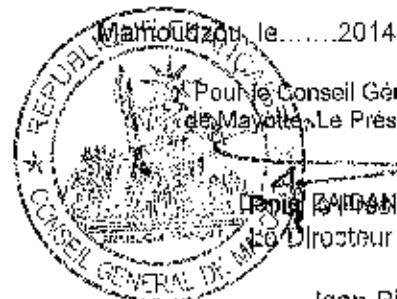
Les subventions qui sont annulées représentant un montant de 460 196,70 € sont transférées
au SMIAM pour les financements de la sécurisation du terrain de football de Vahibé et du plateau
polyvalent de Passamainty :

- 300 000,00 € pour la sécurisation du terrain de football de Vahibé
- 160 196,70 € pour la réalisation du plateau polyvalent de Passamainty

Article 3 : DELAI D'EXECUTION

Les délais d'exécution concernant le Contrat Territorial n°16/CT/SICL/2007 sont prolongés
jusqu'au 31 décembre 2016.

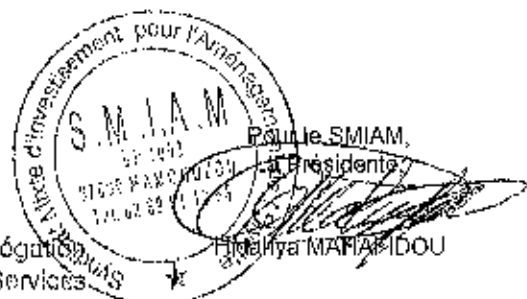
Fait en trois exemplaires originaux.



Pour le Conseil Général
de Mayotte, Le Président,

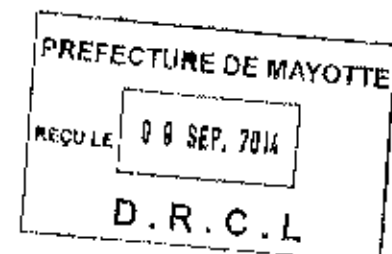
Denis BARDON
Le Directeur Général des Services

Jean-Pierre SALINIERE

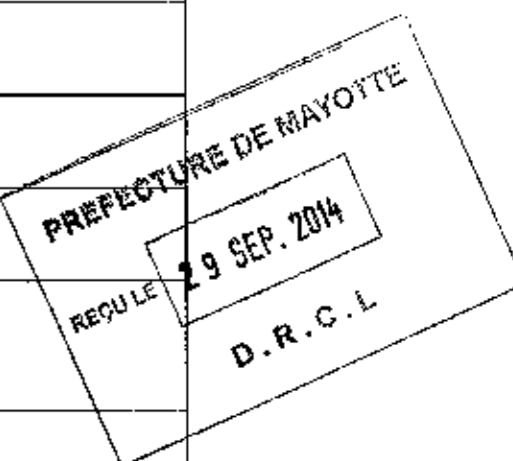


Pour le SMIAM,
La Présidente,

HIDAHIYA MAHAFFIDHOU



SUIVI DES ACTIONS FORMATION PROFESSIONNELLE DE L'ANNEE 2013												
LOT N°	ORGAN	N° MARCHE	INTITULE	CARACTERISTIQUE	Nbre Places	Durée Centr	Heures Stag	Date Début	Date Fin	Taux Horaire	Montant marché	Observations
ACTIONS STRUCTURELLES												
MOBILISATION DES PUBLICS												
	ALOALO	14034	Mobilisation - Consolidation du projet de formation	Orientation - Prépa projet	16	180	2 880	08/09/2014	07/11/2014	4,00 €	11 520,00 €	
5	SC CONS	14034	Mobilisation - Consolidation du projet de formation	Orientation - Prépa projet	16	180	2 880	08/09/2014	07/11/2014	4,00 €	11 520,00 €	
6	ACE	14035	Accompagnement à l'emploi (1)	Suivi - Accompagnement Placement en emploi	250	30	7 500	18/09/2014	10/10/2015	4,50 €	33 750,00 €	
7	SC CONS	14036	Accompagnement à l'emploi (2)	Suivi - Accompagnement Placement en emploi	250	30	7 500	04/08/2014	04/08/2015	4,50 €	33 750,00 €	
PREPARATOIRES												
13	HODINA	14042	Préparatoire à l'insertion et à l'Orientation Professionnelle (PIOP) niveau V et IV Métiers du Transport, Logistique, Approvisionnement et Sécurité	Accompagnement projet professionnel	16	520	8320	27/08/2014	20/02/2015	5,00 €	41 600,00 €	
14	DAESA	14043	Préparatoire à l'insertion et à l'Orientation Professionnelle (PIOP) niveau V et IV Métiers du Tourisme, de l'Hôtellerie et de la Restauration	Accompagnement projet professionnel	16	520	8320	02/06/2014	05/12/2014	4,95 €	41 184,00 €	
15	OIDF	14044	Préparatoire à l'insertion et à l'Orientation Professionnelle (PIOP) niveau V et IV Métiers du Bâtiment et des Travaux Publics	Accompagnement projet professionnel	16	520	8320			4,60 €	38 272,00 €	
16	HODINA	14045	Préparatoire à l'insertion et à l'Orientation Professionnelle (PIOP) niveau V et IV Métiers de l'Industrie et de la Manufacture	Accompagnement projet professionnel	16	520	8320			5,00 €	41 600,00 €	
17	OIDF	14046	Préparatoire à l'insertion et à l'Orientation Professionnelle (PIOP) niveau V et IV Métiers des services de l'Automobile	Accompagnement projet professionnel	16	520	8320			4,60 €	38 272,00 €	
18	ALOALO	14047	Préparatoire à l'insertion et à l'Orientation Professionnelle (PIOP) niveau V et IV Métiers du Tertiaire - Métiers des Services aux entreprises	Accompagnement projet professionnel	16	520	8320	15/09/2014	20/02/2015	4,90 €	40 768,00 €	
19	DAESA	14048	Préparatoire à l'insertion et à l'Orientation Professionnelle (PIOP) niveau IV et III Métiers de l'Informatique et du Numérique	Accompagnement projet professionnel	16	520	8320			4,94 €	41 100,80 €	
20	SC CONS	14049	Préparation aux concours métiers du social - Assistant de service social (ASS), Educateur spécialisé (ES), Educateur de jeunes enfants (EJE)	Prépa concours niv. IV	16	400	6400			4,50 €	28 800,00 €	
21	SC CONS	14050	Préparation aux concours Métiers du paramédical - Auxiliaire de puériculture (2013) - Aide soignant (2014)	Prépa concours niv. IV	16	400	6400			4,50 €	28 800,00 €	
22	DAESA	14051	Préparation à l'insertion et à l'Orientation Professionnelle (PIOP) niveau V et IV Métiers de l'Informatique et du Numérique	Accompagnement projet professionnel	16	520	8320			4,94 €	41 100,80 €	
28	DAESA	14057	Renforcement des capacités linguistiques : Anglais professionnel 1	Prépa projet - Anglais du tourisme	16	520	8320			4,98 €	41 433,60 €	
30	CFPEI	14059	Préparation pour l'accès aux formations de niveau IV (PAF IV)	Savoirs de base de niv. IV renforcés	16	520	8320	01/09/2014	31/12/2014	5,00 €	41 600,00 €	
PREQUALIFICATIONS SECTORIELLES ORIENTEES METIERS AVEC SAVOIRS DE BASE RENFORCES												



[Signature]

31	CFPPA	14060	Préqualification niveau IV et V Métiers de l'Agriculture Productions agricoles, transformation et organisation des filières + Savoirs de base renforcés	Préqualification + Savoirs de base renforcés	16	750	12000			5,00 €	60 000,00 €	
32	CFPPA	14061	Préqualification niveau IV et V Métiers de l'Environnement, des Déchets et de l'Assainissement + Savoirs de base renforcés	Préqualification + Savoirs de base renforcés	16	750	12000			5,16 €	61 920,00 €	
33	EAM	14062	Préqualification niveau IV et V Métiers de la mer + Savoirs de base renforcés (FIM)	Préqualification + Savoirs de base renforcés	1	564	564	07/07/2014	15/12/2014	4,62 €	2 605,68 €	
			Préqualification niveau IV et V Métiers de la mer + Savoirs de base renforcés (FIM)	Préqualification + Savoirs de base renforcés	8	564	4512	26/05/2014	15/12/2014	4,62 €	20 845,44 €	
			Préqualification niveau IV et V Métiers de la mer + Savoirs de base renforcés (FIM)	Préqualification + Savoirs de base renforcés	0	564	0			0,00 €	0,00 €	
34	CFPEI	14063	Préqualification niveau IV et V Métiers de l'Achat, Vente, Commerce et Distribution + Savoirs de base renforcés	Préqualification + Savoirs de base renforcés	16	750	12000	12/05/2014	02/12/2014	5,00 €	60 000,00 €	
35	DAESA	14064	Préqualification niveau IV et V Métiers de l'Informatique et du Numérique + Savoirs de base renforcés	Préqualification + Savoirs de base renforcés	16	750	12000	07/04/2014	14/11/2014	5,00 €	60 000,00 €	
36	DAESA	14065	Préqualification niveau IV et V Métiers du Tourisme et de l'Hôtellerie + Savoirs de base renforcés	Préqualification + Savoirs de base renforcés	16	750	12000	01/04/2014	14/11/2014	5,00 €	60 000,00 €	
37	AGEPAC	14066	Préqualification niveau V Métiers de la Restauration et des Services en salle + Savoirs de base renforcés	Préqualification + Savoirs de base renforcés	16	750	12000	28/07/2014	30/03/2015	5,00 €	60 000,00 €	
38	SC CONS	14067	Préqualification niveau IV et V Métiers de la Santé et du paramédical + Savoirs de base renforcés	Préqualification + Savoirs de base renforcés	16	750	12000	04/08/2014	06/03/2015	4,50 €	54 000,00 €	
39	SC CONS	14068	Préqualification niveau IV et V Métiers du Social et du médico-social + Savoirs de base renforcés	Préqualification + Savoirs de base renforcés	16	750	12000	16/06/2014	15/01/2015	4,50 €	54 000,00 €	
40	CEMEA	14069	Préqualification niveau IV et V Métiers de l'Animation et du Social + Savoirs de base renforcés	Préqualification + Savoirs de base renforcés	16	750	12000			4,50 €	54 000,00 €	
41	CROS MAY	14070	Préqualification niveau IV et V Métiers du Sport + Savoirs de base renforcés	Préqualification + Savoirs de base renforcés	16	750	12000			5,00 €	60 000,00 €	
43	CAMAS F	14072	Préqualification niveau IV et V Métiers de l'Aéroport (Prépa-aéroportuaire) + Savoirs de base renforcés	Préqualification + Savoirs de base renforcés	16	750	12000			5,03 €	60 360,00 €	
44	ACE	14073	Préqualification niveau IV et V Métiers de l'Industrie + Savoirs de base renforcés	Préqualification + Savoirs de base renforcés	16	750	12000			4,70 €	56 400,00 €	
45	OIDF	14074	Préqualification niveau III et IV Métiers de la Finance, Banque et Assurance + Savoirs de base renforcés	Préqualification + Savoirs de base renforcés	16	750	12000	22/09/2014	17/04/2015	4,50 €	54 000,00 €	
QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES												
1. METIERS DE L'AGRICULTURE												
2. METIERS DE LA MER												
51	EAM	14080	Formation Initiale Maritime (FIM) - Certificat d'Initiation Nautique (CIN) 2	SDB + Préqualification professionnelle	16	430	6880	21/07/2014	12/12/2014	5,40 €	37 162,00 €	
3. METIERS DE LA SECURITE ET DE LA SURETE												
57	OIDF	14086	Titre Professionnel - Agent Qualifié de Sécurité et de Prévention (AQSP)	Qualification niveau V	14	350	4900			11,00 €	53 900,00 €	

44

58	CAMAS	14087	Certificat de Qualification Professionnel - Agent de Sûreté Aéroportuaire (ASA) et Agent de Sûreté des Installations Portuaires (ASIP) + Sauveteur Secouriste du Travail (SST)	Qualification niveau V	16	165	2640			9,60 €	25 344,00 €	
4. METIERS DU TOURISME, HOTELIERIE ET RESTAURATION												
59	AGEPAC	14088	Titre Professionnel niveau V - Agent de restauration	Préqualif° + Qualification	14	750	10500			5,14 €	53 970,00 €	
60	AGEPAC	14089	Titre Professionnel niveau V - Cuisiner	Préqualif° + Qualification	14	896	12644			5,14 €	64 476,16 €	
61	DAESA	14090	Titre Professionnel niveau V - Agent d'hôtellerie	Préqualif° + Qualification	14	750	10500			5,97 €	62 885,00 €	
62	DAESA	14091	Titre Professionnel niveau IV - Receptionniste en Hôtellerie	Préqualif° + Qualification	14	750	10500			5,97 €	62 885,00 €	
63	DAESA	14092	Immersion et séjour linguistique (suite parcours)	Renforcement des capacités linguistique - Anglais	6	800	4800			5,98 €	28 704,00 €	
5. METIERS DE L'ANIMATION SOCIO-EDUCATIVE ET SPORTIVE												
64	CEMEA	14093	Certificat de Qualification Professionnelle - animateur Periscolaire (CQP AP)	Qualification niveau V	16	250	4000			6,50 €	26 000,00 €	
66	CEMEA	14094	Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport Mention Education à l'Environnement vers le Développement Durable - BPJEPS EEDD	Qualification niveau IV	12	725	8700	31/03/2014	07/07/2015	10,00 €	87 000,00 €	
6. METIERS DE LA SANTE - PARAMEDICAL ET SOCIAL												
68	IFSI	14096	Diplôme d'Etat d'Aide Soignant (DEAS - 2013) / (DEAP 2014)	Qualification niveau V	15	595	8925			13,19 €	117 720,75 €	
69	SC CONS	14097	Diplôme d'Etat d'Auxiliaire de vie sociale (DEAVS)	Qualification niveau V	15	595	8925			11,50 €	102 637,50 €	
70	AGEPAC	14098	Titre professionnel niveau V - Assistant De Vie Famille (ADVFF)	Qualification niveau V	14	775	10850			5,57 €	60 434,50 €	
7. METIERS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'INSERTION												
9. COMMERCE, VENTE, DISTRIBUTION ET SERVICES												
77	OIDF	14105	Magasinier - vendeur spécialisé (1)	Professionalisation-Insertion	16	520	8320			4,60 €	38 272,00 €	
78	SC CONS	14106	Magasinier - vendeur spécialisé (2)	Professionalisation-Insertion	16	520	8320	07/05/2014	30/12/2014	4,50 €	37 440,00 €	
79	OIDF	14107	Secrétaire - assistant spécialisé (1)	Professionalisation-Insertion	16	520	8320	08/09/2014	10/04/2015	4,60 €	38 272,00 €	
80	OIDF	14108	Secrétaire - assistant spécialisé (2)	Professionalisation-Insertion	16	520	8320			4,60 €	38 272,00 €	
Nombre d'actions : 48					Total : Programme départemental de la commande publique 2013 et 2014			1 201		417 540		2 281 418,43 €

PRÉFECTURE DE MAYOTTE
RÉGULE 29 SEP 2014
D.R.C.L

D

PROGRAMME DEPARTEMENTAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE L'ANNEE 2014

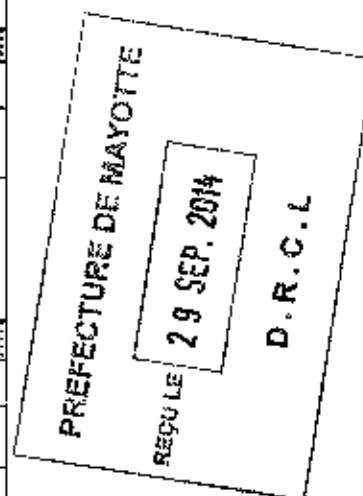
LOT N°	Organisme	N° Marché	INTITULE	CARACTERISTIQUE	Nbre stag.	Durée Centre	Heures Stgres	Date de Début	Date de Fin	Taux Horaire	Montant marché	Observations
ACTIONS STRUCTURELLES												
MOBILISATION DES PUBLICS												
2	SC CONSULTING	14031	Dynamisation - Détermination de projet professionnel (DPP)	Orientation - Prépa projet	16	180	2 880			4,00 €	11 520,00 €	
3	ALOALO	14032	Dynamisation - Détermination de projet professionnel (DPP)	Orientation - Prépa projet	16	180	2 880			4,50 €	12 960,00 €	
4	ALOALO	14033	Mobilisation - Consolidation du projet de formation	Orientation - Prépa projet	16	180	2 880			4,30 €	12 384,00 €	
5	SC CONSULTING	14034	Mobilisation - Consolidation du projet de formation	Orientation - Prépa projet	16	180	2 880			4,00 €	11 520,00 €	
6	ACE	14035	Accompagnement à l'emploi (1)	Suivi - Accompagnement Placement en emploi	250	30	7 500			4,50 €	33 750,00 €	
7	SC CONSULTING	14036	Accompagnement à l'emploi (2)	Suivi - Accompagnement Placement en emploi	250	30	7 500			4,50 €	33 750,00 €	
PREPARATOIRES												
13	HODINA	14042	Préparatoire à l'insertion et à l'Orientation Professionnelle (PIOP) niveau V et IV Métiers du Transport, Logistique, Approvisionnement et Sécurité	Accompagnement projet professionnel	16	520	8320			5,00 €	41 600,00 €	
14	DAESA	14043	Préparatoire à l'insertion et à l'Orientation Professionnelle (PIOP) niveau V et IV Métiers du Tourisme, de l'Hôtellerie et de la Restauration	Accompagnement projet professionnel	16	520	8320			4,95 €	41 184,00 €	
15	OIDF	14044	Préparatoire à l'insertion et à l'Orientation Professionnelle (PIOP) niveau V et IV Métiers du Bâtiment et des Travaux Publics	Accompagnement projet professionnel	16	520	8320			4,60 €	38 272,00 €	
16	HODINA	14045	Préparatoire à l'insertion et à l'Orientation Professionnelle (PIOP) niveau V et IV Métiers de l'Industrie et de la Manufacture	Accompagnement projet professionnel	16	520	8320			5,00 €	41 600,00 €	
17	OIDF	14046	Préparatoire à l'insertion et à l'Orientation Professionnelle (PIOP) niveau V et IV Métiers des services de l'Automobile	Accompagnement projet professionnel	16	520	8320			4,60 €	38 272,00 €	
18	ALOALO	14047	Préparatoire à l'insertion et à l'Orientation Professionnelle (PIOP) niveau V et IV Métiers du Tertiaire - Métiers des Services aux entreprises	Accompagnement projet professionnel	16	520	8320			4,90 €	40 768,00 €	
19	DAESA	14048	Préparatoire à l'insertion et à l'Orientation Professionnelle (PIOP) niveau IV et III Métiers de l'Informatique et du Numérique	Accompagnement projet professionnel	16	520	8320			4,94 €	41 100,80 €	
20	SC CONSULTING	14049	Préparation aux concours métiers du social - Assistant de service social (ASS), Educateur spécialisé (ES), Educateur de jeunes enfants (EJE)	Prépa concours niv. IV	16	400	6400			4,50 €	28 800,00 €	
21	SC CONSULTING	14050	Préparation aux concours Métiers du paramédical - Auxiliaire de puériculture (2013) - Aide soignant (2014)	Prépa concours niv. IV	16	400	6400			4,50 €	28 800,00 €	
27	DAESA	14056	Préparatoire à l'alternance - mobilité : accès aux formations en alternance et en mobilité	Prépa-alternance + Mobilité	16	200	3200			4,89 €	15 648,00 €	
28	DAESA	14057	Renforcement des capacités linguistiques : Anglais professionnel 1	Prépa projet - Anglais du tourisme	16	520	8320			4,98 €	41 433,60 €	
30	CFPEI	14059	Préparation pour l'accès aux formations de niveau IV (PAF IV)	Savoirs de base de niv. IV renforcés	16	520	8320			5,00 €	41 600,00 €	

PREFECTURE DE MAYOTTE
REÇU LE 29 SEP. 2014
D.R.C.I.

PREFECTURE
REÇU LE 29 SEP. 2014
D.R.C.I.

4

58	CAMAS FORMATION	14087	Certificat de Qualification Professionnel - Agent de Sûreté Aéroportuaire (ASA) et Agent de Sûreté des Installations Portuaires (ASIP) + Sauveteur Secouriste du Travail (SST)	Qualification niveau V	16	165	2640			9,60 €	25 344,00 €	
4. METIERS DU TOURISME, HOTELLERIE ET RESTAURATION												
59	AGEPAC	14088	Titre Professionnel niveau V - Agent de restauration	Préqualif [®] + Qualification	14	750	10500			5,14 €	53 970,00 €	
60	AGEPAC	14089	Titre Professionnel niveau V - Cuisiner	Préqualif [®] + Qualification	14	896	12544			5,14 €	64 476,16 €	
61	DAESA	14090	Titre Professionnel niveau V - Agent d'hôtellerie	Préqualif [®] + Qualification	14	750	10500			5,97 €	62 685,00 €	
62	DAESA	14091	Titre Professionnel niveau IV - Receptionniste en Hôtellerie	Préqualif [®] + Qualification	14	750	10500			5,97 €	62 685,00 €	
63	DAESA	14092	Immersion et séjour linguistique (suite parcours)	Renforcement des capacités linguistique - Anglais	6	800	4800			5,97 €	28 656,00 €	
5. METIERS DE L'ANIMATION SOCIO-EDUCATIVE ET SPORTIVE												
64	CEMEA	14093	Certificat de Qualification Professionnelle - Animateur Periscolaire (CQP AP)	Qualification niveau V	16	250	4000			6,50 €	26 000,00 €	
66	CEMEA	14094	Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport Mention Education à l'Environnement vers le Développement Durable - BPJEPS EEDD	Qualification niveau IV	10	725	7250			10,00 €	72 500,00 €	
6. METIERS DE LA SANTE - PARAMEDICAL ET SOCIAL												
68	IFSI	14095	Diplôme d'Etat d'Aide Soignant (DEAS - 2013) / (DEAP 2014)	Qualification niveau V	16	504	8064			13,19 €	106 364,16 €	
69	SC CONS	14097	Diplôme d'Etat d'Auxiliaire de vie sociale (DEAVS)	Qualification niveau V	15	595	8925			11,50 €	102 637,50 €	
70	AGEPAC	14098	Titre professionnel niveau V - Assistant De Vie Famille	Qualification niveau V	14	775	10850			5,57 €	60 434,50 €	
7. METIERS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'INSERTION												
8. FORMATIONS SUPERIEURES - REMOBILISATION BTS												
9. COMMERCE, VENTE, DISTRIBUTION ET SERVICES												
77	OIDF	14105	Magasinier - vendeur spécialisé (1)	Professionalisation-Insertion	16	520	8320			4,60 €	38 272,00 €	
78	SC CONSULTING	14106	Magasinier - vendeur spécialisé (2)	Professionalisation-Insertion	16	520	8320			4,50 €	37 440,00 €	
79	OIDF	14107	Secrétaire - assistant spécialisé (1)	Professionalisation-Insertion	16	520	8320			4,60 €	38 272,00 €	
80	OIDF	14108	Secrétaire - assistant spécialisé (2)	Professionalisation-Insertion	16	520	8320			4,60 €	38 272,00 €	
Nombre d'actions : 51					Total : Programme départemental de la commande publique 2013 et 2014			1 239	427 913		2 311 982,72 €	



17